

## LECTURES. La presse revue...

suite à la lecture de Daniel Schneidermann, Berlin 1933 : La presse internationale face à Hitler. Paris, Seuil 2018.

### Matières :

Avant-propos p.1

1. Hitler en 1923 p. 4

2. L'antisémitisme en Allemagne p. 6

3. Racisme et immigration aux États Unies p.11

3a. L'immigration aux EU p.18

4. Poussés dehors, accueillis nul part. p. 20

5. La montée anti-parlementaire et anti-républicaine en Allemagne 1930-1933 p. 26

6. Le mois de mars 1933 au Rotterdamsche Nieuwsblad p. 41

7. Du blocage des commerces juifs à la sortie de la Société des Nations p. 44

8. La sanglante « Défense de l'État" et la suite p. 56

9. Le plébiscite de la Sarre et l'enchaînement des défaites de la SdN p. 61

10. Préparation et déclaration des „ lois de Nuremberg » p. 66

11. Trois livres ; l'auto-réflexion de Jean Améry p. 73

12. Journalistes et informateurs p. 79

La situation, les risques, l'attitude. p.79

La Stammtisch p.79

Les femmes du métier p. 81

Martha et Mildred p.85

Deux correspondants à part p.91

Monsieur AP p.94

13. De la Rhénanie remilitarisée à la veille de « l'Anschluss » p. 98

14. 1938 : L'annexion de l'Autriche. p.112

15. 1938 : Évian, l'immense déception p.114

16. 1938 Les accords de Munich p.120

17. 1938 : Le pogrom en Allemagne p.124 ;

18. La fin des traités p.131

19. La guerre p.136

20. La Pologne au Forverts p.138

- 21. Le bulletin de la JTA 1941 p.147
  - 22. De la persécution à l'extermination p.150
  - 23. Les massacres de Lidice et Lezaky p.159
  - 24. Juillet 1942, rafles en France p.160
  - 25. Le tournant de la propagande p. 173
- Remarques concluantes p.176
- Post-scriptum p.177

**Avant-propos.** - L'antisémitisme, l'ignorance et l'indifférence au sein des populations du monde lors de la persécution des juifs en Allemagne et ensuite partout où les agents de la dictature allemande sévissaient ; la politique des dirigeants, la réaction de la presse, des observateurs internationales à Berlin, c'est le sujet du livre de Daniel Schneidermann, de son enquête, son « expédition », comme il écrit, au monde des journaux et des consœurs et confrères jadis. S'il y a eu trop peu de lanceurs d'alerte, trop peu d'empathie exprimée avec force par la presse avant et pendant la catastrophe – qu'est ce qui s'est passé, comment se l'imaginer?

Intrigué par la lecture, je me suis mis à l'ordinateur (et dans un moindre degré à la lecture de livres-papier) et j'ai cherché comme j'ai bien l'habitude de le faire et sans m'attendre d'un résultat spécifique.

Je n'ai consulté que des journaux librement disponibles sur le net et d'une langue qui m'est accessible. À cause de ces restrictions surtout, d'une part les périodiques britanniques, scandinaves et russes et d'autre part ceux de langues polonaises et tchécoslovaques, sauf exception, ne figurent qu'indirectement. À la place des britanniques, des journaux du Commonwealth m'ont pu servir. Je n'ai pas consulté les dépêches des agences de presse, sauf celles de la Jewish Telegraph Agency (JTA), source émouvante d'information sur la persécution des juifs et le génocide, mais aussi de rumeurs et parfois, sans mis en garde, des fausses informations lancées par la propagande nazie.

\* \* \*

Personne ne doute qu'à partir du 30 janvier 1933 le régime en Allemagne fut une dictature criminelle, revancharde et ultra-nationaliste, porté par un parti « antisémite ». Parti qui avait gagné successivement 18,3 % des votes en 1930, 37,3 % en juillet 1932 et 33,1 % en novembre 1932 lors des 4 dernières élections libres du Reichstag. Le 5 mars 1933, après un mois du gouvernement Hitler, d'annonces populistes, de discours démagogiques, de mesures de répression et de terreur, le NSDAP obtient 43,9 % des votes. La participation aux élections fut exceptionnelle avec presque 89 %: 17,3 millions allemands de 39,7 millions de votants avaient voté pro Hitler comparée à 11,7 de 35 millions en novembre et 13,8 de 36,9 millions en juillet 1932.

Dès le début, le régime instrumentalise le racisme et met la population au pas en exigeant l'accord de chacune et chacun à une notion du « peuple » dit « aryen » qui exclu une minorité juive déclarée être l'ensemble de tous celles et ceux qui « ont du sang juif ». La propagande attise une paranoïa rendant « le juif » responsable de tous les griefs du monde et le « peuple juif » porteur de toutes sortes de qualités néfastes. La dictature prive progressivement cette minorité, déclarée disqualifiée d'avance, des droits de citoyens et elle l'humilie dans la mesure que ça lui est opportun. Opportun dans le cadre de la création et diffusion d'une idéologie répressive et stimulante à la fois, répressive pour qui ne s'y plie pas, unifiant et porteuse de l'effort exigé de la population pour un projet socio-économique d'État. Une façade de glamour martial et de promesses sociales cache à peine l'armement hors pair, à son début illégal et clandestin, puis imposé aux états vainqueurs de la Grande guerre qui se montrent incapables ou peu inclinés de s'y opposer, impuissants devant leurs populations fatiguées de la guerre, des sacrifices, des conséquences néfastes. À ne pas oublier l'anticommunisme repandu qui menait à voir en l'armée allemande un « rempart contre le bolchevisme ». La dynamique de la dictature nazi est inséparable d'une propagande basée sur une idéologie qui stimule sans cesse l'hypocrisie d'être membre d'une communauté stylisée comme extraordinaire, supérieure de par la « race » : le « peuple allemand », qui serait, ainsi que l'humanité entière, constamment menacée par les juifs et les communistes, par « l'ennemi, le judéo-bolchévisme » .

Que disent les publications du nombre de celles et ceux qui furent forcés de s'enfuir ou de plein gré tournèrent le dos au régime nazi? Environ 360 000 personnes ont du quitter l'Allemagne, dont la grande majorité juifs et désignés comme tels par les lois racistes: 60 % de la population déclarée juive. Venus de l'est, quelques dizaines de milliers n'avaient pas (toujours pas) la nationalité allemande. Après « l'Anschluss » environ 140 000 ont quitté le « Reich » agrandi. En octobre 1941, quand toute émigration fut interdite, environ 160 000 (185 000 selon d'autres sources) victimes des lois antisémites vivaient toujours, privés de leur citoyenneté, en « Großdeutschland ». Depuis 1935 la Gestapo continuait d'établir un fichier central des juifs qui fut utilisé la première fois à grande échelle en octobre 1938 lors de l'expulsion d'au moins 17 000 des environ 72 000 qui vivaient avec un passeport polonais dans le Reich agrandi. Un passeport qui, suite à une loi polonaise anti-juive du 31 mars 1938, n'autorisait plus le retour au pays.

Jusqu'au 1er septembre 1939, les autres pays auraient-ils pu sauver des vies par une politique d'immigration moins restrictive ? Oui, des vies en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie, mais surtout en Pologne et parmi les juifs roumains, hongrois et italiens ayant perdu leur citoyenneté à partir de 1938 -. Concernant les deux premiers pays, la conférence d'Evian en juillet 1938 avec la fondation d'une agence intergouvernementale suscita de faux espoirs, la question des autres pays fut écarté. En suite il y a la guerre. La question du sauvetage de vie atteint l'urgence désespérante en 1941/42 avec les massacres de masse systématiques. Je cite l'historien Willy Coutin : « En 1942, les Alliés perdaient sur tous les fronts. Une intervention militaire, de quelque nature qu'elle fût, sur les territoires annexés ou occupés de la Pologne, ou dans l'ouest de l'Union soviétique était alors inenvisageable. Cela ne signifiait pas pour autant qu'il était

impossible de mettre en œuvre, en Europe, des solutions de sauvetage pour des Juifs (via la Hongrie, la Turquie, la Suisse, en France) » (Willy Coutin, Ce que les Alliés savaient... Rev.Hist.Shoa 2012/2)

Le motif avoué de la guerre, le motif de première urgence des combattants de la coalition anti-hitlérienne aurait pu être la défense de cette minorité ostracisée ? Une illusion totale vu les réticences politiques face à l'antisémitisme répandue, vu qu'avant Pearl Harbour, un Roosevelt doit craindre que l'opposition provoquerait sa chute avec l'insinuation de vouloir envoyer « les américains dans une guerre des juifs ». La propagande nazi, tristement efficace, n'insinuaient-elle pas aux juifs de vouloir organiser une guerre contre l'Allemagne? Surprenant alors que, lors de la Conférence anglo-américaine des Bermudes en 1943, l'idée absurde de « la guerre des juifs », d'une façon ou d'une autre, hante toujours des délégués ? Pas vraiment. Les Alliés proclamaient la guerre contre le nazisme au nom de la défense de l'humanité contre l'inhumanité. Avec une propagande de guerre dénonçant en particulier les massacres de juifs, on craignait de céder du terrain à l'idéologie des nazis, cette idéologie qui ostracise et exclue un ensemble d'humains, « les juifs », selon des critères aberrantes et insinue qu'il domine le monde. L'idéologie qui pour Hitler devait opportunément provoquer une paranoïa spécifique à étendre à travers les frontières. C'était le spectre de cette idéologie qui hantait et qui motivait la réticence de désigner des crimes contre l'humanité, les meurtres de masses, autrement, plus spécifiquement, meurtres systématiques de juifs avant tout. Réticences aussi parmi ceux qui auraient pu se réclamer d'un « peuple juif », d'une « nation juive » mais refusaient l'idéologie qui allait avec. Les menacés auraient-ils préféré un affichage plus fort de « leurs » victimes par la presse ? La propagande gouvernementale ou ce qu'on appelle aujourd'hui « les relations publiques » ne devait-elle pas d'abord sensibiliser les autres pour l'action contre les meurtriers nazis et pour une « identification » ne soit ce plus générale avec des gens ailleurs et différents, victimes de crimes contre l'humanité ?

\* \* \*

Avant mes notes de lecture des journaux, voici quelque lignes résumant une étude de Vincent Bignon et Marc Flandreau publiée en 2012 (*The Price of Media Capture and the Looting of Newspapers in Interwar France – Le prix de la couverture journalistique et l'exploitation commerciale de la presse*). Une étude concernant spécifiquement la presse française d'entre les deux guerres et qui met néanmoins le doigt sur un conflit plus générale entre l'encadrement des intérêts commerciaux des media et la déontologie journalistique concernant l'information juste du public et l'influence sur l'opinion. Voici donc en quelques mots ce que les deux auteurs m'ont appris: En 1940, après "la débâcle", Marc Bloch avait trouvé que des années durant, *The Times* avait informé ses lecteurs beaucoup mieux que *Le Temps*: la presse française entre les deux guerres avait été un des facteurs de la défaite, avait-il conclu. Bignon et Flandreau expliquent les enjeux du marché, l'intérêt des "barons de la presse", des industriels et financiers propriétaires des journaux, la ligne éditoriale étant donné par la volonté d'influencer l'opinion mais aussi par celle d'avoir un maximum de lecteurs pour des raisons commerciales. Les auteurs arrivent à la conclusion que la cartellisation

de la presse française, originaire en 1916 de la censure militaire, a empêché le développement d'une presse de qualité : « Le problème général est que ceux qui contrôlent des journaux sont tentés de les piller. Les journaux sont là pour l'approvisionnement en information mais, comme ils attirent des lecteurs, il existent aussi pour influencer l'opinion. Il y a la tentation de changer le cap pour l'enrichissement personnel. Des réglementations institutionnelles aident à empêcher les propriétaires d'être tentés tel la garantie de l'indépendance des lignes éditoriales, tel des mesures créatives pour l'augmentation de la valeur commerciale des journaux. Le problème en France était l'existence d'un cartel intentionné à empêcher l'apparition de compétiteurs. Le cartel aida à prolonger le temps qu'avait un propriétaire à piller le journal avant qu'un compétiteur arrive» (c'est à dire avant que le journal change de propriétaire. V. p.27/28 de l'article). En Angleterre les règles institutionnelles avaient été adaptés. En France on aurait pu faire pareil, il semble qu'on ne l'a pas voulu, on a opté pour la médiocrité, concluent Bignon et Flandreau, et la médiocrité a rendu plus facile au nazis de faire passer leur propagande, en particulier en 1938, l'année décisive.

\* \* \*

**1. Hitler en 1923.** Mes premières lectures de presse tournent autour de l'évènement élucidé au premier chapitre du texte de Daniel Schneidermann. Pendant quelques jours après le 8 novembre 1923 les quotidiens de langue allemande à Vienne, à Prague, à Klagenfurt, à Pilsen, à Bratislava (de Budapest la bibliothèque autrichienne n'a en ligne qu'un quotidien en hongrois), dédient leurs premières pages au putsch raté d'Hitler et Ludendorff. Très minoritaires sont ceux qui expriment des sympathies pour les putschistes, plus nombreux ceux qui déplorent cette « fin d'un grand militaire » (Ludendorff) et une majorité qui craignent qu'on ait pas terminé avec les tentations dictatoriales en Allemagne.

« Les nationalistes bavarois proclament Ludendorff dictateur et généralissime pour tout le Reich » titre Le Matin du 9 novembre 1923 et le journaliste Sauerwein commente l'avertissement que l'ambassadeur avait transmis au chancelier Stresemann le 3 du mois : «L'attitude que prend le gouvernement français est conforme au discours que le président du conseil (Raymond Poincaré KS) a prononcé jeudi dernier à Nevers. Dans ce discours, il a marqué la différence qu'il convient de faire entre les Allemands qui dénoncent le traité et se préparent à la revanche, et ceux qui voudraient vivre en paix avec la France, entre les industriels qui ont scandaleusement profité de la ruine publique et les ouvriers qui ne demandent qu'à travailler ... La situation créée par le coup d'État de Munich est grave. Mieux vaut être avec une partie de l'Allemagne contre les insurgés bavarois que d'attendre jusqu'à ce que l'Allemagne tout entière se soit unifiée contre nous ». Poincaré a bien fait, pense Jules Sauerwein, grand reporter entre Paris et Londres, Vienne et Berlin : « Ainsi, il impose silence à la détestable campagne qui représente la France comme poursuivant la politique du pire et désireuse d'amener l'Allemagne à des provocations dont elle tirerait ensuite parti pour de soi-disant visées impérialistes. La France tient à affirmer qu'elle est une puissance démocratique et qu'elle ne secondera pas, même par son silence, un Ludendorff... ».

Pas plus tard que le lendemain, Jules Sauerwein peut titrer: «Ludendorff a échoué piteusement. Berlin avait pris des dispositions de combat, mais le vrai vainqueur est le dictateur bavarois von Kahr. » Suit le portrait de ce dernier: «homme sectaire, mais honnête, avec une âme de fonctionnaire, lutte ardemment pour établir la dictature de droite dans l'empire. Il a promis à M. Stresemann de ne pas recourir à la violence, mais de travailler avec ténacité par des moyens pacifiques. Se présenter devant l'Allemagne aux côtés de Ludendorff, général vaincu, protestant mal vu par le clergé catholique, hostile aux Wittelsbach, brouillé avec le Kronprinz; conspirer sous l'égide du peintre en bâtiment Hitler, Autrichien de 35 ans, fraîchement naturalisé, c'était une idée qui ne souriait pas aux vieux "Regierungspräsident"... ». Entre 1920 et 1923, von Kahr avait été responsable de l'expulsion de tous les juifs venus de l'est. L'attention pour l'antisémitisme du journaliste n'apparaît ici que dans une phrase: «Il est certain aussi que le général von Seeckt, ancien chef d'état major de Mackensen, homme d'idées avancées et mari d'une israélite, n'avait aucun enthousiasme pour la dictature de Ludendorff ... (qui était) tout disposé à "limoger" rigoureusement des gens de l'espèce de von Seeckt. »

L'année 1923 est celle d'une crise sévère, politique et sociale de la jeune république : en janvier des troupes belges et françaises ont occupé la Ruhr, Berlin finance la résistance passive, l'inflation s'envole. En août le combat contre l'occupation est perdu. Alors, la nouvelle coalition menée par Gustav Stresemann voit la république menacé par les communistes en Thuringe et en Saxe. Le danger est levé, on a pu compter sur l'armée, la Reichswehr. Mais contre une droite anti-républicaine en Bavière, l'appui sur les militaires se heurte à des tendances voir des plans au sein de l'armée, hostiles à la république. Cependant, la tentative du groupe d'Hitler du 9 novembre ne trouve pas l'appui des militaires non plus : des unités de la Reichswehr la font échouer. À Berlin le gouvernement Stresemann réussi à mettre fin à l'inflation avant de tomber : le SPD lui reproche qu'il a mené des actions répressives contre les communistes en Thuringe et Saxe mais a manqué d'action contre la droite d'une Bavière toujours peu enclin à joindre la République.

L'allusion à Mussolini - « Un Mussolini allemand » titre Daniel Schneidermann - était courante à l'époque. Andrew Nagorski (née 1947), journaliste américain (études e.a. à Cracovie), correspondant du magazine Newsweek à Varsovie, Moscou, Rome, Berlin, Hongkong, rédacteur à New York et auteur de plusieurs livres au sujet du nazisme, dont « Hitlerland » (Hitlerland. American Eyewitnesses to the Nazi Rise to Power, NY 2011) est une des références de Daniel Schneidermann. D'après Nagorski Karl Henry von Wiegand (1874-1961) en quelque sorte pourrait en avoir eu la priorité. Wiegand était un « star reporter » de la presse Hearst qui au début de novembre 1922 avait interviewé Hitler et le nomma le « German Mussolini » dans son article du 12 novembre du New York American (repris e.a. à la page 16 du Bridgeport Telegram du 17) titré « Hitler Styled Mussolini of Teuton Crisis » - Hitler stylisé comme le Mussolini de la crise teutonique -. Selon le Evening Star du 21 mai 1922 Wiegand vivait une vie de Nabob en Bavière, sa célébrité datant d'interviews de chefs de guerre prussiens en 1914/15. Jadis, en 1906, il avait vécu d'une petite librairie à San Francisco ; il avait tout perdu avec le tremblement de terre. Par ailleurs

Truman Smith, l'attaché militaire américain s'était également servi du « German Mussolini » dans son rapport d'un entretien avec Hitler à Munich fin 1922.

Le 10 Novembre 1923 à Vienne, la „Arbeiterzeitung“ (social-démocrate) écrit: (Le Commissaire von Kahr ...) « mobilisa la Reichswehr et quelques heures plus tard il n'y avait plus de "révolution nationale" d'Hitler. Le comédiant déplorable qui depuis un ans joue le Mussolini allemand ne se remettra pas de cette défaite! (mobilisierte die Reichswehr und ein paar Stunden später war Hitlers „nationale Revolution“ zu Ende. Von dieser Niederlage wird sich der jämmerliche Komödiant, der seit einem Jahr den deutschen Mussolini spielt, nicht erholen!...). » Von Kahr, ex-préfet bavarois, commissaire équipé d'un pouvoir dictatorial par le gouvernement bavarois, opposé à la politique de Stresemann, fut menacé de se faire arrêter et avait promis de ne pas intervenir. Il avait ignoré sa promesse. "Le traître" payera de sa vie sa loyauté de fonctionnaire lors des assassinats de juin 1934.

Un jugement net sur Hitler et son mouvement vient de Hambourg du jeune (23 ans) Evert Jan Stoffels dans une des ses « lettres » publiée par le De Standard flamand du 17 novembre: « des méthodes infantiles », des « quasi-violents gestes de menace » de ce « tonitruant Mussolini en imitation », « prophète des guillotines et des échafauds, juge de juifs et d'exploiteurs, rêveur qui rêve et crie la revanche et la vengeance, qui glorifie la haine de tous les adversaires de sa patrie, le fanatique enflammé ».

Prudente dans son résumé, celle qu'on a appelé la première gazette „de boulevard“ de Vienne, „Die Stunde“, par la suite très attentive à l'antisémitisme et interdite en Allemagne sous Hitler, écrit le 11 novembre: « rien de plus terrible que l'idée ... qu'une légende naîtrait et que la jeunesse ... aurait l'occasion de chanter une chanson du genre: „à Munich sur l'Isar, Hitler le fidèle...“ »

Né en 1935, à peine entré à l'école élémentaire en 1941, j'ai appris l'histoire de la „Marche à la Feldherrenhalle“ de „nos héros tombés“ et j'ai chanté... J'avais vite appris l'hymne des SA, « La chanson Horst Wessel » , des vers de 1927 du jeune nazi tué en 1930 dans un affrontement entre SA et communistes, une mélodie connue avant, facile à chanter, musique astucieuse ...

**2. L'antisémitisme en Allemagne.** Avant de revenir à la presse internationale, j'essaie de résumer quelques lectures à propos du fléau antisémite. En 1879 le journaliste Wilhelm Marr (1819-1904), démocrate et anarchiste de la génération de Karl Marx, se sert de la notion d' « antisémitisme » dans un contexte politique. Il a cru pouvoir rassembler du monde dans une "Ligue antisémite", raciste dans le sens des "races humaines" pseudo-scientifiquement définies par Arthur de Gobineau (1816-1882). Avec l'échec de sa ligue en peu d'années, Marr est revenu sur sa conviction antisémite (cf. Moshe Zimmermann, Wilhelm Marr, Oxford 1978). Mais « l'antisémitisme politique » surgit néanmoins en Allemagne et en Hongrie. Les organisations ad hoc, les partis restent minoritaires en Europe. N'empêche que le préjugé dit "biologique", raciste, fait quasiment partie du code culturel de la bourgeoisie petite et grande, notamment du milieu académique. À côté des ressentiments

religieux, "traditionnels" contre les juifs, un racisme plus froid et rationalisé se répand en même temps que l'obsession de l'eugénisme. La social-démocratie n'en est pas exempte et plus tard des communistes se sont distingués par des slogans anticapitalistes imprégnés de préjugés anti-juifs.

Le "Freies Blatt", "Organe du combat contre l'antisémitisme", écrit dans son premier numéro parut à Vienne le 10 avril 1892: « Cent ans après la déclaration des Droits humains, un de ses plus beaux succès est mis en question ... dans beaucoup de villes allemandes et notamment aussi à Vienne une "Association de défense contre l'antisémitisme" s'est formée. De nombreux hommes indépendants et respectés de toutes les classes sociales ont joint cette association pour réfuter avec force toute attaque contre les droits garantis par nature et par la constitution de nos concitoyens juifs ... Pour nous, une question juive n'existe pas. »

Une Idée de l'influence des antisémites donne la polémique du Berliner Tagblatt, quotidien libéral du 9 décembre 1892 contre les paroles au congrès du Parti conservateur la veille : « Il est devenu clair sans équivoque qu'il n'existe en Allemagne qu'un parti qui se déclare solidaire avec ces érostrates (incendiaires KS) marqués au fer rouge par l'opinion publique (suivent les noms de 2 antisémites morts et d'un député farouchement antisémite, Hermann Ahlward. KS) ... : ce parti unique est et reste le Parti conservateur. » Ou encore : « Qu'ont rendu évident au monde les tractations de ce congrès du Parti conservateur ? Que ce parti, qui voit dans l'État chrétien son idéal, qui se dit, avec assez de prétention, porteuse de la couronne et de l'autel, qui se glorifie d'être le véritable parti de l'ordre, que ce parti, motivé par la haine des adversaires politiques, s'abaisse à approuver en public les sales manigances d'individus louches. » - Reste pour l'observateur tardif que les «érostrates» ont leur clientèle et gagnent le mandat dans leurs cantons...

Malgré la constitution du Kaiserreich de 1871 qui ouvre aux "sujets" juifs l'accès à la citoyenneté, à tout formation et activité professionnelle, les milieux universitaires, les organisations d'étudiants, l'armée et le fonctionnariat allemands pratiquent l'exclusion aussi "assimilé" qu'un citoyen juif puisse l'être. Et l'État laisse passer. À ne pas oublier des organisations de paysans et d'agrariens. L'essor relatif des citoyens juifs dans le commerce et dans les professions libres alimente la paranoïa antisémite notamment en périodes de crise économique (à commencer avec la grande dépression après 1873) ou de hausse de l'immigration (dans les années 1880 suite à la répression après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881). La guerre de 1914 apporte un apaisement de l'antisémitisme qui ressurgit d'autant plus fort vers la fin de la guerre, malgré les faits d'un pourcentage de soldats juifs légèrement plus élevé (100 000 d'une population juive de 5500000, dont 10 000 volontaires, 77 000 au front) et un pourcentage égal de victimes (12000). Des décrets antisémites stigmatisent les juifs dans l'armée, notamment les gradés.

Après la révolution de 1918, la constitution de Weimar d'août 1919 garantie l'égalité des citoyennes et citoyens, en particulier aux élections et dans l'accès à tout poste d'enseignement et de fonctionnaire. Il me semble qu'on ne puisse guère sous-estimer l'impression libératrice qu'elle laisse notamment auprès d'une bonne partie des juifs allemands. En même temps, vu l'instabilité économique et politique du pays, passant par l'inflation, par l'appauvrissement et le déclassement



des couches aisées, l'antisémitisme ne disparaît nullement. Bien au contraire, en accord avec le modèle d'instrumentalisation des politiciens conservateurs de l'empire, des personnalités de la droite n'hésitent pas d'attiser l'antisémitisme dans leur campagne contre la République. Parmi les partis républicains seuls les démocrates du DDP, le parti libéral des Max Weber, Hugo Preuß, Friedrich Naumann (18 % des députés en 1919, mais très vite beaucoup moins) inscrivent au programme la lutte contre l'antisémitisme. Les socialistes du SPD (38 % en 1919) des Friedrich Ebert, Philipp Scheidemann, Eduard David comptent des juifs dans leurs rangs depuis les fondateurs, tandis que le Zentrum (19,7 % en 1919, Parti du centre, catholique) rehaussa parfois d'antisémitisme les peurs du libéralisme et du socialisme. Mais des leaders de Ludwig Windthorst au siècle dernier à Joseph Wirth, chancelier en 1921/22, combattaient énergiquement le fléau et l'instrumentalisation politique de l'antisémitisme. Des politiciens et supporters nationalistes et monarchistes de la DNVP (Parti populaire national-allemand, 10% en 1919) forçaient la propagande antisémite afin de déstabiliser la République. Le corps des officiers de la Reichswehr de ce point de vue n'a rien perdu de sa mauvaise tradition impériale et soutient la montée du "Stahlhelm", l'organisation paramilitaire des anciens combattants, antisémite et au service du DNVP, comptant jusqu'à 1 million de membres.

« Maintenir l'ordre » dans la jeune République n'était pas la plus simple des tâches à résoudre. En janvier 1919 le gouvernement provisoire se voyait confronté à l'insurrection des « Spartacistes » communistes. Le commissaire du peuple pour l'armée et la marine, Gustav Noske, député au Reichstag depuis 1906 et social-démocrate de l'aile droite, accepta l'offre du capitaine Waldemar Pabst et d'autres ex-officiers de l'armée impériale, farouchement anti-bolchevistes, de mettre des corps de franc-tireurs d'ancien soldats, les Freicorps, au service de la répression. Au total une armée de 250 000 hommes mobilisés contre une gauche insatisfaite du faible progrès de la révolution. Jusqu'à leur interdiction au printemps 1920, les Freicorps commirent de nombreux meurtres et massacres. Massacres lors de la grève et l'insurrection à Berlin en mars 1919, lors de la République des conseils à Munich. Les premiers victimes de notoriété de cette extrême droite armée furent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht à Berlin le 15 janvier 1919, Kurt Eisner à Munich le 21 février, Gustav Landauer à Munich le 2 Mai , Hugo Haase à Berlin le 7 novembre 1919. Des meurtres politiques où l'antisémitisme n'était pas le motif principal, mais joua un rôle primordial parmi les instigateurs qui dénonçaient « le danger du judéo-bolchévisme » et « les criminels juifs de novembre » à la tête de l'État. De même pour le meurtre de Matthias Erzberger le 26 août 1921 à Bad Griesbach par une organisation terroriste issue des Freicorps. Erzberger, homme aimé et respecté dans son canton badois, fut considéré comme « le politicien le plus haï en Allemagne » à cause de son rôle en juillet 1917 lors de la résolution du Reichstag pour une paix d'entente, sa signature sous le traité d'armistice à Compiègne, son acceptation du Traité de Versailles. Une brochure dénonciatrice, une campagne de presse de la droite et une justice largement anti-républicaine avaient causé la chute du ministre des finances en 1920.

Le 27 août 1921 le Deutsche Allgemeine Zeitung, quotidien conservateur d'influence, propriété de l'industriel et député Hugo Stinnes (1870-1924), publie une nécrologie : « Nous avons

laissé aucun doute, que ni l'activité de l'homme d'État Erzberger, ni celle du leader parlementaire nous n'ont parus bénéfiques pour notre peuple... l'Histoire qui plus tard racontera le déclin de l'Allemagne, qui recherchera les causes et les effets et les pèsera, ne pourra contourner la personnalité d'Erzberger ... Erzberger (porte) une part essentielle de responsabilité pour les événements qui ont mené à l'ébranlement profond de notre vie étatique. Une lourde responsabilité pour toutes ces choses que l'Histoire le fera porter lui sera attribuée. ». L'article signé K. conclut avec des mots conciliants : « Il n'y a personne ... qui ne ressent pas une horreur profonde face à ce crime odieux... Qu'une chose soit dite : Celui qui tache d'utiliser le meurtre de Griesbach, l'acte de psychopathes fanatiques, à exacerber les oppositions des partis, agit de manière irresponsable envers le peuple entier. Aucun parti veut le meurtre politique. Le sort tragique d'Erzberger sera regretté profondément aussi de ceux qui étaient ses adversaires politiques. » K. pourrait être la signature de Fritz Klein (1895-1936) fraîchement arrivé à Berlin, fils de pasteur en Transylvanie, lieutenant dans l'armée autrichienne en 1918, rédacteur à Hermannstadt/Sibiu 1919, docteur en économie 1920, entrée à la Deutsche Allgemeine 1921, rédacteur en chef en 1925, patriote conservateur proche de Stresemann, modérément critique du régime en 1933, écarté, cofondateur du « Deutsche Zukunft », hebdomadaire culturel plus ou moins conformiste (« Tentative macabre de réunir libéralisme national, néo-conservatisme et 3ième Reich », jugea le publiciste Harry Pross plus tard). Klein meurt suite à une chute de cheval.

La Berliner Volkszeitung du 27 août 1921, journal populaire décidément républicain, proche du DDP, demande « Jusqu'à quand ? » (Wie lange noch?): « Des meurtres politiques agissent comme une sorte de flash, du coup ils nous font regarder les choses comme elles sont ... Une démagogie sans scrupules qui veut détourner l'attention de sa propre culpabilité ineffaçable a mené une partie de notre peuple à un état d'esprit qui cré l'atmosphère propice aux meurtres politiques... Si on verra aujourd'hui chez les ennemis de la République des drapeaux aux fenêtres, nous ne serions pas étonnés. Car on a incité publiquement au meurtre de l'adversaire politique et le noble Lebius (journaliste et chef d'un parti antisémite 1918-1923 KS) n'a été condamné pour ce délit qu'à une peine pécuniaire ... Rarement un homme a subit une injustice si lourde que Erzberger. Certes, il ne fut pas inattaquable. La facilité de laquelle il enlaçait affaires et choses politiques n'était pas correcte. Son affairisme et aussi sa vanité l'ont souvent conduit à des pas en désaccord avec l'intérêt général ... Mais au fond de son coeur, Erzberger était un homme pur, d'une bonhomie du sud de notre pays et d'une ambition honnête. Ministre, il a mis son énorme force de travail et son grand savoir politique au service de la patrie sans réserve ... Jusqu'à quand doit durer cette campagne haineuse sans précédent, l'attisement sans scrupules de toutes les passions populaires ? Ne veut-on pas, finalement, attaquer le mal à sa racine ? »

Même constat relatif au rôle de l'antisémitisme pour les massacres commis par les corps francs lors de leur retraite après les 4 jours du putsch du 13 mars 1920 quand la tentative fut avortée par une grève générale. Le 24 juin 1922, le meurtre de Walther Rathenau, Ministre des affaires étrangères, homme du parti libéral, industriel et publiciste, était inséparable du fait que pour beaucoup d'allemands un ministre juif, notamment celui qui représente le pays à l'étranger,

semblait inacceptable. La Deutsche Allgemeine Zeitung publie une nécrologie de Paul Lensch (1873-1926), journaliste social-démocrate et député jusqu'en 1919, ensuite professeur d'histoire, qui avec ses thèses sur un socialisme spécifiquement allemand et une solidarité spécifique du « peuple allemand » est parfois considéré comme un pionnier de la révolution conservatrice ou encore proche des « national-bolchevistes ». Après une énumération des meurtres politiques et l'expression de sa répulsion et de leurs effets politiquement néfastes Lensch écrit «... L'assassiné était juif. Pour beaucoup cela suffisait pour le considérer politiquement suspect. Ce qui plus est, on parlait de lui comme d'un « socialiste » de sa façon individuelle. C'est pour cela qu'il jouissait d'une certaine popularité parmi les ouvriers. Il était un bon patriote et il a rendu des services à son pays, notamment au début de la guerre, qui resteront inoubliés. Si ses décisions en politique économique étaient toujours les bonnes ou pas est hors de sujet ici. Mais à la recherche des coupables nous ne voulons pas oublier l'Entente, qui par sa subversion constante du public allemand par des menaces, du chantage, des notes prédatrices, des humiliations, une légèreté frivole, et ses gaspillages, qui n'arrêta pas de mettre la psyché allemande en révolte et en colère. C'est elle, en vérité, qui créa le fond d'abord qui rendait de tel méfaits possible. C'est d'une ironie tragique que Walther Rathenau fut à la fin la victime de la politique haineuse de ce pays, qu'il avait tâché le plus à réconcilier : La France. » Le lendemain de l'assassinat de son ministre des affaires étrangères le chancelier Joseph Wirth prend la parole au Reichstag et à la fin de son discours lit le texte du « Décret relatif à la protection de la République du 24 juin 1922 ». Dorénavant qui discrédite en publique la République et ses élus risque jusqu'à cinq ans de prison et jusqu'à 500 000 marks d'amende. Les autorités peuvent interdire des rassemblements anti-républicaines. Prévu d'être intégré dans le droit pénal dont la réforme était prévu, mais n'aura jamais lieu, la durée du décret fut fixé. À partir de 1929 plus rien ne le remplacera.

La donne en matières d'antisémitisme change encore avec l'année de crise 1923, avec une vague d'exactions contre les juifs qui commence à Beuthen en Silésie en octobre et continu dans plusieurs autres villes, dont Berlin. Les sentiments hostiles au juifs dépassent largement les petits cercles d'extrémistes, les injures deviennent quasiment à l'ordre du jour. Une situation très inquiétante. Pour le mouvement sioniste un signal pour l'émigration en Palestine, pour la majorité des juifs intégrés à la société allemande c'est plutôt un appel à intensifier le combat contre l'antisémitisme. Les années 1924-29, relativement calmes, semblent donner raison à ces derniers. Jusqu'à l'essor inattendu d'un parti expressément antisémite aux élections de 1930, jusqu'à la terreur nazi. Le « Décret relatif à la protection de la République » essentiellement l'oeuvre de Gustav Radbruch, ministre de la justice du gouvernement Wirth, permettait de sanctionner aussi la propagande et l'activité antisémites. Il n'avait pu passer qu'avec d'importants compromis avec des Länder réclamants leur souveraineté en la matière. Elle avait été prolongée de 2 ans en 1927, mais en décembre 1929 Parti communiste, NSDAP et DNVP votaient contre une seconde prolongation. Face à la crise mondiale et la montée du nazisme, plus aucune loi du Reich ne protégea plus la République.

**3. Racisme et immigration aux États Unis.** Francis Galton (1822-1911) avait été l'enfant prodige d'une famille de fabricants (de fusils) et banquiers quaker à Birmingham/Angleterre. Devenu médecin, mathématicien et voyageur jusqu'à Constantinople, Damas, Khartoum, il fut fortement impressionné par les thèses sur l'élevage de bétail publiées par son parent Charles Darwin en 1859. Il se lança dans des recherches en statistique, pour laquelle il est considéré comme le pionnier, et en recherches sur hérédité. En 1883 il inventa l'expression "eugenics" pour ses idées: « ce que la nature achève aveuglement, lentement et brutalement, l'homme pourrait obtenir en prévoyant, rapidement et gentiment », c'est à dire « l'amélioration de la race ». Galton - à l'époque des empires coloniaux - était convaincu de la supériorité de la civilisation des « blancs » par rapport aux « noirs », au « jaunes », au « rouges » etc. Son racisme n'épargne pas les juifs.

L'eugénisme, loin de rester confiné aux petits cercles de scientifiques, devient un mouvement et, en combinaison avec le racisme se transforme en un élément idéologique qui pénètre les sphères politiques et sociales à un point difficilement imaginable en 2019. Autour de 1900 l'eugénisme est promu par la redécouverte des lois d'hérédité de Mendel et les débuts de la génétique. L'idéologie néfaste prend son essor avec les vagues de réfugiés et migrants et avec la première guerre mondiale. Il atteint son apogée pendant les années 1920 et 1930 et malgré la poussé à l'extrême de l'eugénisme et du racisme en Allemagne nazi, ailleurs dans le monde il ne perd que très lentement son impacte médiatique et politique à partir de 1935. Un social-darwinisme généralisé va de pair avec le racisme.

Un produit semblant absurde de l'eugénisme étaient les "Fitter families contests" lors des foires animalières annuelles un peu partout dans une Amérique encore largement rurale: Un comité d'experts couronnait des personnes selon des critères de "santé physique et mentale", largement racistes. Le Evening Star de Washington du 21 mars 1926, page 4, reproduit une nouvelle de l'Associated Press envoyée de Lawrence au Kansas : « Une nouvelle classification sociale, fondée non plus sur le sang bleu d'ancêtres mais sur le sang rouge des vivants est une possibilité de l'avenir proche. C'était l'idée de Dr Florence Sherborn de l'université du Kansas quand elle a lancé une nouvelle action à la foire libre du Kansas à Topeka il y a six ans - une compétition entre familles pour la plus apte. ... Ainsi fut née une idée qui depuis à été adoptée par six autres États et par la Société eugénique nationale ... Le but de la compétition eugénique, souligne Dr. Sherborn, est d'abord de stimuler la fierté familiale d'être bien né et de proliférer l'information sur l'hérédité et le comportement. » « Des familles plus aptes pour les foyers futures ! » était le slogan de la pédiatre et sa collaboratrice Mary Watts, toutes les deux des pionnières du mouvement pour l'examen de santé des nouveau nés.

Les résultats des recherches en statistique provoquaient ou promouvaient l'installation de bureaux de statistique gouvernementaux et privés au monde entier. Une nouveauté qui semblait utile également aux défenseurs d'une nation juive. Ainsi Alfred Nossig (1864-1943), par ailleurs auteur du libretto de "Manru" de Paderewski en 1897, fonde l'Association pour la Statistique des Juifs à Berlin en 1902, où, deux ans plus tard dirigé par Arthur Rupp (1876-1943), le bureau a pour but la

statistique scientifique des juifs dans tous les pays. Le bureau édite une revue mensuel, une plateforme aussi pour des anthropologues physiques loin d'être racistes comme Felix von Luschan (1854-1924) directeur au musée berlinois d'ethnologie, qui dénonçait l'absurdité des notions de "race aryenne" et de "race juive" et Maurice Fishberg (1872-1934), médecin newyorkais, anthropologue distingué, défenseur de la multiplicité d'origines ethniques des juifs, auteur de "Jews, a Study of Race and Environment" en 1911.

La page livres du San Francisco Sunday Call du 19 mars 1911 publie une note de lecture du livre de Fishberg : « l'auteur affirme que du point de vue anthropologique 'il n'y a pas de race juive ; il n'y pas de type juif ; mais il y a de nombreux types juifs. Il donne la preuve conclusive qu'au lieu d'être une race pure, des siècles durant ils se sont intermariés avec les race parmi lesquelles ils vivaient, comme le montrent leurs mesures anthropologiques ... Ses images montrent que les juifs s'assimilent aux peuples de leur entourage, peu à peu ils mourront ou seront absorbés. Mais dans son chapitre dernier, l'auteur plaide pour une telle assimilation. »

Le «The Sun », quotidien à New York, fondé par Benjamin Day (1810-1889) quand il avait 23 ans. Considéré comme un journal sérieux, il s'adressait néanmoins à un public large et fut inventif par son prix (« 1 penny »), par son contenu en faits divers (e.a. les suicides), par son sensationnalisme, par l'intégration de la publicité dans ses ressources financières. Il est dit d'avoir changé le journalisme en faisant du journal une pièce intégrée à la vie quotidienne des lecteurs. Day avait compris que l'illettrisme des masses était en train de disparaître. Le 7 avril 1912, par exemple, le Sun publie, page 10, un article : « On s'occupe bien ici des immigrants juifs. Une association a aidé à domicilier 60 000 nouveaux-venus en divers régions du pays » : « Il y a une petite maison au coin de la 2me avenue et la 11me rue, où loge le « Industrial Removal Office » (IRO Office de placement de travailleurs industriels) : « Organisé il y a environs onze ans par des notables juifs de New York et subventionné par les fonds laissé par le Baron Hirsch pour l'aide au juifs partout, le IRO a envoyé quelques 60 000 personnes de New York à différentes régions du pays. Le résultat fut qu'environ un quart d'un million d'immigrants qui autrement seraient venus ici ont naturellement été attirés par les parties moins peuplées des États unis. De temps à autre on crie sur la congestion à New York, sur le grand nombre de juifs dans la ville. Le cri vient parfois de ceux qui veulent restreindre l'immigration ; parfois des organisations ouvrières, parfois des notables juifs eux-mêmes. Il est vrai qu'aujourd'hui New York est le plus grand centre le monde a connu, avec la plus grande population juive de toutes les villes de l'histoire du peuple juif. Mais le East Side ou le Ghetto comme quelques uns l'ont stylisé a subit un énorme changement les dernières années. Les gens juifs de cette cille ne sont plus le peuple à part qu'ont représenté des écrivains qui cherchent le bizarre. Il n'y a plus le East Side que cherchaient les écrivains et romanciers tourné vers le sensationnel, qui rendaient une caricature du juif, parfois l'idéalisèrent, parfois le distordaient et le représentaient mal la plupart du temps. Le East Side rend maintenant son propre récit du capital et du travail, de la charité, du commerce, de la musique et des autres arts. Pour ceux qui cherchent la

bidonville il a perdu son charme ... Venus la plupart de pays où il ont été persécutés et où leurs frères sont toujours persécutés, les immigrants juifs s'attachent d'autant plus fortement à leur nouvelle patrie et leur patriotisme croît ici plus intensément que celui de gens qui partagent leur amour entre leur pays ancien et le nouveau... »

« Les gens que l'IRO a distribué à travers les États Unis ont été soigneusement examinés par un médecin afin d'en extraire ceux qui sont physiquement inaptes. Le médecin du IRO est le docteur Maurice Fishberg, l'anthropologiste et auteur de « Les juifs, une étude de race et d'environnement. » Parlant des demandeurs qu'il a examinés et déclarés aptes à être envoyés par l'association docteur Fishberg dit : Les personnes envoyés par ce service vers l'ouest et le sud sont physiquement supérieures aux gens parmi lesquelles ils ont grandi. C'est effectivement une classe particulière qui demande d'être placés par le bureau. Les faiblants, les handicapés, ceux qui manquent d'ambition ne pensent même pas de quitter la lower East Side. » Le président d'une autre association d'aide, le juge Sanders de la Société hébraïque d'abritement et d'aide aux immigrants a dit : « l'histoire de notre peuple dans ce pays est une démonstration vivante du fait que l'ambition primaire du juif est de devenir assimilé dans la masse de la , de se familiariser avec les traditions de la liberté. L'histoire de notre peuple est aussi un refus vital de la calomnie malintentionnée que tous les immigrants resteraient étrangers à nos coutumes, langue et institutions. Au contraire, dès le moment où il arrive à Ellis Island, l'immigrant juif est ardemment désireux d'accélérer l'approche du jour où il sera qualifié de jouir complètement de la vie libre américaine. »

Le 20 août 1914 le Honolulu Star-Bulletin titre : « Le mouvement de maître du tsar » : « La nouvelle que l'empereur de Russie promet au polonais l'autonomie politique, s'il restent calmes et loyales pendant le combat gigantesque actuellement en cours en Europe, et au juifs la liberté totale civile et religieuse, est un des coups de maître d'hommes d'États. C'est équivalent en importance à la libération des esclaves et d'un effet plus large que l'établissement de la douma ... Dans son œuvre profonde M. Maurice Fishberg, l'autorité la plus haute et la plus actuelle sur le sujet, indique le nombre de juifs en Russie, selon le census de 1897 à 5,110,548. D'eux 3,578,229 vivent dans la « faucille » des 15 provinces à l'ouest de la Russie européenne, où les juifs ont droit de vivre ; 1,321,110 en Pologne et 202,000 à l'ouest de la Russie européenne. La population juive de la Russie ne compte que 4 % de la population. Mais dans la « faucille » elle compte 10 %. Il y a des régions où la population est aussi dense qu'en Belgique et comme les juifs n'ont pas droit à certaines professions, même avec l'effort suprême il est impossible de gagner sa vie. De ces régions viennent la plupart des immigrants juifs arrivant en Amérique. Il n'y a pas de « problème » juif en Russie, sauf un problème artificiel. »

Aux États Unies l'idéal du « Melting pot » fut rendu populaire au théâtre à Washington en 1908 avec la pièce d'Israel Zangwill (1864-1926), dissident anglais du sionisme en tant que « territorialiste » qui s'imaginait des terres juives non seulement en Palestine. L'idéal du melting pot allait de pair avec la pensée et la pratique raciste du type colonialiste, justificatif de l'esclavage. De longue date aussi des préjugés anti-juifs étaient présents mais moins répandus aux E.U. qu'en

Europe. Le fléau surgit lors des primaires des élections présidentielles de 1920. Le 23 juillet 1920 The Jewish Monitor à Fort Worth-Dallas publie une information que le journal avait demandé à la Anti-Defamation League (ADL), organisation juive de lutte contre l'antisémitisme, fondée en 1913. La voici : « M. Henry Ford aspire à devenir le président des États Unies. Lors de la Troisième réunion électorale (du parti républicain KS) à Chicago la semaine dernière M. Ford fit un grand effort d'assurer sa nomination. Son quartier général au Morrison Hotel était somptueux, ses aides de camp et adjoints presque aussi nombreux que les délégués. Il parut... que M. Ford était logiquement le seul candidat restant. ... Une tentative de nomination immédiate fut stoppé par un délégué qui accusa M. Ford d'avoir organisé un mouvement anti-sémitique aux États Unies. Un comité fut nommé qui devait demander une recherche à l'ADL. Un rapport signé fut retourné au Comité qui fut chargé de le transmettre au chef de campagne de M. Ford ... un des plus zélé des lieutenants de campagne disait : « Si M. Ford ne peut pas nié les constatations, il ne peut pas être nommé. » Le soir même, le quartier général fut fermé, toutes les activités furent stoppées et on annonça que M. Ford ne serait pas candidate. Le vote a eu lieu le lendemain. »

Pour beaucoup de gens aux E.U et ailleurs, Ford, le magnat de l'industrie de l'automobile, considéré comme le créateur de la mobilité moderne, rurale en premier lieu avec la T4, était l'incarnation de l'américain, de la réussite personnelle. Il est décrit comme humainement froid et joueur au hasard en politique. Dans son fief non loin de Detroit il avait acheté le « Dearborn independant » en 1919 et ce journal commença à publier des articles violemment anti-juives, ainsi le 10 juillet 1920 plusieurs pages de citations et commentaires approubatifs de l'infâme faux dit des « Sages ». À la popularité de Ford correspond le tirage de son journal de 700 000 et plus. Traduite en Europe le pamphlet devient une lecture appréciée et inspirante pour les propagandistes nazis.

Le 8 novembre 1923 le Bismarck tribune (à Bismarck, capitale du North Dakota) publie une nouvelle de New York de la veille : « L'agitation s'effondre » : « Ce qu'on appelle le « collapse de l'agitation antisémite aux États Unies » et le fait qu'il n'y a eu aucune tentative à une échelle quelconque de réanimer cette propagande l'année passée, a eu « un effet extraordinairement salutaire en minimisant les activités anti-juives en Europe ». C'est ce qui constate le 16ième rapport du Comité juif américain publié ici aujourd'hui. Le rapport attribue le collapse de la propagande anti-juive aux protestations vigoureuses de la presse, des églises et d'autres organes de l'opinion publique américaine. » Par pure coïncidence, le lendemain à Munich la tentative de prise de pouvoir des antisémites échoue – définitivement pour le moment, pour réussir 9 ans plus tard à Berlin.

En matière d'antisémitisme Henry Ford fait de nouveau des titres en juillet 1927. Ainsi le 18 juillet au Evening Star de Washington : « L'explication de Ford étonnante du point de vue des éditeurs » Le journal résume les réactions mixtes de nombreux journaux à travers les E.U. aux excuses que Ford avait publié dans une lettre du 30 juin. La lettre avait été écrite par l'avocat juif de New York, Louis Marshall, approuvée sans changement par Ford et lancée à la presse. La motivation de Marshall reste controversée. Le Star rapporte : « Henry Ford a généreusement révoqué » dit le Des Moines Register exprimant une vue partagée par une bonne partie des

commentaires a travers le pays concernant les excuses de M. Ford pour la campagne du Dearborn Independent contre les juifs. La presse en général est néanmoins étonnée ou incrédule ou les deux, vu la phrase de l'excuse disant que le propriétaire du Independent n'aurait pas su ce qu'imprimait son magazine ... M. Ford n'est que faiblement conscient de l'énormité de son délit, déclare le St. Louis Post-Dispatch ... y a-t-il une offense à l'esprit de notre constitution davantage à déplorer, plus criminellement perfide envers nos traditions et notre credo politique, plus insidieusement destructif du génie de nos institutions que de prêcher systématiquement la haine raciale ? » ... « Mais beaucoup de journaux ressentent que l'action de M. Ford devait être prise au pied de la lettre. Le Albany Evening News dit : « Il s'est honorablement expliqué, cela suffit ». Le Rochester Times-Union est heureux qu'il a annoncé « que son nom ne sera dorénavant plus connecté à l'encouragement ici à cet anti-sémitisme qui est une force déchirante dans nombre de pays. » Le Detroit News dit « Quelque soit l'inspiration, son retrait vient évidemment du coeur et est d'une totalité caractéristique » ; «... Si l'excuse de M. Ford sert à d'autres de purger leur coeur de jalousie et d'haïne et de mauvaise volonté et de tout ce qui n'est pas charitable, à affronter leurs camarades américains sur le terrain commun d'une humanité commune, indépendamment de leur race et religion, le fabricants de moteurs aura rendu un service réel et durable à son pays » déclare le Birmingham News, et l'Oklahoma City Times qui voit « trop d'américains toujours occupés à promouvoir des préjugés raciaux et religieux » dit : « Intolérance, ignorance et bigoterie font des frictions inutiles en un peuple polyglotte, mais la Nation le remarquera si l'homme le plus riche du monde et son périodique à circulation large abandonnent l'antisémitisme. » L'a-t-elle remarqué ? La propagande antisémite n'était pas morte et de 1936 à 1942 Henry Ford et le Dearborn Independent avaient leurs dignes successeurs, le Père Coughlin et son périodique « Social justice ».

Peut-on oublier que la ségrégation raciale légale, de jure, aux États Unies ne fut abolie qu'en 1964 ? Le Comité américain juif, le Congrès juif américain, la ADL et des citoyennes et citoyens juifs avaient fortement participé au Mouvement pour les droits civiques. S'il n'y a pas eu de racisme du côté juif, il y a parfois eu une attitude condescendante envers les « afro-américains » et quand à partir de 1914 des millions d'« afro-américains » venant du sud entraient en concurrence avec des travailleurs juifs immigrants dans les villes du nord et du middle-west, les frictions ne manquaient pas. Avec les tensions avant la guerre de 1967, Nasser qui déclare vouloir la destruction d'Israël, les juifs américains, même les plus critiques du sionisme, partagent la peur des israéliens et se joignent à eux et aux sionistes. Ils gardent leur attitude après la guerre des six jours dont la fin fut imposée par les deux superpuissances à la demande des soviétiques. Parmi les afro-américains surgissent des généralisations antisémites de sentiments de solidarité avec les palestiniens et « les arabes » s'ajoutent au fond de préjugés anti-juifs dans la société américaine en générale.

La population juive aux États Unies avait grandit de 400 mille en 1890 à 4 million en 1927, en majorité des immigrants des pays de l'est et leurs descendants, fortement concentrés à New York. Judah Leon Magnes (1877-1948) à New York, jeune Rabbin du Judaism réformé américain continua ses études à Berlin avec Friedrich Paulsen et Friedrich Delitzsch, obtint un doctorat à Heidelberg en 1902 et regagna New York. Il avait également voyagé en Pologne et en Galicie. Il



était devenu sioniste à Berlin. En 1906 il aida à la fondation du AJC, le Comité Américain des Juifs. Il s'engagea avec la Kehillah (Commune) à New York qui avait pour but d'unir les juifs riches et pauvres, ceux venus de l'est avec ceux de l'ouest. Notamment le bureau d'éducation fut un succès. En 1915, face à la guerre en Europe, il réunit les différentes organisations d'aide dans le American Jewish Joint Distribution Committee (AJJDC) communément appelé le "Joint" , ramassait des millions de dollars, qu'il apportait en Pologne et à Vilnius en passant par la Scandinavie, par Hambourg et Berlin. Il s'opposait fortement à l'entrée des EU dans la guerre et salua la révolution de février en Russie. Il avait visité la Palestine en 1907 et 1912, joua un rôle important dans la fondation de l'Université hébraïque et prit domicile en Palestine en 1922. Néanmoins partageait-il l'anti-sionisme des juifs réformés, s'opposait au nationalisme des sionistes et réclamait le respect de la population arabe. En 1937 dans le New York Times il commentait le plan de partition de la Commission Peel en disant qu'avec la permission des arabes des centaines de milliers de réfugiés européens pourraient être accueillis. Sans cette permission même les quatre cent milliers actuels seraient menacés et la partition entraînerait un nouveau Balkan. Après la guerre israélo-arabe, l'ancien "binationaliste" rêvait d'une fédération de deux états avec Jérusalem comme capitale commune. En été 1948 il commença à s'occuper des réfugiés palestiniens et démissionna de la présidence d'un Joint qui ignorait un urgent et si grand problème de réfugiés.

La tradition anti-sioniste du judaïsme réformé trouva son expression en 1942 dans la fondation du Conseil Américain pour le Judaïsme (American Council for Judaism, ACJ), dont le rabbin Elmer Berger (1908 -1996) fut le premier directeur exécutif. En 1945 Berger publia "Le dilemme juif": le sionisme signifiait pour lui la capitulation devant le mythe racial étendu aux juifs et « l'assimilation » lui semblait toujours la meilleure solution. Devant la commission d'enquête anglo-américaine de 1946, Lessing Rosenwald, membre éminent de l'AJC plaidait pour un état ni juif ni arabe, pour l'immigration de réfugiés européens à condition que l'idée d'une Palestine exclusivement juive serait abandonnée. Après l'établissement de l'État d'Israël, Berger propageait l'abandon du sionisme. Après la guerre de 1967 la grande majorité des juifs américains n'avait plus la moindre ambivalence concernant l'État d'Israël et Berger perdait toute influence. Temporairement des juifs non pratiquant, des socialistes et aussi des non-juifs avaient adhéré au ACJ, ainsi Dorothy Thompson, la correspondante à Berlin du New York Post jusqu'en août 1934. À la fin il arrive qu'on rende les anti-sionistes coresponsables de la shoa.

André Nagorski, interviewé par Jennie Rothenberg Gritz, commente, quand il parle de Charles Lindberg, l'espion involontaire de la production allemande d'avions de guerre: "Lindberg était un antisémite notoire - comme beaucoup d'Américains à l'époque. Est ce que cela a rendu plus facile pour les journalistes et diplomates américains d'ignorer les signes alarmants qu'il voyaient? Sûr. Au moment de la controverse sur les jeux olympiques de 1936, un membre du comité américain est allé à Berlin pour s'informer et arrive à dire: "Bon, mon club d'hommes à Chicago n'accepte pas les juifs non plus". Il y avait donc une sorte de camaraderie, un sentiment du genre, "Quoi, quoi? - nous tous le font". » Qu'avait motivé le Comité International Olympique de prendre position contre les mouvements de juifs (et non-juifs) américains réclamant le boycott des jeux de

Berlin ? C'était aussi l'opinion que la ségrégation raciale américaine ne serait pas si différente de la pratique anti-juive des autorités allemands...

Le 6 décembre 1942, dans une des contributions régulières de Hannah Arendt « It Means You » à l'Aufbau, l'hebdomadaire bilingue newyorkais de réfugiés de l'Allemagne hitlérienne, l'auteure avait écrit : « Pour juifs et non-juifs l'Antisémitisme est devenu une arme beaucoup plus terrible que jamais Herzl aurait pu l'imaginer : il est aujourd'hui la plus horrible arme du plus terrible impérialisme que le monde a connu. Aucune place sur cette terre, où on pourrait évacuer des juifs n'est en sécurité.

De l'autre côté, dans un pays qui était considéré au moins autant antisémite il y a 50 ans que l'Allemagne ne l'est aujourd'hui pour beaucoup, l'antisémitisme a simplement été liquidé dans le cours d'une génération et cela avec une solution juste et moderne de la question des nationalités... Chaque Juif... sait instinctivement ou expressément que ... l'antisémitisme est un phénomène politique et point naturel, qu'il faut combattre avec des moyens politiques, et que. de toute façon. il vaut mieux de combattre ses ennemis que de les fuir. »

**L'immigration aux E.U.** En 1820 les États Unies comptèrent presque 10 millions habitants dans les frontières de l'époque; en 1860, après une forte immigration d'Irlande et de 5 millions allemands, s'étaient environs 30 millions, en 1890 se chiffre avait doublé, en 1910 il s'éleva à 92 millions. Un premier « gentlemen agreement » limitant l'immigration japonaise à certaines catégories professionnelles avait été signé par les deux gouvernements en 1907. Face à la montée de xénophobie à la veille de l'entrée des E.U. en guerre, une loi issue en 1917 exclut de l'immigration les illettrés et devait stopper l'immigration de la plupart des pays d'Asie. Elle fixa des quotas de 3 % par ans de l'immigration total de chaque nation présentée par le census de 1910. En 1924 finalement le « Immigration Act of 1924 » limita le nombre de visas issus par ans pour chaque nationalité à 2 % du nombre totale de citoyens venus d'une nation selon le recensement de 1890. Alors 3 pays, la Grande Bretagne, l'Irlande et l'Allemagne raflent 70 % des visa. L'immigration de l'Europe du sud, de l'est et central sera fortement limitée et celle d'Asie est exclue, sauf pour les Philippines, territoire américain. Suite au manque de travailleurs agricoles du à la mobilisation, des mexicains furent admis temporairement.

L'opinion publique et le débat sur l'immigration et sa limitation n'arrêtent pas à occuper la presse au début des années 1920. Le 14 février 1922 le New York Herald titre : « Les États Unies impuissants de contrôler le flux d'étrangers et d'alcool. Les forces trop faibles pour stopper le péril de contrebande, disent les officiels. » Le 13 novembre 1922 le Washington Times, populaire, propriété de William Randolph Hearst titre à la Une : « Favoritisme admis à Ellis Island ». « New York. - Avec deux immigrants dans une journée qui tentèrent de se suicider et deux mille étrangers internés, poussés dans les salles fermés du quartier d'internement sur Ellis Island et deux gardiens coupables d'avoir accepté des pots de vin, la politique de la main dure de restriction de l'immigration a atteint le sommet. » Les deux suicidés étaient une jeune italienne hospitalisé qui s'était noyée en face de Ellis Island où son mari attendait son expulsion. Et un homme qui avait

réussi de se faufiler au pays, avait trouvé un travail chez un cordonnier, fut appréhendé par les autorités d'immigration, retourné à Ellis Island et expulsé parce qu'il avait pas su lire les 40 mots obligatoires. Il avait sauté hors du bateau qui le transportait. Les deux noms sont cités. Le 25 novembre 1922 le Chicago Eagle imprime une brève : « Les lois d'immigration ont créé une barrière qui a pour conséquence un manque de forces de travail dans toutes les branches. » Le Evening Star du 8 avril 1924 rapporte que deux représentants démocrates avaient failli de se battre lors de la discussion de la nouvelle loi. Par ailleurs l'opposition à la loi remarque surtout l'injustice concernant les pays du sud, du centre et de l'est de l'Europe ou encore l'inopportunité pour les relations avec le Japon. Le Président Coolidge, ayant signé la loi le 26 mai 1924, craint la réaction de ce pays. Mais celle-ci ne va pas plus loin qu'à une protestation forte, on restait au dialogue. À la Une du Evening Star du 25 mars 1925 on trouve le titre : « La loi des États Unies pourrait exclure les indiens de l'Amérique latine par leur race. La nouvelle loi d'immigration exclu tous, sauf les blancs, les nègres et les personnes d'origine africaine. » L'interprétation rigoureuse de la nouvelle loi, écrit le journal, « pourrait exclure toute personne de sang de prépondérance amérindien comme 40 % de la population du Mexique et un pourcentage encore plus élevé de quelques autres états d'Amérique centrale et du nord de l'Amérique du Sud. Cette éventualité a été porté à la lumière quand il a été connu que des fonctionnaires du Ministère du travail et des scientifiques de l'institut Smithsonian ont fait des recherches concernant la constitution raciale exacte de l'indien... En fait, les fonctionnaires des services d'immigration ne craignent pas qu'en résultera l'introduction d'un test, parce que des batailles légale très dures et l'amertume internationale seraient la conséquence. » Le Forverts du 27 mai 1924 titre en manchette : « Le président à signé la loi réglant l'immigration ». L'article explique que le président à déclaré qu'il était d'accord avec la loi sauf avec la barrière totale pour l'immigration japonaise. Le lecteur apprend que les organisations juives ont en vain protesté fortement contre la fixation du census de 1890 comme base des quota et contre l'injustice qui frappe les états d'Europe du sud, centrale et du nord, notamment les italiens, leur gouvernement ayant également protesté. Le Forverts n'hésite pas de parler de « la loi anti-immigration ».

Aux États Unies l'opposition à l'immigration des pays de l'est, et en particulier des juifs de ces pays, se nourrissait non seulement d'un racisme mais aussi d'un anti-communisme, d'un refus, maintenu par la propagande pour la "démocratie américaine". Les idées supposées d'être transportées par ces réfugiés, par des socialistes, des membres du Jiddischer Arbeterbund (Bund) sont déclarés incompatibles avec "l'esprit américain".

Cherchant la presse américaine des années en question, le "Forverts", quotidien en yiddish (nommé d'après le Vorwärts (En avant!), organe traditionnel des social-démocrates allemands), me semble une lecture prodigieuse. Il fut publié à New York à Philadelphie et à Chicago. Non seulement son tirage (jusqu'à 300 000) dépassait, paraît-il, parfois celui du New York Times, mais aussi est-il une excellente source d'information politique sur le monde entier avant de servir spécifiquement sa clientèle juive. Et, à part quelques rares lacunes, on le trouve numérisé en accès libre. Autre journal accessible en ligne (à l'encontre du Times payant) est le plus important

quotidien de Washington, conservateur et volumineux (30-50 pages, beaucoup d'espace publicitaire), également un des grands quotidiens des États Unies, le « Evening Star ». Le premier président (jusqu'en 1938) de l'agence Associated Press (AP) était Frank Brett Noyes, co-héritier et copropriétaire du "Evening Star". Le "Star" n'existe plus aujourd'hui, les anciens numéros sont en accès libre à la Congress Library. Librement consultable est aussi le "Daily Illini" "Le plus important des quotidiens de campus", fabriqué par des étudiant(e)s, membre de l'AP (un « club » assez exclusif à l'époque), publié à Urbana/Illinois.

\* \* \*

**4. Poussés dehors, acceptés nul part.** « Le retour du St. Louis », le titre du chapitre 2 de « Berlin 1933 ». En 1938 l'échéance des crédits investis dans l'armement menaçait entraver politique hitlérienne. Une motivation non-négligeable pour l'Anschluss de l'Autriche en mars? Comme pour l'occupation de la Tchécoslovaquie un ans après, étant passé par l'annexion des sudètes? La discrimination des juifs du Reich avait été étendue à tous les niveaux de l'État et de la population. Fin 1937 130 000 avait fui l'Allemagne, environ 400 000 juifs y vivaient toujours, un sur deux plus âgé que 50 ans, un sur 4 sans revenus. 185 000 à 200 000 en Autriche, dont 165 000 à Vienne (chiffres v. Susanne Heim 2009). La moyenne des juifs en Autriche était nettement plus pauvre que la moyenne en Allemagne. L'arrivée de l'armée hitlérienne déclencha une vague de violence antisémite. Dans tout le Reich, l'accord de Munich le 29 septembre 1938, l'annexion des sudètes ensuite, le pogrom de novembre 1938 et le discours d'Hitler du 30 janvier 1939 où il menaça littéralement "d'exterminer" ceux qui ne s'en allaient pas, étaient des événements qui poussaient à se sauver, à sauver la vie des siens à tout prix. Sauf, comme beaucoup étaient ruinés suite aux mesures prédatrices de l'État ou se trouvaient sans ressources de toute façon, comment se payer le voyage sans parler des frais d'existence à l'étranger ? De surcroît la conférence d'Évian en juillet 1938 n'avait que trop bien montré qu'aucun pays était vraiment prêt à accueillir des réfugiés juifs. 1937 environ 20 000 personnes avaient quitté l'Allemagne, dont 85 % juives. 1938 c'étaient cinq fois plus, y compris l'Autriche. Depuis août 1938 le bureau Eichmann-Brunner à Vienne forçait à émigrer et réglementait des quotas. Un ans plus tard, en octobre 1939 on passera à la déportation de ceux qui n'avaient pas pu partir. Depuis 1924 les États Unis insistaient sur leurs quotas d'environ 25 000 par ans pour les immigrants d'Allemagne. Parmi les désespérés il en avait qui avaient pu se trouver les moyens et qui s'étaient acheté le trajet à Cuba et des visa temporaires pour y attendre d'être admis aux E.U. dans le cadre des quota annuels.

Le 15 avril 1939 la HAPAG avait adressé une lettre «urgent», « à qui s'intéresse à Cuba. » : Pour un prix entre 500 et 800 RM plus un dépôt de 230 RM pour un éventuel retour, un voyage du paquebot St. Louis sera organisé, départ de Hambourg le 13 mai. « Seul des passagers qui disposent de documents valables peuvent être acceptés ». Alors, plus de 900 réfugiés s'étaient achetés des visas cubains pour 50 \$ chacun et sont arrivés à La Havane où ces documents se sont avérés non valables. Alors commence le scandale du St. Louis, de loin pas le seul du genre, mais le plus médiatisé à l'époque.

M'attendant que j'y trouverais l'information détaillée sur cet évènement symptomatique de la "politique d'immigration" des États Unies et non seulement des E.U., je regarde d'abord le Forverts. Le 28 mai 1939 le journal informe « 1100 réfugiés attendent sur des navires à Cuba . (Télégramme spécial au Forverts) Havana, Cuba le 27 mai : Les paquebots St. Louis et Ordunia sont arrivés ici aujourd'hui avec 11 cents réfugiés juifs d'Allemagne. Mais tous les passagers devaient rester sur le navire, parce que le président de Cuba a ordonné qu'on ne les laisse pas venir à terre. » - Il y aurait eu des négociations, mais sans résultat: « Un appel a été envoyé au leaders juifs de différents pays d'aider les malheureux ». Du 1 au 15 juin le St. Louis a sa place à la Une du Forverts parmi les actualités internationales : De jour en jour : le 1:« Tous le passagers du navire des réfugiés menacent de se suicider, quand on ne les laisse pas aller à terre à Cuba » ; le 2: « Cuba repousse le navire des réfugiés malgré les protestations. Des réfugiés désespérés demandent de l'aide au Forverts par cable » ; le 3: «Les réfugiés juifs commettront suicide, si le paquebot repart. Faibles espoirs qu'on transporte les réfugiés sur une île » ; le 4: « Possible que Cuba laisse quand même entrer les réfugiés. Extra !: San Domingo est prêt à laisser venir les réfugiés. Un deuxième navire a été refusé par Mexico. Des appels à l'aide à déchirer le coeur, envoyés des juifs en mer à la société juive à Cuba. Des leaders juifs américains négocient avec le gouvernement cubain. » ; le 5: « Nouvel espoir pour les réfugiés chassés. L'avocat new-yorkais Berenson en conférence avec le chef dominicain » ; le 6 : « Cuba laisse entrer trois navires de réfugiés. Le président de Cuba retire son interdiction pour les navires Saint Louis, Flandres et Ordunia » . le 7:« Cuba repousse de nouveau le navire des réfugiés. Le président de Cuba retire sa permission d'atterrir, il dit que les juifs non pas payé les sommes de garantie... Il demande 500 \$ pour chaque réfugié » . Le 8: «Les réfugiés du paquebot envoient un appel désespéré» . Le 9: « Joint (l'American Joint Distribution Comittee KS) cherche nouvelle place pour les réfugiés. Il y a des négociations avec des pays européens» . Le 10: (rien sur le St. Louis) : « Londres : on communique qu'il y a des négociations réussies concernant un financement directe, internationale d'une émigration de masse d'Allemagne ». Le 11: « Désespoir extrême, déclarent les réfugiés du paquebot par cable» . Le 12: « Nous nageons vers la mort, déclarent les voyageurs du navire des réfugiés par cable » . Le 13 ; « Tous sur les navires des réfugiés trouvent une place de sauvetage en Europe. Joint annonce : 907 seront sauvés de la persécution nazi » . Le 14: « 4 pays acceptent les réfugiés » (l'Angleterre, la Hollande, la Belgique et la France). Le 15: « Les réfugiés vont atterrir en Belgique »

À la Une du Evening Star du 2 juin le titre : « Jewish «Prison» Ship Ordered Back to Germany From Cuba » (Le bateau-prison juif a reçu l'ordre de retourner de Cuba en Allemagne) : « La Hamburg Line proteste contre le refus d'Havane de laisser entrer 917 (sic!) réfugiés malgré leurs supplications urgentes pendant 5 jours de négociations. Le représentant de la compagnie à La Havane, Louis Clausing (Luis Clasing par la suite) dit que le bateau doit se diriger vers Hamburg, mais il n'exclut pas encore un éventuel retour. Le 3 juin le Star titre : «Une offre dominicaine de refuge aux juifs est dans l'air. Le bateau se meut lentement à travers les négociations » Santo Domingo demande 500 \$ pro personne, mais la plupart des passagers, dont 150 enfants et 500 femmes ne peuvent pas payer la somme. Le capitaine Gustav Schroeder aurait retardé le départ de

La Havane mais aurait été forcé de partir. De Veracruz : Le Mexique refuse de laisser entrer 104 immigrants du Flandre, navire qui avait également été interdit à Cuba. Selon leurs représentants, un comité à New York avait obtenu une permission de séjour transitoire aux E.U. en attente d'un refuge en Amérique latine. Le 4 : « 907 réfugiés vont éventuellement trouver refuge à Cuba quand-même. À La Havane on envisage un changement de la loi d'immigration. En tête de l'article le journal rappelle l'« Arrièrefond » : le pogrom de novembre 1938, qui avait privé les juifs de tout, ne leur laissa pas le choix, il devaient émigrer. Les nations du monde avaient été extrêmement hésitantes de les accueillir. ... Joseph C. Hyman du AJJDC avait communiqué que l'avocat Lawrence Berenson était en conférence avec Président Laredo Bru. Lundi le 5 rien sur le St. Louis à la Une, mais à la page 4 (de 34!) : "Navire des réfugiés arrête de naviguer dans les Caraïbes, met le cap sur Hambourg. Avons attendu aussi longtemps qu'il y avait encore l'espoir de pouvoir accoster, communique le capitaine par radio." Associated Press (AP) New York a eu la même information de M. Dedrick, manager de la ligne. Le 6 via AP : Cuba refuse définitivement. E.H. Dedrick, questionné sur le sort des réfugiés à leur retour, avait répondu : nous les débarquerons, la suite n'est pas notre problème. Bernhard Sandler, avocat avait dit : « Nous allons faire appel au Président Roosevelt d'envoyer un message urgent au Congrès de suspendre la loi d'immigration jusqu'à le sort de ces infortunés serait clair. Je pense que le Congrès leur offrira l'exil quand on lui explique qu'ils vont à leur mort certaine au retour en Allemagne. » Le 7 rien sur la Une, sur page 3: "907 Juifs renouvellent l'appel à l'aide à Roosevelt" AP Miami: « ... Leur espoir de trouver asile à Cuba étant annihilé pour la deuxième fois par le gouvernement cubain, les victimes d'une des plus étranges sagas des mers renouvellent un appel au président Roosevelt d'intervenir à la dernière minute. » - Suit un récit du "voyage": « Vendredi le St. Louis avait quitté le port de La Havane. Dimanche il ancre devant Miami Beach pour 2 heures. Les juifs, les coeurs sanglants, captaient leur premier regard des palmiers et des tours d'hôtels de Miami et des États Unies où ils désirent si fortement pouvoir aller. » Même colonne, titre suivant: « Des officiels de la Maison Blanche doutent que l'aide soit possible » et : « ... M. Roosevelt n'a pas reçu d'appel ... S'il en arrive un, indiquent les sources, il sera transféré, selon la routine, au bureau d'immigration du ministère de travail ». Le 8 juin la Une est dominée par la visite du roi et de la reine d'Angleterre. Et : « Le Reich rassemble des milliers de juifs polonais à expulser. Des camps de concentration attendent ceux qui ont perdu leurs passeports (cela concerne les naturalisés mais dénaturalisés par le régime nazi KS)... À la page 2 la nouvelle d'AP La Havane, que Cuba laisse entrer 6 des 97 réfugiés juifs allemands du navire français "Flandres", leur immigration aux E.U. étant garantie à Washington. - En suite, de New York: « Les juifs des E.U. offrent un engagement d'un demi million. » Alfred Jeretzski du comité de New York a télégraphié au président Bru que la Chase Manhattan à La Havane prépare la somme demandée de 500 \$ pro personne des 907 réfugiés et aussi pour les passagers du Flandres... Un adjoint du président avait déclaré que le délai avait été dépassé. Le paquebot navigue vers Hambourg. Le 9 rien qu'une brève à la page 13: Le Flandres met le cap sur la France, le Mexique et la République dominicaine ayant refusé l'accueil aux 97 réfugiés allemands, qui n'ont pu collecter 20 000 \$ des 35,420 demandés. That's it - c'est tout. Plus de

nouvelles jusqu'au 17 à la Une: « 200 juifs, repoussés de Cuba, s'accordent à se suicider sur le bateau. Un groupe de réfugiés veillait 24 heures pour empêcher la mort collective. » AP Anvers: « ... Des 907 ... un seul s'est coupé le poignet et a sauté dans le port de La Havane ... plus de 200 se sont accordés de plutôt sauter hors bord que de retourner en Allemagne. Pendant ces jours les plus sombres du voyage de 6000 miles, un comité anti-suicide patrouillait sur les ponts 24 heures sur 24 .... Les passagers ont été informés le 13 juin, un mois après leur départ de Hambourg, qu'ils trouveront refuge. Toute la nuit ou presque, ils sont restés debout, se sont embrassés, ont montré leur joie. C'était ainsi les nuits suivantes... La plupart des juifs, aussi quelques uns des 247 enfants était debout à l'aube, ou même avant ce matin en attendant Morris Troper, le directeur d'éducation du American Joint Distribution Committee et des représentants des organisations d'aide des pays d'accueil... »

Le 5 juin, le « Rotterdamsche Nieuwsblad, concurrent populaire, donc d'un tirage nettement plus important que celui du Nieuwe Rotterdamsche Currant, ce quotidien hollandais de référence, avait communiqué que la République dominicaine avait également refusé le St. Louis. Le 6 à la deuxième page, en lettres grasses, le journal titre : « Le St. Louis rentre ». « Le directeur de la Hapag aux E.U., Dedrich, confirme que le St. Louis rentre, car le navire doit repartir à New York le 18 pour commencer une série de croisières le 30, mais que la décision a été prise vu l'impossibilité de faire débarquer les réfugiés de ce côté de l'Atlantique ». C'est ensuite le 13 que le Nieuwsblad titre à la Une : « Des réfugiés du St. Louis peuvent venir aux Pays Bas. 194 des 900 émigrants obtiendront une place temporaire. » Le ministre de la justice Goseling a accepté la demande du Comité des urgences juives extraordinaires. Des négociations ont eu lieu à Paris pour repartir les autres passagers du St. Louis entre la France, l'Angleterre et la Belgique. Le Comité garantit que les coûts du séjour des réfugiés ne seront pas à charge du contribuable, mais seront payés par des privées. Les réfugiés doivent eux-mêmes décider qui va où. Ils ne resteront que temporairement pour pouvoir se chercher une place définitive ailleurs. La question où dans notre pays ils vont être logés n'a pas encore été décidée... Le jour suivant, le 14 juin, deux titres à la Une : « 194 réfugiés viennent à Heyplaat. Ils resteront très peu de temps dans notre pays. » Le ministre des colonies britannique a déjà demandé au Haut Commissaire en Palestine d'admettre un nombre des réfugiés dans le cadre du contingent. Le gouvernement n'a pas encore décidé si les immigrés après la quarantaine doivent encore passer au camp de Hellevoetsluis. Ensuite : « Tous les St.Louisiens ont un toit. Comité américain garantit » Le « Joint » a déposé 500 \$ par personne ce qui revient à 700 000 florins... Une photo accompagne l'article où on voit une barcasse pleine de policiers cubains, debout, saluant, en guise de vœux de bonne chance, les passagers malheureux du St Louis, eux aussi debout sur le pont (drapeau nazi à l'arrière), lors de leur départ forcé du port de La Havane. - Le 16 le Nieuwsblad parle des réfugiés espagnols en France. Des estimés 300 000, 5000 par jour retournent actuellement, mais il y en a aussi qui viennent ou reviennent de la « nouvelle » Espagne. Les estimés 100 000 qui resteront posent un problème en France, une partie est envoyé au Mexique, d'autres dans les colonies, d'autres serviront dans la Légion étrangère. - À la Une le 17 : « Le navire des réfugiés sur la rade de Vlissingen. » À neuf heures et demi le paquebot a jeté l'ancre. Il

va être remorqué à Anvers. Des représentants de diverses organisations se sont rendu à bord. « Nous avons eu la chance d'aller à bord du remorqueur avec cette délégation. Nous avons vu les passagers partout sur le navire qui nous saluaient de loin. Ils n'arrêtaient pas de se parler. Qu'est ce qui doit se passer dans ces personnes qui envisagent enfin le débarquement, ne soit-ce que temporaire... Les contrôles étaient très stricts, nous avons eu la chance de pouvoir monter à bord ... Nous avons parlé avec quelques uns des passagers et seulement là on a pu se faire une idée des grandes souffrances de ces réfugiés qui, privé de tout, ont été balancés d'un côté à l'autre sans savoir où serait leur nouvelle patrie. Pas étonnant qu'il y a beaucoup de malades entre eux, car beaucoup ne pouvaient plus endurer leur sort. Nous avons appris o combien grande a été l'effroi à l'arrivé en Amérique, quand les parents étaient venus au quai et personne ne pouvait aller à leur rencontre, quand le navire repartait et nul part on a offert l'hospitalité à ces parias ... » À la page 5, le Nieuwsblad note que La France accueillera également 96 juifs allemands du Flandres, qu'on attend à St. Nazaire. À la Une du 20 juin le journal informe que les transports d'enfants juifs vers l'Angleterre vont être renforcés ces jours-ci. Sous la direction de Mme Wismuller-Meier 150 enfants juifs voyagent le jour même d'Osnabrück à Hoek van Holland et demain arrivent encore 100 enfants pour prendre le ferry d'Harwich pour l'Angleterre. La semaine prochaine tous les jours ouvrables de tels transports en Angleterre auront lieu... Après le pogrom de novembre 1938 l'Angleterre avait offert d'accueillir 10 000 enfants juifs et très vite des comités s'étaient trouvés en Allemagne pour organiser ce sauvetage d'enfants.

Le scandale du St. Louis a trouvé une attention médiatique relativement grande. Non pas qu'on a osé dénoncer « l'ambivalence » de Roosevelt. Non plus qu'on ait parlé des milliers de réfugiés ailleurs sur des navires. La documentation de L'Institut für Zeitgeschichte (Institut d'histoire contemporaine) Berlin, Munich, Fribourg, paru en 2009, éditée par Susanne Heim, présente (no 315 des documents) un rapport de fin juillet/début août 1939 des sociaux-démocrates allemands (SPD) en exil qui énumère, outre le St. Louis et sans que je tienne compte ici des plus petits bateaux : le Usaramo avec 500 réfugiés à bord, qui errait pendant 6 semaines en mer avant de se diriger vers Shanghai, le Dora, un ancien vapeur grecque, enregistré au Panama, qui a quitté Amsterdam le 17 avec également 500 réfugiés, dont de nombreux femmes et enfants. Il erre toujours en mer. Le Frosulla italien transporte 658 réfugiés tchèques. À cause de quelques cas de peste à bord le navire a pu accoster à Beyrouth, il doit repartir fin juillet, destination inconnue. L'Osiris avec 600 réfugiés à bord se trouve actuellement ancré devant la côte syrienne, après avoir cherché où aller pendant 6 semaines, les provisions alimentaires étant épuisé depuis un certain temps. Le Thessalia avec 550 réfugiés à bord a été forcé par des gardiens de côte libanais de quitter les eaux territoriales syriennes. Tripoli a refusé de l'accueillir. Le 2 mars, 424 juifs de Danzig/Gdansk ont été transportés en wagons plombés à un port roumain pour y prendre un petit bateau pour la Palestine. Les autorités britanniques ont empêché leur débarquement. 13 semaines le navire errait en mer. Souffrants de soif et de faim, en manque de vêtements et de chaussures, les gens ont été mis à terre à Crète. Il y a eu des morts. Selon le Times du 28 juillet 900 réfugiés d'Europe centrale sont arrivés à Rustchuk en Bulgarie par le Danube à bord d'un vapeur hongrois



(Erszébet Kiralyne) et un vapeur yougoslave (Car Dusan). Ni la Bulgarie (pour aller au port de Varna), ni la Roumanie (pour aller à celui de Constanta) les laissaient quitter le navire.

Pour ce qui est la Palestine, en 1936 déjà des sympathisants de la mouvance paramilitaire de Jabotinsky avaient commencé à organiser des trajets maritimes pour jeunes gens du « Bétar » en contournant la restriction britannique d'immigration. Par la suite, le Mapai et la Jewish agency, de leur côté, avaient des agents en Pologne, en Roumanie, en Allemagne et en Yougoslavie qui devaient organiser de tels transports « illégaux », là aussi des jeunes « pioniers » à former des groupes armés clandestins. À partir d'automne 1938 le bureau Eichmann à Vienne forçait ces transports (et d'autres) y compris - au grand dam des sionistes militants - personnes de tous âges. Venant de Vienne, le passage par la Hongrie, par la Yougoslavie, par la Roumanie constituait autant d'obstacles avant même d'atteindre le transport maritime. Le traité franco-polonais de mai 1937 avait envisagé d'offrir des terres à Madagascar à quelques 10 000 juifs non-allemand et un comité d'expert avait prononcé un avis favorable après avoir inspecté les lieux. Les coûts, les différences entre pro- et antisionistes ainsi que la crainte du ministre français des colonies de complications sur place et diplomatique firent échouer le projet.

Le sauvetage du St. Louis par la diplomatie du « Joint » aurait pu être plus problématique encore sans le courage, la circonspection et la collaboration avec les délégués des passagers du capitaine Gustav Schroeder. En cas d'échec des négociations il avait en tête de prétendre une avarie, de faire échouer le navire sur une côte anglaise sableuse et de faire descendre les passagers dans les canots de sauvetage. À l'arrivée à Anvers, les passagers l'expression lui ont exprimé leur gratitude. Même de la Hapag, avant de repartir d'Anvers à New York, il a reçu un télégramme de la direction qui le remercie d'avoir si bien mené le navire, l'équipage et les passagers à une solution heureuse. En 1949 Schroeder, marin depuis sa jeunesse qui n'avait obtenu son diplôme de capitaine à l'âge de 50 ans et ne commandait le St. Louis en tant que remplaçant, a publié un récit simple et sobre du voyage. Un film de fiction américain de 1976 est basé sur le voyage du St. Louis. Wikipedia m'apprend qu'en juin 1999 le Floridian à St.Petersburg/Florida a publié l'histoire de Hilde Stern née Pander qui avait 16 ans quand elle était sur le St. Louis avec son père Max, horloger à Bochum et sa mère Berta. Un cousin aux États Unies leur avait aidé à payer le trajet. Au retour, la famille se trouvait internée en Hollande au camp de Hayplaat d'abord, à celui de Westerbork à partir de février 1940 où Max qui avait pu garder ses outils, exerce son métier. Avec l'occupation allemande Westerbork devient camp de concentration, en suite de « transit » d'où, à partir du 15 juillet 1942, une centaine de trains part, la plupart à Auschwitz et Sobibor, 7 à Theresienstadt. En janvier 1944 les Pander sont déportés à Theresienstadt où un rabbin marie Hilde et un jeune charpentier. Le jeune marié et Max Pander sont déportés et assassinés à Auschwitz en septembre. Hilde et Berta survivent, passent par Amsterdam et Hilde part aux États Unies fin août 1945. Sa mère la suit un mois plus tard. En 1999 deux historiens du Holocaust Memorial à Washington avaient recherché le sort des passagers du St. Louis et établi une exposition. Ils estiment que 240 des 937 ont été déportés et tués. En suite, à commencer avec une plaque de commémoration à Hambourg, le St. Louis a retrouvé l'attention médiatique aussi ailleurs. En 2014 Hannelore Grünberg-Klein (1927-

2015) a publié ses mémoires titrées en hollandais « Pendant qu'il y a toujours des larmes ». Jeune fille née à Berlin, elle s'est trouvée sur le St. Louis avec ces parents. La seule de sa famille qui a survécu les camps, elle retourna à Amsterdam. Dans les années 1990 elle écrit « Je pense souvent à la guerre, car avant le temps m'a manqué d'y penser », titre allemand de son récit qui à l'origine fut destiné à ces enfants (dont l'écrivain hollandais Arnon Grünberg).

Le JDC Bulletin de juillet 1939 publie «Un constat de la politique du Joint Distribution Comitee provoqué par la crise du St. Louis»: «... L'état d'urgence autour du St. Louis est passé mais le problème que le St. Louis a représenté a des implications beaucoup plus larges que la question immédiate des 907 vie . On ne peut répéter assez que bien que le St. Louis figurât sur les Unes, son cas n'était nullement plus grave que les nombreuses problématiques affectant une foule de gens largement plus grande et que le JDC doit essayer de régler de jour en jour. Il est important que le public général comprenne que le travail du JDC ne se limite pas à de telles crises que celle du St. Louis dont l'opinion publique la sort, en raison de son caractère dramatique, de la où elle a sa place, c'est à dire dans le programme d'assistance aux réfugiés....» Le 14 juin, le Bulletin nous rappelle, Osbert Peake, fonctionnaire du Ministère britannique de l'intérieur avait écrit dans le New York Times: «... Il est important en première ligne que des arrangements pour les réfugiés juifs d'Allemagne soient décidés en accord avec un programme coordonné et qu'on encourage en aucun cas l'idée que des réfugiés puissent quitter l'Allemagne avant que ne soient trouvés des arrangements pour les recevoir.» Le même jour, dans le New York Herald Tribune, la Haute Commission le la SDN pour les réfugiés a fait savoir: « Une chose que nous devons constater est: si ils (les passagers du St. Louis KS) ont été pris en charge par certains gouvernements, cela n'est pas pour constituer un précédent pour d'autres bateaux. » Nous devons en tenir compte, constate le Bulletin ... Une bien triste conclusion.

### **5. La montée anti-parlementaire et anti-républicaine en Allemagne de 1930 à 1933.**

Tandis que les différents gouvernements plus ou moins préoccupés par l'instabilité de la République ne vouaient que peu d'attention à la lutte contre l'antisémitisme, des personnalités et des organisations juives (le Zentralverein) et non juives (le Reichsbanner à partir 1924) ne cessent de mener ce combat. À gauche on assiste à une tendance nationaliste, mais aucun des partis républicains abuse de propagande antisémite, sans pour autant combattre le fléau. Ils sous-estiment le potentiel de l'idéologie raciste à mobiliser des masses. Le parti communiste ne peut pas se passer de slogans contre "le capitalisme juif". Avec l'élection d'Hindenburg à la présidence en 1924, la droite s'attendait d'un régime autoritaire. Mais le monarchiste inébranlable resta plus ou moins loyal à la République et les partis républicains obtiennent leur meilleur résultat depuis 1919 lors des élections de 1928 (239 des 491 sièges au Reichstag). Ce n'est qu'avec les élections de septembre 1930, en pleine crise économique mondiale, que les propagandistes du NSDAP avec un calcul haineux gagnent du terrain avec l'actionnisme spectaculaire des SA et la campagne contre le « système des partis du novembre 1918 » dans un pays « soumis à un complot international anti-allemand ». Joseph Goebbels ajourne la propagande explicitement anti-sémite pour des raisons tactiques. Le DDP n'avait pas cessé de pointer le danger du NSDAP et de défendre l'égalité

constitutionnelle des citoyens, mais sa participation au "cabinet présidentiel" de 1930 et sa refondation en s'associant une organisation ultra-"patriotique", le JungdO (Jungdeutscher Orden, Ordre de la jeune Allemagne), connu pour son refus de juifs, marquent le début d'une fin peu glorieuse.

Suite aux élections de 1930, qu'il avait provoqué, le gouvernement Brüning est toléré du SPD par crainte d'une montée encore plus forte du NSDAP en cas de nouvelles élections. Heinrich Brüning, le catholique de Münster, économiste (études e. a. à la London school of economics), officier décoré, élu membre d'un des conseils de soldats en 1918 malgré son refus de la révolution, avait fait carrière au sein du Zentrum, parti catholique, républicain du centre. La propagande de droite avait l'habitude de dénoncer une prétendue politique d'accomplissement des exigences du traité de Versailles. Le cabinet Brüning concentre l'effort sur la politique extérieure et combat le "joug des demandes de réparation" et les restrictions de la souveraineté. Si en 1932 les alliés renoncent totalement aux réparations et finissent par reconnaître la Reichswehr en tant qu'armée comme les leurs, cette réussite ne peut pas cacher que le cabinet Brüning n'a pas maîtrisé les conséquences sociales de sa politique de déflation. En février 1932 le nombre de chômeurs est estimé à 7 millions, dont 60 % sans aucune allocation. La propagande des nationalistes réclame maintenant "la restitution des colonies".

Le 16 janvier 1932 Ludwig Holländer (1877-1936), juriste et syndique du Centralverein, l'organisation majeure des juifs allemands, déclara: "l'année 1932 ... nous apportera la décision: seront nous, les juifs allemands réduits en dignité à des citoyens de deuxième classe". Le 1 mars 1932, sous le titre "Le sauvetage de l'Europe centrale", à l'adresse surtout de la France, l'éditorialiste de la "Westböhmisches Tageszeitung" (Valentin Viatschko(1886- ?)) à Pilsen/Pizen/Tchécoslovaquie avait écrit: « L'abandon des réparations changerait peu de choses: De l'argent, beaucoup de l'argent, doit revenir aux peuples de l'Europe centrale, pour qu'ils vivent, pour qu'ils puissent de nouveau produire, exporter et aussi importer à une plus grande envergure. Alors la question de l'Europe centrale et peut-être celle de la Pan-Europe pourrait être résolue sans contrainte et naturellement... » Deux semaines plus tard le même quotidien se réjouit de la défaite électorale d'Hitler aux élections présidentielles et cite des réactions de la presse française du 14 mars: pour le Petit Parisien les anticipations les plus optimistes ont été surpassées. Jacques Kayser de l'Oeuvre pense que si Hitler n'avait pas si largement été distancé, l'Allemagne avait pris un chemin dangereux. La République souligne qu'Hitler pour la première fois perd une bataille après ses récents succès dans les Länder. Et d'après "L'Homme libre": « la bombe qu'on craignait a failli exploser ». Il va de soi que la presse démocratique allemande comme la Vossische Zeitung expriment également leur soulagement.

Paris Soir, le quotidien de Jean Prouvost et Paul Lazareff moins important en tirage que les "grands" quotidiens, Le Matin, Le Petit Journal, Le Petit Parisien et Le Journal, représente néanmoins une concurrence respectable, surtout en Île de France. Dès dimanche, 7 mars 1932 la rédaction avait envoyé un trio d'"envoyés spéciaux" en Allemagne pour couvrir l'élection

présidentielle: « C'est le brillant journaliste Jules Sauerwein qui connaît admirablement le monde politique d'outre-Rhin. C'est le célèbre romancier Maurice Dekoba qui décrira Berlin qui s'amuse et danse au bord de l'abîme. C'est le bel écrivain Pierre Mac Orlan qui observera l'Allemagne en proie à la misère et au chômage. Une documentation photographique de premier ordre illustrera cette triple enquête. »

Sauerwein est allé à Essen pour entendre le discours pro-Hindenburg de Brüning devant 12 000 personnes. Le lendemain, 10 mars, il est à Berlin: « Après quatre jours de discours, de chants et de fanfares ininterrompus, entendus des foules immenses et surchauffées, le cerveau devient une sorte de boîte de résonance. On est hanté par le film sonore qui vient de se dérouler ... ». Le journaliste s'étonne que le gouvernement prend ostensiblement parti pour le président sortant: « c'est que l'État lui-même, pour se jeter ainsi dans la bataille et pour sortir de sa neutralité, doit avoir une très grande peur et considère la défaite de son candidat comme une éventualité redoutable... - Et c'est vrai. La bourgeoisie et la social-démocratie allemande, dans la mesure où elles peuvent se dénommer des classes possédantes, sont saisies de panique. Elle me rappellent cet apprenti sorcier que Goethe a rendu immortel et qui, après avoir joué avec les forces magiques, en est devenu victime. Subitement, on s'aperçoit quelle puissance insinuante et dangereuse représente dans un peuple malheureux et docile une propagande qui met la révolution sociale sous le manteau de patriotisme ... l'on ne peut plus venir dire: "Hitler au pouvoir sera, comme tous les grands au pouvoir, soudainement doué d'une sagesse et d'une modération exemplaires" ... J'ai vu d'assez près les moyens d'action des nationaux-socialistes pour me rendre compte que ce raisonnement est faux ... On ne distribue pas impunément tous les jours à des millions d'Allemands, pour qui un mark est une somme, un factum contenant le nom de tous les hauts personnages de l'État, de la banque et de l'industrie dénonçant leurs appointements et leurs revenus vrais ou supposés. On ne répand pas en vain des prospectus contenant les mots: "Votez pour Hindenburg" en lettres hébraïques et en-dessous les portraits de tous les personnalités israélites en vue en Allemagne, le tout accompagné, comme je l'ai entendu dire les camelots d'Hitler avec ce simple commentaire: "La première tournée" ... et le peuple allemand n'ira-t-il pas en grandes masses au parti qui parle, lui, d'exproprier la propriété privée sans aucune exception ? ... Et voilà pourquoi l'État allemand, l'État prussien, après avoir complaisamment admis le mouvement hitlérien, se jettent aujourd'hui contre lui dans la bataille avec tout leur poids. N'est-il pas trop tard? »

Le 12 mars 1932, le jour Sauerwein a écouté Hindenburg à la radio hier : « Il est aussi loin de la mentalité allemande d'aujourd'hui et des profonds remous qui bouleversent son pays que pourrait l'être Charlemagne si cet empereur à la barbe chenue sortait de son tombeau d'Aix-la-Chapelle pour faire acte de candidat. » Sauerwein est allé écouter Ernst Thälmann au Palais de Sport, qui, écrit-il, si on ne comprend pas l'allemand, semblait donner des ordres de gymnastique. « En réalité, il dit tout autre chose et dans sa désagréable et rude manière, il dévoile avec beaucoup d'esprit les intrigues de ses adversaires. Car, dans cette élection, où s'affrontent les bolchevistes et les fascistes, et où se décide peut-être l'évolution sociale et politique de notre époque, il y a une partie vaudevillesque et le citoyen Thaelmann ne la néglige pas, son but étant de mettre dans un

cruel embarras les social-démocrates et d'enlever à Hindenburg autant que possible de leurs voix. » Sauerwein remarque le calme dans lequel se passe cette réunion: « Devant la porte de cette formidable salle où venaient s'entasser tous les communistes les plus ardents et les plus notoires de Berlin, il y avait quatre schupos, pas un de plus. Ils ont vu défiler 10 000 militants. Ils en ont fouillé environ 200 pour voir s'ils ne cachaient pas des armes prohibées et personne n'a protesté. »

Le 13 mars 1932 à Paris c'est le jour des funérailles d'Aristide Briand. Dans son éditorial à la Une de Paris-Soir, Élie Richard écrit l'éloge du défunt : « Cet homme a voulu la paix pour nous... En somme, ce maître de l'éloquence qui fut maître du sentiment et l'une et l'autre maîtrises unies, maître de la politique, a réussi ce miracle admirable de recevoir en même temps l'hommage de l'Église et l'hommage du Socialisme, l'hommage de l'Aristocratie de l'esprit et celui de la foule. Sa plus belle victoire, sa plus belle majorité, il vient peut-être de l'obtenir tout à l'heure. »

Le 13 mars en Allemagne c'est le dimanche de l'élection présidentielle. En page 3 Paris Soir publie le reportage de Sauerwein de la veille, En se promenant dans Berlin, il explique à un autre français, qui lui avait demandé « Quel pays est-ce donc que l'Allemagne? »: « Votre surprise montre que vous êtes bien de votre pays et que vous avez le goût de la logique. Si vous étiez Allemand, vous sauriez que le bon sens, le but clair, l'idée nette, sont peu de chose et que les constitutions les plus magnifiquement libérales sont d'un faible poids en face des instincts élémentaires ou des rêveries confuses d'un peuple à la fois désordonné et passionnément épris d'ordre et de discipline ... On avait forgé de toutes pièces entre théoriciens une République idéale pour un pays qui n'avait jamais pratiqué et connu la liberté. Soudainement délivré de son armature impériale et militaire, il n'a pas pu, depuis 13 ans, s'habituer à se gouverner lui-même. Il faut qu'il cherche et trouve des chefs, des mots d'ordre ou des idoles. Il faut qu'il s'organise militairement, même pour faire de l'antimilitarisme. En un mot, il n'est pas mûr pour la République parlementaire. Demain, il va voter et de tous côtés, en dépit de cet hommage à la légalité, on ne cherche que le moyen de sortir de la légalité... Quant aux pronostics, dans un pays où des jeunes filles de 20 ans, de la campagne et de la ville, qui n'ont jamais même lu un journal, et où les jeunes gens sont tous plus ou moins enrégimentés d'un côté ou de l'autre, il faut les formuler bien prudemment, car l'esprit critique de libre examen ne saurait exister chez tant d'ignorants et d'automates... » La veille Sauerwein a assisté au dernier meeting des hitlériens au Palais de sport où Goebbels s'est exclamé: « Ceux qui ont renversé en 1918, un empire digne et vénérable, n'ont aucune excuse puisqu'ils n'avaient rien de convenable à mettre à la place ».

Le jour de l'élection le journaliste analyse l'attitude des hitlériens: « Je ne crois pas cependant aux résolutions violentes en cas d'échec des nazis. Rien ne les fait prévoir et elles seraient insensées, puisque l'avenir leur appartient dans une large mesure... Dans les actes et les discours des dernier jour la prudence a prévalu... » Mardi le 15 mars 1932 il écrit: « Si cette élection apparaît comme un triomphe du maréchal Hindenburg, si les journaux de gauche publient des manchettes flamboyantes qui annoncent l'écrasement des nazis, en un mot si la bourgeoisie aisée et la social-démocratie se sentent victorieuses et libérées d'une grande angoisse, c'est bien la faute d'Adolf

Hitler. C'est lui qui a créé cette atmosphère de fièvre, de vantardises et de froid dans laquelle le résultat de la nuit dernière apparaît comme un fiasco pour ses partisans ... Mais les Français ... doivent pas se laisser leurrer par une psychose fictive. La vérité, la voici: ... 87% des électeurs inscrits ont voté, ce qui est sans précédent ... De cet énorme accroissement de voix en réalité un seul parti a profité, et ce n'est pas Hindenburg ... Le seul parti qui ait vraiment progressé en passant de 6 à 11.400.000, soit une augmentation de 86 %, c'est celui du „troisième Empire“. »

La soirée du dimanche Sauerwein l'a passé dans des restaurants et dans des réunions de famille « où tous, petits et grand, l'oreille tendu vers la radio... suivaient le développement du scrutin. J'ai vu des figures pas très chrétiennes mais vénérables et sympathiques inondées de larmes, de larmes de joie quand il était évident que le cauchemar du troisième Empire se dissipait. Dans ces heures d'émotion on m'a fait des confidences: Songez-y, c'était pour Georg, pour Oskar ou pour Moritz, le danger de mort chaque jour; il nous aurait fallu nous expatrier, chercher à l'étranger une nouvelle existence. Le mauvais rêve est passé. » Peu de doute, il a passé une partie de la soirée devant la radio avec une famille juive. La conclusion de sa mission en Allemagne : « Ce qui est dangereux, ce n'est pas en soi le mouvement hitlérien ... tout cela est plus puéril parfois que directement redoutable. Mais si les gouvernants responsables, pour donner à leur politique extérieure un levier d'intimidation, laissent cet esprit de défi et de revanche se répandre ... cette psychose de haine et de folie aventureuse, alors l'Allemagne devient une nation avec laquelle il est difficile de vivre et vain de traiter. »

Ceci écrit et transmis à sa rédaction, Sauerwein part pour une interview auprès du roi de Suède. Sous le 26 avril il commente les résultats des élections de la diète en Prusse où les nazis représentent maintenant 162 au lieu de 9 sièges avant: « Les dirigeants qui se sont succédé depuis Stresemann ont une lourde responsabilité... treize ans à peine après une guerre perdue on a laissé l'évangile de la revanche se répandre peu à peu dans tous les milieux au lieu de le contrecarrer courageusement par une doctrine de paix et de collaboration entre les peuples ... À moins d'une autorité très solide et dont on ne peut pas encore prévoir le caractère, l'Allemagne va passer de nouvelles et redoutables épreuves... » . En suite, le grand reporter est parti aux Etats Unies pour quelque mois. Le feuilleton „Paris Soir en Allemagne“ ne reprend qu'avec les élections de juillet 1932. Jean Marèse couvre l'évènement. Sauerwein y contribua peu. Il a vu la „Manifestation Monstre d'Hitler“ au Grunewald. Sous le 30 juillet il communique « Comment se présente la situation à deux jours du scrutin ». Il dénonce un arrangement entre les hitlériens (Strasser) et Schleicher qui « s'engage à laisser subsister, prospérer - que dis-je? à faire vivre les SA » pour que Hitler ne s'attaque pas au cabinet Papen, jugé dictatorial. Conclusion: « Je ne vois pas, pourquoi se régime ne continuerait après les élections ».

« Der Funke » („L'Étincelle“), l'hebdomadaire du Collectif de combat socialiste international, le cercle, petit mais influent, fondé par Leonard Nelson (1882-1927), approuve les observations de Sauerwein (« der bekannte französische Journalist » - "le journaliste français connu" ) à plusieurs reprises. Qui était-t-il? À défaut d'autres sources, - mis à part l'éloge de Paul

Lazaref en 1962 dans sa préface du livre de Sauerwein chez Plon: "30 ans à la une" - je m'appuie sur une biographie de Jules et Alice Sauerwein publiée en 1999/2000 par Irène Diet et mise disponible sur le net par la Société anthroposophique. Jules Sauerwein (1880-1967) est né à Marseille dans une famille nombreuse, protestante, son père allemand, négociant en laine australe, vit en France depuis 1848, sa mère française vient d'une famille bourgeoise, d'ascendance bretonne et hollandaise. Durant 20 ans six enfants, 3 frères et trois soeurs furent nés. Jules, mélomane et pianiste très jeune, élève du lycée parisien Henri IV à partir de 1897, devient apprenti banquier à Vienne en 1904. Par sa passion musicale il fait connaissance de l'ambassadeur de France et du milieu diplomatique. De retour à Paris en février 1908 il joint son frère Charles, ex-officier de marine de guerre, ex-secrétaire du prince, océano- et cinématographe Albert de Monaco, en une initiative politique: la fondation d'un syndicat de petit commerçants lié au syndicat agricole. Mais en 1909 Charles devient directeur de la rédaction au *Matin*, quotidien à l'époque radical et laïque pour ensuite finir nationaliste, pro-fasciste et antisémite suivant les intérêts de son propriétaire Maurice Bunau-Varilla. Jules devient journaliste au *Matin* qu'il ne quitte qu'en 1932 en désaccord avec Bunau.

En 1906 à Vienne, peut-être par Friedrich Eckstein, mécène, écrivain, ami de Freud, il avait rencontré Rudolf Steiner qui l'avait impressionné à un tel point que le futur journaliste connu et passionné par son travail, s'attache à l'"anthroposophe" et deviendra son traducteur après la guerre qu'il passe comme attaché de presse de son régiment. Alors sa soeur Alice, de 15 ans son aînée, qui avait dirigé la dépendance clinique des Batignolles, prépare la fondation de la Société anthroposophique de France. Grand reporter en Europe et aux États Unies, temporairement correspondant en Suisse, il fréquente Steiner à Dornach/Bâle jusqu'à la mort du maître en 1925. La formule du maître, qui l'aurait impressionné et laquelle, craignant que la forme emporte sur la profondeur du dictum, en tout cas il ne traduit pas: « Aus der Vergangenheit lernen, die Gegenwart erleben, die Zukunft aufbauen! » ("Apprendre du passé, vivre le présent, bâtir l'avenir"). Le "comment vivre la réalité" entre le passé et l'avenir signifie en premier lieu: "observer et penser" et développer sa sensibilité dans ces deux dimensions. Ce qui semble bien approprié au travail journalistique plus qu'une autre aspiration anthroposophique peut-être, celle de progresser vers des sensibilités individuelles occultes, "oubliées au cours de l'évolution". Pour "Vivre la réalité" ne faut-il pas la comprendre, avoir une idée qui libère des apparences et dévoile des liens et structures (pour ne pas dire avec Goethe (voir avec Steiner?) "was die Welt im Innersten zusammenhält" - "ce qui maintient le monde dans son fort intérieur"). Pour autant que Sauerwein semble être occupé de comprendre et faire comprendre, il ne suit pas le parcours d'adeptes de l'anthroposophie vers l'ésotérisme pur. Il prend sa distance en 1932. Il était aussi musicien et quand il s'intéressait aux idées du philosophe en vogue à l'époque, il se trouvait en compagnie d'artistes comme Kandinsky, Jawlensky, Biéli, Morgenstern ...

Une des contributions du journaliste au *Matin* fut particulièrement remarquée: En 1921, en plein débat sur la responsabilité allemande pour la guerre, Eliza von Moltke, l'épouse du défunt chef de l'état major du Kaiser jusqu'en septembre 1914, avait fait imprimer en 50 000 exemplaires un

récit des décisions du 31 juillet et 1er août où le Kaiser avait désavoué Helmuth von Moltke par l'ordre de stopper l'invasion du Luxembourg et par l'idée, militairement absurde, d'un mouvement immédiat des armées vers l'est. Lui et son gouvernement avaient imaginé que la France et l'Angleterre resteraient neutre. 6 heures plus tard l'illusion est reconnue, l'ordre est retiré, mais Moltke, convaincu d'ailleurs bien avant que la guerre était inévitable, avait perdu confiance.

Son récit dévoilait la légèreté et l'incompétence des chefs politiques et militaires, Guillaume II inclus. La famille trouva que le texte heurte la fierté nationale et empêcha Madame de le faire distribuer. Steiner, qui avait été en contact avec le couple Moltke depuis longtemps, mentor spirituel de Madame et partenaire de discussion philosophique de Monsieur, avait préfacé le texte. Donc, Jules Sauerwein vient l'interviewer en octobre 1921 et son article dans *Le Matin* cause un tollé général. Moltke et Steiner s'étaient rencontrés dans l'idée absurde que le peuple allemand incarnerait le progrès spirituel de l'humanité, les peuples romains n'en seraient plus porteurs et les slaves pas encore. Mais l'essence de l'interview était l'argumentation de Steiner : vu la légèreté et l'incompétence à la tête du Reich, révélées par Moltke, le déclenchement de la guerre serait une tragédie, hors, peut-on responsabiliser les acteurs pour leur faiblesse intrinsèque de caractère et de jugement ? Mais l'espoir de pouvoir ainsi faire tomber ou réviser le paragraphe constatant « la seule culpabilité allemande » s'avère une illusion.

L'anthroposophie une idéologie sectaire, l'interprétation des dérapages occasionnels dans les écrits du maître, insinuant du racisme, le développement des sociétés d'adeptes de Steiner au cours de l'histoire, leur rôle aujourd'hui est un autre débat. Il me semble que l'homme et ses idées restent fortement liés à son temps et d'un intérêt limité aujourd'hui.

Qu'a écrit Paul Lazareff en 1962? "Il n'y a pas eu d'homme plus célèbre que Jules Sauerwein pour ceux de ma génération ... C'était un journaliste, aussi, mais, avec lui l'inverse se produisait: c'étaient « les hommes d'État, les premiers ministres et les ambassadeurs qui se portaient au devant à lui. En fait, il venait plus pour s'informer que pour informer, car Jules Sauerwein, riche de tant de confidences, connaissait tout et savait tout. Et son inaltérable bonne humeur faisait que tous ces officiels, après leurs pénibles travaux, se disaient: "Jules est là, non seulement nous allons tout savoir, mais nous allons aussi nous amuser" »,

En 1932 dans ses articles au *Paris Soir*, il parle à plusieurs reprises de la constitution de Weimar comme "l'origine du mal": « on a forgé de toutes pièces entre théoriciens une République idéale pour un pays qui n'avait jamais pratiqué et connu la liberté. » Je dirais plutôt qui n'a jamais été un seul "peuple". Qu'en est-il avec cette constitution fédérative du 11 août 1919, résultat d'un compromis entre social-démocratie et partis bourgeois en période de crise? Elle n'avait pas que de défauts, loin de là, mais voici celui qui compte : L'article 48 ("décret d'urgence" à signer par le président), l'article 53 (droit du président de nommer le chef du gouvernement) et l'article 25 (dissolution du Parlement et ensuite jusqu'à 60 jours de gouvernement sans contrôle parlementaire) ouvrent la voie à des formes de gouvernement autoritaires envisagées par une partie des représentants de l'industrie, du commerce et de la finance, par une partie de l'armée, par les partis de



droite et par la "camarilla" autour d'Hindenburg. La crise leur sert de légitimation commune, mais la forme et le degré de l'autoritarisme font largement l'objet de discorde. La réélection d'Hindenburg au printemps 1932 réussit mais le nombre de votes pour son concurrent Hitler montre que le NSDAP a le vent en poupe. Sauerwein l'avait bien vu.

La crise venue, le cabinet gouvernait presque exclusivement par l'article 48 et quand Hindenburg refuse cet instrument à Brüning le 31 mai 1932, Kurt von Schleicher, l'homme dans l'ombre, avait préparé la suite : Hindenburg nomme Papen et dissout le Reichstag. De nouvelles élections auront lieu le 31 juillet, l'heure du NSDAP est venue. Papen, ancien attaché militaire à Washington 1913-1915, Colonel auprès des troupes ottomanes à Jérusalem, monarchiste, agrarien, actionnaire principal du journal « Germania » du parti le Zentrum (qui se sépare de lui) a le support des cercles anti-démocratiques du patronat. Il fait réadmettre SA et SS qui furent interdits depuis le mois d'avril et, via l'article 48, exécute une sorte de coup d'état en Prusse, le plus grand des états fédéraux: Le 20 juillet 1932, le pouvoir d'état du Reich, Papen en tant que commissaire, s'arroge le pouvoir de cet état fédéral. 1932 est une année sanglante. Depuis un moment déjà, communistes (le RFB (Rotfrontkämpferbund jusqu'à son interdiction en 1929) et les SA en compagnie du Stahlhelm et de la SS s'affrontaient dans les rues, le nombre de morts et de blessés culmine pendant la campagne électorale de juillet 1932 avec 300 morts et 1100 blessés. Le Reichsbanner, l'organisation des partis républicains, majoritairement du SPD, fondé en 1924 pour combattre les anti-republicains plutôt sur le plan intellectuel, avait changé en 1930 en faveur d'une présence massive à la rue. À l'exception de rares cas, sa violence reste défensive. Les élections de juillet 1932 et l'essor du parti en plusieurs états fédéraux exaltent les Hitlériens, dorénavant le premier parti du Reichstag avec Goering comme président du parlement. Hindenburg refuse ostentatoirement d'instaurer un gouvernement minoritaire du NSDAP seul, exigé par Hitler. Mais le cabinet Papen, Schleicher étant ministre de l'armée, échoue très vite au parlement, qui est immédiatement dissout, ce qui laisse à Papen à gouverner 2 mois sans aucun contrôle. Les nouvelles élections sont programmées pour le mois de novembre.

Le cabinet Brüning avait échoué sur le plan social. Papen commence à prendre des mesures pertinentes contre le chômage, instaure un service de travail volontaire de 6 mois pour les jeunes, voue un budget de l'état à la création d'emploi et prévoit des crédits d'impôt pour les entreprises. Les premiers signes d'une sortie de la crise apparaissent et les élections du 6 novembre font perdre 34 sièges aux hitlériens; les communistes en gagnent 11 et la droite de Hugenberg, le DNVP, chéri d'une fraction des "capitalistes", en gagne 14. Trois jours avant les élections une grève spectaculaire sur l'initiative du PC et dirigée contre le gouvernement Papen avait paralysé l'ensemble du transport publique de la capitale. La Westböhmsche titre « Le grand vaincu de dimanche: Adolf Hitler » et l'éditorialiste commente le résultat des élections: que le peuple allemand veut un gouvernement autoritaire au dessus des partis, mais ne veut pas de Papen et que pleins de questions restent donc ouvert suite à la perte de la majorité absolue des partis de droite. Tandis que la Vossische Zeitung augure le début du déclin du NSDAP: le parti « n'a pas encore vécu son Iéna, mais subit sa première défaite grave ». Sous-titre de sa une: Hitler perd, Papen veut rester,

glissement vers l'extrême gauche. Également sur sa Une sous "L'echo de l'étranger": le *Matin parisien* constate que "le Boulanger allemand" a définitivement raté sa dernière chance...

Pendant que Sauerwein couvre les élections américaines et s'entretient avec Roosevelt et autres, Robert Lorette est « notre envoyé spécial » à Berlin de *Paris Soir*. Le 5 novembre il écrit : « l'occasion est rarement donnée aux français de pouvoir assez impartialement juger son voisin qui diffère tant de lui. Franchement, il m'a fallu tomber en pleine bataille électorale, et surtout en pleine grève des transports en commun de Berlin, pour avoir conscience de la diversité de ce tempérament si difficilement analysable... » Il analyse quand-même : « le peuple allemand est un peuple jeune qui cherche encore son équilibre. Si, à certains moments, il semble désespéré, c'est qu'en cherchant une sécurité relative, il a en même temps à lutter contre une lourde hérédité. » Le jour de l'élection, le journaliste s'est rendu dans les quartiers ouvrier de Berlin: « Il n'en est pas moins vrai que les prolétaires berlinois montrent, par les soins qu'ils apportent à l'installation de leur logis, qu'ils ont du goût et qu'ils aspirent à une certaine dignité ... il ne faut pas désespérer de les voir un jour secouer définitivement le régime actuel ... Mais, dans la masse neutre, je veux dire celle qui fait les grands courants décisifs, pas la moindre préoccupation électorale, plutôt une grande lassitude ... » Le journaliste a interpellé un des votant: « Le bulletin de vote est bon dans un pays stabilisé. Chez nous, il n'a aucune valeur parce qu'à la moindre menace la dictature n'a qu'à pousser la porte constamment entre-baillée. Nous avons longtemps espéré. Les miracles escomptés ne se sont pas produits. » - "Alors?" - « Alors? La période que nous traversons dépasse les hommes. Elle se joue de nos volontés si inébranlables soient-elles. Nous sommes à la merci des circonstances. Ce sont elles qui d'un moment à l'autre peuvent déchaîner l'ouragan. Dans quelle direction l'ouragan ira-t-il? Nul ne le sait; mais ce dont je suis certain, c'est qu'il y aura une "Tempête" sur l'Allemagne. » Lorette n'a pas, me semble-t-il, l'horizon politique et la perspicacité de Sauerwein, mais il a su choisir son interlocuteur. Le 8 novembre, l'envoyé spécial commente les résultats de sa manière: « Ce sont les femmes qui, non seulement ont voté en nombre considérable, mais qui ont encore poussé au vote. Sans doute avec leurs facultés intuitives sentent-elles davantage que l'homme le danger immédiat et, si contre tous les calculs, les partis bourgeois ont gagné la lutte, s'est bien à l'élément féminin qu'ils le doivent. »

Papen démissionne, Hindenburg nomme Schleicher qui installe un commissaire pour la création d'emplois et revient sur les mesures tarifaires de Papen en faveur des Entrepreneurs. Il se donne l'image d'un "général social", anti-capitaliste et anti-socialiste, et essaye de faire tolérer son cabinet par ceux qui se réclament proche des ouvriers, essentiellement les syndicalistes du SPD et "l'aile gauche" du NSDAP autour de Georg Strasser. Hitler ne tarde pas de destituer ce dernier de toutes ses fonctions et la direction du SPD fait valoir sa méfiance envers Schleicher. La tentative de ce "front à travers les partis" suscite évidemment, et pas en dernier lieu, de la méfiance du côté du patronat.

Entre temps Papen désavoue Schleicher et tâche de convaincre ses amis capitalistes d'envisager une coalition du NSDAP, du DNVP et du Zentrum avec Hitler comme chancelier. Le

banquier Kurt von Schroeder à Cologne arrange une rencontre Papen-Hitler et Papen réussit à convaincre un Hitler frustré des premiers signes d'un déclin de sa popularité. C'était le 4 janvier 1933 et d'après Schroeder au tribunal de Nuremberg en 1946, Hitler aurait promis d'enlever « tous les socialistes, communistes et juifs » des positions d'importance. Derrière le dos de Schleicher Hindenburg charge Papen de préparer la coalition. Le "mogoul des media" Hugenberg accepte le ministère de l'économie et celui de l'agriculture, les "capitalistes" à l'exception de quelques uns comme Thyssen, "sponsor" de Goering, le voient comme l'homme fort du cabinet. Frick à l'intérieur et Goering sans portefeuille sont les seuls ministres du NSDAP. Papen sera le vice-chancelier. Schleicher démissionne le 28 janvier. Le 29 les « Soldats de la République » du Reichsbanner, 3500, marchent dans Berlin. Le 29 Georges Blun, correspondant de Le Journal - un des grands quotidiens parisiens - écrit : « Depuis quarante-huit heures, la personne du maréchal Hindenburg, jusqu'ici unanimement respectée, est ouvertement discutée dans la presse ... À n'en pas douter, le chef de l'État allemand est devenu un sujet de discussion publique et l'immense majorité de la presse prend position contre lui. Il n'y a guère que les gazettes pangermanistes qui le défendent et l'approuvent... ». Une photo peu favorable d'Hitler en trenchcoat accompagne l'article sur la Une.

Jules Sauerwein est de retour à Berlin depuis fin novembre. Il alimente fréquemment la Une et page 5 de Paris Soir avec ses observations à Berlin. À côté de la politique, il tâche de faire comprendre "comment vivent les gens". Sous le 5 décembre il titre: « Dans l'immense banlieue de Berlin les chômeurs sans logis se débrouillent comme il peuvent ». Suit ce que ces chômeurs, hommes et femmes, lui ont dit; raconté avec précision, le style marqué par l'empathie et la fraîcheur. Le 6 décembre, lors des élections communales en Thuringe, pays gouverné par les nazis depuis 3 ans, il a été à Weimar. Les résultats sont tombés, une débâcle pour Hitler: « Un brave négociant israélite était assis à côté de moi, à 10 heures du soir au Café Royal. Je découvris que sa présence en ce lieu était une nouveauté et que seul le résultat des élections lui avait donné ce courage. - Voyez, me dit-il, dimanche dernier à Brème, aujourd'hui en Thuringe. J'ai fait le calcul. Dans ces conditions, si on avait demain des élections générales, savez-vous combien Hitler perdrait de sièges? 57 à 58. - Voilà qui donnera à réfléchir non seulement aux nazis, mais au général von Schleicher ... ». Le titre du 16 janvier: « L'année 1933 sera-t-elle celle de la reprise? Les Allemands, dans leur majorité, le croient et le proclament ». Le journaliste cite Robert Bosch, grand industriel à Stuttgart qui est optimiste. Dornier, constructeur d'avions et Roechling, magnat de la métallurgie, le sont moins. Goerdeler, maire de Leipzig modérément optimiste, regrette que le traité de Versailles ait réduit le monde en petites cellules autarciques là où il fallait de vastes marchés et de grands domaines économiques. « L'optimisme des industriels n'est pas sans fondement. Délivrés des réparations, jugeant que l'heure de l'égalité militaire approche, les Allemands sont repartis à la fois pour le travail et pour la gloire. N'exagérons pas ces symptômes, mais sachons tout de même ne pas les négliger. » Sur cette note d'optimisme, Sauerwein quitte Berlin pour la Bretagne d'abord, ensuite pour une série de reportages dans le cadre de la rubrique "Tour de France".

Le 30 janvier le pouvoir est transféré à Hitler. Un dernier acte de transfert de pouvoir sans équivoque dans un cadre prévu par la constitution de la République. Celle-ci ne sera pas abrogée mais privée de ses fonctions républicaines. Il n'avait pas été prévu que les pouvoirs exceptionnels qu'elle admettait en temps de crise soient utilisés sans scrupules à superposer à la République un état dictatorial, un état raciste.

Le premier février «Die Gegenwart» (Le présent) d'Aix la Chapelle titre : « Un interlude sombre. Pourquoi Hitler a-t-il changé de cap ? ». Le journal espère que celui qui avant avait toujours refusé toute collaboration avec d'autres partis que le sien, doit maintenant soumettre son programme au Reichstag actuel, ce qu'il a nullement l'intention de faire. À Londres dans le contexte des négociations internationales de désarmement, le "Rotterdamsche Nieuwsblad" du 7 février 1933 fait savoir, Herbert Samuel, l'ancien ministre de l'intérieur et ancien Haut Commissaire britannique en Palestine exprime l'opinion, que les autres nations devaient accélérer leur désarmement pour que l'Allemagne ne s'arme pas d'avantage.

Les capitalistes avaient préféré de subventionner le DNVP. À partir de maintenant c'est Hitler et son parti qui profitent de cette manne. Ce parti, le NSDAP, est pourtant resté un mouvement de protestation sans spécificité par rapport aux couches sociales mais majoritairement (petit) bourgeois et qui se distingue par l'absence totale de démocratie interne. Ceux qui avaient cru que ses partenaires de coalition, notamment Hugenberg, pourraient encadrer le chancelier (pour revenir à la monarchie?), vont se rendre compte qu'un homme qui commande une troupe paramilitaire de 470 000 SA et SS sait atteindre le plein pouvoir. Le premier février, après avoir habilement découragé le Zentrum de collaborer, Hitler obtient la dissolution du Reichstag: un mois jusqu'aux élections. Ce février 1933 voit le spectacle d'une campagne électorale sans précédent, culminant dans les élections du 5 mars dites "semi-libres" ce qui me semble un euphémisme. Le 31 janvier Papen a été nommé Commissaire du Reich pour « rétablir la sécurité publique et l'ordre en Prusse ». Goering devient Commissaire au ministère de l'intérieur de Prusse, commande donc la police dans cet état. Il nomme tout de suite chef de la police politique "la taupe" de la droite aux ministères d'avant, le jeune juriste Rudolf Diels (1900-1957), donne l'ordre d'usage des armes de feu le 17 février et fait recruter une police auxiliaire de 50 000 hommes dans les rangs des SA, SS, du Stahlhelm cinq jours plus tard. Il se vante de vouloir réprimer brutalement et sans scrupules toute tendance à gauche.

Pour la suite on a qu'à lire le "Reichsgesetzblatt", le journal officiel: le "Décret relatif à la protection du peuple allemand" du 4 février (préparé par le cabinet Papen?) réduit drastiquement la liberté de réunion et de la presse, élargit le pouvoir du ministre de l'intérieur du Reich à tous les états fédéraux et sert notamment à limiter l'action et la propagande des adversaires du NSDAP, à l'interdire des manifestations, surtout celles du PC. Plusieurs décrets équipent le « Reichskommissar für die Luftfahrt » (commissaire pour l'aviation) Goering d'une administration et d'un budget: l'aviation comme grand projet de prestige et de propagande est lancé sans tarder. Sans avouer le but principal néanmoins clair : l'armement et la militarisation. Le "Décret relatif à

l'interdiction de manifestation du parti communiste en Saxe" date du 21 février, la plupart des états ayant anticipé l'intervention du ministre du Reich. Une dernière grande manifestation du Reichsbanner a lieu à Hannovre le 26 février. Celle du Reichsbanner du même dimanche à Berlin a été interdite. L'argument : une manifestation nazi à la même date. Le 28 février - l'incendie du Reichstag la veille ne pouvait pas arriver plus opportunément - le « décret relatif à la protection du peuple et de l'État » (préparé jadis sous Schleicher ?) abroge les articles de la constitution relatif à la privation de liberté personnelle (« détention préventive »), à l'inviolabilité du domicile, relatif au secret du courrier et à la liberté d'opinion, relatif à la liberté de réunion et à celle de fonder des associations, relatif à l'expropriation. Le même jour un décret étend les sanctions d'actions contre l'État et la souveraineté, notamment celle de la peine de mort. La Neue Freie Presse à Vienne du 7. février avait consacré sa deuxième page au décrets d'urgence contre la Prusse, contre la liberté de la Presse et le droit de manifester. Elle commente: "En tout cas un départ sombre pour des élections sombres..."

L'Union des associations allemandes de femmes demande au partis leur position concernant l'égalité femmes-hommes et l'équilibre des candidatures aux élections. Le NSDAP répond que oui, ils reconnaissent l'égalité mais ne proposent que des hommes comme candidates "car des milliers de femmes, qui collaborent activement dans leur rangs en pleine égalité citoyenne refusent l'honneur douteuse de se rendre dans l'arène boueuse du combat politique aux parlements." (Vossische du 25 février 1933, Westböhmisches du 26)

Le 7 février à Berlin 200 000 personnes avaient protesté contre le décret du 4. De même 1000 intellectuels et artistes à l'opéra Kroll le 17. Le 19 à Berlin, le Reichsbanner semble avoir mobilisé une dernière fois environs 10 000 marcheurs, des SA leur tirent dessus, il y a eu des morts. Le même jour à Hannovre 45 000 manifestent pour la République. Le 23 février à Berlin une grande manifestation du KPD avait commencé quand la police y a mis fin. Toujours, le 26 à Hannovre le Reichsbanner a pu organiser sa dernière manifestation. Bien que les deux partis se sont considérés comme ennemis « mortels », il y a eu un front commun KPD-SPD ici et là. Mais partout dans le Reich des hommes de la SA et de la SS sèment la terreur, kidnappent et torturent impunément des adversaires politiques, commencent à établir leurs camps de concentrations « sauvages ». Après le décret du 28 février suite à l'incendie du Reichstag 5000 personnes figurant sur une liste préparée d'avance sont mis en "détention préventive" et de nombreux autres, dont des parlementaires ont été arrêtés, ainsi le 3 mars, suite à une dénonciation, Ernst Thälmann le leader du PC. Malgré les protestations internationales, il resta prisonnier à Buchenwald pendant 11 ans. Hitler lui-même le fit assassiner en 1944.

Jules Sauerwein, le correspondant de Paris Soir, est de retour à Berlin le 2 mars. « Quarante fois depuis la guerre, j'ai pris le train pour Berlin et, au moins quinze ou vingt fois, je m'attendais à trouver la ville en révolution. Une seule fois - c'était, je pense, en 1923 - j'ai perçu quelques bruits de mitrailleuses dans le lointain. Aujourd'hui, rien de semblable ... On penserait que rien n'est arrivé si ... on n'apercevait avec stupeur que la coupole du Reichstag est à jour et laisse

voir le ciel. Tout comme, dans les musées d'histoire naturelle, les énormes squelettes des animaux antédiluviens ... En 1923, c'était la social-démocratie qui mettait les communistes sous les verrous. Aujourd'hui c'est Hitler. Personne ne peut s'en étonner, car dans certains de ces discours, depuis dix ans, il a annoncé qu'il agirait ainsi à la première occasion ... L'idée d'attribuer l'incendie aux dirigeants communistes apparaît comme fragile, mais la tentative d'en rendre responsable les dirigeants social-démocrates, c'est à dire les défenseurs nés du régime parlementaire, serait autrement bouffonne. Aucun de leurs chefs n'est arrêté. En revanche, tous leurs journaux sont interdits, même les affiches sont supprimées. Ceci à quatre jours d'une élection générale, est sans doute un fait sans précédent ... Dans les autres pays où l'on a vu survenir la dictature d'un homme ou d'un parti, on ne s'embarrassait plus d'élections générales, on les supprimait purement et simplement. Hitler agit différemment. Ce soir encore il parle devant le peuple. Il veut persuader et pourtant il supprime la propagande adverse. Il emploie la force contre toute pensée rivale et pourtant il réclame l'appui du peuple tout entier. Il y a dans ces méthodes une contradiction interne, qui choque l'opinion du monde entier. » La veille du 5 mars le journaliste a écouté le discours de Hitler à Königsberg, transmis par haut parleur à différents endroits dans Berlin (le cas donné au Winterfeldplatz). Discours qu'il classifie de "mystique". Un taxi l'a ensuite amené à « un petit restaurant où les journalistes étrangers aiment à se réunir. Ils étaient là peut-être vingt-cinq ou trente avec leurs familles autour d'une grande table. Ils parlaient de ce journaliste français qui faillit être expulsé et qui, finalement, reste à Berlin. On serrait la main à ce correspondant d'un grand journal anglais qui mène une vive campagne sans se laisser détourner par rien ... On entendit soudain un Allemand qui d'une voix haute déclara: Le premier qui parle politique paiera une bouteille. Et, là-dessus, tout le monde entonna une vieille chanson de Hambourg qui conte les amours d'une pauvre fille du port: Die von der Reeperbahn (sans doute la chanson "Auf der Reeperbahn nachts um halb eins", texte et mélodie (valse) par Ralph Arthur Roberts au début des années vingt pour sa pièce de théâtre "Bunt ist die Welt" ("Multicolore le monde") Le mot Liberté, "Freiheit", y figure comme nom de rue, comme celui de la Reeperbahn, et vibre dans l'imaginaire de la vie d'un marin ... KS). Au dehors la nuit était douce et humide. A la porte, un nazi vendait des brochures, et une jeune fille des muguetts. Très au loin, comme une musique assourdie, on entendait des gens qui répétaient, sur l'air des lampions: "Judas doit crever!". »

Suite au décret du 4 février une multitude de publications, périodiques ou non, avaient été interdites, ne soit ce que temporairement. Le 5 mars l'électorat du SPD, du KPD et du Zentrum est réduit aux "noyaux durs". Le soir ces "noyaux" de votants se voient représentés par respectivement 120, 81, 73 sièges au parlement, les pertes à l'exception des communistes, sont étonnement faibles. Le NSDAP peut triompher avec 288 sièges, 92 de plus, mais a toujours besoin des 52 sièges du DNVP pour obtenir une majorité. 88,7 % des 40 millions ayants droit sont allés aux urnes, presque 10 % plus qu'en novembre (ce qui entraîne quelques 60 sièges de plus au parlement). Quelques 45 % des allemands ont toujours voté contre un gouvernement dont l'exclusion raciste, notamment antisémitisme, fait partie du programme. Si le 5 mars les 43 % de votes pro-nazis sont le résultat d'une « terreur électorale », il ne faudrait en aucun cas oublié « l'excellent » travail de propagande

et d'organisation des Hitlériens depuis 1930, notamment celui de Walther Darré (1895-1953), auteur de livres comme «Une nouvelle aristocratie de sang et sol », parmi les 38 % de la population qui vivait de l'agriculture.

Vu la violence débordante avant les élections, les actions antisémites, qui continuent malgré l'ajournement ordonné par les chefs du NSDAP, préoccupent peu. À tel point que Toni Sender, (née Sidonie Zippora) rédactrice syndicaliste, socialdémocrate à Frankfort, avouera plus tard, qu'elle avait cru qu'Hitler poursuivrait son combat contre les communistes mais se calmerait concernant les juifs. Le soir du 5 mars elle s'enfuit en Tchécoslovaquie et ensuite aux États unis. Ce même dimanche, jour des élections, à 3 heures du matin, des SA avaient essayé d'enfoncer la porte de la romancière Gabriele Tergit (née Elise Hirschmann), chroniqueuse juridique du Tageblatt à Berlin. Elle n'a pu leur échapper qu'à l'aide d'une unité de police pas encore mise au pas et s'enfuit le jour même en direction de la Tchécoslovaquie, passe par la Palestine et finit par trouver exil à Londres.

À Chernivtsi le premier mars, donc avant les élections, l'éditorialiste Mayer Ebner du journal sioniste de la Bucovine « Ostjüdische Zeitung » est revenu des séances de l'exécutive du Congrès Mondial Juif à Berlin. Sous le titre « Les juifs en Allemagne » il décrit ce qu'il appelle l'image qu'il a pu se faire de la situation psychique des juifs en Allemagne : « ... Donc des Juifs allemands se suicident. L'anti-sémitisme outre mesure les fait tomber de tous les cieux allemands et parce que, malgré toute l'assimilation, il n'ont pas pu se débarrasser de leur sentiment identitaire juif ils succombent psychiquement et physiquement, perdent tout repère et s'enfuient dans l'empire des ombres – un sort dont le juif conscient de sa nationalité et debout sur ses deux pieds dans le judaïsme est préservé... ». L'auteur conclut : « Chez les juifs avec lesquels j'ai parlé j'ai trouvé cette disposition psychique de force de décision calme, un regard digne et détaché sur l'avenir, cette force de décision qui dans le cours de notre histoire est devenue une qualité nationale. Le peuple juif – disent-ils – a vu des époques bien pires et va également surmonté l'hitlérisme, qui, certes, pour le grand peuple allemand avec sa force de vie ne sera qu'un phénomène temporaire. » Un phénomène qui s'avéra mortel pour trop de personnes. Si l'immigration en Palestine, en dépit des réalités politiques, aurait pu être envisageable pour beaucoup plus de monde : que dire de tous les victimes de la Shoa ?

Le 6 mars 1933 l'hebdomadaire viennois Der Morgen (Le Matin) titre: "Victoire-terreur d'Hitler"(Terrorsieg Hitlers). Le quotidien donne les résultats, également pour les 35 circonscriptions du Reich, et sur sa page 3 informe de "Menaces de pogroms des nazi": « les journaux de propagande et d'agitation hier ont fait usage de la bien-connue phrase de "la nuit des longs couteaux" en toutes les variations possibles ... » (la phrase, à l'origine sorti d'une légende anglo-saxonne, a trouvé son entrée dans d'autres langues pour désigner des massacre politiques. KS). Le 5 au matin, Georges Blun de Le Journal parisien avait résumé : « Il convient de faire de nouveau remarquer qu'il n'y a pas eu, à proprement parler, de campagne électorale, attendu que seuls les racistes ont eu la faculté de faire de la propagande, de tenir des réunions, d'organiser des

défilés, d'utiliser la radio, et que, seule aussi leur presse est restée libre ... Nul n'est donc autorisé à prétendre que les élections d'aujourd'hui peuvent être considérées comme absolument légales et représentatives des volontés populaires. Comment pourrait-on d'ailleurs commettre pareille erreur de jugement quand l'Allemagne est placée sous le régime de l'état de siège civil qui confère tous les pouvoirs aux organes de police et que toutes les libertés constitutionnelles sont abolies ? ... Il est difficile de ne pas croire au succès des racistes...» Le soir à 22 heures le journaliste commente : « Il sont parvenus, non seulement à mettre en mouvement plus de deux millions de non votants professionnels, mais il ont atteint profondément le bloc communiste aussi bien que le bloc considéré infrangible des catholiques. Les classes moyennes, qui étaient encore indécises, ont rallié le national-socialisme. La population catholique elle-même s'est laissé en partie intimider, et on a vu beaucoup de communistes, subjugués sans doute par l'énergie inégalable des nazis, passer avec armes et bagages à leurs implacables ennemis. Hitler reste le maître et Goehring est son prophète ! »

Et pourtant, pour Hitler et son parti, le résultat des élections du 5 mars n'est pas entièrement satisfaisant. Les mois à venir, notamment le mois de mars sont marqués par la répression, la mis au pas et la terreur contre toute opposition, par des actions antisémites. En mars l'évènement primordial est "la loi visant à mettre fin à la détresse du peuple allemand et du Reich" voté par 2/3 des députés après l'exclusion, le 8 mars, des 81 communistes, ainsi qu'après un changement anti-constitutionnel de la procédure au dernier moment. La loi est votée le 23 mars contre les voix du SPD : le parlement se soumet au gouvernement qui dorénavant seul fait la loi. Hitler a obtenu les pleins pouvoirs. Le Prager Tagblatt du 24 consacre la Une et page 2 au « Pouvoir absolu pour le gouvernement Hitler ». « Discours du chancelier tantôt menaçants tantôt conciliants » Éditorial: "La république de Potsdam". En tête de la Une une photo de Carl Severing, premier ministre en Prusse et social-démocrate, arrêté devant la porte de l'assemblée.

Les avertissements visant les correspondants de la presse étrangère ne manquent pas. Ils sont d'ailleurs tous plus ou moins mis sur écoute. Dans la Gazette de Lausanne du 15 février déjà, Camille Loutre, le correspondant aussi du « Petit Parisien » à Berlin depuis 1919 et biographe de Gustav Stresemann avait décrit ce qui se passait depuis le 30 janvier : la presse muselée, l'encouragement de la délation, menaces de Goering, notamment contre un journal de Göteborg, qui avait critiqué le « niveau intellectuel d'Hitler ». Le journal avait ignoré la menace, publié la dépêche du ministre et riposté que le « national-socialisme » ne soit arrivé au pouvoir que par le tumulte, les rixes et l'assassinat. Par ailleurs la « rude annexion » de la Prusse par le Reich laisse craindre le même sort aux autres états, notamment en Bavière. Loutre de conclure : « Le nouveau système gouverne « à la hussarde » .

Le 28 février, lors de l'incendie du Reichstag, le même Camille Loutre publia ses observations – cette fois-ci sur la Une de son journal parisien : « Beaucoup de Berlinoises disent en plaisantant : - Les élections sont maintenant inutiles et point n'est besoin d'aller voter dimanche ». Le 6 mars, le lendemain des élections, Göring expulse le journaliste de Prusse pour son « reportage injuste » de l'incendie. Le 1 mars, sous le titre « La mise hors la loi en Allemagne des partis



d'opposition », le journaliste avait dénoncé la campagne de longue date contre le "danger communiste" et les mesures actuelles, prises à la suite de l'incendie: « À l'exception des catholiques, qui peuvent encore entr'ouvrir la bouche, toute opposition est pratiquement réduite au silence. On verra dimanche l'effet de ces procédés extraordinaires sur les masses populaires. À défaut d'autre signification pratique, la consultation électorale de dimanche sera un recensement entre partisans et adversaires des méthodes du nationalo-nazisme. » André François-Poncet, l'ambassadeur, intervient et Hitler révoque l'ordre du ministre prussien. Loutre reporte de Berlin jusqu'en 1939. Après la guerre il sera le directeur de la presse en zone d'occupation française à Baden-Baden.

La menace de Goering d'expulser les correspondants qui « divulguent des informations nuisibles » au pouvoir, plane dans l'air. De nombreux journalistes allemands déjà privés de leur liberté d'expression, courent des risques plus grands. Des journalistes de langue allemande qui travaillaient pour une presse étrangère de langue allemande, dorénavant interdite dans le Reich, se voient forcés de quitter l'Allemagne. Des correspondants de l'Izvestia soviétique sont expulsés. Pour d'autres journalistes étrangers la menace de l'expulsion devient réelle quelques mois plus tard. D'abord le pouvoir, en premier lieu le nouveau ministère de propagande, met en place un système de surveillance intensive de la presse internationale et des instruments de pression autres que l'expulsion. Un cas typique : Marcus van Blankenstein (1880-1964), le correspondant berlinois du Nieuwe Rotterdamsche Courant (NRC) jusqu'en 1920, ensuite devenu rédacteur à Rotterdam, devient vite la cible d'actions antisémites du régime allemand : on s'attaque à la situation financière du NRC en menaçant de retirer les annonces allemandes. Van Blankenstein continu de publier ses éditoriales critiques tandis que son successeur à Berlin, Hendrik Jan Noordewier (1880-1941) semble s'arranger, voir se compromettre avec le régime. Mais de 1933 à 1935 Noordewier envoie des rapports secrets au Nationaal Bureau voor Dokumentatie over Nederland. Il se plaint que le public du NRC ne voulait pas comprendre la menace que représente la remilitarisation en Allemagne. Selon le NRC du 6 septembre 1933 le ministère de propagande avait envisagé son expulsion. Longtemps avant la guerre Noordewier est dit d'avoir dénoncé l'intention génocidaire du régime. En 1936 van Blankenstein est forcé de quitter le NRC. suite aux pressions allemandes. Pendant la guerre il travaillera en Angleterre pour la Hollande libre.

« Expulser les journalistes d'expérience est ... une obsession du régime » écrit Frédéric Salée (Sur les chemins de terre brune, voyages en Allemagne nazie (1933-39), Paris, Fayard 2017) . Il énumère les expulsés : le danois Pembroke Stephens du Daily Express anglais en juin 1934, le tchecoslovaque M. Hemberger en août, Antonio Bermudez-Canete du El Debate espagnol et le danois Thorwald Steinthal en décembre 1934, Ernst Popper du Prager Tageblatt en janvier 1936, Water Bing de Paris-Soir en décembre 1936, Norman Ebbutt en août 1937

**6. L'Allemagne en mars 1933 à la Une du Rotterdamsche Nieuwsblad.** Selon Frank van Vree (De Nederlandse Pers en Duitsland 1930-39) l'opinion publique en Hollande, plutôt pro-allemande et opposé à l'attitude en France après la guerre, change abruptement avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Le quotidien Rotterdamsch Nieuwsblad (tirage proche de 100 mille, concurrent

populaire du renommé NRC - Nieuwe Rotterdamsche Courant, tirage 35 mille) non seulement couvre attentivement la violence accompagnant la mise en place du pouvoir nazi, notamment les exactions anti-juifs, aussi reprend-t-il les infos paru dans la presse internationale. En rien sympathisant avec les nazis le journal garde néanmoins Henri Blanche-Koelensmid (1883-1942), le correspondant berlinois qui avait quitté son employeur principal, Het Vaderland, quotidien libéral-conservateur parce que la rédaction ne partageait pas ses sympathie pour les nazis. Ses collègues Noordewier et Stoffels tentaient en vain de le dissuader de créer un groupe du parti nazi hollandais NSB à Berlin. Il finit par travailler pour la propagande nazi à la Radio à Brème.(v. Paul Stoop, Diss. Vrije Univ. te Amsterdam : Niederländische Presse unter Druck, München, Saur, 1987 : La presse néerlandaise sous pression). Apprécié donc par le régime des 1933, eût-il servi « d'écran » au Nieuwsblad contre la pression nazi ?

Le journal communique sur la Une du 9 mars : « Grands magasins juifs fermés par les nazis ». Devant les magasins Karstadt, Althoff, Woolworth: des SA et des foules : « achetez chez votre propre peuple ! ». La synagogue de Königsberg vandalisée. Les collaborateurs juifs de la radio Süddeutscher Rundfunk se voient interdits d'accès à leur lieu de travail. Des artistes juifs sont interdits d'antenne. Le chef des programmes Maier reçoit le conseil de ne pas entrer dans son bureau. Des américains juifs ont été molestés par des SA. La maison Liebknecht devenue une forteresse nazi (un « camp de concentration sauvage » des SA). Le Nieuwsblad du 11: Egon Erwin Kisch, (le reporter sémillant - der rasende Reporter) arrêté après l'incendie du Reichstag, est expulsé ver la Tchécoslovaquie. Le 13: Le tsar de la presse Mosse sauve le Berliner Tageblatt par un accord de ne plus publier ce qui ne convient pas au régime. Des maintenant la presse Ullstein publie des articles alignés sur ceux de la presse de la droite nationale. Le Nieuwsblad du 15 mars: Le Daily Télégraph parle des juifs allemands obligés à fuir le pays. Un marchand d'art déplore la perte de son pays. Une grande partie de la population des quartiers ouest de Berlin s'en vont, dernièrement des dizaines de milliers de juifs auraient quitté l'Allemagne écrit le correspondant Noel Panter (1902-) du quotidien britannique, et que M. Lippert, Commissaire du Reich pour Berlin, veut éloigner de l'administration et des services de santé les étrangers, personnes d'ascendance non-allemande, les juifs de l'est. Le 17: Luther, le président de la Reichsbank doit démissionner; le 20 mars il est remplacé par Hjalmar Schacht. Le 21: Ouverture du camps de concentration Dachau pour y rassembler des communistes. Il existent des camps de concentration aussi en Prusse e.g. proche de Dortmund. Des social-démocrates ont également été arrêtés, dont le rédacteur en chef de la Westfälische allgemeine Volkszeitung... En Hesse il y des rumeurs, que le philosophe Buber a été victime d'actes antisémites ou a été arrêté (Martin Buber avait démissionné de sa fonction universitaire en protestation contre le régime, il ne quittera l'Allemagne qu'en 1938, KS).

Le Nieuwsblad du 23 mars, après avoir relaté la veille la mise en scène nazi du "jour de Potsdam" - Hitler, Hindenburg comme héritiers du "II. Reich", la création de Bismarck): Appel d'Emmanuel Celler, membre du Congrès, au gouvernement des États Unies qui vise l'allègement des restrictions d'immigration. Ce qui se passe c'est le contraire, l'argument: le taux élevé de chômage. Dans un appel au gouvernement britannique, l'écrivain Lion Feuchtwanger, un exilé de

renom international, parle des pires pogroms depuis le 14e siècle non seulement contre les juifs mais aussi contre socialistes et catholiques. Il évoque le danger d'une guerre civile... Le 27: Les juifs britanniques renforcent le boycott de marchandises allemandes. À Londres, le journaliste du Nieuwsblad a trouvé de nombreuses boutiques signalant « représentants commerciaux allemands non désirés ». M. Goebbels dénonce « la propagande anti-allemande », selon lui l'Allemagne sauve le monde du Bolchevisme et aucun mal sera fait au juifs dans la Nouvelle Allemagne... Le 28 mars: « Projecteurs sur l'antisémitisme: le gouvernement allemand veut "répondre" avec un boycott des commerçants juifs à "la propagande d'horreurs". » En même temps une campagne est lancée pour un numerus clausus d'étudiants juifs. La jeunesse de l'Association de juifs national-allemands (petit groupe d'extrême droite, KS) envoie une déclaration au gouvernement: « un nombre de juifs de l'est et de juifs qui "se sentent allemands" de parties de gauches ont pris la fuite et déclenchent la campagne de haine contre l'Allemagne. Nous protestons énergiquement contre les reproches de ces personnes. Les relations avec nos compatriotes allemands et avec notre gouvernement ne sont qu'une affaire entre nous. » ... Kapler, le représentant suprême des églises protestantes déclare lui aussi sa loyauté...

Le 29 mars: Violence contre des commerces juifs à des nombreuses endroits. Un boycott décrété à partir du 1. avril. Le ministre polonais des affaires étrangères publie une liste de 56 cas de maltraitement de juifs polonais, pour lesquels il est intervenu en Allemagne. La plupart des quotidiens de New York critiquent la persécution des juifs. Parmi les modérés, la NY Evening Post pense qu'on aurait mieux ne pas manifesté lundi passé au Madison Square Garden (Appel à manifester du AJC - l'American Jewish Congress - dans les grandes villes des E.U. ; 55 000 manifestants à NY, KS), car la situation serait en train de s'améliorer. Des représailles renforcées seraient à craindre des deux côtés. Le 30: les protestations juives se calment. Bernard Deutsch (président du AJC KS) apaise tout en disant que l'empire allemand pourrait faire la propagande contre la Barbarie dans les plus beaux et humains des mots de la culture, en réalité il s'agit d'une négation de culture. Le NY-Times trouve que la liberté de la presse en Allemagne, d'une presse, qui informe de tout avec véracité, serait de la plus haute importance... À Salonique des commerçants ont décidé de boycotter des marchandises venant d'Allemagne. Selon le Völkischer Beobachter August Levy-Mayer (August Liebmann Mayer 1885-1944, KS), conservateur à la Pinakothek de Munich a été arrêté. (Le professeur et spécialiste de l'art espagnol, surtout du Greco, avait été la cible d'attaques anti-sémites depuis 1930. Énérvé, il avait démissionné et se consacra à l'écriture. Arrêté, il fut torturé, tachait en vain de se suicider, fut libéré sur l'intervention de Friedrich Dörnhöffer, directeur des collections d'art de l'État bavarois, peut travailler à Paris à partir de 1936, fut interné dans le Midi en 1939, se cachait pendant l'occupation, fut dénoncé à Monaco par un marchand d'art français et déporté à Auschwitz le 7 mars 1944, KS). Le Nieuwsblad le 31: Selon le Völkischer Beobachter l'Allemagne "déclare la guerre à la puissance juive mondiale". Le compte d'Einstein de 30 000 Mark a été gelé... les commerces juifs doivent être marqués par une tache jaune sur fond noir.

Le Rotterdamsche Nieuwsblad continue à couvrir la progression de l'exclusion et persécution raciste en Allemagne, à commencer avec le « boycott » du 1 April. Il est loin d'être seul, la presse libérale des pays voisins donne l'information sur ce qui est en langage nazi « la réaction à la campagne haineuse contre le Reich allemand ». Souvent à la une, où la presse en Allemagne est obligée de se taire si elle veut continuer (La Vossische s'arrête en 1934). Ainsi entre autres en Hollande Het Vaderland, De Groene Amsterdammer, De Tribune communiste, interdite en Allemagne. Ainsi le Neue Freie Presse à Vienne, la Westböhmische Tageszeitung à Pilsen et La Reichenberger Zeitung en Tchécoslovaquie, la Czas à Cracovie. En particulier le "Neue Freie Presse" viennois couvre l'Allemagne nazi, les mesures du gouvernement, et rapporte méticuleusement les événements et actes répressives pendant les mois de "consolidation" de la dictature.

**7. Du blocage des commerces juifs à la sortie de la Société des Nations.** L'historien Christoph Kreutzmüller argumente : « Bien que la plupart des historiens réfèrent au « boycott » en parlant du blocage des commerces juifs, c'est fort probablement inexacte. ». Très habilement Goebbels avait parlé de boycott, mais la motivation n'était nullement économique. C'était, dit Kreutzmüller, le début de la persécution systématique des juifs (v. National economies : Volkswirtschaft, Racisme and Economy in Europe between the Wars, Cambridge 2015). Les actions antisémites "spontanées" avaient commencé avant d'être officiellement décrétée pour samedi, 1 avril. Le 27 mars le Manchester Guardian avait écrit : « les outrages antisémites des dernières semaines sont de loin plus horribles qu'on a d'abord pu s'imaginer. Depuis des générations l'Allemagne n'a rien vu de semblable. » Hitler prétend que la mise en oeuvre permettrait de diriger et contrôler les actions « spontanées ». « Mais le judaïsme , a ajouté le chancelier, doit comprendre qu'une guerre juive contre L'Allemagne toucherait gravement en premier lieu le judaïsme allemand. » rapporte le Petit Parisien. Là voilà, la parole de la « guerre juive » est lancée.

L'article du Petit Parisien du 30 mars continu: « ... au cours des quinze derniers jours on a pu lire quotidiennement dans les journaux des listes de médecins israélites renvoyés des hôpitaux. De même, des chambres d'avocats et d'experts exigent l'exclusion immédiate des collègues de "race étrangère" et réclament des dispositions leur empêchant de continuer à l'avenir l'exercice de leur professions au service de la justice allemande. Malgré leur adhérence à la presse du régime, certains journaux comme la Deutsche Allgemeine Zeitung et la «B.Z. am Mittag - Gazette Berlinoise à midi » soulignent les dangers du boycottage général des commerçants, avocats, médecins et étudiants israélites. » Sur la même page le journal mentionne une dépêche Havas selon laquelle, dans une lettre à Hindenburg, la Fédération des israélites du Reich avait exprimé l'espoir que « le président et le gouvernement n'enlèveront pas au judaïsme allemand son droit d'existence dans la patrie allemande ». D'autres dépêches concernent les réactions en Hollande, à Tunis, et à Rabat au « blocage » décrété.

Le "boycott" du 1. avril 1933 trouve un maximum de couverture dans "Die Stunde", à Vienne, qui avait été jadis la première gazette autrichienne de boulevard: Sous le titre de la une:

"Nouvelles menaces des national-socialistes", Die Stunde cite le "Angriff", le quotidien berlinois de Joseph Goebbels: « Si la campagne haineuse continue aujourd'hui ou demain, nous lançons un deuxième coup, qui alors aura un effet dévastant sur les juifs vivants en Allemagne ». En suite la gazette autrichienne informe sur les protestations en France et en Belgique pour finir sur la page 3 avec une photo et un long reportage de Berlin: « La fête populaire du boycott à Berlin: "Un premier avril curieux": Le public? oui, c'est une triste affaire... les rues étaient noires de gens, les curieux se faisaient une véritable fête populaire d'une affaire sacrément sérieuse ».

Par contre, le "Luxemburger Wort" (Le mot du Luxembourg) rapporte in extenso de Trèves: « Et le peuple? Le peuple se tait, le peuple vit avec l'angoisse. Sur peu de visages ne soit ce que la moindre étincelle de réjouissance qu'on maltraite ainsi les juifs... Doit-on se dire, qu'un peuple enthousiaste de la liberté peut, sans révolte interne, regarder la privation du droit d'une partie du peuple, une partie qui lui a donné beaucoup de ce qu'on appelle la culture allemande? Ce serait désespérant! »

Le "Tagblatt" à Prag du 1 avril voue sa Une à la politique antisémite du gouvernement Hitler: L'éditorial, titré "Révolution et Race", formule: « les mesures de la direction du parti national-socialiste annoncent une guerre d'annihilation. Le boycott seul des entreprises, base d'existence d'un certain groupe de citoyens irréprochables, serait déjà une mesure qui contredit toute coutume entrée dans le droit irrévocable des états modernes ».

Dans "Le Peuple" de la CGT du 3 avril Maurice Harmel (Louis Antoine Thomas 1884-1944 déporté et mort à Buchenwald) écrit: « Que Hitler et ses bandes aient voulu prendre pour otages, contre le monde entier, les centaines de milliers des Juifs résidant en Allemagne, c'est un geste dont la sauvagerie et la vilénie n'ont pas à être soulignées. Mais il n'est pas vrai que ce soit un incident, une action circonstancielle. Ce qui est vrai c'est que l'antisémitisme est à la base du racisme allemand. Il en est la raison d'être. On se trouve ici en présence d'une doctrine insane, développée à coup de divagations invraisemblables qui sont un défi à tout raison. Mais c'est une doctrine permanente. Il est impossible de concevoir le racisme sans l'antisémitisme, sans les débordées de haine tournée contre une collectivité sociale et religieuse pour des raisons ethniques. Le "pogrome silencieux" - et aussi les mêmes atrocités que les meneurs du Troisième Reich s'inquiètent de savoir connues - se poursuivront, qu'il y ait ou non organisation officielle d'un boycottage. L'attention du monde a été attirée sur la bestialité raciste. Elle ne l'oubliera pas. » La dernière phrase ne fut-elle qu'un vœu pieux d'Harmel ? De l'auteur qui, le 20 février, avait commenté la "Dictature policière de Hitler" lors du renforcement de la police par des chemises brunes et des casques d'acier: « Notons seulement que les violences antimarxistes des nazis sont surtout de l'antisémitisme ... ». Jusqu'en 1940 Harmel dénoncera les méfaits "d'Hitler et sa bande" et critiquera l'inertie de la SDN et du monde face à la menace allemande. Ainsi en 1933 le 30 mai la victoire nazi à Gdansk/Danzig, le 15 août les provocations en matière de "l'Anschluss", le 15 octobre la Sortie de la SDN, le 29 novembre la pression hitlérienne concernant la Sarre, le 2 décembre l'absurdité d'une "religion germanique", "le retour du dieu Wotan".

Le Journal parisien du 1<sup>er</sup> avril 1933 titre sur sa Une : « Le boycott antisémite commence ce matin en Allemagne ». Photo de Julius Streicher, article de George Blun de la veille : annoncé pour demain 10 heures, cela a déjà commencé ce soir : « A Berlin et dans de nombreuses villes de province, les chemises brunes ont envahi les palais de justice et imposé la destitution immédiate de tous les juges et substituts juifs. Les avocats israélites ne sont plus admis à pénétrer dans les prétoires. / Cette attitude est la conséquence d'un décret du ministre des cultes, le nazi Kerrl, qui exige des présidents de tous les tribunaux allemands qu'ils se débarrassent immédiatement de leurs magistrats israélites ». Goebbels a rempli plus de cinq colonnes du Angriff avec des tirades antisémites. Et, écrit Blun, « comme il ne pouvait manquer dans cette sombre tragédie une note comique, nous signalerons que les boxeurs eux-mêmes sont descendus dans l'arène... Leur organisation viennent de décréter que les pugiliste juifs seraient exclus des championnats d'amateurs, qui commencent ce soir à Berlin. Évidemment, moins il y a de concurrents, plus on a des chances de devenir champion. » Et sans transition aucune le prochain paragraphe : « Le docteur Joachim, l'avocat juif du Reichsbanner républicain, qui avait été maltraité par des nazis, a succombé aujourd'hui des suites de ses blessures. » Blun de conclure : « Le dommage subi par la vie économique allemande et par la réputation du Reich à l'étranger, peut-il être compensé par la joie qu'a pu causer aux chemises brunes la frayeur des juifs ? Et le drame tournera-t-il au vaudeville ? La montagne accoucherait-elle finalement d'une souri ? »

La Une de la « Vossische Zeitung » du 8 mars 1933 traite de la séance du cabinet de la veille. Que Hitler y avait annoncé l'adoption sans délai d'une loi de plein pouvoir: "à caractère de changement constitutionnel". Ce qui veut dire: à l'encontre de celle du cabinet Stresemann en 1923, qui limitait le plein pouvoir en durée (6 mois ) et en sujet des mesures (finance, économie, le social à l'exception du temps de travail, de la sécurité sociale). Sur page 2 du journal de tradition libérale, trois titres dominant: "La nouvelle orientation à Hamburg" (constitution d'un nouveau Sénat suite à la démission de Carl Wilhelm Petersen (1868- novembre 1933, DDP) pour désaccord avec les mesures de Berlin), "Croix gammé sur Stuttgart" (À la demande de Christian Mergenthaler (1884-1980), professeur de lycée, antisémite notoire, depuis 1932 président du parlement du Wurtemberg, SA, SS et Casques d'aciers avaient envahis de force le parlement et la mairie pour y hisser le nouveau drapeau. D'un ton menaçant Mergenthaler demanda le retrait immédiat du Président de l'État Eugen Bolz (1881-Janvier 1945, juriste, député du Centre, anti-nazi catholique, jugé à la peine de mort en 1944 et exécuté), "S.A. dans l'opéra de Dresde" (Des chemises brunes avaient empêché Fritz Busch (1890-1951) le directeur artistique général de l'opéra Semper mondialement connu, de diriger "Rigoletto". Le maître de chapelle dirigea le Rigoletto à la place de Busch). Le journal rajoute « D'ailleurs, Busch est de descendance purement aryenne ». Le Chef d'Orchestre et ses 4 frères étaient membres de la Loge internationale d'artistes. À Goering qui avait voulu lui offrir un poste à Berlin, Fritz Busch avait répondu, qu'il ne voulait pas prendre la place à un collègue juif. Il ne tardait pas de quitter l'Allemagne.

Ce n'est que sur sa troisième page que la Vossische publia une brève: "Délai d'épreuve pour les correspondants étrangers" : « Un communiqué officiel dit le suivant: "Vu les rapports

malveillants dans la presse étrangère sur la situation intérieure allemande des mesures sérieuses ont été en préparation. Une partie des correspondants en question se soustrait à la police par leur départ. En ce qui concerne les autres, la garantie a été déposée par eux qu'à l'avenir ils s'abstiendront de toute tendance malveillante et présentations ambivalentes. En regard de ceci et d'un jugement plus compréhensif de la situation allemande, les correspondants sur place ont été épargnés provisoirement d'être expulsés et un délai d'épreuve de deux mois leur a été accordé." » La décision de ce qui est "malveillant" est à la discrétion des autorités: la ou le journaliste perd son indépendance, doit mettre sa déontologie de côté au profit d'une négociation cas par cas de ce qu'il peut publier.

Le 4 avril Geoffroy Fraser, journaliste anglais (Trans-Ocean Wireless News Agency) a été arrêté par la Gestapo et reste 39 jours en détention pour avoir passé à l'étranger un récit de source allemande concernant l'incendie du Reichstag. Le Sous-secrétaire d'État Eden doit immédiatement répondre aux questions du député Atlee du Parti travailliste : « Des recherches sont en cours dans le cas de Mr Fraser. » Un député demande, si le gouvernement pense à rappeler l'ambassadeur de Berlin. Avant d'être libéré Fraser a du supporter insultes et maltraitements pour avoir protégé sa source.

Le 7 avril le « Neue Freie Presse » à Vienne titre sur sa Une : Numerus clausus pour avocats et médecins. L'article commence par le récit du suicide d'un jeune juriste à Heidelberg, d'un autre avocat de renom, d'un directeur d'un grand magasin. Bien que compréhensible, ces suicides pour l'auteur sont une fuite devant un malheur qu'il faudrait endurer... « Est ce qu'un avocat va pouvoir continuer à exercer son métier, qui n'est coupable que d'une chose : ne pas avoir pu corriger sa descendance ? » demande-t-il et poursuit par une description de la situation : Il y a beaucoup trop d'avocats, dont une grande partie ne gagne que des misères. Mais, écrit-il, en aucun cas cela ne justifie la dureté de la nouvelle mesure. L'article termine avec l'énumération de grands juristes allemands (juifs KS) du passé et leurs oeuvres qui manqueraient si la loi actuelle leur aurait été imposée : Laband, Dernburg, Staub, Jellinek, Lasker. Pareille pour les médecins. « L'égalité des citoyens devant la loi, l'héritage de 1850 ne devait pas tomber dans l'oubli total ! »

Dans « De Groene Amsterdammer » du 8 avril Mr E.L. van Elhorst consacre une page entière au détournement nazi de la « Journée du livre allemand » du 22 mars : La maison de l'association (Schutzverband) des écrivains a été occupée par des SA, une grande partie des auteurs les plus connus a été exclu de l'association car « undeutsch - non allemand », dont la majorité s'était déjà exilés. Questionné par Elhorst, quel livre serait donc typiquement « allemand » la réponse générale fut : Mein Kampf, texte d'un tirage de plusieurs centaines de milliers, à propos duquel, citation Lion Feuchtwanger, l'auteur lui même aurait écrit : « Quand on veut gagner les sympathies des masses, on doit leur raconter les choses les plus crues et stupides... » Une caricature du journal à propos du « boycott » représente, sur fond de moulins à vent, un triste Hitler-Don Quichote à cheval, sa lance « Boycott » brisée, un Goebbels-Sancho Pansa sur une mule « Voksvoorlichting - « éducation du peuple ». Sous le pseudonyme Melis Stoke (auteur médiéval

d'un des premiers livres en néerlandais), Herman Salomonson (1892-1942) contribue un poème au magazine « Auprès du haut-parleur » : « Le soir, assis auprès de la radio nous entendons le détestable mot, par lequel un peuple qui cherche du travail et du pain est incité à la haine raciale par des leaders obsédés de pouvoir ». Herman Salomonson sera déporté et assassiné à Mauthausen.

Quand le 8 avril sur la Une, la « Vossische Zeitung » sous l'emprise du régime ne peut annoncer que « La nouvelle loi des fonctionnaires », le « Tagblatt » à Prague titre sur sa Une du 9 avril: « Le paragraphe aryen en Allemagne. Licenciement des juifs et des fonctionnaires du novembre (1918 ks) des services publiques. Contrôle de race sur trois générations d'ascendance ». Le journal souligne que le décret concerne également les administrations communales, toute l'administration de la santé, celle des chemins de fer, de la Reichsbank, les enseignants universitaires et les juges et non seulement les fonctionnaires, mais aussi les employés des services. Le gouvernement prévoit d'avoir accompli le « nettoyage » au mois d'octobre.

Sous le 7 avril "Die Stunde" informe sur la "migration": « Les Pays bas accueillent mille fugitifs par jour », « Dix mille fugitifs en Suisse », et de Londres: « De nouvelles requêtes à la Chambre basse contre la politique allemande concernant les juifs ». Sous le 9 avril, en page 3 un long article: « L'opinion public dans le "Troisième Reich. Il n'y a pas d'opposition.» Le "Berliner Tageblatt", propriété de Hans Lachmann-Mosse, avait été interdit pendant 3 jours, et, déficitaire depuis longtemps, s'adapte. Les collaborateurs juifs furent chassés. Theodor Wolff, le rédacteur en chef s'était exilé, Lachmann-Mosse avait quitté l'Allemagne le 1 avril. «La mort d'un quotidien cosmopolite, démocratique jadis ».

La Vossische, depuis 1914 propriété de la famille Ullstein et fleuron démocratique parmi les autres périodiques de la maison, licencia ou perdit aussi ses collaborateurs juifs mais d'après "Die Stunde" respecta le droit du travail à l'encontre des pratiques de chez Mosse. Quand il n'y a que de journaux nazi, "Die Stunde" conclut, le public doit se faire son opinion lui-même. Alors ce n'est forcément, sous la pression des circonstances, plus une opinion public, mais une opinion clandestine. Avec l'expropriation de la famille Ullstein en 1934, la "Vossische" s'arrêtera.

Le 5 mai, le "Westböhmische Zeitung" titre: « La deuxième phase de la révolution allemande ». La fédération des syndicats allemands, 3,6 millions de membres, a été mis au pas. « Un nouveau chapitre de la politique sociale allemande a commencé ». L'Union des artisans (Reichsverband) partage le sort des syndicats. Le service de travail volontaire deviendra obligatoire à partir de 1934, concernant d'abord 350 000 jeunes hommes nés en 1915.

Depuis janvier 1933 Edgar Anselm Mowrer (1892-1977), correspondant du « Chicago Daily News » et auteur du livre remarquable et remarqué « Germany puts the clock back » (L'Allemagne revient en arrière), paru en novembre 1932, présidait « l'Association de la presse étrangère à Berlin » fondée en 1906, logée au Columbushaus, Potsdamerplatz no 1. Son livre commença à être connu en Allemagne et d'après Paul Stoop (voir plus haut) le gouvernement demandait à l'Association de se défaire de son président. Mowrer, paraît-il, était prêt à



démissionner. Mais une large majorité des membres (dont il y avait une centaine) s'opposa, contemplait même l'auto-dissolution de l'association. En juin 1933 la création d'un « Déjeuner des diplomates » avec les ambassadeurs de leurs pays porta le conflit à son apogée. Pour Mowrer et ses collègues c'était l'occasion d'exposer la détérioration de leur conditions de travail sous le nouveau régime et d'attirer l'attention sur le sort de collègues menacés, expulsés et arrêtés, sur le fait que la Gestapo contrôlait leur courrier. Alors Mowrer céda en échange de la libération de l'allemand juif Paul Goldmann, 78 ans, correspondant de la « Neue Freie Presse » autrichienne. Le gouvernement allemand lui demanda de quitter le pays. Déçu par la faible volonté de s'y opposer du nouvel ambassadeur William Dodd, en poste depuis juillet, et sachant qu'il sera nommé à Tokyo, il s'en alla début septembre 1933. « Mowrer a quitté l'Allemagne » titre De Telegraaf du 4 septembre sur page 2 et cette brève daté du 2 septembre précise : « Le président de l'association de la presse étrangère à Berlin a quitté l'Allemagne sur la demande du gouvernement du Reich ». L'élection du successeur est prévu pour le 5. « Le candidat le plus probable pour ce poste peu enviable vu les circonstances actuelles est Norman Ebutt du Times. » - En 1937 à Londres, Lilian Mowrer publiera "Journalists wife", un récit incontournable (Daniel Schneiderman en parle bien) car il couvre le séjour et les circonstances de travail des Mowrer à Rome, à Berlin, à Paris: la première guerre, Mussolini, la République de Weimar, Hitler, la France des années 30. Kirkus Reviews recommande l'auteure et la lecture en novembre 1937: « Elle est une personne bien de son propre droit », « c'est de la bonne histoire actuelle » ... « Berlin, avec tout l'arrière plan de ce qui mène à Hitler et le livre de Mowrer avec les conséquences. »

Selon Daniel Schneidermann, « L'expulsion de Mowrer a signifié les limites à ne pas franchir à la presse étrangère. ». Des limites souvent obscures pour les concernés. Le régime ou ses différentes instances expulsaient sans aucune "raison" et pour eux l'expulsion n'était qu'une mesure peu grave. Le *Allgemeen Handelsblad* du 8 septembre reprends du *Manchester Guardian* la notice d'une lettre que Mowrer avait écrit à l'association qu'il allait quitter. Mowrer constate que l'annonce nazi au gouvernement américain qu'on ne puisse pas garantir sa sécurité établit une première de l'histoire diplomatique: un gouvernement bien établi doit confesser officiellement son impuissance. Par ailleurs, Mowrer donne une liste de 13 correspondants étrangers qui par différentes méthodes ont été forcés à quitter l'Allemagne. À l'association il recommande de maintenir son indépendance: « mille fois mieux se dissoudre que devenir "hitlérisée" ». Dans l'entretien avec Jenny Rothenberg Gritz, Andrew Nagorski rappelle la perspicacité de Mowrer: « Edgar Mowrer, the *Chicago Daily News* correspondent who was basically run out of Germany in September of 1933, kept advising Jews, "Get out of Germany!" Edgar Mowrer ... qui fut pratiquement forcé de quitter l'Allemagne ne cessa de dire au juifs : "Quittez l'Allemagne" ».

Le 14 juillet 1933 un décret rend obligatoire le salut fasciste pour les fonctionnaires et les employés de l'État. Plus est que dorénavant il sera également coutume de lever le bras droit en écoutant l'hymne nationale ou l'hymne des chemises brunes. « Qui ne veut pas courir le risque d'être aperçu comme opposant du régime lèvera le bras », commente à Vienne le *Arbeiter Zeitung* du 15. Toujours le 14, le cabinet approuve des lois concernant la confiscation des biens de personnes

ennemis de l'État, le retrait de la nationalité, les interdictions de tout parti autre que celui d'Hitler. La Correspondance national-socialiste remarque (v. Neue Freie Presse du 15, page2): «Pour étouffer toute tentative de casser l'unité de la volonté politique en Allemagne, elle sera punie comme crime de haute trahison». Relatif à la légitimation pseudo-démocratique, le 14 juillet apporte une loi concernant le référendum: «le peuple» peut décider sur une loi proposée ou sur une mesure du gouvernement (changements de la constitution inclus), par une simple majorité. Plus aucun des « gardes-fou » normalement prévus en démocratie, ne reste. L'avant dernière étape vers le pouvoir absolu et l'écrasement de l'opposition. La dernière suivra le 19 août 1933, justement par voie de référendum.

Une date noire surtout, ce 14 juillet 1933, pour une intrusion juridique autrement plus grave: À peine remarqué par la presse, une loi relative à la stérilisation humaine obligatoire est ratifiée et entrera en vigueur le 1 janvier 1934. Une brève sur page 3 du Journal du 26 titrée: «la stérilisation des tarés en Allemagne. » De même sur page 3 du Matin: « Stérilisation des personnes atteintes d'une tare héréditaire ». Environ 400000 personnes subiront ainsi une mutilation grave, la décision étant prise par un parent, par un tuteur, par des médecins, des directeurs d'institutions, rarement par la personne elle-même. 5000 sont morts suite à l'acte chirurgical. Il est vrai qu'à l'époque - l'idéologie eugéniste n'y est pas pour rien à côté des considérations dites "économiques" - 30 autres pays ont envisagé ou mis en oeuvre des programmes similaires, mais nulle part avec l'étendu et le degré d'arbitraire réalisé en Allemagne nazi.

À part la brève sur la stérilisation, la colonne du Matin est rempli par un article « Une gigantesque opération de police dans toute l'Allemagne »: « On explique officiellement que cette action a pour but de mettre fin aux menées communistes et "d'autres éléments ennemis de l'État" étant donné que des courriers au service d'organisation ennemies de l'État circulaient sans cesse en Allemagne » - « La police de Stuttgart a arrêté, la nuit dernière, deux cents personnes suspects d'avoir voulu profiter de la fête de gymnastique allemande dans cette ville pour se livrer à une agitation antigouvernementale ».

Si la loi sur la stérilisation n'a trouvé qu'un écho faible dans l'immédiat, elle apparaîtra quand-même en grandes lettres sur la Une de Paris Soir du 25 septembre : «À partir du 1er janvier prochain les malades héréditaires et incurables seront stérilisés ». L'auteur de l'article: Jules Sauerwein. De nouveau revenu des États Unies où il a interviewé Roosevelt et Herriot ensemble, il se trouve une fois de plus à Berlin, d'où du 19 septembre au 6 octobre 1933 il envoie une série de reportages quotidiennes sous le titre « L'Allemagne de Hitler » comme il l'avait fait au printemps 1932 au moments de l'élection présidentielle. Observer d'abord et laisser parler, mon commentaire viendra plus tard – telle est sa devise. Le 25 septembre il a interviewé Arthur Gütt du ministère de l'intérieur, médecin, initiateurs de la «Loi pour la prévention de la descendance génétique des malades héréditaires ». « Notre initiative devait être saluée avec chaleur par l'humanité toute entière » lui avait dit Gütt , « Et, conclut le docteur Gütt, ne croyez pas que nous soyons inhumains

ou cruels. Vous n'avez qu'à vous reporter à notre nouvelle loi sur la vivisection et à nos mesures pour la protection des animaux » ...

La loi sur la stérilisation humaine ouvre la juridiction en matière de « préservation de la race » (« Rassenpflege »). Le 1<sup>er</sup> janvier 1934 entre en vigueur également la « Loi contre des criminels dangereux et sur les mesures concernant leur sécurisation et amélioration » qui a été décrétée le 24 novembre. Les tribunaux peuvent ordonner la castration. Pour l'application des deux lois la décision en dernière instance est prise par des nouveaux «tribunaux de santé héréditaire ».

Le 25 mars 1934 finalement Le Matin sur sa Une publie un point de vu du docteur Roubinovitch sur la question de la stérilisation qui laisse entrevoir ce qui préoccupe à l'époque : « Les effets de la stérilisation massive ne se feront-ils pas sentir beaucoup plus gravement en France, pays à faible natalité, qu'en Allemagne qui regorge d'habitants et à qui quatre cent mille géniteurs en moins rendront le service de réduire en nombre, dans l'avenir, le troupeau famélique? Berlin veut, semble-t-il diminuer la quantité colossale des bouches à nourrir. Par la stérilisation, il espère sans doute résoudre, à sa manière, simpliste et brutale, cette question économique ... Grand bien lui fasse! Mais la France laissera-t-elle réduire le nombre de ses propres enfants au point de perdre ses caractéristiques nationales et son rayonnement civilisateur, si nécessaire à la marche du véritable progrès? Pour ma part, dans ce grave problème de la lutte contre les anomalies infantiles, je me déclare partisan de l'éducation des parents, plus nécessaire encore que celle de leurs chers enfants! » En France une mesure à l'allemande entraînerait « un afflux, une invasion correspondante d'étrangers, venant compléter ou remplir les cadres vides du pays. Mais, y aura-t-il, au moins, grâce à cet apport humain, moins de naissances de dégénérés, de futurs inadaptables ou inadaptés socialement, de futurs "antisociaux", en un mot? Rien n'est moins sûr ... où sera, alors, l'avantage du massacre?»

Le 6 septembre 1933 parut à Vienne le premier numéro de l'hebdomadaire "Gerechtigkeit" (Justice). Une initiative d'Irene Harand (1900-1975), chrétienne catholique, partisane du "Ständestaat" (État corporatiste, autoritaire,"austrofasciste") d'Engelbert Dollfuß et surtout militante contre l'antisémitisme et le nazisme. L'hebdomadaire est l'organe du « Mouvement mondial contre la haine raciale et la détresse humaine » que Harand venait de fonder avec l'avocat Moriz Zalman (1882- mai 1940 mort déporté au camp de Sachsenhausen). Elle y écrit: « ... Je ne peux absolument pas comprendre que l'humanité supporte la situation actuelle en Allemagne ... Massaryk, le président de la République tchécoslovaque, a montré le chemin, comment la Ligue des nations pourrait intervenir ... s'il est en effet vrai que l'Allemagne prépare la guerre, c'est d'un incroyable légèreté d'attendre jusqu'à Hitler avec ses gazes de combat et microbes réussit à mettre toute l'Europe au pas. Et s'il ne possède pas de gazes de combat mais seulement une grande gueule il est doublement condamnable de tolérer qu'au sein de l'Europe le plus lugubre Moyen âge fête sa résurrection, que des personnes sont torturés, humiliés, "abattus en fuite" et que leurs familles sont abandonnées à la plus grande détresse. Il est particulièrement stupide de croire que la malédiction

de la politique hitlérienne puisse rester limité à l'Allemagne. Ce n'est pas pour rien qu'on nomme le mouvement hitlérien "la peste brune"... »

Que Hitler avait l'intention de "réarmer" l'Allemagne n'était pas un secret, mais l'intensité de ce réarmement et sa dimension financière ne pouvait être anticipée que par ces industriels qui acceptaient de produire contre des bons (crédits de 5 ans de durée) d'une institution fondée ad hoc en juillet 1933, la "Metallforschungsgesellschaft" (Société de recherches métallurgiques), des bons décotés par la Banque du Reich et garantis par un consortium de personnalités. Un plan de financement contournant les banques.

Le 4 octobre un débat sans fin a lieu à Genève: Les juifs n'ont-ils pas droit à la protection des minorités? Ormsby Gore pour la Grande Bretagne demande une confirmation solennelle de la résolution de 1922 concernant l'obligation morale des États de protéger leurs minorités religieuses, linguistiques et ethniques. Le délégué allemand (depuis le 2 janvier 1933) à la Conférence de désarmement, Friedrich von Keller (juriste, diplomate en Argentine avant sa mission à Genève) déclare pour son gouvernement que les juifs ne soient pas une minorité. Edvard Benes, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a des bonnes arguments que cette thèse soit intenable, que les juifs dans les contrats, par les commissions et par l'Assemblée générale aient toujours été considérés comme minorité. Sur quoi Keller argumente que la SDN n'aurait pas la compétence de juger des lois allemands. Le retrait allemand de la SdN s'annonce, Keller prendra sa retraite anticipée en 1935, sera réactivé à Ankara jusqu'en 1938.

Ce 4 octobre 1933, la loi concernant le journalisme, le "Schriftleitergesetz", malgré son énormité, ne trouve que peu d'intérêt dans la presse étrangère occupée par la crise de la SdN, le "procès du Reichstag" à Leipzig, l'attentat sur Dollfuß etc. Ce 4 octobre, sur une et même page, Die Stunde à Vienne avait montré une photo de Hitler, Goebbels et Daré à table, la première journée du Eintopf (potée de légumes), avec une brève titrée « Fondation d'une Académie national-socialiste du droit » et une autre, titrée « Les radios allemandes seront unifiées » ... « il s'agit de mesures d'économie et de l'intention de simplifier la surveillance politique de toutes les émissions ». Deux pages plus loin on pouvait lire: « L'Église du Reich (les "Deutsche Christen"KS) sous la croix gammée » ... « les jeunes théologiens doivent être des SA avant de servir la religion ». Quand même, le 7 octobre, sur la page 2, un petit article « Des tribunaux professionnels du journalisme en Allemagne »: « Le règlement de la loi relatif à l'ascendance aryenne et au mariage des fonctionnaires sera-t-il le même pour les rédacteurs? » Réponse: « Oui, sauf exceptions à préciser par des décrets d'application »... « Le droit de refus de témoigner sera aboli aux tribunaux professionnels, mais reste en vigueur au tribunaux correctionnels et pénales ... ».

Le 5 octobre déjà, "La feuille de midi" (Zwölfuhrblatt) de la Neue Zeitung viennoise, quotidien en déclin, soupçonné de glisser vers l'hitlérisme, avait écrit "Organisation corporatiste de la Presse": « Par cette loi, la profession du rédacteur devient porteur de tâches publiques ... L'association de la presse du Reich (Reichsverband) devient une corporation du droit publique ». Et le lendemain, Die Neue Zeitung explique sur la Une: « La nouvelle loi relative aux rédacteurs » :

« ... Les juifs éloignés de la Presse! ... En particulier, les rédacteurs sont obligés de garder les journaux de tout ce qui pourrait affaiblir la force du Reich allemand à l'extérieur comme à l'intérieur, ou nuire à la volonté commune du peuple allemand, à sa force de défense, sa culture, son économie, ou encore blesser les sentiments religieux d'autrui ... Le rédacteur en chef est responsable de la tendance générale du texte du journal ... « La profession de rédacteur ne peut exercer, qui est autorisé par cette loi. » Avec l'entrée en vigueur de la loi le 1 janvier 1934, environs 1300 journalistes perdent leur travail. Les autres continuent de travailler - en dernier lieu - au service de l'État. C'est exactement ce que Mussolini avait proclamé comme « liberté de la presse » en 1928 avant de lancer une loi modèle de la loi nazi, sauf pour la discrimination raciste.

Dans sa série "L'Allemagne sous Hitler" fournie par Jules Sauerwein, Paris Soir du 6 octobre titre: « La propagande massive et la crainte des sévices maîtrisent en Allemagne les forces d'opposition » et Sauerwein d'écrire: « Sans tenir compte des journaux, des affiches, du cinéma et du théâtre, et en ne regardant que la rue, on n'a pas idée de l'ampleur visuelle et auditive de la propagande hitlérienne. Les yeux sont éblouis, les oreilles assourdies et il faut un effort pour conserver son indépendance de sentiment ou de pensée. Les jours de fête, et ils sont nombreux, toute la rue résonne des discours et des musiques. Imaginez que tous les cinquante mètres sur les Boulevards, la rue Royale et les Champs-Élysées, des haut-parleurs soient installés, de proche en proche, et que la voix d'un orateur se répercute avec un éclat sur des kilomètres ». Le journaliste a aussi observé les gens dans les quartiers de l'est et du nord : « Les gens n'arborent pas de haillons ... hommes et femmes qui, les coudes sur la table, se parlent à voix très basse autour des verres de bière: Ils se racontent les derniers incidents du quartier: l'histoire du coiffeur, mis dans un camp de concentration parce qu'il avait menacé sa manucure qui refusait un client israélite; l'histoire de la jeune actrice qui a eu le même sort parce qu'elle avait injurié son habilleuse, amie des nazis. Et le désespoir de la femme dont le mari communiste est décédé en prison... » À l'observateur de remarquer: « Les neuf dixièmes de la jeunesse sont avec Hitler, de sorte que depuis dix ans ses partisans s'accroissent naturellement de l'apport des générations nouvelles. Et quand aux mécontents, ils sont maîtrisés par un savant mélange de frayeur et de propagande. »

Le 6 octobre, sur sa Une, Die Stunde parle d'un "reportage special": « Goering se laisse interviewer ». L'auteur en question: Jules Sauerwein, qui entend de son interlocuteur: « Le juif ne peut et ne doit pas régner en Allemagne. Il a certaines qualités mais pour régner sur un peuple on doit être du sang de ce peuple... "Stresemann a été un véritable allemand et je ne veux nullement amoindrir sa mémoire. Il a fait la seule politique qu'il pouvait réaliser, mais c'était comme si ce pauvre homme s'était fait une injection de pacifisme, d'où la confusion dans ses idées" ». Entre parenthèses la rédaction de Die Stunde commente: « Injection de pacifisme - en tout cas une curieuse association d'idées digne de recherches par un spécialiste de psychologie individuelle ». Le lendemain Die Stunde rapporte, toujours sur sa Une et sous le titre: « Le Völkischer Beobachter censure »: « Parmi les représentants de la presse mondiale on parle beaucoup du fait remarquable, que l'interview que Goering a donné à Paris Soir a été complètement déformée par le Völkischer Beobachter. Le 6, Paris Soir avait publié l'interview: "Ce que nous dit le maître de la Prusse" : "En

une heure et demi de conversation je l'ai vu au moins cinq ou six fois s'exalter, s'irriter puis se calmer et exposer les faits avec une tranquille lucidité." Effectivement: "Je vais vous dire notre principal sentiment avec les Juifs. Le Juif ne peut pas, ne doit pas gouverner l'Allemagne, Pas plus du reste que la France. Il a ses qualités, mais pour commander à un peuple, il faut être de son sang. C'est ce que l'Allemagne réalise avec nous. Le Führer et le travail sont proches l'un de l'autre parce que c'est le même sang ... Notre seul mérite véritable, le seul secret de notre succès, c'est que nous et le peuple nous avons parlé la même langue. Nous l'avons compris et il nous a compris. Les autres gouvernants, ceux qui nous ont devancés, s'étaient lourdement trompés." Et Goering de conclure: "Il faut, face à face, des hommes d'un immense courage et d'un immense pouvoir. Ici, cet homme existe ... Vous, malgré vos disputes de partis et vos compromis parlementaires, avez-vous cet homme? Et pouvez vous le mettre en face de notre chef? Je le souhaite de tout mon âme, car, voyez vous, quand je réfléchis bien, j'ai peur que, de toute nécessité, nous devions être ou tout à fait amis ou tout à fait ennemis. Il n'a pas de demi-mesure!" »

Dimanche, le 8 octobre Paris Soir publie "La conclusion d'une enquête" de son envoyé spécial: « l'Allemagne hitlérienne est-elle solide? Est-elle dangereuse? » - Oui elle l'est, son gouvernement n'est pas moins solide que ceux de l'Italie et de la Russie, et il pousse l'armement aux limites de sa capacité financière et de sa politique étrangère faussement pacifique. « Son matériel humain est magnifique. En additionnant la Reichswehr, la police, les SA, les SS, la tranche supérieure des Hitlerjungen et certaines catégories de l'Arbeitsdienst, on arrive, je pense à près de quinze cent mille jeunes gens, tous physiquement entraînés, dont un cinquième connaît les armes modernes, et dont les quatre autres cinquièmes sauraient les manier en peu de semaines ... C'est aux ministres responsables qu'il appartient de distinguer si, dans cette formidable psychose faite de forces et de faiblesses, il y a l'opportunité d'une action de nature quelconque, soit séparément, soit en commun, et quelle part la France doit y prendre. - Et maintenant allons prendre le train pour ces douces contrées où règne la liberté, et où les jeunes gens n'ont pas de joie à marcher en rangs ... »

Le 14 octobre 1933 Harry Kessler, (comte Kessler 1868-1937), publiciste, mécène, diplomate, capitaine 1914-18, pacifiste, républicain militant 1919 (1924 au Reichsbanner), émigré à Paris depuis mars, note dans son journal: « Les journaux de cet après-midi informent que le gouvernement Hitler proclame sa sortie de la Société des Nations et de la conférence de désarmement. Ici et, paraît-il, également à Londres ça a eu l'effet d'une Bombe. C'est effectivement l'évènement européen le plus lourd de conséquences depuis l'occupation de la Ruhr. Très vite cela peut mener à un blocus contre l'Allemagne et peut-être à la guerre. » Par un discours à la radio le soir du 14, Hitler annonce cette « plus importante nouvelle depuis la fin de la guerre » (Evening Star cité par le Rotterdamsche Nieuwsblad). Il justifie la sortie de la SDN par « le non-respect pour le peuple et le gouvernement allemand » et la fin de la participation à la conférence du désarmement par le refus « des États les plus armés » d'avancer d'un pas décisif. Il essaye de calmer l'étranger - peuple et gouvernement allemand soient à fond engagés pour la paix - , mais pour le peuple allemand, selon lui, c'est une libération: le 11 novembre, un référendum et les élections d'un nouveau Reichstag composé exclusivement (quelques sympathisants mis à part), d'hommes

national-socialistes devaient le prouver. À remarquer que si une moyenne national de 95% a voté pour, à Lubeck 22% votaient contre, et dans des grandes villes les pour n'arrivaient qu'à 77-79 %. Emportés par une nouvelle vague de nationalisme, la majorité du peuple a été dupe du fait que cette décision ouvrira le chemin à la guerre.

La Neue Freie Presse du 15 octobre rappelle l'enthousiasme à l'époque de Stresemann, Briand et du traité de Locarno et, sur sa page 3, résume les premières réactions: « Au mains des pouvoirs victorieux, la SDN est devenu un instrument de plus à contraindre l'Allemagne » écrit la Deutsche Allgemeine Zeitung; « Grande excitation à Genève » titre le correspondant de la Neue Freie Presse. « Consternation à Paris" ». Le Evening Star à Londres parle d'un « coup de tonnerre dans un ciel serain ». L'Osservatore Romano du Vatican écrit: « Le monde va se demander quelles conséquences aura cette décision, non seulement pour la SDN mais aussi pour l'avenir de l'Europe et du monde entier ». Au États Unis le secrétaire d'État Hull déclare que le gouvernement allemand eût détruit l'entente à la conférence, mais les E.U. continueraient néanmoins leurs efforts pour le désarmement. Le lundi 16 le Rotterdamsche Nieuwsblad titre « L'Allemagne dit adieu à Genève. Profonde déception partout. L'isolement de l'Allemagne plus grande qu'en 1914 ».

À la Une du "Le peuple" du 15 octobre Maurice Harmel commente « Un coup de théâtre à Genève »: « On savait bien que l'Allemagne raciste ferait preuve d'intransigeance: on ne prévoyait point qu'elle en viendrait à ce défi ... Il n'est que trop aisé de voir les nouvelles menaces qui en découlent, comme si l'horizon européen n'était déjà point assez chargé! Jamais la solidarité des peuples qui tiennent à la paix n'aura été plus nécessaire. Seule elle peut faire reculer les fauteurs de catastrophe ». En encart: « Le Reichstag va être dissous Il y avait donc encore un Reichstag?" Le tout autour d'une caricature particulièrement sobre "Adolf Hitler".

Le 30 octobre "Le Journal" parisien publie une dépêche Havas de la veille concernant le Journaliste Noel Panter du Daily Telegraph, arrêté à Munich. Le Journal cite le Telegraph "l'organe conservateur": « ... Dans le Monde entier on sait désormais qu'un journaliste dont la valeur et la réputation sont considérables a été appréhendé et mis au secret pour cette seule et unique raison qu'il a fidèlement rapporté des évènements dont lui-même avait été le témoins, » « Le Daily Telegraph conclut en soulignant l'opposition qui se manifeste entre les pays civilisés où cette affaire a provoqué une véritable stupéfaction et l'Allemagne où pas un seul journal n'a osé y faire allusion ». Le lendemain "Le Journal" informe ses lecteurs de ce qui s'est passé: Panter avait écrit un reportage d'une gigantesque manifestation nazi au monument de Kehlheim, un "temple" errigé dans les années 1840 en commémoration de la libération du régime napoléonien. Le discours du Führer soulignant les intentions paisibles du peuple allemand, 8 jours après la sortie de la Ligue des nations, contrastait fortement avec une démonstration des chemises brunes, un défilé baïonnettes au canons. Panter fut cité devant la Haute Cour du Reich à Leipzig pour haute trahison. Le 3 novembre 1933 sur sa Une "Die Stunde" reproduit une photo du journaliste britannique et titre: « Le blamage dans le cas Panter » (Die Panter-Blamage). « Contre ces accusations parle le fait, que le procureur du Reich à Leipzig n'a mis qu'un quart d'heure pour conclure que l'accusation ne tenait

pas debout . À l'ambassade on tient l'expulsion de Panter pour non justifiée, mais le journaliste aurait exprimé le désir de quitter l'Allemagne. » Joseph Ackermann(1896-1959) rédacteur à Munich avait été arrêté avec Noel Panter et ne fut libéré du camps de concentration qu'en 1945.

**8. La sanglante "Défense de l'État" et la suite.** Samedi le 31 mars 1934: Le Vossische Zeitung dit adieu à ces lecteurs et sur ses derniers pages laisse parler des auteurs étrangers, un choix de leurs écrits: Valéry, Jessenin, Aldous Huxley et à la fin Ortega y Gasset avec un hommage à Hermann Cohen (1842-1918, philosophe à l'université de Marburg, auteur de "Die Religion der Vernunft aus den Quellen des Judentums" paru 1919 - paru en français, "*Religion de la raison tirée des sources du judaïsme*" 1994 ): « Il m'a appris à connaître l'émotivité dramatique que tout grand problème intellectuel contient. La mission suprême et la plus fertile du professeur consiste à élaborer cette dramatique de l'esprit et de faire paraître aux étudiants une tragédie de chaque leçon. »

Un ans et quelques mois passés, la consolidation du régime s'avère problématique. La reprise sur le plan économique ne correspond pas aux attentes de la population, le chômage a diminué mais n'a pas disparu, la destruction des syndicats et les nouvelles lois du travail permettent au patronat de fixer les salaires au plus bas niveau. Plus inquiétant pour le pouvoir: un mécontentement dans les rang des chemises brunes causé par l'absence des mesures anticapitalistes jadis programmées, par l'absence de la reconnaissance espérée en tant que "armée du Troisième Reich". En partie miroir des problèmes à la base, des rivalités au sein du gouvernement ne datent pas d'hier. Ernst Röhm, camarade et mentor de Hitler est à la tête de presque 4 millions de chemises brunes des sections d'assaut qui, selon lui, devaient former le noyau de la nouvelle armée. Son entreprise profite, explique l'historien marxiste Kurt Gossweiler, d'un financement par l'industrie chimique. De l'autre côté la Reichswehr et son ministre Blomberg favorisent le statu quo de l'armée. Ils ont le support de l'industrie lourde, mais cette lobby demande un changement du gouvernement en particulier du ministre de l'économie, Kurt Schmitt, qui projetait le remplacement de l'organisation du patronat industriel par une institution étatique de direction. Entre parenthèses : du même Schmitt est transmise la phrase: "l'économie ne connaît pas de question juive".

Hitler avait repris contact avec Gregor Strasser, exclu du parti en 1932. Rien est fixé, mais un remaniement est dans l'air pour lequel aussi l'ancien chancelier Schleicher s'est engagé : Röhm à la tête de l'armée et Strasser ministre de l'économie. Nullement souhaitable pour le lobby de l'industrie lourde. Blomberg et son fidèle adjudant Walter von Reichenau font pression sur Hitler: ou il règle le problème Röhm, ou Hindenburg déclarerait l'état d'urgence et l'armée se chargerait de gouverner. Hindenburg, déjà très affaibli, aurait donné son accord. L'armée fut mis en alerte par la rumeur répétée d'un putsch. Sur la demande de Hitler, Röhm avait convoqué ses officiers à Bad Wiessee non loin de Munich pour une rencontre avec le Führer. À l'aube du 30 juin - les SA étaient encore au lit - Hitler lui même arrêta Röhm, et tout le groupe fut emprisonné à Munich. Simultanément, à Berlin et dans toute l'Allemagne des hommes de Göring et de Himmler, escortés par des soldats de la Reichswehr arrêtaient et exécutèrent des personnes selon des listes de noms



qu'on leur avait donné. Hitler pensa gracier son camarade mais Göring et Himmler insistaient sur l'exécution de Röhm. Le chiffre officiel de 83 exécutions est probablement de loin trop bas. On sait que SS et Gestapo ont profité de tuer des personnes parmi leurs ennemis de gauche sans relation avec le prétendu putsch.

Avec les meurtres de juin 1933 l'oligarchie du régime a montré au monde de quelle manière effrayante elle règle ses problèmes internes. Dorénavant la terreur des SA cède la place à celle des SS et de la Gestapo, plus brutale encore et plus sanglante. Hitler : « Les mesures de répression contre la révolte de Röhm ont été terminées dans la nuit du premier juillet ». Le 4 des nouveaux décrets apportent des changements: le chef des SA n'est plus obligatoirement membre du gouvernement, des députés du NSDAP qui quittent le parti ou sont exclus, seront remplacés par des personnes librement choisis par le chef de la fraction du parti au Reichstag ; le nombre de chemises brunes est considérablement réduite, leur fidélité au régime est examinée cas par cas avant l'entrée au parti, dorénavant obligatoire pour les SA tout autant que la citoyenneté du Reich. Le 2 août, Hindenburg meurt. Dorénavant la même personne incarnera le président et le chancelier et l'armée ne prête plus serment au peuple et à l'État mais au « Führer ».

Le 1 juillet, un dimanche, et encore le 2 et le 3, les journaux reproduisent ce que leurs correspondants ont vu, ce qui est peu, et entendu, ce qui est beaucoup: la communication officielle à laquelle se rajoutent des rumeurs. Le Prager Tagblatt du premier juillet présente la Une entière titrée "Complot des SA contre Hitler. 7 chefs des SA et le général Schleicher fusillés." et : "Le visage d'horreur. Action dans tout le Reich". Commentaire: « ... On reconnaît le degré élevé de mécontentement qui régnait en Allemagne les dernières semaines dans le fait que le régime est aussi intervenu contre un deuxième complot, qui émanait de cercles monarchistes. La tête de ce mouvement a été le général von Schleicher ... l'officier de police, qui devait l'arrêter, se serait senti menacé par Schleicher." Un peu d'analyse quand-même: « Pour légitimer son changement d'attitude, Hitler se sert en partie d'arguments apolitiques, pédagogiques: contre l'abus de fonctions du parti, pour une purification morale des masses du parti. Il profite de l'occasion pour créer de l'ordre dans un sens général. Mais la cause profonde du changement se trouve probablement ailleurs. L'autorité du chancelier, toujours importante, se met au service - on ne sait si pour agir avec ou pour s'en défendre - des éléments antirévolutionnaires... »

Sur la Une de Le Journal du 1 juillet, sous le titre "La page d'histoire", Georges Blun raconte - comme c'est son style - ce qui peut passer pour "neutre": « L'affaire éclata comme une bombe. C'était un peu avant midi dans le luxueux quartier qui borde le jardin du Tiergarten. Il faisait une chaleur lourde. Les promeneurs venaient chercher quelque fraîcheur dans des ilots de verdure que les pelouses, les fourrés, les frondaisons forment parmi les hôtels particuliers et les villas patriciennes. Mais un spectacle inhabituel les frappa. Les avenues de macadam surchauffé furent soudain sillonnées par des camions chargés de gens de police, de chupos à matraque, de soldats en armes et casqués, le peloton de mitrailleuses, on vit même passer une batterie de canons. Pour aller plus vite, des motocyclistes assurant la liaison entre les divers éléments ou tenant lieu d'estafettes,

coupaient court sans vergogne à travers les pelouses ou empruntaient les espaces gazonnés réservés aux tramways, en contre-bas des chaussées. Cela rappelait les jours fiévreux de la mobilisation, mais avec je ne sais quel relent de révolution. Le plus surprenant de l'aventure est que l'on ne percevait aucun coup de feu ni éclatement de grenade. En sorte que la population manifestait une curiosité compréhensible mais demeurait parfaitement calme comme s'il ne se fût agi que d'une manoeuvre d'alarme de la troupe et de la police. Cependant le mobile était plus grave de tout ce branle-bas militaire dans la rumeur des crosses battant le sol et des piétinements de cette multitude. Il prenait son sens un peu plus loin vers la Standartenstrasse. C'est une rue luxueuse perpendiculaire à la Tiergartenstrasse et dans laquelle se dressent entre autre magnifiques immeubles le consulat de France, l'ambassade d'Italie, l'état majeur du fameux Casque d'acier, enfin et surtout le palais de l'état-major des non moins fameuses sections d'assaut que commandait le capitaine Roehm. C'est ce dernier palais contigu au consulat de France et choisi depuis quelques mois seulement par le capitaine Roehm pour son quartier général, qui semblait particulièrement visé. En un clin d'oeil, en effet, les pelotons de mitrailleuses se postaient en batterie à chaque extrémité de la rue et pointaient leur mince canon émergeant de l'épais cylindre réfrigérant vers le palais des sections d'assaut. Les troupes, un peu en arrière d'elles, formaient un barrage dense, baïonnettes au fusil, se postaient par piquets à l'entrée des immeubles et même allaient former d'autres barrages dans la vaste artère qui s'allonge vers la Potsdammer Platz. La police, de son côté, occupait maints immeubles empêchant quiconque d'y pénétrer ou d'en sortir. Quant au public il se voyait refouler fort énergiquement hors de ce cordon sanitaire... »

« Sanglante journée de répression en Allemagne contre les menées révolutionnaires des éléments des formations nationales-socialistes » titre Le Matin du 1er, au dessus du rapport de Philippe Barrès: « ... Y aura-t-il des réactions en leur faveur chez les centaines de mille S.A. qui se voient dépouillés de l'uniforme et du pouvoir? Ce serait peu allemand mais ce n'est pas tout à fait impossible. Et il faut admettre que les réactions violentes de la journée aujourd'hui ne sont pas terminées. Réactions limitées aux membres de la S.A. car la population est tout à fait immobile, intéressée mais effrayée, et incapable d'agir et même de bien comprendre. Un chauffeur de taxi, auquel je disais tout à l'heure: "Schleicher est tué" réfléchit longuement et demanda simplement: "Est-ce bon cela?". »

« Le désaccord dans les troupes de Hitler" titre Le Peuple et Maurice Harmel commente: "Mais ce qu'il faut retenir de ces faits, c'est la division des forces nazies ... c'est le mécontentement des masses populaires écrasées et misérables. C'est aussi le fait que ce mécontentement et cette colère s'accroîtront parce que Hitler continuera de faire le jeu du capitalisme allemand. Gardons-nous de croire que le régime va s'effondrer, que l'Allemagne et l'Europe vont être libérées du cauchemar raciste. Tout de même l'hitlerisme est malade. Son usure a été plus rapide qu'on n'osait l'espérer." Un encart en grande lettres dit "Hitler a maintes fois répété: Allemagne, réveille-toi! Se réveillerait-elle, enfin, pour se débarrasser des bandes hitlériennes »... Fréquent sont par ailleurs les commentaires qui spéculent sur un affaiblissement du régime et tous soulignent le manque de transparence pour ce qui se passe.

Sur la Une de Le Journal du 2 juillet Georges Blun continue son récit: « Lendemain de répression! On se remémore les événements qui se sont succédé à une vitesse presque cinématographique. Cependant, un calme peut-être plus apparent que réel, plane sur l'Allemagne. La population conserve son air d'indifférence. C'est à peine si devant les devantures de journaux des groupes clairsemés, lisent les feuilles affichées. Pourtant il n'est pas douteux que la journée d'hier a remué profondément la foule. Si elle ne discute guère dans la rue, peut-être est-ce parce qu'elle a perdu l'habitude de discuter publiquement et que chacun pressent que tout commentaire passionné serait dangereux... Si donc, comme l'écrivent les journaux, l'opinion a accueilli avec un soupir de soulagement les mesures draconiennes appliqués hier à certains chefs des compagnies d'assaut corrompus, pervers et débauchés, on ne saurait prétendre que se soulagement populaire s'est exprimé dans l'enthousiasme. A tel point qu'un observateur étranger, débarquant soudain à Berlin, en pleine ignorance des événements de la veille, ne s'apercevrait pas, en flânant par les rues, que la journée de samedi comptera comme l'étouffement d'une contre-révolution dirigée contre le Führer. » Le 3 juin suit une loi d'un seul paragraphe: « Les mesures de défense contre les attaques de Haute trahison du 31 juin, du 1 et 2 juillet sont de droit en tant que légitime défense de l'État ».

Après la mort du Président le 2 août aucune élection. Moyennant la loi sur le référendum du 14 juillet 1933, Hitler demande "au peuple" la "décision" sur la double fonction de Führer (au lieu de président) et chancelier du Reich. Résultats officiels du "plébiscite" du 19 août 1934: participation 95,7%, "pour": 89,9%, "contre": 10,1%... La veille du référendum, Georges Blun du Journal avait commenté "la consultation populaire": « Les nazis ont besoin de remporter un succès qui ne sera jamais assez considérable. L'Allemagne de Hitler, depuis les tragiques événements du 30 juin et l'assassinat du chancelier Dollfuss est dans un état d'isolement complet. La disette de devises a engendré une raréfaction redoutable des matières premières ... il faut que la dictature parvienne à rompre le cercle de fer qui l'étreint. » La propagande veut faire peur au gens: « Quiconque qui refuse de voter "pour" renforce la volonté de guerre de nos ennemis ». Blun de continuer: « La dictature à néanmoins ses adversaires. Mais n'allez pas croire que tout ceux qui se lèveront demain avec l'intention de jeter au visage d'Hitler un non retentissant, sortiront de l'isoloir avec un bulletin négatif. La terre allemande ne compte pas que des héros, et beaucoup de ceux qui avaient décidé de dire "non" voteront "oui" parce que, dans la discrétion propice de l'isoloir, ils auront pensé: "Qui me prouve que, malgré toutes les assurances officielles, on ne finira pas par savoir que j'ai voté contre ».

L'année 1934 en France est une année dramatique, "tragique" selon Paris Soir du 31 décembre. La tendance et le militantisme politique à l'image de l'Italie, voir de l'Allemagne, ont été repoussés et les premiers signes d'un front populaire apparaissent. Mais un clivage reste et perdurera, comparable en gravité à celui suite à l'affaire Dreyfus. - Toute l'année Jules Sauerwein alimente la Une de Paris Soir de reportages à peu près de partout, sauf de Berlin. De l'Autriche, de Genève et à partir d'avril d'un "tour de la terre" en compagnie de l'écrivain Marc Chadourne (1895-1975), alors de New York, Tokyo, Osaka, Tankou, Pékin, Vladivostok, Novosibirsk, Moscou, Helsingforce, Riga et de nouveau de Genève, de Belgique et de Londres. Le 31 décembre, Paris

Soir lance un grand reportage: « L'Europe au seuil de 1935. La vie à Londres, à Berlin, et à Rome. Trois capitales, trois gouvernements, trois peuples devant la crise et devant l'avenir. Existence quotidienne, distractions, idéal et aspirations de l'Anglais, de l'Allemand et de l'Italien moyens ». Trois reporter: Raymond Recouly en Angleterre, Jules Sauerwein en Allemagne, Gabriel Perreus en Italie. Alors Sauerwein est de retour à Berlin et à la Une de Paris Soir du 1 janvier 1935: « L'année se termine à Berlin dans une sorte de liesse insouciant. Personne ne songe à épargner et les commerçants se félicitent. » Le reporter est venu 47 fois en Allemagne depuis la guerre et quand on lui dit, qu'il y a un mystère avec ce pays, il écrit qu'il pourrait avoir « une funeste tendance à ne pas le considérer comme aussi mystérieux », mais il veut « toutefois dessiner, en quelque sorte, Berlin en images d'Epinal » et laisser les lecteurs décider si L'Allemagne « est mystérieuse ou non, effroyable ou non ». « Les deux choses n'ont point de rapport », alerte-t-il, « il n'y a pas que le mystère qui mérite d'inspirer la crainte... » Les affaires on repris, lui déclare le chef de son hôtel : 30 à 50 % de plus que l'an dernier. Et le chef de rayon d'un grand magasin au Kurfürstendamm lui explique: pourquoi épargner si on nous apprend que les marks ne sont couverts qu'à 30% environs. Sauerwein qui pense au manque de devises, éventuellement au boycott, demande ce qui a manqué au magasin et obtient la réponse, que ce n'est plus une question du "vrai" argent, qu'on obtient plutôt tout, comme les matières premières, contre des objets manufacturés, made in Germany. « Aurait-il trouvé le moyen alchimique de faire une économie sans monnaie ce Dr. Hjalmar Schacht, aujourd'hui tout puissant dans le Reich, que nous avons vu, depuis quinze ans, ergotant et tempêtant dans de si nombreuses conférences internationales? » - « Mais où sont les S.A.? » se demande Sauerwein en flânant sur le Kurfürstendamm. « Je ferme les yeux, je me recueille et j'évoque en pensées le Berlin d'il y a un an. Il y avait partout, marchant au pas, tenant le pavé isolément ou en groupe, des jeunes gens vêtus de brun. Aujourd'hui, je n'en vois pour ainsi dire plus un seul. Où sont les S.A. d'antan? Autre régime. Décidément, au fond, les bonnes gens ont raison. Il y a des mystères en Allemagne. »

Le 4 janvier le reporter a parlé avec un chauffeur de taxi: « Et c'est bien le seul travailleur en Allemagne qui puisse s'épancher librement vis-à-vis d'un étranger. Les autres, où les trouveriez-vous? Au cabaret? Ils n'oseraient pas y parler. Dans leur maisons ouvrières? Ils vous prendraient pour un émissaire mystérieux des autorités fiscales. » Le chauffeur lui explique la misère en chiffres: « on est pas riche quand on est seul, mais si l'on a une famille, c'est bien l'enfer. » Sauerwein lui demande s'il est des plus malheureux et l'autre répond: « Non, il y en a qui en ont encore moins, ce sont les chômeurs qu'on emploie sur les routes et dans les campagnes, ou encore pour réparer les maisons et creuser des canaux dans les terrains marécageux. Ceux-là, on leur fait faire un métier qu'ils n'ont pas appris, ils ne mangent pas beaucoup et ils souffrent vraiment. ». « Qui avez-vous vu à Berlin » lui demande un homme d'affaires dans un palais immense, où le chauffeur l'avait déposé. Sauerwein répond: « Un chauffeur de taxi et il m'a donné les pires nouvelles de votre économie nationale. » Réponse de l'homme d'affaires: « Le garde-manger sera peut-être pas bien garni, mais si la chère est maigre, la salle de bain, la radio, le téléphone et le chauffage seront de première qualité. C'est tout de même consolant. Vous pensez que nous

manquerons de matières premières? Moi, je dis, que nous en aurons toujours le minimum nécessaire, d'abord parce que le monde a besoin de nous les vendre et ne peut pas rayer le marché allemand. Et puis parce que nous saurons si bien nous ingénier à leur fournir des objets agréables, séduisants et utiles, qu'il s'estimeront heureux d'être payés par nos importations. » À la fin du long interview, le "potentat de l'industrie" affirme: « Seul un candidat au suicide peut, de nos jours, songer à une guerre ».

À la Une du 7 janvier, le reporter est "Chez les fidèles au Kaiser" et un titre exprime la conclusion: « Les milieux militaires formulent quelques critiques et expriment quelques appréhensions mais le Führer et la Reichswehr font tout de même bon ménage. » Les critiques? « L'armée allemande alliée à l'armée française est maîtresse de l'Europe. Mais jusqu'ici, au lieu de l'alliance française, nous avons eu l'entente avec la Pologne ... elle nous a mis en mauvais termes avec la Russie dont le concours nous serait autrement utile... L'armée polonaise, nous savons très bien qu'en aucun cas elle ne combattra à nos côtés et nous ne savons pas très bien ce qu'elle vaut. » Le lendemain, Sauerwein dine en compagnie de 4 journalistes et diplomates, dont deux allemands. « Les fautes du régime à l'extérieur ont créé un système européen où l'Allemagne est un peu effarée de devoir entrer. » Conclusion de Sauerwein: « Le Dr. Schacht ne trouve pas de crédits. C'est la revanche de la banque juive ». L'Allemagne s'est mis à dos les puissances européennes, elle désire de sortir de cette situation: « Mais, à mon avis, elle ne peut le faire qu'en renonçant à la politique de dissociation, en rentrant loyalement et à son rang dans le concert des nations en exposant sans fraude ni ambages l'état exact de son armement... »

Le Dr. Schacht, ministre des finances et président de la Reichsbank : le 10 janvier le journaliste-diplomate a un entretien avec lui. Un entretien car en interview on n'entendrait que les phrases habituelles. « Je prends congé avec la plus grande cordialité. M. Schacht m'incite à revenir le voir tout en me disant: - Surtout, pas d'interview! - Quelle conclusion pouvons-nous tirer de cet entretien avec l'homme d'affaires du IIIe Reich? Certes, les relations économiques de la France avec l'Allemagne peuvent être développées, mais à condition que notre pays lui aussi soit fort et que ses affaires soient dirigées avec la même science et la même volonté. Pour s'accorder avec des gaillards pareils, il faut suivre leur exemple, prêcher à la jeunesse le courage et le patriotisme, organiser une armée impeccable, conduire l'économie et les finances dans un esprit vraiment moderne et dynamique. En résumé, être jeunes, entreprenants, organisés et surtout confiants en soi-même. »

**9. Le plebiscite de la Sarre, l'enchaînement de défaites de la SDN :** Après avoir pris ainsi "la température" à Berlin, Sauerwein se rend à Sarrebruck. Le 12 janvier 1935 Paris Soir titre : « À deux jours du plébiscite: Les trains du Reich déversent les votants par milliers dans Sarrebruck. Tandis que les contrôleurs arrivent par centaines de Suisse, de Hollande et du Luxembourg ». Le reportage date de la veille, il en sort l'énorme effort de propagande des nazis allemands et sarrois, tandis que « ceux de l'autre parti, du Front commun, ont une allure toute différente. Ils semblent nombreux, eux aussi, mais ils apparaissent plutôt comme des francs-tireurs isolés ... Les hitlériens nourrissent contre leurs adversaires tout le mépris et toute l'aversion qu'ils auraient mérités à la suite

des combats livrés dans les onze dernières années. De l'autre côté, c'est l'horreur des procédés dictatoriaux, la rancoeur des persécutions futures qui s'unissent dans une douloureuse et inquiétante psychose. Si les regards pouvaient tuer, ce serait dans la Sarre une bataille continue, sans merci. » L'enjeu est effectivement de taille. À la SDN à Genève, selon Sauerwein « Une seule question importante: La Sarre. Le Conseil a jugé utile d'être réuni pour veiller sur la régularité de la consultation populaire. Il enverra des délégués dimanche à Sarrebruck. Il sera prêt à parer à toute fâcheuse éventualité. Le résultat sera connu sans doute lundi. » La question sera le partage ou non du bassin minier entre la France et l'Allemagne: « Certes, un vote massif pour Hitler faciliterait sa tâche. Le Conseil n'aurait plus qu'à tirer les conséquences déjà préparées par le Comité des Trois à Rome... » Sauerwein: « J'ai vu bien des familles anxieuses et graves. Elles ont l'espoir que la France, responsable par ses demandes de 1919 d'avoir soulevé la question de la Sarre, ne les abandonnera pas. Voilà ce qu'on entend dans les cafés et des restaurants quand on cause avec les gens laborieux et honnêtes de la bourgeoisie de Sarrebruck qui sont partisans du régime libéral. »

Le lendemain, samedi, une épaisse couche de neige est tombée sur la région. La propagande continue. Le soir de la victoire anticipée, sur 55 collines qui entourent la Sarre du côté allemand de Merzig à Zweibrücken, des feux de fête sont annoncés. « Les branches de sapin, les feux, les chants et les défilés militaires, c'est toute la mystique germanique aiguisée et tonifiée par le fanatisme hitlérien. La logique, c'est le statu quo, qui conserverait à la Sarre, sans renoncement à son caractère allemand, les privilèges d'un État international choyé et protégé par l'Europe entière, et qui lui assurerait les avantages - pour le Français incomparable - de la liberté. Mais qu'importe aux Sarrois la liberté? C'est l'élite allemande, seule, qui a célébré et défendu la liberté. La masse lui préfère de beaucoup la hiérarchie et les joies de la vie collective. » Sauerwein a parlé à Max Braun, rédacteur de la "Volksstimme" qui espère toujours que les votes pour le statut quo seraient de 35 %. L'industriel hitlérien Hermann Roechling, conseiller à la tête du « Front allemand » a préféré de ne parler qu'à la presse anglo-saxonne et neutre. Et "Dans le peuple" le journaliste trouve : « Sur les six, il y en avait certainement quatre qui, en des temps normaux, auraient été socialistes, communistes, ou partisans du centre catholique ... Mais aujourd'hui ils sont pris entre deux symboles et même l'influence de leurs confesseurs ne suffit pas à leur faire comprendre que les deux symboles ont leur valeur. L'un d'eux est pour eux si riche de sens et de sentiment qu'ils y trouvent une sorte de vertige fétichiste à le répéter: Deutschland! Deutschland, nous venons à toi! Deutschland, viens vers nous! Deutschland au dessus de tout! - L'autre symbole, c'est un mot latin, un mot d'érudits qui signifie le gouvernement de la bureaucratie genevoise, avec un tréfonds incompréhensible pour ces primitifs: statu quo... Je suis sûr que si on avait posé le choix entre l'Allemagne, la France et la Sarre, les perspectives seraient autres, parce que la Sarre, c'est un nom familier qui éveille quelque chose dans l'âme comme le font les deux autres termes du plébiscite.... »

Le 14, Paris Soir publie une série de photos de Roechling en interview. Il n'y aura pas de rideau de fer, a-t-il déclaré, on a qu'à regarder la carte: la production sarroise, notamment de bon charbon est très liée à la Lorraine rien par la combativité des prix. Sauerwein est tombé dans un

groupe de communistes au bistrot "À la Botte" à minuit. Il a su surmonter leur méfiance, il a noté leurs craintes justifiées. « L'angoisse que j'avais vue chez les socialistes s'accompagne chez les communistes d'une sauvage et implacable résolution. Ils en veulent à la presse, à la France, à la bourgeoisie, ils ont l'impression d'avoir été trompés, d'être abandonnés et le sentiment de n'avoir plus rien à perdre. L'un d'eux m'explique: - Ce ne sera pas ici comme dans le Reich. Là-bas la bataille était sans secours possible et personne ne pouvait intervenir de l'extérieur. Ici, en Sarre, dans ce pays que la Société des Nations a gouverné pendant quinze ans, c'est différent. Les puissances, la France voisine surtout ne peuvent pas nous laisser exterminer. » Sauerwein de conclure: « C'est mardi que le danger commence. Il s'accôtra au fur et à mesure que la protection internationale diminuera. Qu'on se le dise bien à Genève. »

Après 36 heures d'attente les 528 mille votes sont finalement comptés. Le 16, Paris Soir titre en grandes manchettes « La Sarre a voté pour l'Allemagne ». Tôt le matin du 15, les journalistes internationales, pompiers, photographes, militaires et hauts fonctionnaires sont réunis. À 8 heures 15, Alan Rhode, directeur du scrutin, prend la parole: « Les trois chiffres globaux tombent comme des coups de massue: 46.510 pour le statu quo, 2.124 pour la France, 447.119 pour l'Allemagne. C'est fini ». En rentrant à l'hôtel, Sauerwein est interpellé par « une voix familière au rude accent autrichien ... Devant la radio une vingtaine de personnes matinales, debout, écoutent religieusement. - Vous allez voir, il est si raisonnable, me dit une vieille dame. Hitler parle du rapprochement, de l'égalité des droits, il jure de n'avoir ni haine ni rancune contre ceux qui l'ont combattu. Évidente mansuétude. Le discours est si chrétien qu'on s'imagine Hitler en chaire, vêtu de la robe de pasteur. Pour parfaire l'impression religieuse voici maintenant un Te Deum chanté par un chœur de voix mâles et enfin le chant de la Sarre. »

Le compromis du Traité de la paix avait été: le charbon de la Sarre à la France, l'autodétermination de la population garanti par la SDN. Il avait mené à un populisme nationaliste, anti-français, propice aux nazisme. L'action de réfugiés communistes et sociaux-démocrates était restée sans influence. Le premier mars 1935, la Sarre passe de la main de la SDN à la dictature allemande. Un encouragement pour celle-ci, difficile à sous estimer. Sur un terrain propice, le déploiement d'une organisation minutieuse et une propagande expérimentée, hors normes avaient mené au but. L'exception sarroise des « normes » anti-juifs du Reich ne fut que de courte durée. À partir du 1 mars 1936 la « normalité » antisémite sera rétablie.

Daniel Schneidermann mène le lecteur aux reportages d'Andrée Viollis (Andrée Jacquet 1870-1950) de l'évènement. Feministe, libre penseuse, correspondante du Petit Parisien depuis 1914, a été grand reporter à Londres en 1917, en Union Soviétique 1923, en Asie 1930. En 1933 elle fait partie de « l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires contre la terreur en Allemagne et contre le traité de Versailles ». Avec ses reportages, Viollis, selon l'étude d'Alice-Anne Jeandel (Andrée Viollis : une femme grand reporter. Une écriture de l'évènement 1927-1939, Paris 2006) cherchait à donner « l'illusion de présence totale » par une écriture littéraire du témoignage vécu. Témoignage sur l'évènement à la fois par l'évocation de ses propres sensations,

par les émotions, les bruits, couleurs, odeurs. Une composante « subjective » sans laquelle l'évènement serait mal rendu. Daniel Schneidermann ne traite-t-il pas son sujet d'une façon similaire, ses observations de la presse comme son témoignage ? L'abîme entre vie et pensée aujourd'hui et les réalités jadis, cachées derrière des bribes d'écritures de l'époque, tend ainsi à disparaître.

À peine "Heim ins Reich" (Retour à la maison, au Reich) avait été plébiscité, Hitler procède à provoquer les puissances d'Europe: le 28 février il annonce la création d'une troisième formation militaire à côté de l'armée et de la marine: l'armée de l'air, la "Luftwaffe". Une violation claire du traité de Versailles. De même la réintroduction du service obligatoire en Allemagne le 16 mars. Activités diplomatiques de tous les côtés. Mais à qui on a affaire? Le 26 mars, Jules Sauerwein écrit: « D'un côté, il y a des ministres qui viennent au nom d'un peuple... ils peuvent se décider d'après des facteurs qui... ne sont pas mystérieux, je veux dire l'attitude politique publiquement prise par les autres puissances. France, Italie, Russie, Pologne et Petite Entente. Le terrain est connu. En face d'eux, c'est, si l'on peut employer cette expression, le one man land, le domaine d'un seul homme. Hitler peut à son gré céder ou se montrer intransigeant; on n'a pas d'autre indication à cet égard que sa conduite passée. Or, surtout dans les dernières semaines, elle a été très personnelle et très impulsive. Ni ses conseillers diplomatiques, ni ses conseillers militaires ne peuvent se vanter de l'avoir influencé. Si vous rencontrez dans l'intimité des hauts officiers de la Reichswehr et qu'ils vous parlent avec franchise, ils vous feront la révélation stupéfiante que les 36 divisions mentionnées dans la proclamation que le Führer a dictée à M. von Ribbentrop, ne représentent aucunement une demande bien étudiée des militaires. Mais dira-t-on, il y a une loi. C'est vrai, mais ... Dans sa toute-puissance, une loi n'est pour lui qu'un trait de plume ... Pour annoncer qu'il est prêt, sous de certaines conditions, à de certaines concessions, le Führer peut aussi bien, conformément à ses goûts, employer la forme sensationnelle de la proclamation. C'est sous ces réserves que j'ai pu vous donner le résultat de l'enquête que j'ai faite ce matin dans les milieux diplomatiques... »

Le 16 mars Goebbels avait annoncé la loi sur l'armée. Dans « Berlin diary : le journal d'un correspondant étranger 1934-1941 » (journal, paraît-il, « arrangé » par rapport à son anti-nazisme après le retour de l'auteur aux É.U.), William Shirer note : « J'allais par la Wilhelmstrasse en compagnie de Norman Ebbutt du London Times, de loin le correspondant le mieux informé ici, et de Pat Murphy du Daily Express. Ebbutt parut un peu choqué par la nouvelle, mais insista, qu'il ne soit pas nouveau, après tout, que depuis un ans les Allemands renforçaient leur armée ... Qu'est ce que Londres et Paris vont faire ? Ils pouvaient mener une guerre « préventive » et ce serait la fin d'Hitler. Les Polonais d'ici disent que Pilsudski voudrait bien les aider. Mais les premières réactions ce soir – au moins selon notre bureau à Paris – sont toutes contre. On verra. » Sous le 11 avril 1935 Shirer note que « Aujourd'hui Dr.S., un avocat juif renommé qui avait servi sa patrie au front, arriva chez nous après quelques mois à la prison de la Gestapo au Columbiahaus. Tess (madame Shirer KS) était là et dit qu'il n'allait pas bien, un peu perdu dans sa tête, mais conscient de son état car il avait peur de rentrer et se montrer à sa famille ... Il a dit, qu'il n'avait été accusé que d'être juif ou



demi-juif et qu' il était un de plusieurs avocats qui avaient offert de défendre Thälmann. De nombreux juifs arrivent chez nous et demandent conseil ou aide pour aller en Angleterre ou en Amérique, mais malheureusement nous ne pouvons faire que peu pour eux. » Les Shirer prennent quelques jours de vacances à Bad Saarow, une centaine de kilomètres de Berlin au lac Scharmützel. Monsieur note le 21 avril 1935 : « À l'hôtel surtout des juifs et nous étions un peu surpris de voir autant d'eux toujours prospères et apparemment insoucieux. Je pense qu'ils sont déraisonnablement optimistes. »

La conférence de Stresa a commencé le 11 avril 1935: « Comment organiser l'Europe pour ramener l'Allemagne au respect des traités » titre Paris Soir et Sauerwein d'écrire: « Un jour, dans longtemps, les chroniqueurs écriront: En avril 1935, comme l'Allemagne était devenue trop forte et qu'elle oubliait en conséquence d'exécuter les traités qu'elle avait signés, les représentants des grandes puissances victorieuses s'assemblèrent à Stresa. Le dictateur italien Benito Mussolini avait choisi pour lieu de délibérations une île charmante entre toutes, etc... ». L'Angleterre poursuit une autre politique envers Hitler que la France et l'Italie. Sauerwein, le deuxième jour de la conférence: « S'il y a une chance d'amener l'Allemagne à composition par la voie de Genève ou par toute autre, c'est en se montrant résolu, sinon nous n'avons plus qu'à prier Hitler de refaire la carte de l'Europe en nous excusant poliment de l'avoir tracée en 1919, sans se préoccuper suffisamment des convenances et des ambitions de l'Allemagne ... Je crois avoir, pendant et depuis la guerre, assisté à peu près à toutes les conférences internationales, je n'en ai pas encore vu une où l'opinion arrive à ce degré de désarroi. Il faudrait que les Allemands aient de singulières vertus de modestie et de douceur pour que cette agitation trouble des eaux européennes ne les induise pas en tentation... » Néanmoins, le troisième jour, le journaliste se montre modérément optimiste. Bien que: « Comme me disait hier soir un hitlérien de marque: "Notre réarmement, il est désormais avalé". » À la fin, dans Paris Soir du 15 avril, le journaliste conclut « En somme, bonne conférence, bon début des négociations. Mais n'oublions pas qu'en dépit de toutes ces combinaisons ingénieuses et cette précieuse solidarité réaffirmée, le réarmement allemand se poursuit sans répit... ». Un memorandum français à la SDN, publié le même jour, constate: « il n'y aurait bientôt plus de place que pour une politique de force ... Autant supprimer, dans les relations internationales, la notion même de contrat et d'obligation. »

L'alliance de Stresa a tenu deux mois quand, le 16 juin, elle apparaît considérablement affaiblie - surtout aux yeux de Hitler - par un accord séparé entre Londres et Berlin sur une limitation de la marine allemande. Anthony Eden et l'opinion publique en Angleterre favorisaient l'arrangement avec la dictature allemande. Le 6 juin Sauerwein avait commenté l'initiative diplomatique allemande ayant pour but de créer une divergence entre les intérêts anglais et français. Jadis à Locarno, l'Angleterre s'était opposée à la volonté française d'un accord non seulement sur les frontières ouest du Reich, mais aussi sur celles de l'Est. Actuellement, Hitler prétend que l'accord entre la France et la Russie que l'Angleterre n'a pas voulu partager, serait une violation des traités de Locarno. Il compte s'approcher de l'Angleterre. « En se montrant accommodante sur les armements aériens et navals, tout en demeurant intransigeante sur les forces terrestres, l'Allemagne crée une

divergence entre les intérêts français et britanniques. Une flotte aérienne et navale, admise et contrôlée, en principe au moins, et, par contre, une armée de 550000 hommes qui peu pousser jusqu'à 900 000, chiffre des forces soviétiques, c'est une situation favorable pour le Reich, qui peut s'accompagner d'une amélioration des rapports anglo-allemands, mais qui met la France en posture dangereuse. »

Par la suite, Jules Sauerwein couvre des événements qui n'ont pas de rapport direct avec l'Allemagne. À Genève, à Rome, à Londres il suit en particulier les plans de Mussolini et la guerre en Éthiopie. Son confrère Robert Lorette s'occupe des développements de la dictature allemande, notamment du Congrès de Nuremberg et de la législation raciste du 15 septembre 1935.

« Les masses populaires contre les "minorités agissantes", » titre l'Humanité du 24 juin 1935 et: « Plus de 60 000 travailleurs au parc de Montreuil à l'appel du comité Thaelmann ». Une grande fête de solidarité anti-fasciste: « Le meeting se termine par l'adoption de diverses résolutions votées dans l'enthousiasme en faveur de Thaelmann, de Rakosi, des 67 mineurs des Asturies menacés de mort et d'un appel à l'union de tous les antifascistes d'Allemagne. Puis la fête reprend ... Et le soir sera tiré un feu d'artifice qui mettra fin à cette splendide journée de solidarité internationale, qui a cimenté le Front Populaire en face du péril des hitlériens français. » Tandis que Paris-Soir n'a qu'une brève à la page 3 sur l'évènement, l'Oeuvre et le Populaire le couvrent amplement. Ce dernier titre : « En répondant aussi nombreux à l'appel des organisations antifascistes le peuple parisien a magistralement répliqué au gouvernement qui avait interdit la manifestation en mémoire de Victor Hugo. »

**10. Préparation et déclaration des „ lois de Nuremberg ».** Après le massacre du 30 juin 1934, le régime semble avoir voulu faire oublier sa brutalité et la terreur en Allemagne. Hitler fait parler de lui sur le plan diplomatique, sur ses violations des accords internationaux. Le 6 septembre 1934, au congrès du parti, dans un interminable discours sur la culture, il avait expliqué ce que, selon lui, le monde devait à l'Allemagne: « Quand en novembre 18 l'impact marxiste heurtait aussi notre peuple, sa chute ou sa solidité furent décisives pour un futur développement d'une ampleur inimaginable. Seul l'ignorance de nains d'esprit peut se laisser imaginer qu'une bolchevisation de l'Allemagne n'aurait pas eu d'autre signification que celle qu'on aurait du s'arranger avec des communistes au lieu des allemands... ». Par une autre phrase il exprime à quoi il veut faire croire : « Quand à la sortie du Moyen âge la confusion spirituelle s'est ajoutée aux déchirements nationaux des peuples, la culture, elle aussi, est devenue confuse et déchirée. Les idées de vie et de constructions, non fondées sur la race, donc étrangères, que l'intellectualisme juif a implanté ou octroyé, ont mené à l'extérieur à des formes d'État, de vie et de société sans racines, étrangères au caractère du peuple, mais également à l'intérieur, elles ont totalement aboli tout repère en matière de culture. »

Le 6 juillet 1935, Louis-George, contributeur occasionnel du Journal du Loiret, « Le plus ancien journal de France » écrit « De Goebbels à Bénès » : « ...Tandis que le chancelier Hitler s'applique de plus en plus à atténuer la virulence de ses discours, pour amadouer les étrangers ...

son collaborateur Goebbels dit tout ce qu'il pense, sans souci de ménager personne ! Goebbels est le seul Allemand qui ait eu la franchise ou le cynisme de rappeler que le Führer d'aujourd'hui était le même homme qui avait écrit « Mein Kampf » et que ses buts n'avaient pas changé... Récemment, ce Goebbels a prononcé un grand discours à Tempelhof. Discours ? Non ! Bastonnade ! Chacun en a pris pour son compte... Les juifs (bien entendu, ces « poux » qu'il faut traiter comme des animaux nuisibles, les « Casques d'acier » suspects d'internationalisme (parfaitement!) et nous mêmes, Messieurs (sans nulle vanité) au nez de qui « une phalange d'hommes jeunes a rétabli le service militaire et institué le service du travail obligatoire », Nous avons osé... et tout s'est bien passé », déclara fièrement l'orateur ! »

Si la violence du régime à l'intérieur avait disparue des Unes de la presse étrangère, c'est de nouveau la violence antisémite qui, un ans après les meurtres du 30 juin, réveille les journalistes. Le 17 juillet 1935 sur la Une de Paris Soir, Robert Lorette écrit : « Les nazis déclenchent une nouvelle offensive contre les juifs. »: « Les manifestations antisémites qui ont éclaté hier soir sont loin d'avoir un caractère spontané. En effet, on sentait depuis quelques semaines déjà, depuis environ que M. Goebbels a déclaré à Tempelhof: "Les Juifs, nous n'en voulons plus" qu'une nouvelle vague d'antisémitisme ne tardait pas à éclater ... des incidents isolés se produisaient en peu partout. Pas plus tard que la semaine dernière encore, au Bristol, au Kurfürstendamm et chez Döbrin. Puis est arrivé le film suédois "Petersen et Bendel", une grosse charge contre les israélites. Des journaux, hier, prétendaient que, la veille, des spectateurs avaient manifesté contre ce film. Les uns disaient que ce n'était pas vrai, d'autres que quelques spectateurs seulement avaient fait des "réflexions". Toujours est-il que dans l'"Angriff", hier soir, on pouvait lire ... "Les Juifs ne manifesteront plus." - Sans doute, n'en fallait-il pas davantage et le soir, deux ou trois cents jeunes gens, en veston civil, sur la chemise brune, se rendaient au cinéma Kurfürstendamm où l'on donne le film "Petersen et Brendel". Plusieurs Juifs attendaient la représentation de 9 heures. Il furent pris à partie, bousculés. Il s'empressèrent de prendre la fuite et naturellement abandonnèrent leur vestiaire." - Lorette, assis à la terrasse du Kranzler, était témoin qu'un allemand et un grecque furent pris pour juifs par quelques jeunes et devaient se sauver: "Je dois dire que les autres n'insistèrent pas: n'empêche qu'en un clin d'oeil la terrasse se vida. Tout le monde, affolé, partit sans payer. De là, les manifestants se dirigèrent vers le café Wien, devant lequel ils se bornèrent à crier : "A bas la guerre". Il poursuivirent leur étrange tournée des grands ducs. Arrivé devant le Bristol, par quel phénomène, je l'ignore, les esprits commencèrent à s'échauffer sérieusement. La terrasse du Bristol fut envahie. Des chaises furent renversées de même que les consommations sur les tables; quelques vitres brisées. Comme l'on pense, l'affolement fut général, des femmes s'évanouirent. Mais le terrain fut vite déblayé ... Les démonstrations continuèrent sur le Kurfürstendamm, les automobiles furent arrêtées, les occupants, s'ils étaient juifs, vidés de leur sièges ... Ce matin, bien entendu, l'on rejette la faute sur les juifs. La presse parle de provocation de la part de ces derniers..." Sur la Une, d'ailleurs sous une photo des Croix de feu avec le Colonel de la Roque à l'Arc de Triomphe le 14 juillet, le Journal du Loiret du 17 titre « Exaltation Brune. De violentes manifestations antisémites se sont produites à Berlin ». Le récit est plus ou moins le même que celui de Lorette. Il est question

de 800 jeunes gens : « La foule qui déferle semble complètement fanatisée... Il est à remarquer que la plupart des manifestants, chaussés de bottes, dissimulent leur chemise brune de miliciens hitlériens sous des vestons civils ... D'autres manifestants promènent une affiche du journal « Der Stürmer » avec une inscription énorme : « Allemands, les juifs sont notre malheur ». »

À Washington, le Evening Star du 16 communique un témoignage de Varian Frey (qui jouera un rôle important d'aide aux réfugiés à Marseille en 1940/41) : « On m'a informé à 8 heures hier soir, qu'il y avait une manifestation anti-juive à la rue. J'ai couru dehors et j'entendais des cris au bout du Kurfürstendamm à l'est. Quand j'y suis arrivé j'ai trouvé une foule des deux côtés de la rue qui arrêta des voitures transportant des hommes et des femmes qui avaient l'air juif. Ils les sortaient et les traitèrent de coups. J'ai vu un homme couché sur le trottoir être battu brutalement, une femme qui sanglait, le visage sale, en larmes, un homme, dont la tête était couverte de sang, des femmes hystériques, des hommes qui perdaient leur calme face à la police ou face aux SA, des femmes suppliant leurs hommes de rester en dehors ... Tout le long du Kurfürstendamm la foule criait Jude ! Chaque fois quand quelqu'un avait vu ou croyait avoir vu un juif. Le cri envoyait la foule vers la pauvre victime, à laquelle on demandait sa carte d'identité. Si elle ne pouvait pas prouver qu'elle était un bon « Aryen » on l'insultait, lui crachait dessus, le maltraitait, parfois traité de coups de pieds et de poing. Le cri « Juif ! » venait d'un autre lieu et la foule se lançait vers une autre victime... »

À Breslau un tribunal a défini comme « honte raciale » la relation sexuelle avec une personne d'une autre race, en particulier avec une personne juive. Une femme, qui avait été mis au pilori pour avoir eu des relations intimes avec un juif, avait porté plainte pour diffamation. Le correspondant du London Times avait dit que la décision du Tribunal indiquerait la préparation du passage à des lois spéciales de ségrégation des juifs (brève tardive du Manawatu Standard néo-zeelandais du 18 septembre 1935)

Si le régime, pour garder la main sur ses adhérents, notamment les jeunes, pense devoir procéder à l'étape suivante du programme antisémite, ce que les exactions du Kurfürstendamm suggèrent, les conséquences à l'étranger entrent néanmoins en considération. Alors comment faire ? Le règlement « légal » de la « relation amicale entre les allemands et les juifs » ne tarde pas. L'occasion: le "Congrès de la liberté" en septembre 1935 qui suit avec sa mise en scène les deux précédents, celui « de la victoire » et celui "du triomphe" : énorme démonstration d'uniformes, de drapeaux, de masses d'hommes, de femmes, d'adolescents en rang et ordre, tambours, fanfares, trompettes, haut-parleurs, discours tonitruants, des cris à l'unisson de milliers de voix etc., le tout à la gloire du Führer. La particularité cette fois-ci: Hitler avait convoqué à Nuremberg ce Reichstag à parti unique pour faire "voter" trois projets de lois: Un premier, d'ordre symbolique: Le drapeau allemand ne sera que celui de la croix gammée. Les deux autres sont d'une énormité absolue: De nationalité allemande (Staatsangehörigkeit - appartenance à l'État) et membre de l'Alliance protectrice du Reich n'est qui est "de sang allemand ou apparenté" et qui veut et peut servir au peuple et au Reich avec fidélité. Attestation de la citoyenneté par lettre individuelle. La troisième

loi: Interdiction et annulation de mariages et de relations sexuelles "mixtes" pour les juifs, interdiction d'emploi à la maison de femmes en dessous de 45 ans. Avant le vote, Hitler tient au Reichstag « le plus court discours jamais entendu de lui ». Il affirme que nul n'est plus sincèrement attaché à la paix que le "peuple allemand" et que la Wehrmacht n'est que la garantie de sa liberté. Il ne touche qu'à deux sujets de politique extérieure: par rapport à l'élection du parlement au "Memelland" il maintient une menace modérée contre d'éventuelles influences lituaniennes. Contre le congrès du Komintern à Moscou il lance sa fureur habituelle contre le "judéo-bolchévisme" .

Le Evening Star du 16 septembre titre sur la Une: « Des nouvelles lois repoussent les juifs au moyen âge », « La citoyenneté refusée aux non-aryens ». « Hier soir la législation sur ces points s'est passée avec des scènes jamais vues de ferveur patriotique et d'approbation du choix de Hitler de poursuivre exactement le programme nazi d'origine. » Le Star commente les lois de changement du drapeau: « La descente du drapeau nazi du paquebot Bremen à New York le mois dernier et l'action du juge Louis Brodsky de libérer les cinq accusés a été à une certaine mesure la cause de ces lois, selon des observateurs ». À la troisième page le Star donne la traduction du discours entier de Hitler au Reichstag, dont des phrases comme « une seule nation allemande rêvée et désirée vainement pendant des siècles, est à la fin achevée. Nous sommes une seule nation de frères ». Et puis: « l'insulte du drapeau allemand aux États Unies, pour lequel les États Unies se sont dignement excusés montre jusqu'à quel point l'agitation internationale juive a progressé... » et: « Des plaintes sont venues de nombreux côtés sur le comportement provocateur de membres de cette race, alors dans la multiplication de ces plaintes et dans leur conformité un certain plan d'action est apparu. Ce comportement a eu son point culminant avec les démonstrations contre un film étranger inoffensif par lequel néanmoins des cercles juifs se sont sentis offensés. Pour arriver à une relation amicale entre le peuple allemand et les juifs, le gouvernement propose un règlement par la loi... »

Le 16 septembre 1935, la Une du Tagblatt (« Organe pour les intérêts de la population travailleuse ») à Linz est riche en titre : tout en haut en manchette : « La sensation de Nuremberg », au milieu de la page, en manchette : « Aucune solution en forme de compromis possible », sous-titré « Mussolini sur les mesures italiennes de guerre, sur Genève et la paix européenne ». Une information de T.R. à Rome : « Les événements se bouleverseront... » ; En bas de la page : « Des sous-marins italiens dans le canal de Suez », « La Russie pour maintenir la paix mondiale ». La « Sensation », informe le journal, est une double surprise lors de la séance du Reichstag : Des menaces de Hitler contre la Lituanie, qui frôlent une menace de guerre, et deuxièmement, « à part d'une loi qui élève le drapeau nazi en drapeau du Reich, deux lois relatives à la citoyenneté qui excluent pratiquement les juifs de la communauté du Reich et interdisent le mariage et les relations sexuelles entre aryens et juifs ».

Le 16 septembre 1935, l'éditorialiste du Linzer Volksblatt autrichien commente « Les lois concernant les juifs » (Die Judengesetze): « Dans cette question, comme dans beaucoup d'autres, le national-socialisme dépasse largement le but ... On doit aujourd'hui limiter l'influence du judaïsme surpassant qui, certes, ne crée rien de bon nulle part, mais a sa main partout où il y a du mal. C'est

l'opinion catholique aussi. On doit combattre le judaïsme et l'esprit malsain mais non pas chaque juif, bon ou mauvais. » Voilà cette idée aussi aberrante que répandue que les juifs auraient « trop d'influence » et néfaste de surcroît.

Léon Blum sur la Une de son journal, Le Populaire, du lundi 17 septembre, se montre très préoccupé des décisions de la SDN: « Pour que la Société des Nations puisse garantir la paix contre la barbarie raciste, il faut que le conflit italo-éthiopien ne fasse subir à son autorité aucune atteinte, mais qu'au contraire elle en sorte victorieuse et fortifiée. » (Ce qui ne sera malheureusement pas le cas, Mussolini ira en guerre). Blum de continuer: « Devant les trois lois nouvelles dont Hitler a donné connaissance à son Reichstag, une stupeur étrange se mêle à l'horreur. Doit-on en croire ses yeux? De quel cauchemar s'éveille-t-on? Peut-on croire que, sur le même continent, de l'autre côté d'une frontière commune, dans un pays formé par les mêmes cultures, parvenu au même stade de civilisation, des événements semblables puissent réellement s'accomplir?... Dans la communauté européenne, l'Allemagne raciste est aujourd'hui un corps étranger. Il n'est pas possible de l'expulser ou de l'éliminer. Mais il est indispensable de neutraliser ses éléments toxiques. » Une photo est accompagnée de la légende: « Si le IIIe Reich perd la raison, il ne perd pas le sens du décor, ainsi que le montre cette avenue de drapeaux flottant à Nuremberg. »

La Sentinelle est le quotidien socialiste suisse à La-Chaux-de-Fonds. Les lundis le journal ne paraît pas, le 18 il a fallu « commenter l'odieuse interview donnée par Mussolini au "Matin". » Ce n'est que le 19 septembre 1935 que paraît l'éditorial de Robert Gafner, directeur du journal, inspiré par l'article de Léon Blum : « Les lois de Nuremberg »: Les déclarations de Mussolini « passent pour apocryphes. Que nos lecteurs n'imaginent pas que nous exploitons systématiquement les côtés noirs de l'actualité, si nous en venons à un événement encore plus sinistre, en parlant des lois votées par le "Reichstag" national-socialiste de Nuremberg sous l'impulsion directe du Führer Hitler. Un discours précédent laissait prévoir que le nazisme allait se livrer à de nouveaux débordements. Personne, toutefois, n'imaginait que ce régime avait préparé les extravagantes lois raciques et de castes dont Hitler a donné connaissance à son parlement-croupion ... Désormais l'Allemagne est coulée de force dans un système de quatre classes. Au bas, les Juifs, « êtres impurs qui impriment par leur seul contact une souillure que la loi interdit et châtie. » / Au-dessus les Aryens, privés de tout droit et de toute part dans la conduite de l'État. / À l'étage supérieure, les Aryens nazis, citoyens du troisième Reich par la volonté du Führer et soumis, du reste, à ses seuls caprices. / Enfin, au faite de l'édifice, les militaires, la « caste des guerriers » placés sous une juridiction spéciale et un drapeau particulier ... Nous ignorons, jusqu'à cette heure, quelles peuvent bien avoir été les réactions de nos frontistes, amis de Hitler et mangeurs de Juifs, à la nouvelle des décisions de leur "divinité". Les sou-führers helvétiques, qu'ils soient de Bienne, de Zurich ou de Schaffhouse, doivent tout de même avoir reçu un coup à l'estomac! ... Nos nazis au petit pied ont beau avoir été drillés et bernés de toutes manières. leurs troupes en débandade n'avalent pas le système des quatre castes ni celui des « intouchables ». Quand à l'opinion moyenne des citoyens helvétiques, elles s'est bien exprimée, le 8 septembre, avec une telle force sur ce qui touche de près ou de loin, à la folie frontiste et hitlérienne, qu'il nous paraît inutile d'insister... » La « Nationale

Front » avait lancé l'initiative pour une révision totale de la constitution par référendum le 18 mars. Les initiateurs venaient du mouvement corporatiste et envisageaient un État autoritaire leurs modèles étaient l'Italie et l'Autriche. Le 8 septembre 72 % des votants s'étaient prononcés contre la révision. Seuls les cantons Valais, Fribourg, Appenzell et Opwalten avaient voté pour.

Le Forverts du 16 septembre 1935, en haut de sa Une, affiche la manchette: « Hitler prend aux Juifs tous les droits de citoyenneté ». « Sur ordre de Hitler, le Reichstag établit des nouvelles lois. - Hitler se plaint de « la situation amère » des allemands à Memel et fabrique des nouvelles persécutions des Juifs. - Le drapeau nazi devient le seul drapeau légitime de l'Allemagne. - Les Juifs n'ont droit qu'à hisser le drapeau bleu-blanc. Les nouvelles lois entreront en vigueur le 1 janvier 1936 / Hitler menace avec des mesures encore plus sévères contre les Juifs. » L'article reproduit le texte des trois lois et conclut avec un extrait assez long du discours de Hitler. Le lendemain, 17 septembre à la tête de la Une du Forverts la manchette: « Les nazis introduisent le ghetto pour les Juifs en Allemagne ». La reproduction de l'article est en partie illisible. « un retour au plus sombre moyen âge, à l'absence de tout droit et à l'exclusion totale dans un ghetto. Les détails de cette nouvelle persécution des juifs en Allemagne seront bientôt élaborés par les nazis en forme de lois spécifiquement anti-juifs. Le but plus tard est de chasser les juifs du pays et de prendre leurs terres et leurs possessions. » Hjalmar Schacht aurait demandé de progresser plus doucement avec les mesures antisémites, vu leurs conséquences sur la réputation à l'étranger et, par répercussion, sur l'économie allemande. Mais Hitler avait déclaré que ce qu'on pense à l'étranger sur eux devait pas gêner les nazis. Qu'il répondrait à un boycott avec des mesures encore plus sévères. À comprendre qu'en plus de « mettre les Juifs à leur place » dans un ghetto, il y aurait des campagnes de boycott et des pogroms menés par les nazis « en privé ». Le gouvernement laisserait le parti exécuter de telles mesures. « A partir d'aujourd'hui, les Juifs ne seraient plus des citoyens d'Allemagne, mais ils font toujours partie du Reich allemand, ce que veut dire que les nazis peuvent faire avec eux, ce qu'ils veulent (en yiddish: ce que désire leur cœur) ». Des lois spéciales définiront plus exactement le statut des Juifs, définiront ce que veut dire « appartenir au Reich ». On pense qu'on ne va pas tout de suite éradiquer (en yiddish oysroten) les Juifs mais régler leur situation d'une façon peu nuisible à (la réputation de) l'Allemagne de Hitler. » Ensuite le Forverts reproduit une info de la "aita" (abréviation yiddish, en anglais: JTA, Jewish Telegraphic Agency, en allemand: Jüdische Telegrafagentur) de Berlin: Un « statement » semi-officiel déclare que les nouvelles lois anti-juif ne concernent que les juifs de « pure sang », ne pas les autres non-aryens et non-allemands. Les lois seraient sorties en réaction aux discours du 19ième Congrès sioniste à Lucerne. On avait du donner aux juifs allemands le statut de minorité nationale « pour que soient possibles des relations normales entre juifs et allemands ». Le statement souligne que les juifs comme minorité nationale resteraient sous la protection du gouvernement et il ne pouvaient que profiter du nouveau statut. Les juifs ne seraient pas mécontents d'avoir perdu tous les droits, dit le nazi-statement hypocrite. « Au congrès sioniste qui a eu lieu en Suisse récemment, » dit le statement, « il a été constaté, que les juifs sont un peuple et les orateurs ont proclamé des exigences d'intérêt nationales du judaïsme. L'Allemagne a seulement tiré la conclusion et rempli les

demandes en transformant les juifs allemands en minorité nationale » ... « En conséquence des nouvelles lois, les juifs en Allemagne peuvent se faire une vie nationale » dit le « Bureau d'informations allemand » (DNB, Deutsches Nachrichtenbureau) et explique ainsi les nouvelles lois de citoyenneté. « Les juifs auront leurs propres écoles, théâtres, associations sportives etc. » Les journaux disent que les juifs seraient localement protégés et ils saluent la loi dite « de protection du sang et de l'honneur allemands ». Au congrès de Prague en août/septembre 1933 avait été proposé la création du « Trust and Transfer Office Ha'avara, un traité avec Hitler que Chalom Ach dénonça comme trahison du judaïsme. Le congrès de Lucerne 2 ans plus tard accept le traité. C'est aussi le premier congrès sioniste documenté par un film de Benjamin Fett.

Toujours le Forverts du 17: « Il a été décrété aujourd'hui, que les musiciens juifs ne peuvent plus travailler dans les cafés, les hôtels, les restaurants et autres espaces publics où les propriétaires sont des aryens. À partir de cette semaine, des professeurs de musique juifs ne peuvent plus donner des leçons privées à des aryens. » Hitler a déclaré aux chefs du parti que les juifs doivent être traités comme minorité nationale en Allemagne comme les minorités non-juifs dans d'autres pays. Ils a mis en garde les chefs contre des actes anti-sémites individuels. La JTA informe également que le 16 septembre à Prague « une résolution a été acceptée par le Congrès de l'association sportive juive « mkhbi » (Maccabi) qui demande que « vu la situation des juifs en Allemagne, le comité olympique et autres organisations sportives devaient libérer les juifs de la participation aux jeux de Berlin ». « La délégation allemande a voté contre la résolution »

Le Linzer Volksblatt du 17 septembre confirme ce que Hitler a dit aux chefs du parti lors d'une fête « d'adieu » à son hôtel après le congrès: « Les lois ouvrent aux juifs en Allemagne une vie propre du peuple (völkisches Eigenleben) sur tous les plans. Telle que, jusqu'à ce jour, on ne la trouve dans aucun autre pays. Ceci dit, il a renouvelé l'ordre au parti de s'abstenir de toute action individuelle contre des juifs, comme on les avait entrepris avant». Le «Vorarlberger Volksblatt» autrichien cite la Neue Züricher Zeitung: « La loi de la citoyenneté scelle le déclin de la démocratie en Allemagne». Par ailleurs le journal publie à la page 2 une série de reportages titré « Un voyage sentimental au Troisième Reich (eine empfindsame Reise – le titre rappelle le titre de 1903 de Otto Julius Bierbaum, le récit d'un voyage en automobile de Berlin à Sorrent et retour)», dont le dernier article le 20 septembre: « Contre le judaïsme»: « Les Juifs doivent être exclus du corps du peuple, doivent mener une existence à part. À presque chaque entrée de village au voyage de Munich à Berlin, sur du coton ou sur du papier, sur des maisons, tendu à travers les rues, peint sur l'arrière de voitures, aux fenêtres des auberges, on pouvait lire des affiches « Juifs dehors», « Juifs indésirés ici», « les juifs sont notre malheur» etc. Et l'auteur de conclure: « On peut regarder le problème des juifs comme on veut – chez nous aussi il appelle vraiment à une solution - , mais cette manière de lutter, de répandre intentionnellement des immondices et des bassesses, ça brise le coeur de voir cela du peuple des poètes et des penseurs.»

Le New Zealand Herald du 17 septembre termine sa notice titrée « Discrimination des juifs» sur les lois de Nuremberg mentionnant le discours au femmes de Hitler: « Les femmes ont



toujours préféré des hommes courageux aux lâches, parce qu'elles savent que leur progéniture a besoin de protection» a déclaré Herr Hitler en s'adressant à 20 000 femmes nazis au congrès. Il a rajouté que la maternité est la noblesse la plus haute qu'une femme peut atteindre. Le Nazism protège et fait profiter les femmes par la formation de « vrais hommes».

En même temps qu'ils commentent les lois racistes nazis, deux quotidiens, le *Forverts* à New York et la *Sentinelle* à La Chaux-de-Fonds attirent l'attention sur une histoire en cours: la libération du journaliste d'investigation Berthold Jacob Salomon (Berlin 1898 – Berlin 1944) qui a finalement lieu le 19 septembre 1935. Un succès de la justice suisse. « Fort peu digne d'intérêt ce publiciste bohémien », juge *La Liberté* à Fribourg/Suisse à l'encontre des deux gazettes citées et d'autres journaux suisses comme *Le Nouvelliste* en Valais. Salomon avait été un critique infatigable de l'armement illégal de la Reichswehr pendant la République. La guerre à laquelle il avait été volontaire à 19 ans, l'avait mené au pacifisme. À cause de ces publications e.a. en collaboration avec Emil Julius Gumbel (1891-1966), professeur à l'université d'Heidelberg et auteur d'études sur les meurtres politiques, la justice républicaine l'avait condamné à 8 mois de prison ferme pour haute trahison. Adhérent à l'aile gauche de la social-démocratie, il avait quitté Berlin pour Strasbourg déjà en 1932. D'où, en 1934, il menait le combat pour l'attribution du prix Nobel à Carl von Ossietzky (1889-1938). Ossietzky détenu depuis février 1933 dans un des camps des « soldats de marécage » (voir la « Chanson des déportés »), il obtint le prix en 1936 fut transféré dans un hôpital privé où il est mort en 1938, victime de la maltraitance au camp. Le 9. März 1935 Jacob (son nom de plume) donne suite à la demande d'un autre émigrant et se rend à Bâle en Suisse. L'autre était au service de la Gestapo qui fait enlever Jacob par un commando et l'emprisonne à Berlin. Un incident diplomatique suivit d'une enquête juridique qui mènent à la libération du publiciste. La Suisse l'expulse en France, où il continue son activité antifasciste. D'abord interné au camp de Vernet en 1939, il arrive à prendre le bateau de Marseille à Lisbonne où au port en train de prendre le paquebot pour l'Amérique des agents allemands l'enlèvent en 1941. En 1944 son état de santé fait qu'on le transfère de la Prison à l'hôpital (anciennement) juif de Berlin-Wedding où il meurt, peu de temps après en février 1944. Son père, antiquaire berlinois, avait été assassiné à Auschwitz 8 jours avant la mort de son fils.

**11. Trois livres d'histoire, destinés au grand public:** Andrew Nagorski, *Hitlerland. American Eyewitnesses to the Nazi Rise to Power* (Pays d'Hitler. Témoins américains de l'ascension au pouvoir des Nazis), New York 2012 ; Erik Larson, *Tiergarten - In the Garden of Beasts* (Aux jardins des animaux/bestioles), New York 2011; Daniel Schneidermann, *Berlin 1933, La presse internationale face à Hitler*, Paris 2018. Trois auteurs qui, pour rendre leurs textes plus accessibles au public visé, pour hausser en couleur les événements et les faits, puisent dans la petite histoire telle qu'on la trouve dans les mémoires et histoires des témoins et acteurs de l'époque, tous bords politiques et qualités confondus, de William et Martha Dodd, Ernst Hanfstaengl, Louis Lochner, Lilian Mowrer, Stéphane Roussel, William Shirer. Deux figures en particulier contribuent à la petite histoire: D'abord Martha Dodd, la fille de l'ambassadeur américain au centre des tea-parties à l'ambassade et de la « scène » de « tout Berlin ». - Franklin D. Roosevelt, après avoir reçu

des réponses négatives d'autres candidats, avait fini par envoyer un universitaire, historien de la guerre de sécession, à Berlin : William Dodd (1869-1940). Salaire : 17 milles dollars par ans. Le nouvel ambassadeur, qui jadis avait fait ses études à Leipzig, avait la mission d'assurer que l'Allemagne d'Hitler payera bien ses dettes. Les Dodd, les parents et leurs enfants adultes, Martha et Bill arrivèrent le 13 juillet 1933. - Ensuite Ernst Hanfstaengl, l'anecdotique de se personnage de grand de taille (1m90), commerçant d'art à New York jusqu'en 1919, notoirement antisémite, supporteur de la tentative de Putsch en 1923, introduit à Hitler par l'attaché militaire américain Truman Smith (aussi grand qu'Hanfstaengl). « Pianiste du Führer » et l'homme d'Hitler auprès des correspondants étrangers dès 1931. Il fuira son héro et le pays en 1937. D'autres auteurs qui ont produit des textes documentaires grand public sur la même époque, utilisent les mêmes sources. Tel Oliver Hilmes avec Berlin 1936, Sechzehn Tage im August (Seize jours en août), Berlin 2016. Toujours est-il que la petite histoire risque de flouer la mise en perspective historique des faits à raconter.

Le livre d'Andrew Nagorski (né en 1947 à Edinborough) est un travail classique, un point de vue détaché, sur une assez large période historique, un récit pour quelqu'un qui n'est pas trop au courant de ce qui se passe en Allemagne entre 1919 et 1939, bien indexé et accompagné d'une large bibliographie. « Nagorski réussi pour ce qui est son intention de laisser parler les américains pour eux mêmes » critique Kaitlin Sadler, « en même temps, une analyse des impressions retenus aurait aidé, aurait été intéressante. »

Erik Larson (né en 1954 à Brooklyn), jadis journaliste au Wallstreet Journal, au Time magazine, dit d'avoir été impressionné par « Montée et chute du Troisième Reich » de William Shirer. Écrivain de plusieurs bestsellers, il s'est penché sur l'histoire de l'ambassadeur et sur la vie à l'ambassade et autour d'elle. Martha Dodd était un personnage mur pour un film. Le titre accrocheur de l'édition française, « Dans le jardin de la Bête » détourne la signification de « Tiergarten » et réduit le nombre de bêtes, beasts, à une seule. Tiergarten (jardin pour animaux de chasse du temps des rois) grand parc berlinois près duquel se trouve le quartier des ambassades (et celui des dirigeants de l'État). Les Dodd, père et fille, ont laissé une documentation dense de leurs stage à Berlin de 1933 à 1937. Leur sympathie pour le Berlin des nazis disparaît en cours de l'année 1933. Le « thriller » de Larsson sert décidément un goût pour l'anecdotique.

Le livre de Daniel Schneidermann (né en 1958 à Paris) diffère et ne se sert qu'en partie des mêmes matériaux. Par rapport à Nagorski le regard sur la presse est élargi par celui sur des journaux français, les journalistes, les propriétaires français de presse. Force et faiblesse du texte reposent dans son caractère de plaidoyer engagé, personnel contre les consœurs (rares à l'époque) et les confrères, contre les rédactions et les magnats de presse, qui n'ont pas ou pas assez accompli leur devoir de réveiller le public, de dénoncer avec toute leur force la persécution des juifs, de retarder l'information sur la shoa. À quelques exceptions près de journalistes lucides et engagés. L'auteur donne aux lecteurs, une enquête documenté, rendu lisible par un nombre d'inventions littéraires, des dialogues fictives (où réelles comme avec « maman »), de situations imaginées (ou presque, comme

la « Stammtisch »), par des remarques pointues, des réflexions qui font le sel. « J'ai ... mauvaise conscience, » écrit il à la fin, « à ne pas avoir assorti ce livre d'un index, moi, qui ai tant eu recours aux index. Tout au long de cette enquête, les index des ouvrages consultés ont été mes amis véritables. Qu'aurais-je fait, sans index, dans de lourds volumes consacrés à l'extermination ou à la presse américaine ? Comment y aurais-je retrouvé les noms de mes personnages, qui n'y occupent parfois que quelques lignes .» Avez qui fait m'imaginer l'auteur en action, l'intention en tête de ce qu'il désigne dans la dernière phrase du livre : « Récit de voyage conscient de ses limites, instrument de réflexion non conclusif, voilà ce que se veut ce texte. Rien de plus, rien de moins.» Un « voyage » plus ou moins en colère ?

Sa critique suit une ligne désignée par le texte de l'historienne d'Atlanta, Deborah Lipstadt (née en 1947 à New York), paru en 1986 (*Beyond Belief. The American Press and the Coming of the Holocaust, 1933-1945. New York 1986*). Le titre « Au delà du crédible » fait référence à l'hésitation des quotidiens américains, sauf exception, de publier les rapports sur la « solution finale », jugés « au delà du crédible ». Lipstadt défend la thèse, sans y voir ou suspecter un complot, de vouloir supprimer l'information. Au point qu'en dernier lieu la presse eût été aussi responsable de la manière de laquelle le pays a réagi face à la shoa, que le gouvernement. L'idée implicite : si la presse aurait été moins hésitante, elle aurait pu influencer l'opinion public et par conséquence convaincre le sénat d'une politique d'immigration plus humaine d'abord et d'actions militaires contre les camps de la mort après, pendant la guerre. Avec sa thèse « radicale », « optimiste » pour ainsi dire en ce qui concerne l'influence de la presse sur l'opinion publique (mais la question ne devait pas se poser !), l'auteure se tourne en particulier vers le New York Times auquel elle attribue un prestige énorme et une influence sur d'autres quotidiens. Par ailleurs, outre son livre, Lipstadt n'a pas hésité d'appeler un chat un chat : elle a parlé de falsification de l'histoire dans le cas du négationniste David Irving, ce que celui-ci a voulu faire interdire par la justice. Elle est sortie splendidement gagnante du procès à Londres en 2000.

À la suite de Lipstadt c'est toujours le NY Times qui a été le sujet d'une étude approfondie par Laurel Leff (née en 1957) à Boston, jadis journaliste du Wallstreet Journal et du Miami Herald, depuis 1996 enseignante universitaire de journalisme : « Buried by the Times : The Holocaust and America's Most Important Newspaper (Enterré par le Times : L'Holocaust et le journal le plus important de l'Amérique) » paru en 2005. Daniel Schneidermann se réfère à cette investigation dans son récit du cas de la NYT. Je n'ai lu que des extraits du livre, mais une note de lecture de Owen V. Johnson me semble en donner une idée juste (<http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=30635>) Leff verbalise franchement son indignation face aux faits qu'elle a trouvés. Il a été question (v. plus haut) du concept d'Andrée Viollis du reportage-témoignage et de celui de Daniel Schneidermann de son «étude-témoignage ». Les deux récits de Laurel Leff et de Daniel Schneidermann manifestent une ressemblance de ton. Le dernier n'est pas tendre ni avec la critique de Robert Leiter ni avec celle de Peter Novik du texte de Leff, auxquels l'auteure elle-même avait répondu sans concession aucune. Leiter (né 1949), écrivain, free lance contributeur à de nombreux journaux (dont le NY Times) de 1973 à 1983, ensuite différentes positions aux Jewish Exponent, hebdomadaire de

Philadelphie, où il est éditeur littéraire le 15 mai 2005 quand il titre : « Buried by the Times' : Horror Story (histoire d'horreur) ». Il constate qu'« Au seul niveau de reportage, Laurel Leff's « Buried by the Times » est impressionnant. Elle n'est pas la première qui sort une critique accablante du New York Times pour sa couverture négligée de l'Holocaust, mais elle est la plus rigoureuse. L'éditeur, Arthur Hayes Sulzberger, y reçoit une sévère critique, souvent justifiée ... Mais ce qui manque à Leff est ... un sens du contexte »... « Elle construit son argument a posteriori, ce qui la mène tendanciellement à rater ses conclusions... Elle imagine que l'influence des médias d'information soit aussi large et pénétrant dans les années 40 qu'aujourd'hui. Elle traite l'antisémitisme de Sulzberger comme une aberration mauvaise (« evil », Schneidermann traduit diabolique KS)... » Vient l'argument que Daniel Schneidermann traduit « On ne pouvait pas savoir ». Je lis chez Leiter « on ne pouvait pas comprendre ». Leiter fait référence à Jean Améry (1912-1978) , à voir dans quel sens. Améry qui affirmait jadis que rien ne le lie au judaïsme, mais qu'il reste juif pendant qu'il resterait ne soit ce qu'un seul antisémite...

Peter Novick (1934-2012), historien à l'université de Chicago, a publié plusieurs livres, le premier, paru en 1968, sur l'épuration en France après Vichy, après la « collaboration ». Il était surtout l'auteur d'un texte paru en 1999, le fruit de 10 ans de recherches et largement discuté : « The Holocaust in American Life. (l'Holocaust dans la vie américaine) ». L'auteur écrit à contre-courant aussi passionnément que sobrement, et le premier chapitre (accessible sur le web) trace en longueur et soigneusement rédigée, l'histoire de la présence et surtout l'absence de la persécution des juifs par le nazisme dans le grand public (juif et autre), dans les médias et la sphère politique aux États Unies dès 1933 jusqu'à l'après-guerre immédiat. Il n'étonne donc pas, que le Washington Post lui demande une note sur le livre de Leff . Elle parut le 1 mai 2005, titrée « Looking back in anger (Regard en arrière en colère) » rappelant le drame de John Osborne, l'« angry young man » de 1956. Novick note que Leff rend bien compte des explications d'autres auteurs du pourquoi la presse américaine n'avait pas insisté plus sur l'Holocaust, mais qu'elle trouve inadéquat ce qu'ils proposent. Leff voit dans la figure de l'éditeur Arthur Hays Sulzberger (1891-1968) la clef du manque du Times de prendre à coeur ses obligations journalistiques. Le propriétaire du journal, écrit Novick, « un juif d'une sorte rare aujourd'hui », adhère à l'idée classique de la Réforme, qu'être juif ne signifie que la religion et non une ethnie ou un « peuple ». D'où, selon Leff, il se pencha en arrière et nia la spécificité des victimes juives parmi d'autres et refusa au Times de donner une place prééminente à l'Holocaust et d'offrir son support à des programmes de sauvetage focalisant aux juifs d'Europe. Ce n'est pas totalement faux, juge Novick, rajoutant que d'autres auraient réagi comme Sulzberger : « Universaliser le portrait de la barbarie nazi était une stratégie commune, visant à discréditer l'idée que la guerre contre l'Allemagne nazi était une guerre pour les juifs. On peut argumenter comme Leff le fait, que le danger fut exagéré, mais si jamais une stratégie a été « de bonne foi » celle-ci l'a été » « Buried by the Times offre un tas d'informations intéressantes sur la couverture de l'Holocaust par le Times ... Mais qui voudrait comprendre les causes derrière la façon du Times de le couvrir, doit attendre un chroniqueur moins imbue d'une attitude de procureur ».

Je sors du contexte quoique... :Yosef Gorny (né en 1933, donc de 2 ans mon aîné... ), chercheur éminent du sionisme écrit dans la préface à son texte «La presse juive et l'Holocaust 1939-1945 » (The Jewish Press and the Holocaust 1939-1945, Cambridge University Press 2012) : « ...Je ne peux m'abstenir de communiquer un souvenir personnel qui m'accompagne toujours de temps en temps. Dans cette période (d'exil de Pologne au Kyrguystan avec ses parents KS) j'avais un ami, un garçon russe. Un jour après avoir lu les titres du journal (l'Izvestia se trouvait affichée sur le chemin de l'école) je le rencontre et lui crie enchanté : « Notre armée a libéré cette ville! ». Étonné, il me fixait. « La votre ? », il éclata. « Ce n'est pas la votre, c'est la notre ! » Et je me taisait, sachant qu'il avait raison... » - Avait-il raison ? Je me le demande et je tend à dire non, mais le garçon pensa ce qu' « on » pensait à l'époque.

**L'auto-réflexion de Jean Améry.** « On ne pouvait pas comprendre » ... Il me semble que Laurel Leff d'un côté, voir Daniel Schneidermann, et de l'autre les deux critiques Leiter et Novick, ne peuvent guère s'accorder. Peut-être vaut-il la peine de rappeler l'auteur de « At the limit of mind » (« Par-déla de crime et châtiment » en français) à qui Leiter fait référence.

Ma sœur et mon beau-frère avaient connue Jean Améry lors de ses premiers interventions en Allemagne après guerre au cours des années 1960. De leurs récits j'avais une vague idée du personnage, du « survivant », de sa réflexion, son témoignage et «message» pour nous, qui étaient nés pendant la dictature, à peine pubertaires à la libération (ou « lors de la défaite » ? comme disaient d'autres). Jean Améry, Hans Mayer, le garçon d'une famille autrichienne, une des quelques familles juives au village depuis des générations, avait perdu son père à la guerre à l'âge de quatre ans, il reçoit une éducation catholique, sa mère étant observante. L'apprenti libraire étudie la philosophie et la littérature à Vienne, largement en autodidacte et commence à écrire, à publier. Les lois allemandes antisémites, a fortiori celles de 1935, font de lui un militant anti-nazi. Mariés en 1937 (selon la tradition juive), les époux s'enfuient à Anvers au moment de l'Anschluss. Il est interné à Gurs en 1940, réussit à s'enfuir en 1941 et joint la résistance germanophone à Bruxelles. Arrêté par la Gestapo en juillet 43 – sa femme réussira à se cacher – il est torturé : dorénavant Hans Mayer sera « un mort en sursit ». Il survit le travail à l'usine Buna d'Auschwitz-Monowitz où il rencontre Primo Levi, et ensuite l'esclavage à Dora Mittelbau avant d'être libéré à Bergen-Belsen en avril 1945. Il retourne à Bruxelles. Comment retrouver un « je », celui de l'intellectuel Hans Mayer étant annihilé ? Essayer d'oublier ou essayer de parler de ce qui c'est passé? Le dernier terrain de refuge, d' « identité » de Hans Mayer est la langue qui est celle des bourreaux, ce que distingue Jean Amery de Primo Levi. Par crainte de perdre ce refuge, il se décide à « oublier » l'inoubliable. Pour gagner sa vie, il écrit pour des journaux suisse-allemands. Hans Mayer devient Jean Améry.

Prèsque 20 ans il ne met pas les pieds en Allemagne et réprime la confrontation avec l'insurmontable. Suite à l'ouverture du « procès d'Auschwitz » à Francfort, il accepte l'invitation de Helmut Heißenbüttel, rédacteur à Radio Stuttgart, pour une série de quelques essais en 1964. Il tache d'exprimer la « vérité » que la torture lui a fait connaître : «Améry a vu, a reconnu d'abord en

l'autre, puis en lui-même, l'abominable. Et de cela, non refouable, il a fait sa cause d'écrivain. » écrit Colette Chouraqui-Sepel (née 1951), psychanalyste lacanienne. Peut-être. Il a écrit qu'il « continu » à balancer, pendu aux bras liés au dos, les épaules déboîtées, ses défenses intellectuelles annulées, traité de coups de fouet, s'accusant de tout et n'importe quoi. Pris entre l'envie et l'impossibilité de défaire ce qui c'est passé, « l'insurmontable » devient l'élément de ses réflexions, l'élément de signifiante universelle. Surmonter l'insurmontable différence entre « je » et l'autre, entre je et la société. Ce qui concerne nous tous, notre auto-réflexion, ainsi que la façon de laquelle s'y prend celui qui par l'expérience de la torture y a été forcé à jamais : faire jouer le « clair-obscur » entre intellect et émotion. Améry le « révolté », le « sceptique » se tourne pour ainsi dire 'logiquement' « contre une actualité qui place l'incompréhensible dans la mémoire froide de l'histoire et le falsifie ainsi d'une façon révoltante - Où a-t-il été décrété que l'éveil doit arriver sans émotions ? Le contraire me semble vrai. »

Roy Ben Shai, enseignant au Sarah Lawrence college à New York, université privé connue pour avoir accueilli nombre de femmes et hommes chercheurs persécutés et aussi pour son exclusivité coûteuse, explique (Living without. On the moral philosophy of Jean Améry, Eurozine 2007) : « Le clair-obscur meta-textuel entre le personnel et l'universel s'exprime également dans le contexte philosophique ; là c'est le clair-obscur entre « pathos » (en sens large l'expérience vécue, subie, soufferte) et « logos » (lié à l'intellect, au savoir, à la langue, à la raison, à l'esprit). Pathos dans son apparence la plus radicale est personnel, tandis que logos est impersonnel, désensualisé. Dans notre vie quotidienne nous ressentons rarement une tension entre les deux, il est difficile d'y voir une opposition, mais le thème (subject matter) pour Améry est toujours ces expériences exceptionnelles où logos est presque totalement éteint ou rendu incapable. Toutefois, dans sa tentative rigoureuse de thématiser ces expériences en elles-mêmes, de dévoiler quelque chose d'universellement contraignant, Améry insiste toujours à sauver logos. Mais cela ne se fait pas par un acte d'appropriation ou de consommation de ces expériences, mais par leur ouverture et le maintien d'un clair-obscur autour. » Pour nous autres : maintenir ce clair-obscur dans notre réflexion inévitable sur l'insurmontable distance entre moi et l'autre, entre moi et la société.

Je reviens à Laurel Leff et ses critiques. Elle, Daniel Schneidermann et les deux critiques cités, écrivent avec une conscience aiguë de la shoa et de la brutalité nazie. Conscience développée par l'auto-réflexion, par l'auto-réflexion face à « l'insurmontable à surmonter » universel selon Améry. La différence entre les deux partis, au-delà de considérations plus immédiates, sur un plan « philosophique », pourrait-elle se trouver dans l'attention donnée au « clair-obscur » améryen ? Dans une tendance plus forte des uns à effacer « l'insurmontable » avec la mentalité d'un « discours du parquet ».

Améry a exprimé comment le nazisme avec son apothéose de la « communauté du peuple » a son principe dans la torture : les individus sont liés en « communauté » par le sadisme libéré dans chacune et chacun et s'affirme dans un sentiment d'omnipotence dans la volonté d'exterminer au nom de l'État. Quand Améry insiste sur la réflexion de l'insurmontable, il prône ni

réconciliation ni pardon. Les criminels doivent être jugés et il dénonce les nombreuses failles de la juridiction allemande. Mais « sa trouvaille » est le maintien du « clair-obscur » à l'encontre d'une dialectique qui tend à effacer l'insurmontable.

C'est ainsi que Peter Novick résume à la fin le grand premier chapitre de son livre : « Pour toutes ces raisons, dans tous les médias et dans presque toutes les déclarations au public pendant la guerre, il n'avait pas beaucoup de conscience, d'attention au sort particulier des juifs de l'Europe. Parfois par manque d'information, parfois le résultat de façons de penser et de parler spontanées et « de bonne intention ». Quand on parlait consciemment et délibérément moins des victimes juifs, les buts n'étaient que peu vicieux : souligner que les nazis étaient l'ennemi de l'humanité entière, d'un coup les deux : élargir le support du combat anti-Nazi et contrecarrer la reproche que la deuxième guerre mondiale était une guerre menée pour les juifs. Certes, parmi ceux qui minimisaient la souffrance particulière des juifs il y en avait avec des motifs moins bien intentionnés, mais il y a peu de raison de croire qu'ils avaient beaucoup d'influence. En tout cas, le résultat fut que pour la très large majorité des Américains, la guerre durant (et, nous allons voir, pendant un certain temps après) ce que nous appelons maintenant l'Holocaust, n'était ni quelque chose bien distincte ni particulièrement remarquable. Le meurtre des juifs d'Europe, quand il fut compris ou reconnu, n'était juste qu'une dimension d'innombrables d'un conflit qui coûtait des dizaines de millions de vies autour du globe. Ce n'était pas « le » Holocaust, mais seulement la fraction juive (sous-estimée) du holocaust que le monde a « avalé » à l'époque ».

Peter Novick résume une réalité attristante, révoltante. Il décrit le passé non pas en colère mais avec une sensibilité particulière pour le désordre historique (et actuel) et, à mon avis, sans avoir « oublié » la persécution des juifs à aucun moment.

**12. Journalistes et informateurs.** Ils se trouvaient à Berlin, l'ancienne capitale prussienne, depuis 1871 la ville du Kaiser, depuis 1919 celle du gouvernement de la République et dès 1933 celle de la dictature qui attribue à Munich le rôle de la « Capitale du Mouvement ». En 1934, Philippe Barrès, fils du « chantre du nationalisme » et correspondant du *Matin* à Berlin, avant de devenir le directeur du journal, a décrit l'ambiance: « Le parfait agencement géométrique de l'aérodrome de Tempelhof, de cette grande ville vide, aux longues perspectives qui annoncent déjà Varsovie, Moscou, de la gare de chemin de fer où je vais prendre mes bagages — on connaît tout cela et nous le reverrons. Mais ce qui force l'œil et pénètre l'esprit, c'est l'élan silencieux de ces employés vêtus de vert. La ruée sur le travail, chance rare qui produit la bouchée de pain. Voilà qui renchérit sur mes anciennes expériences allemandes »

« La beauté de Berlin, c'est d'être bâtie autour d'un parc ovale, le Tiergarten, où poussent d'admirables chênes. C'est d'être une ville plate, aux maisons basses, sans tours ni collines, et qu'on ne peut connaître qu'en la parcourant. C'est d'être une ville aux larges avenues vides, tristes, où l'air des steppes et de la Baltique arrive prodigieusement pur. »

« C'est d'être enfin une ville récente, sans trésors personnels, comme la Prusse elle-même et qui ne vit, comme toute la Prusse, qu'à force d'énergie. Une ville riche de la seule richesse des conquérants, menaçante et menacée. »

Un Berlin, une Prusse sans trésors personnels ? Richesse seule des conquérants ? Un point de vue... Mais penchons-nous sur les correspondants étrangers dans cette ville et « l'écologie » de ce petit monde.

**La situation, les risques, l'attitude.** Kurt Baschwitz (1886-1968), rédacteur en chef de l'organe « Zeitungsverlag » des éditeurs de journaux allemands, était l'auteur de plusieurs études sur « L'hystérie des masses, ses effets et sa maîtrise » depuis 1923. (Il s'agit de « Massenwahn » : un ensemble de représentations mentales aberrant, partagé par une foule de gens. Sans qu'il y ait toujours ce qu'on nomme communément un comportement hystérique.) Il avait dû s'enfuir en 1933. Enseignant « les sciences de la presse » à l'université d'Amsterdam depuis 1935, il perd son poste avec l'occupation, se cache, finit par être arrêté, mais avant d'être déporté, sa fille obtient sa libération du camp de Westerbork. De nouveau caché, il survit la guerre, enseigne à la nouvelle faculté de politologie et sciences sociales, obtient la chaire « Psychologie des masses » et publie plusieurs livres à ce sujet. Au début de son activité il avait écrit : « Celui qui veut tracer les origines de l'hystérie de masses doit surtout rester sur ses gardes des hystéries de masses dans lesquelles il est pris comme chaque humain mortel. » De nos jours en parle de la « colonisation culturelle » que nous vivons tous plus ou moins.

Temporairement collaborateur de Baschwitz après guerre, Hans Daalder (1928-2016), futur politologue à l'université de Leiden, écrit en 1953 par rapport aux journalistes face à la dictature allemande : « La situation nous paraît comme un somnambulisme où on observe un monde extérieur étrange. On le sait – mais on n'ose pas se réveiller. » Cité ici d'après Paul Stoop (p.59) qui à la fin de sa dissertation amstellodamoise de 1987 (p. 397) conclut : « La présentation des conditions de travail des correspondants étrangers à Berlin éclaire à quel point la dimension « politique de la presse » pouvait déterminer l'activité journalistique. Les journalistes étrangers à Berlin couraient en permanence des dangers aigus de deux sortes : d'un côté le danger de s'adapter à la « Nouvelle Allemagne » par conviction et/ou par opportunisme et de l'autre côté celui d'être molesté pour reportage mal vu, ou menacé ou expulsé. Pour ce qui étaient les correspondants hollandais, deux collaboraient consciemment avec le régime, deux furent expulsés (Levinus Van Looi (1897-1997) / Het Volk 1934 et le très catholique G. Ridder de Van der Schueren du De Maasbode 1936, Tine Laudy / De Tijd, la première femme correspondante néerlandaise, fut remplacée par un homme avec le nazisme arrivant au pouvoir. KS) D'autres se voyaient contraints à se distancier de leurs rédactions et de présenter leurs excuses. Aucun correspondant qui séjournait en Allemagne ne pouvait se tirer d'une confrontation avec la politique de presse national-socialiste, se tirer d'un compromis quelconque, d'inspiration oppositionnelle ou pas. Vu la haute priorité que les journaux, à l'exception de ceux de gauche, attribuaient à la permanence de leurs représentants en Allemagne, cela devait mener à un comportement décidément tactique.... »



Le social-démocrate expulsé, Levinus Van Looi, avait jadis confirmé, que les représentants de la presse bourgeoise avait plus de difficultés, parce que leurs rédactions les obligeaient de rester à tout prix, ce qui impliquait toujours des compromis.

Dans de telles circonstances on devait démissionner ? Pourtant, de nombreux cas sont connus où pour une bonne cause, ou vue comme telle, quelqu'un s'est adapté en apparence pour pouvoir agir clandestinement. Dans ce cas, les informations obtenables doivent valoir la perte de droiture et de sincérité, voir d'intégrité éthique. Une activité clandestine, une double personnalité, une couverture, caractérisent les militants qui ont une activité underground, les agents secrets et parfois les diplomates, les journalistes qu'on a appelé « honorables correspondants ». Parmi les correspondants à Berlin il y en a eu qui portaient ces doubles casquettes.

**La « Stammtisch ».** William Shirer (1904-1993), antérieurement correspondant de la Chicago Tribune à Paris, était devenu reporter de la future radio CBS de la presse Hearst à Berlin en 1934. Le futur auteur de « Le Troisième Reich des origines à la chute » (Rise and Fall of the Third Reich 1960), livre qu'a stimulé l'intérêt d'Erik Larsson pour les Dodd (voir plus haut), quitta l'Allemagne au printemps 1941 après avoir reporté « life » de l'armistice à Compiègne l'année d'avant. En juin 1941 parut « Berlin diary », *Mon journal à Berlin. Le journal d'un correspondant étranger, 1934-1941* (en français au Canada en 1943). Aujourd'hui on sait que, pour la version publiée, l'auteur avait reformulé ce qui laissait entendre une certaine sympathie pour les nazis. Sous le 18 juin 1935 il décrit la « Stammtisch », la table habituelle « traditionnelle » (en allemand « der angestammte Tisch », bref der Stammtisch) d'un nombre de correspondants étrangers à la « Taverne », restaurant berlinois à la Kurfürstenstrasse 124, au coin de la Courbièrestrasse. Téléphone Barbarossa 2300 Au « Stammtisch » dans les récits ici cités, revient le rôle d'un élément littéraire qui provoque l'illusion des lecteurs « d'avoir été présent ».

Voici ce qu'avait noté Shirer : « Finie ma journée à la Taverne, comme si souvent le soir. La Taverne, un Ristorante Italiano, géré par Willy Lehmann, un Allemand grand et jovial qui n'a rien d'un Italien, et sa femme, une menue et timide Belge, est devenu une institution pour les correspondants britanniques et américains ici, qui nous aide à rester à peu près sains et offre l'occasion de rencontres informelles pour parler affaires – sans quoi aucun correspondant étranger survivra à la longue. Une table dans un coin toujours réservée pour nous et à partir d'environ 10 heures du soir jusqu'à 3 ou 4 heures du matin en général complète. Normalement Norman Ebbutt préside, tirant toute la soirée sur sa vieille pipe, pendant qu'il parle et argumente avec une voix faible, aigu, et partage sa sagesse, car il est ici depuis longtemps, a des contacts au gouvernement, dans le parti, les églises et dans l'armée, et il est d'une intelligence futée. » Shirer écrit qu'Ebbutt s'est plaint que le Times soit sous l'influence des pro-Nazis à Londres et n'imprime pas tout ce qu'il leur envoie, que cela le déprime et qu'il pense quitter. Ebutt a du quitter l'Allemagne suite à un ultimatum nazi adressé à la rédaction londonienne en août 1937. De nombreux collègues et connaissances furent présents à son départ de la gare de Charlottenburg. De retour à Londres, un avc le força à abandonner le journalisme. Shirer quitta l'Allemagne en automne 1940, et publia son

« Berlin Diary » en 1941. Pierre Huss (1901-1966), son collègue ou chef à l'antenne qui deviendra la radio CBS, restait un ans de plus et publia «The Foe We Face » (L'ennemi que nous avons en face) en 1942. Voici son souvenir d'un jour en mai 1941 :

« J'étais assis au Stammtisch (table réservée pour les habitués) au fameux Ristorante Taverne à Berlin, propriété de et géré par je-m'en-fou-Willy Lehman qui jadis avait été une notoriété du cinéma, directeur-pionnier de stars comme Lola Negri et Lya de Putti. La moitié des meilleurs directeurs à Hollywood aujourd'hui connaissent Willy et ont travaillé avec lui jadis dans les studios oubliés de Berlin. La clientèle de son restaurant sont avant tout des gens du cinéma, des diplomates et des correspondants étrangers. Les grands de Naziland y vont et la Gestapo est toujours là à l'écoute. Mais on leur donne rien à la Taverne. »

Une photo carte postale de l'intérieur montre une table ronde, un vase de fleurs au milieu, un banc rembourré dans l'angle du coin derrière, tapis et tableaux au mur, la vue ouverte sur une salle à côté avec d'autres tables. Au mur aussi, côte à côte, le portrait d'Hitler et celui de Victor Emmanuel III. Atmosphère plutôt « cosy ».

**Les femmes du métier.** Je me tourne vers le texte de Sharen Blair Brysac, *Resisting Hitler, Mildred Harnack and the red orchestra*, Oxford 2000. L'auteure décrit une invitation du 8 mai ( ! KS) 1935 à l'ambassade des E.U. de laquelle une liste des invités a été conservé. Écrivant que « quelques invités étaient des habitués du Stammtisch, les quelques 20 journalistes américains et leurs épouses » elle reprend, modifie et complète l'énumération de Shirer : « Sigrid Schulz, la blonde hôtesse de partis, correspondante du Chicago Tribune, l'homme de l'AP, « Louis P » et madame Lochner – qui représente, on ne peut plus, la dame allemande d'un certain âge. Au coin Pierre Huss de la presse Hearst bavardant avec Wally Deuel du Chicago Daily News. Huss, lisse, poli, ambitieux, est toujours en bonnes termes avec les nazis, peut-être parce que sa spécialité est ce qui fait jaser et qu'il est au courant de toutes les allusions sexuelles de la capitale. Le jeune Deuel, zélé et travailleur avait remplacé Edward Mowrer, l'ancien président de l'Association de la presse étrangère avec sa centaine de membres. Mowrer avait été expulsé. Quand on lui avait dit qu'il devait quitter l'Allemagne parce que le Führer avait lu son livre, *Germany Puts the Clock Back* et l'avait trouvé insupportable, Mowrer repliquait sur le champ : « c'est amusant. J'ai lu son livre, et je ne le supporte pas non plus. » Le New York Times est représenté par Guido Enderis, homme d'une soixantaine avec sa cravate rouge, son signe de marque, par Otto Tolischuss, le «soutient principal ( chief prop ) du bureau » et par Fred Birchall avec sa barbichette, le chef du bureau européen. Étonnant qu'il y eût aussi John Elliot du Herald Tribune, non-fumeur et non-buveur, rarement vu à une fête. John William du Christian Science Monitor y était également. Deux ou trois couples d'accent anglais, dont Norman Ebbutt, du London Times, le doyen du corps de la presse, qu'on disait être le mieux informé des correspondants en ville et le plus morose ; la dame au nez aquilin à son côté, d'une intelligence indoutable, est sa collègue, que tout le monde connaît simplement comme madame Holmes. »

Sigrid Schultz (1893-1980), selon Shirer « la seule correspondante femme dans nos rangs, dynamique, joyeuse et toujours bien informée » avait grandi à Chicago, à Stuttgart et à Paris. Elle parlait couramment norvégien (ses parents étaient venus de Norvège), anglais, allemand, français. Ses parents malades l'avaient retenu à Berlin pendant la guerre de 1914. Dès 1919 elle est la correspondante du Chicago Tribune pour l'Allemagne et devient la chef du bureau pour toute l'Europe centrale en 1926. Sous le 10 mai 1933, titré « Les nazis mettent le feu à des milliers de livres. Les œuvres de juifs sont détruites en grands feux de joie », elle avait écrit : « Ce soir vingt-cinq mille livres d'auteurs juifs, socialistes et pacifistes furent emportés par les flammes devant l'université. Des étudiants en costumes des corporations dirigeaient la mise à feu des paquets. » À partir de 1938 Schultz participait également à la radio coopérative du Mutual Broadcasting System MBS, le Mutual (e.g. <http://www.otr.com/ra/news/1939-08-28%20MBS%20Sigrid%20Schultz%20In%20Berlin.mp3> ). Elle réussit, parfois en écrivant sous pseudonyme et ne postant que de Copenhague ou Oslo, à ne quitter son poste qu'après une blessure lors d'un bombardement de Berlin en 1940. Elle tomba malade du typhus en Espagne et partit aux États Unies. Guérie elle se lance dans une tournée de conférences basées sur sa connaissance de l'Allemagne nazi. Son livre « Germany Will Try it Again » (L'Allemagne l'essayera de nouveau), paru en 1944, résume la conviction qu'elle s'était faite pendant les presque 30 ans en Allemagne, dont 20 comme journaliste, que les forces qui avaient poussé le pays à la première guerre et ne se voyaient pas vaincu, voir Ludendorff, avaient aussi porté Hitler au pouvoir et agiraient au delà d'Hitler. Un livre dans le contexte d'appui à la guerre. Schultz revient avec l'armée américaine, voit Buchenwald et témoigne au procès de Nuremberg. En 1939 elle avait participé à la fondation du Overseas Press Club of America, initiée entre autres par Peggy Hull, correspondante « embedded » de la première guerre. En 1962 elle publia Overseas Press Club Cookbook, une collection de recettes de cuisine de correspondants internationaux. Quand elle meurt, il paraît qu'elle travaillait à un livre sur l'antisémitisme.

Sharen Brysac se réfère au journal de Shirer et aussi à Bela Fromm, *Blood and Banquets, A Berlin social diary*, New York 1942. Cette auteure fut une des invités à l'ambassade de 1935. Bela Fromm (1890-1972), dame de la vieille bourgeoisie juive en Frankonie, aide-infirmière à la guerre de 14, propriétaire d'une villa à Berlin près du Tiergarten avait perdu le gros de sa fortune, avait donc commencé à travailler pour la presse Ullstein en 1928. Sa familiarité avec « la haute » et les dirigeants du pays faisaient que ses contributions à la rubrique société, notamment celles sur le corps diplomatique à la Vossische Zeitung l'avaient rendu particulièrement connue d'autant plus que sa villa était un lieu de rencontre entre collègues journalistes, diplomates, fonctionnaires et politiciens. Interdit de travailler en 1934, elle met sa fille en sécurité aux E.U. et retourne à Berlin l'année suivante en pleine connaissance du danger. Elle ne repartit à New York que 2 mois avant le pogrom de novembre 1938. Elle vit de petits jobs quand une vieille connaissance, Frederick Thomas Birchall (1871-1955), de 1932 à 1941 correspondant en chef pour l'Europe du NY Times, et aussi Emery Reves (1904-1981), l'écrivain- « nègre » des « mémoires » de deux « apostats » de l'hitlerisme, Fritz Thyssen et Hermann Rauschning, lui proposent d'écrire son « journal de Berlin ».

Paru en 1942, plutôt que d'un journal, il s'agit d'un texte de combat anti-hitlérien à base d'événements, d'expériences et anecdotes personnelles, dûment commentés, non sans sarcasme. Source d'utilité limitée pour l'historien mais un bestseller en temps de guerre. Nea Matzen (1961-), sa biographe, nous informe que Fromm avait aussi engagé un « nègre ». Matzen raconte également, que Bela avait une vieille amie du temps de son travail à l'hôpital militaire, Eva von Schröder. En 1931/32 Eva, membre du parti hitlérien d'une certaine ancienneté avait initié la fondation d'une association d'assistance aux anciens combattants et nazis en détresse, la « Volkswohlfahrt » nationalsocialiste (assistance sociale populaire, parallèle à la « Arbeiterwohlfahrt », l'assistance sociale ouvrière). Contre l'idéologie officielle du parti mais avec l'accord de Georg Strasser et de Goebbels. Elle avait sollicité l'intégration à la Ligue d'associations libres d'assistance sociale. En Mai 1933 Hitler en fait de la « NSV » l'organisation qui met les autres associations sociales au pas et qui aura jusqu'à 17 millions de membres cotisants en 1943. Schröder fut nommé vice-présidente. Fromm avait rompu avec elle.

Surprise : suite au massacre du 30 juin 1934, Schröder offre son aide à Fromm à sauver des prisonniers et leur faire faire des visas dans la mesure où le consul général américain à Vienne George Messersmith (1883-1960) collabore. Il est tenu par les directives de son ministre en matières d'immigration y compris une liberté de décision à sa discrétion. Un effort limité pour bien peu de monde mais tout de même, auquel les deux femmes s'attachent jusqu'au départ de Bela, accordé non sans l'aide de son amie. Hans von Dohnany, prisonnier à Sachsenhausen depuis avril 1943, fut condamné à la pendaison le 6 avril 1945. Malade, alité devant le juge SS. Eva von Schröder est allé le voir, « enfin une personnalité du régime a le courage de venir me voir » lui eût-il dit. Il a été exécuté le 9 avril.

Bela Fromm voyage avec son Bestseller à travers les États Unies, une inconditionnée de la politique de Roosevelt, elle s'engage à gagner autant de support que possible à la guerre. Elle revient en Allemagne pour témoigner au procès des diplomates à Nuremberg et pour aider son amie frappée par une « dénazification » que Bela trouve aberrante, vu le nombre de grand malfaiteurs qui s'en sortent peu ou pas du tout touchés. Sur le rôle de George Messersmith, sous-secrétaire d'état à partir de 1936 voir Fritz Kieffer, « Judenverfolgung in Deutschland – eine innere Angelegenheit ? (La persécution des juifs en Allemagne – une affaire interne?) Internationale Reaktionen auf die Flüchtlingsproblematik 1933-1939 (Réactions internationales à la problématique des réfugiés) », Stuttgart 2002, page 165.

Une autre réfugiée, française, égyptologue, mais depuis la guerre également journaliste et pas la moindre, Geneviève Le Quesne - Tabouis (1892-1985) s'est engagé de convaincre les Américains de la nécessité de la guerre. De 1933 à 1940 Tabouis, nièce des deux ambassadeurs Jules et Paul Cambon, très proche du premier, disposant d'un cahier d'adresses exceptionnel, avait informé les lecteurs à la Une de l'Oeuvre, grand quotidien de gauche. Anti-fasciste, anti-munichoise contrairement à son confrère Marcel Déat, elle avait du s'enfuir à Londres. Au lieu de participer au travail de ses confrères de l'entourage de De Gaulle elle avait préféré une mission de Churchill aux

États Unies afin de convaincre Roosevelt d'entrer en guerre. Elle n'y réussit pas, mais se lie d'amitié à Eleanor Roosevelt, promeut la France libre par un périodique qu'elle fonde et surtout par une émission régulière à la Radio. Après la guerre elle contribue de nouveau à la presse en France. Elle confirme sa réputation pendant 30 ans à partir de 1957 par une fameuse chronique, « Les dernières nouvelles de demain » sur Radio Luxembourg où son mari Robert Tabouis, président de la Compagnie générale de TSF, fut l'administrateur délégué (à écouter en rapport avec l'actualité du Brexit: <https://criminocorpus.hypotheses.org/40310>, son émission sur la conférence de Dublin en mars 1975).

D'une douzaine d'années plus jeune que Fromm, née, elle aussi, dans une famille de la bourgeoisie juive, Stefanie Landeis (1902 Vienne - 1999 Paris), Stéphane Roussel plus tard, est également devenue journaliste à Berlin quoique d'une façon différente. Elle avait perdu sa mère en 1908, son père travaillait pour l'ambassade française, Stefanie grandit à Paris, fit des études de langues à Paris et à Vienne et trouva un job avec l'agence d'artistes Wolff&Sachs à Berlin. À partir de 1930 elle est d'abord secrétaire au bureau berlinois du *Matin*, grand quotidien conservateur de Paris, propriété des frères Bunau-Varilla qui ne cachent pas leur sympathie pour les dictatures. Quand Philippe Barrès (1896-1975), le correspondant du journal et l'auteur de « Sous la vague hitlérienne » en 1934, quitte Berlin la même année – il sera chef de rédaction en 1935 - Landeis devient « notre correspondant particulier » : la première correspondante française à l'étranger. En 1938, en désaccord avec la ligne munichoise du propriétaire, Barrès quitte *Le Matin* pour *Le Soir* et le bureau berlinois ferme. Landeis retourne en France, se marie, devient Stéphane Roussel et se trouve à Londres au moment de la guerre. Barrès la met en contact avec l'équipe qui publia « France » un quotidien financé par les anglais, tirage jusqu'à 35 000, qui s'adressait au français en Angleterre, notamment aux 20 000 soldats. En été 1940 il y avait les initiateurs Pierre Gomert, jadis créateur de la Section information de la SDN, Georges Gombault (né Weiskopf), membre du Conseil d'administration du Syndicat des journalistes, Louis Levy, animateur du cercle Jean Jaurès, et Charles Gombault, fils de George, et André Rabache, ancien correspondant du *Matin* à Rome, « gaulliste », les directeurs. Se refusant strictement de critiquer la France libre, le journal regroupait l'opposition à De Gaulle sur le plan des idées. Georges Gombault voyait en lui le militaire qui « a des ambitions politiques ». Par ailleurs France, le journal a été, l'historienne israélienne Renée Poznanski l'a montré, un autre exemple pour la façon, plus ou moins générale, de traiter l'information sur les persécutions des juifs. Le journal se conforme aux directives qu'avait reçu la BBC de ne pas singulariser les persécutions des juifs dans l'information sur la terreur nazi, ce qui revient à une minoration. Poznanski se réfère e.a. au témoignage de Raymond Aron (*Propagandes et persécutions. La Résistance et « le problème juif »*, Paris 2008)

Alors Stéphane Roussel faisait partie de l'équipe de « France ». Après la guerre elle paraît d'abord avoir travaillé pour un bureau de l'AFP. Elle devient correspondante de France-Soir à Bonn en 1952. Elle participa régulièrement, des décennies durant, à la table ronde télévisée des correspondants étrangers le dimanche midi (*Internationaler Frühschoppen*). Elle se charge de faire comprendre la politique française au public allemand et vice-versa. Notamment celle d'Adenauer,

l'homme qu'elle a particulièrement estimé. En janvier 1985 parut d'elle « Les collines de Berlin – un regard sur l'Allemagne », où elle revient sur ses années au centre de la dictature et des jeux olympiques. On la cite avec « le journaliste n'est qu'un témoin, pas plus. Entre sa personne et la tragique des événements vient d'abord le devoir d'informer ses lecteurs, ses émotions personnelles peuvent attendre ! »

Il y a eu une autre correspondante américaine à Berlin, Dorothy Thompson, selon Time Magazine du 12 juin 1939 « la femme la plus influente des États Unies après Eleanor Roosevelt ». Le 26 août 1934, le lendemain de son arrivée à Berlin à son nouveau poste chez Universal Service, William Shirer note: «Knickerbocker m'apprend que Dorothy Thompson est parti de la gare de Friedrichstraße peu avant mon arrivée hier. On lui a donné 24 heures pour quitter le pays. » Shirer suggère avec Knickerbocker que Hanfstaengel, l'ami pianiste d'Hitler, germano-américain et le responsable nazi pour la presse étrangère ne lui a pas pardonné son interview du printemps 1932, « J'ai vu Hitler » où elle avait parlé du « prototype du petit homme », concluant « Oh Adolph, Adolph ! You will be out of luck ! » (Tu n'aura pas de chance!). Quelle erreur ! Thompson quitta Berlin avec sa compagne Christa Winsloe (1888-1944), germano-hongroise, sculptrice, écrivaine et journaliste, auteure e.a. en 1930 de la pièce de théâtre à l'origine du film « Jeunes filles en uniforme » et ouvertement lesbienne. Si on ne trouve pas les causes de l'expulsion de Thompson dans ses écrits après le massacre du 30 juin, il y en a peut-être pas la moindre dans son homosexualité devenue gênante pour quelques pontes nazi avec lesquelles elle entretenait des relations amicales. Winsloe, ne trouvant pas de travail aux E.U., retourne en Europe, à Cagnes où elle vit avec l'écrivaine suisse Simone Gentet (1898-1944) dès 1939, tout en gardant le contact avec Thompson. Pendant l'occupation les deux femmes aident les réfugiés. Au début de 1944 elles s'enfuient à Cluny, demandent et obtiennent un visa pour l'Allemagne à la Kommandantur, leur but étant d'aller en Hongrie. Dans l'atmosphère chauffée contre l'occupant, mais plutôt motivés par l'homo- et xénophobie, quatre hommes, aucun d'eux de la résistance, les enlèvent et les tuent. Au procès en 1947 des dirigeants locaux des FFI couvrent les meurtriers, ils sont acquittés. En 1946 Thompson, à sa demande, fut mise au courant par l'ambassade en France.

Fille de pasteur méthodiste, Dorothy Thompson avait grandi à Lancaster/NY à 50 km des chutes de Niagara. Elle avait perdu sa mère à l'âge de 7 ans. À quinze ans son père l'envoya chez des parents à Chicago. En 1914 elle termine ses études avec un bachelor de l'université de Syracuse/NY et travaille pour la campagne du mouvement des suffragettes qui, dans l'état de New York, réussit avec 54 % des votes au référendum de 1917. Thompson part alors à New York et se lance dans le journalisme. En 1920 la jeune journaliste free lance se rend d'abord à Vienne, d'où elle part à Berlin en 1924 où elle est la chef du bureau du New York Post et du Public Ledger. Elle fréquente nombre d'écrivains, et se lie d'amitié à Carl Zuckmayer. De 1928 à 1942 elle est mariée à l'écrivain Sinclair Lewis. En 1929 elle publie à Londres The New Russia (La nouvelle Russie) le résultat d'un voyage en 1928. Elle déplore la destruction de la bourgeoisie et critique la répression de la religion ainsi que la puissance supra-légale de la GPU. Son expulsion par les nazi en 1934 la fait dire que « ... penser qu'Hitler n'était qu'un homme ordinaire, si vous êtes allemand est possible

de prison, heureusement je suis américaine, on ne m'envoie qu'à Paris. Pas la pire des choses. » À son retour aux E.U. elle met, tel que Fromm et Schultz, son expérience du nazisme au service de la cause anti-hitlérienne, à travers la radio et à partir de 1936 dans sa propre rubrique « On the Record » (Enregistré) du New York Herald. Pendant la guerre ses articles parurent dans de nombreux journaux presque tous les jours.

**Martha et Mildred.** William Shirer, en parlant du Stammtisch, communique aussi : « Souvent il y a Martha Dodd, fille de l'ambassadeur, jolie, vivante, une puissante débattuse. » Attirée par tout ce qui touchait à la littérature ou l'incarnait, Martha Dodd (1908-1990), écrivaine modeste à l'époque, était le centre des invitations à l'ambassade, et celle qui choisissait sa partie des invités. La future Mme Stern n'anticipait certainement pas qu'elle et son mari devraient un jour s'enfuir derrière le rideau de fer, et qu'elle passerait les dernier 30 ans de sa vie à Prague. Arrivée à Berlin en juillet 1933 avec ses parents et son frère, elle fut recrutée à partir de l'année suivante par le service secret soviétique. Un amour inégal pour un diplomate de son âge, Boris Vinogradov, ainsi que son travail d'informatrice, persistait au-delà de la mort de Vinogradov qui fut exécuté « par Stalin » en 1938. Selon une lettre qu'elle écrivait en 1985 à Shirer, la disponibilité de Dodd « d'aider les russes », se développa avec son dégoût du nazisme, avec le massacre du 30 juin 1934, avec un voyage à Moscou en juillet 1934, avec la guerre d'Espagne, avec la conviction que l'Union soviétique soit la seule opposition efficace au nazisme. Quand elle publie son livre « With Embassy eyes » (Avec les yeux de l'Ambassade) en 1939, un bestseller qui la rendu connue, elle n'en parle évidemment pas.

Je lis chez Sharen Brysac que Dodd s'est investie pleinement dans le combat contre les nazis. À son arrivée à Berlin, Dodd rencontre Mildred Fish-Harnack (1902 – février 1943) et les deux femmes deviennent vite des amies proches. Auteure de la biographie de Mildred, Sharen Brysac a pu rassembler une étonnante quantité de matériaux, d'interviews, de documents. Un texte bien annoté, accompagné d'une bibliographie et d'un index. Je m'en suis servi pour le résumé qui suit. Brysac était tombé sur le sujet par son mari. Sa belle mère, Dorothy Meyer, son mari Ernst et Mildred Fish s'étaient connu jadis dans les cercles des « progressistes » à l'Université de Madison/Wisconsin, qui deviendront l'appui du gouvernement Roosevelt et du New Deal.

Mildred Fish est la fille d'un père « yankee », insouciant et instable, « d'une tendresse sans chaleur » d'après elle, et d'une mère d'origine anglaise, forte personnalité, adepte de la nouvelle Science chrétienne de Mary Baker Eddy. Elle grandit à Milwaukee 150 km au nord de Chicago sur le lac Michigan, une ville jadis dominée par l'immigration allemande. Étudiante en littérature à l'université de Wisconsin à Madison, 100 km à l'ouest de Milwaukee, Mildred écrivait pour le Wisconsin State Journal et obtint un emploi fixe en 1922 avec le magazine Lit, connue pour son non-conformisme. Avec un premier diplôme d'études elle enseignait la littérature. En 1926 un boursier Rockefeller, post-doctorant allemand, débarqua sur le campus. Arvid Harnack (1901-décembre 1942), juriste et économiste, et Mildred Fish se marient en août la même année. Rudolf Heberle, un autre boursier Rockefeller, sociologue dans le sillon de Ferdinand Tönnies (le fondateur

de la sociologie allemande), futur chercheur sur la montée du nazisme et sur les mouvements de masses, leur rendit visite l'année suivante et se souvient en 1946 que Fish-Harnack était « la » beauté du campus. et: « nous nous promenaient en forêt, excursions à pied, et Mildred nous lisait des poèmes. » En 1928 Arvid retourne en Allemagne pour finir sa deuxième thèse, Mildred accepte un poste d'enseignante de littérature dans un collège de filles à Baltimore, à 50 km au nord de Washington. Neuf mois plus tard, elle a obtenu une bourse allemande pour une thèse de doctorat. Elle part à Iena à la rencontre de la famille de son mari, dont sa mère Clara Reichau, peintre, social-démocrate, membre active de la Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), veuve d'Otto Harnack, germaniste, qui s'était suicidé quand Arvid avait 12 ans. Clara était de 22 ans sa cadette. Plutôt pauvre, Clara avec ses trois enfants s'était trouvée sa place dans la vie culturelle Iena, où elle était l'amie des Auerbach, Felix et Anna, dont la maison « style Bauhaus » construite en 1925 par Walter Gropius était un centre de nombre d'artistes et de savants contemporains. Les Auerbach, cible de diffamations des nazis locaux, se sont suicidés le 26 février 1933. Mildred trouva un guide pour l'histoire de la littérature germanique en Karl Viëtor à l'université de Giessen où Walther Fischer, spécialiste de la culture américaine, accepta de diriger sa thèse. Viëtor émigrera en 1937 quand on le priva de son poste, son épouse étant juive. Fischer restait non sans accepter des compromis avec le régime. Les deux disciplines « mineures » que Mildred devait choisir pour l'examen qu'elle ne passera qu'en 1941, étaient l'économie et la philosophie.

Arvid Harnack termina sa deuxième thèse avec Friedrich Lenz, économiste à Giessen. Publiée en 1930 « Le mouvement ouvrier aux États Unies avant le marxisme », était pour lui, en plus d'une thèse, l'expression de ses idéaux et de son programme. La crise économique avait démarré quand les Harnack aménagèrent à Berlin en 1930. Ils ne sont pas les seuls qui voient en Russie une perspective de politique économique et sociale. Arvid et Lenz fondent un groupe de recherches sur l'économie planifiée (ARPLAN), qui met Arvid en contact avec des économistes soviétiques. En février 1931, en pleine crise économique, Mildred commence à enseigner la littérature américaine à l'université de Berlin, elle voit la misère des étudiants, elle voit également l'affluence au nazisme. En mai 1932 son contrat fut rompu, malgré son succès auprès des étudiants. Sous la pression des restrictions financières la tendance était à l'exclusion des femmes et des étrangers. De surcroît l'intérêt pour le modèle soviétique, qu'elle tentait de transmettre à ses étudiants n'était pas opportun.

Un voyage privé en Russie avec ARPLAN à travers l'Ukraine en pleine famine, à Charkov, ensuite à Moscou, ne change en rien leur intérêt pour l'URSS. Au retour Mildred trouve un emploi d'enseignante au Lycée du soir berlinois, le BAG, fondé en 1927 par Peter Adalbert Silbermann (1878-1944) avec le support des social-démocrates, administré par la ville de Berlin dès 1930. C'était la première institution qui offrait l'accès au baccalauréat pour adultes à côté de leur travail-gagne-pain. Mildred s'y plaît, quelques étudiants resteront des amis. Silbermann perd son poste de directeur en 1933, émigre en Italie, ensuite aux E.U.. En juin 1933 Mildred joint le NSLB, l'organisation nazi des enseignants. Le premier des compromis des Harnack avec le régime.



Mildred participe également au Club des femmes américaines auprès de l'ambassade, y donne des conférences de temps en temps. C'est ainsi qu'elle rencontre Martha Dodd le jour où elle arrive en juillet 1933. L'amitié des deux à sa base dans leur intérêt commun pour la littérature. En 1934, au quotidien Berliner Tagblatt, Mildred fait paraître un essai « L'épique du Sud » sur Faulkner et le drame des noirs. Le sujet était tout sauf conforme au nazisme, mais Goebbels avait voulu faire du Tagblatt une vitrine pour le monde. Depuis avril 1934 il avait confié la rédaction en chef à Paul Scheffer à qui il laissait la main libre. Scheffer, journaliste connu pour ses reportages sobres, loin d'un journalisme d'opinion, fut, après sept ans en Union Soviétique et marié à Natalia Petrowna Loukine, ex-duchesse Wolkonskaia, un anti-communiste convaincu et persona non grata en URS. Il réussit à sauver le journal de la faillite, embauche des jeunes journalistes, garde une certaine indépendance, ne cède pas à l'antisémitisme ubiquitaire. À la fin de 1936, suite au changement de la politique, conséquence du plan nazi de 4 ans, il quitte son poste et l'Allemagne pour les États Unies. Sa femme est déjà citoyenne américaine, il le deviendra.

Mildred Fish-Harnack, dans sa pensée se sentait proche surtout du Thomas Wolfe (1900-1938) de « Look Homewards Angel – une histoire de la vie ensevelie ». En 1934 le Tagblatt publie son article « Trois jeunes écrivains des États Unies : Thornton Wilder, Thomas Wolfe und William Faulkner. » Et quand le jeune écrivain arrive à Berlin en 1935, elle a bien préparé le terrain et l'accompagne pendant son séjour qui s'avère une suite de triomphes même au-delà des milieux littéraires. Il a une affaire avec Martha Dodd, il fait le tour des bistrotts avec l'éditeur Heinrich Maria Ledig-Rowohlt et il se lie d'amitié à Mildred. Le 12 et 19 mai elle publie une interview en deux parties dans le Continental Post : « One of the Greatest of Younger American Authors in Berlin ». Wolfe parle pour la première fois de sa méthode d'écrire, de l'importance pour lui de son éditeur Max Perkins. Le 26 mai, le Tagblatt publie l'essai de Mildred : « Thomas Wolfe ». Wolfe « l'incarnation du monde libre » pour ses fans, ne cache pas son enthousiasme pour l'Allemagne telle qu'elle lui paraît. Antisémitisme qu'il est, le nazisme ne l'effraie nullement. Ni Dodd, ni Ledig-Rowohlt le font changer d'opinion. C'est Mildred l'année suivante qui réussit à diriger son attention sur la persécution des juifs. Pendant les jeux olympiques de 1936 Wolfe est revenu pour dépenser ses droits d'auteurs bloqués en Allemagne. Oliver Hilmes dans « Dix-sept jours en Août » place la scène (imaginée d'après le journal de Wolfe) à la « Taverne ». Une soirée, à une heure où la Stammtisch est encore vide. Mildred Harnack et Thomas Wolfe y sont à deux à une table, Wolfe toujours enthousiaste de l'atmosphère à Berlin. Il se lance à louer « la liberté d'opinion » qu'on puisse dire tout le mal des juifs en Allemagne à l'encontre des États Unies. Mildred commence à raconter le 1<sup>er</sup> avril 1933, la loi antisémitique concernant le fonctionariat, les lois racistes de Nuremberg. Elle finit par dire le mot « camps de concentration ». Elle l'aurait touché. En tout cas, en mars 1937 Wolfe publia l'histoire qu'il avait vécu en rentrant via Paris : l'arrestation par la police allemande d'un co-voyageur juif, à Aix-la-chapelle, dans le train, dans son compartiment. L'histoire : « J'ai une chose à vous dire » paru à la New Republic. Aussitôt les livres de Wolfe furent interdits en Allemagne.

En 1933 Washington avait « normalisé » les relations avec Moscou. En 1934 à Berlin, lors d'une réception chez Sigrig Schultz, Martha Dodd fut introduite à Boris Vinogradov, premier secrétaire à l'ambassade soviétique et l'attaché de presse. Quelques semaines plus tard elle, qui était connue pour de nombreuses aventures, dont, en arrivant à Berlin, celle avec le no 1 de la police secrète nazi, Rudolf Diels, tomba amoureuse du russe. Selon Shirer, Vinogradow, 31 ans, à Berlin depuis 1931, était bien vu par les journalistes, même par les plus conservateurs. Dodd l'invita au cercle de ses amis journalistes à la Taverne. Sa relation avec le communiste ne passa pas inaperçue. Mais la mise en garde par son amie Mildred et ce qu'elle avait appris avec Diels l'avaient guéri de sa tolérance du régime nazi, voir sa sympathie. Le massacre du 30 juin et un voyage en Russie la font prendre la décision d'informer les services soviétique, elle devient une de leur « sources » très appréciées.

La crainte d'une annexion de l'Autriche par Hitler avait conduit Mussolini à l'alliance de Stresa en avril 1935 et les gouvernements français et britanniques pensaient avoir évité un rapprochement des deux dictateurs. Ils avaient laissé croire le Duce qu'il avait la main libre en Afrique. Mais l'invasion en Éthiopie avait à peine commencé que la SDN l'avait condamné et décidé des sanctions contre l'Italie. Les sanctions étaient plus symboliques qu'efficaces, mais la désillusion de Mussolini avait définitivement mis fin à l'alliance de Stresa. L'Angleterre voyait ses intérêts coloniaux menacé et préconisa des mesures fortes, tandis Laval et Marcel Déat, secrétaire général du Parti socialiste poursuivaient une politique plus conciliante non sans opposition jusque dans leurs propres rangs. D'octobre 1935 à mai 1936 les troupes de Mussolini tuaient des centaines de milliers des 10 millions habitants d'Éthiopie. Le pays devient colonie italienne mais reste contrôlable qu'en partie.

En juillet 1936 la guerre civile commence en Espagne, Quand Franco déclarera la fin en avril 1939, en plus des combattants morts, au moins 143 000 opposés ont disparu et 200 000 républicains ont fui l'Espagne. L'Italie avait aidé à former 30 000 pouchistes et s'était engagé avec 80 000 soldats pour évité une alliance du gouvernement français du Front populaire avec la Frente popular d'Espagne. L'Allemagne avait livré des armes, du support médical, 12 000 combattants de la « Légion Condor ». Une trentaine d'avions avaient détruit Guernica, des navires de la Marine avaient bombardé la côte méditerranéenne. Les républicains avaient eu le support de la Komintern. Les protestations contre le show olympique nazi n'avaient pas abouti, les grands absents de février 1936 à Garmisch et des deux premières semaines d'août 1936 à Berlin: les sportives et sportifs de l'Union soviétique.

En janvier 1937 une nouvelle loi concernant le fonctionnariat est promulguée en Naziland. Un fonctionnaire (le texte ne distingue pas le féminin) prête allégeance au Führer et à l'État national-socialiste, il doit l'obéissance absolu à « l'État porté par le parti ». Aussi doit il dénoncer tout acte qui pourrait mettre en danger l'existence de l'État ou du parti national-socialiste. S'il a dissimulé ses origines non-aryennes ou celles de son épouse, il est à licencier, s'il n'a pas été conscient d'une telle illégalité, il est à mettre à la retraite... Par la suite, 9 sur 10 fonctionnaires sont

ou deviennent membres du parti. En mai 1937 Arvid Harnack entre au parti. Depuis 1935 il est haut fonctionnaire au ministère de l'économie. Son sujet de travail, la balance du commerce extérieur, justifie ses contacts avec des étrangers, notamment à l'ambassade américaine. De même des contacts plus ou moins quotidiens au ministère des affaires étrangères. Il est devenu une « source » précieuse pour les soviétiques, mais pas seulement pour eux, car il refuse de se voir comme « agent » ou « espion » il garde ses contacts avec ses amis de différents bords, opposés au régime, dont ceux du parti communiste clandestin. Parmi les dossiers des services soviétiques, devenus accessibles dans les années 1990 il y a celui de « Corcican », pseudo donné à Harnack : En 1940, sur demande des soviétiques, Martha Dodd, se souvenant de Berlin, formulera son opinion sur les Harnack : « Ils ont été extraordinairement prudents dans leur technique à prendre contact, extrêmement diplomatique avec d'autres gens, donnant l'impression d'être très bien formés et très disciplinés. Les deux gardaient des bonnes contacts avec des femmes et des hommes nazis. Arvid n'était pas suspecté à l'époque et avait un poste important au ministère. Je suis sûr, si on ne m'a pas trompé profondément, que de notre point de vue ils sont des gens absolument dignes de confiance et fiables. »

Les Dodd quittèrent Berlin en décembre 1937. Dernièrement Martha avait eu une aventure avec le fils du prince de Prusse, par ailleurs une bonne couverture. Son cher Vinogradow avait été muté à l'ambassade de Varsovie, il fit un saut à Berlin pour prendre congé. À Moscou c'est la période des arrestations de masses, des simulacres de procès, des exécutions. Le personnel en poste à l'occident était particulièrement en danger. L'ami de Vinogradow (et celui de Paul Scheffer voir plus haut), le correspondant américain Hubert Renfro Knickerbocker, de passage au retour de la Chine via Moscou tâcha de le persuader de ne pas suivre l'ordre au cas où il serait rappelé. Il refusa de « désertir de la révolution », fut accusé d'espionnage, condamné et exécuté. Martha devait attendre « le dégel » pour qu'il soit réhabilité. Après son retour aux États Unies elle épousa l'éditeur de musique Alfred Stern. Avec lui elle continuait à informer les russes. Avec l'arrivée de la guerre froide le couple devait s'enfuir au Mexique. Ils atterrirent en Tchécoslovaquie pour le reste de leur vie.

À l'ambassade de Berlin, Washington nomma un diplomate de carrière, Hugh Wilson, qui ne restera que quelques mois, car il fut rappelé en protestation contre le pogrom de novembre 1938. Avec Wilson arrivaient un ancien journaliste, mais depuis longtemps fonctionnaire au State department, Donald Heath et Madame Heath. Le couple devient amis des Harnack et quand l'actuel ministre des finances, Henry Morgenthau, demanda plus d'information sur les finances du Reich, Heath fut chargé d'une mission secrète. Arvid Harnack l'informa...

Pourquoi alors Harnack, Dodd et bien d'autres se tenaient au soviétiques, malgré Stalin, malgré les purges ? Par « idéalisme » vu que l'idéal communiste s'oppose fondamentalement au nazisme ? Par pragmatisme en se demandant où ailleurs se trouverait la volonté et le potentiel en hommes et en armes à vaincre la formidable machine de guerre en préparation en Allemagne ? Aussi grand qu'a pu être la confusion, voir le désespoir, du temps du pacte germano-soviétique, aussi naïf qu'a pu être l'espoir qu'avec l'invasion en Pologne le glas aurait sonné pour Hitler, aussi décevant de nouveau l'essor à l'ouest: avec l'attaque de la Russie en juin 1941, les activités

clandestines gagnent en actualité et leur orientation prend forme. La GRU (Glavnoe razvedyvatel'noe upravlenie), le service d'espionage militaire soviétique avait chargé deux agents jeunes et mérités de la guerre d'Espagne, Leopold Trepper et Anatoli Gourevitch de la tâche. Là où il y avait des «sources» en Allemagne, en Belgique, en France, il fallait les équiper d'émetteurs et coordonner la transmission des messages. Aussi fallait-il organiser la réception et faciliter leur travail à des agents parachutés. Le quartier général «du chef et de son adjoint» était à Bruxelles.

Gourevitch reçut l'ordre de se rendre à Berlin et le message chiffré contenait des noms de personnes à contacter. Le contact par radio de Berlin à Moscou n'étant pas opérationnel, Gourevitch avait de telles quantités de messages à transmettre, que son imprudence d'avoir été trop longtemps «on the air» permit aux allemands de localiser l'émetteur bruxellois et d'arrêter deux femmes, la déchiffreuse et la concierge. La première se suicida avant d'être questionnée, la seconde se souvenait d'un mot qui devait permettre à l'Abwehr de trouver le livre sur le texte duquel était basé le code russe. En juillet 1942 l'ordre de mission de Gourevitch d'août 1941 fut à la fin déchiffré et les contacts berlinois démasqués. Harro et Libertas Schulze-Boysen, amis des Harnack et le contact au ministère de l'aviation ont été arrêtés le 30 août 1942 à Berlin, les Harnack début septembre en vacances chez des amis en Prusse orientale. En total 79 personnes furent accusés, malgré toutes différences et divergences de leurs activités réunies par la Gestapo sous le nom « d'Orchestre rouge », les opérateurs radios étant appelés «musiciens». Le juge à la cour militaire était Manfred Roeder, cynique à l'extrême, qui n'arrêtait pas de diffamer les condamnés même au-delà de la fin du régime. Une justice ouest-allemande du temps de la guerre froide l'a acquitté. Arvid Harnack fut pendu en décembre 1942, Mildred guillotinée en février 1943, assassinée sur la demande explicite d'Hitler. Claire Sharen Brysac remarque, qu'en hiver 1942/43 des centaines de milliers de soldats russes et allemands meurent à Stalingrad. - On avait beau se dire que Hitler ait perdu la guerre, le fonctionnement des camps de la mort, le génocide, est loin de prendre fin.

Ce n'est qu'en 2009 qu'une loi du Bundestag signifia la réhabilitation des condamnés de 1942. La légende du «réseau» fournie surtout par Leopold Trepper (voir e.a. Giles Perrault, L'Orchestre Rouge, 1967) n'a pas résisté aux recherches historiques après l'ouverture des archives (voir Guillaume Bourgeois, La véritable histoire de l'Orchestre rouge 2015/2017). Le temps de leur activité a été trop court, les adversités au début trop nombreuses, l'usage de leur informations à Moscou nullement mis au point, ainsi que l'influence sur les décisions stratégiques à prendre soit, paraît-il, fort discutable, malgré la valeur de certains messages.

**Deux correspondants à part.** Je suis sorti du sujet propre des correspondants pour parler du «milieu» et des sources éventuelles d'information et je me suis rapproché des agents des services secrets. Je retourne aux correspondants. En 1911 le sénateur de la Meuse, Charles Humbert fut nommé directeur politique du grand quotidien parisien Le Journal. Il impose une ligne éditoriale conservatrice et nationaliste. Après la guerre François-Ignace Mouthon, catholique et antisémite prend la succession. À partir de septembre/octobre 1918 Georges Blun y écrit régulièrement sur des sujets de politique actuelle. Il se trouve en Suisse. En 1925 suite à un scandale d'espionnage, qui

lui coûte la moitié de son million de lecteur, le journal change de propriétaire, appartient dorénavant à un consortium, garde sa ligne conservatrice, mais s'enrichit de contributions de précieux collaborateurs. Colette y a une colonne jusqu'en 1938, Geo London (1885-1951), grand sceptique, y est grand reporter judiciaire. Georges Blun devient le correspondant à Berlin. Blun (1893-1967) est né en Alsace-Lorraine de Lucy Korvisor et Georg Blun. Il est l'époux de Marie Kenzel, journaliste. Pendant la guerre, il travaille pour les services secrets français et britanniques depuis la Suisse qui l'expulse en 1920. Il préside l'Association des correspondants étrangers (voir plus haut, Mowrer, Ebutt, Lochner, Lauret- autres présidents) en 1926/27 et publie « L'Allemagne mise à nu » en 1928. Le livre est illustré par des dessins de deux artistes connus des lecteurs de la Berliner Zeitung et du Simplicissimus, Penkala (donnés biographiques?) et Godal (Erich Goldbaum 1899-1969, émigre à Prag en 1933 , ensuite à New York. 1954, suite à McCarthy, il retourne en Allemagne. Sa mère était passagère du St. Louis en 1939, elle fut déportée de Belgique et assassinée.). Georges Blun s'est attiré l'ire de Pierre Viénot, secrétaire du Mayrisch-Comité (Deutsch-franz. Studiencomitee) à Berlin, avec une dépêche sur la fête de St.Sylvestre 1927/28, car l'image qu'il donnait des Berlinoises semblait trop négative pour Viénot. En fait, la question tourne autour de la Voss avec une traduction fautive et malveillante. D'après l'ancien chef des services françaises, Paul Paillote (Notre espion chez Hitler, Paris 2011) le fonctionnaire « Rex » des services français arrive à Berlin le 31 mars 1933 et cherche un contact en cas d'urgence pour Thilo Schmidt, l'informant au bureau de déchiffrement de la Reichwehr. L'attaché de presse de l'ambassade, Maurice Dejean, lui passe le numéro de téléphone de George Blun. Dejean : « Blun est un journaliste accrédité bien introduit dans tous les milieux allemands. Il est discret. Il est habile. A mon dernier voyage à Paris, j'ai rencontré son patron Paul Gerar-Dubot (1888-1984, colonel et le doyen des « honorables correspondants » selon Le Monde Diplomatique qui lui a voué une nécrologie. ks), rédacteur en chef et depuis longtemps honorable correspondant de la Maison. Avec l'accord de Rivet, il nous a autorisés à demander ce service à son collaborateur. J'ai vu celui-ci avant-hier sachant votre venue. Il est d'accord pour que Schmidt, dont il ignore tout, puisse l'appeler au téléphone, le rencontrer et lui faire part du message à transmettre. Il est entendu que ce système de liaison ne sera exceptionnellement utilisé qu'en cas d'urgence extrême. Il ne modifie en rien notre façon habituelle de procéder. »

A partir de 1939 Blun est à Zürich. Il rencontre Sandor Rado, agent soviétique, un autre qui pour l'Abwehr fera partie de l'Orchestre rouge. Rado sur Blun : un homme sympathique, agent de très grand talent. Blun voyage entre Berlin et Zurich. C'est lui qui fournit l'information sur l'invasion imminente de la Russie à Rado, qui la transmet. On sait que Staline ne voulait pas y croire. En 1942 Blun aida des agents soviétiques dans le Vorarlberg/Autriche à s'enfuir (étant payé pour), fut dénoncé, interrogé et libéré. En 1943, à la demande des allemands, Rado fut tracé pas les autorités suisses, quelque personnes furent arrêtés, Rado avait disparu. En septembre 1943 Blun proposa ses services à la France libre, mais la somme demandée lui est refusée. Après la guerre il travaille pour les services soviétiques à Berlin-Est avant de s'installer à Genève en 1948 en tant que

correspondent du Journal de Genève. (d'après Wikipedia.ru). Il meurt à l'âge de 74 ans, retraité depuis 1965 à cause de maladie.

Evert Jan Stoffels (1900-1994), le correspondant du De Telegraaf néerlandais (à partir de 1933, antérieurement du De Standaard néerlandais, protestant) a vu des consœurs et des confrères arriver et partir à Berlin. Il y était en poste longtemps avant la dictature et il y est resté jusqu'à la fin. En août 1934 il avait épousé Adele Kunath, présentatrice pour un commerce de mode. Rentré en Hollande en 1945 il est le seul rédacteur du journal jugé non compromis pendant l'occupation et quand De Telegraaf réparaît en 1949, retardé par des problèmes intérieurs, il est rédacteur en chef. Parmi les hollandais à Berlin il avait agi contre les nazis hollandais du NSB (Nationaal-Socialistische Beweging) et avait contribué au périodique clandestin La Parole (Het Parool). Il avait aidé à son neveu Hijme Stoffels à Leiden à sauver des concitoyens juifs, notamment par des faux papiers avant et quand celui-ci était devenu adjoint au maire en 1943. Jusqu'à l'été 1942 le propriétaire du De Telegraaf, J.M. C. Hodert qui vivait à Paris, avait gardé la main sur le journal en payant des sommes considérables au NSB. La SS avait néanmoins pris la suite et le journal est entré plus ou moins dans la campagne médiatique de « guerre contre les juifs », de « la guerre contre le judéo-bolchevisme ». Un article du rédacteur en chef J.M. Goedemans, le prédécesseur de Stoffels à Berlin, commémorant la guerre des 80 ans et la résistance jadis contre les espagnols, avait servi de prétexte à l'occupant. Goedemans avait suggéré une comparaison avec l'occupation actuelle.

**Monsieur AP.** Les journaux états-uniens gardent leur correspondants à Berlin jusqu'à l'entrée de leur pays en guerre en décembre 1941, dont un des plus connus, Louis P. Lochner. Le 20 juin 1939 le Daily Illini, quotidiens produit par des étudiants pour des étudiants, affiche, p. 2, un grand encadré: une photo-portrait de Lochner et le texte : « Europe's News / for / YOU / Impartially / Fairly » / « Louis P. Lochner, directeur du bureau de The Associated Press à Berlin a gagné en 1939 le prix Pulitzer pour excellent service de correspondants étranger; pour une écriture interprétative juste, judicieuse, équilibrée et bien informée. Il a 15 ans d'expérience en tant que observateur de la scène allemande. Il CONNAIT l'Allemagne. / Il écrit pour / The Associated Press / The Daily Illini / YOU! »

Le 2 juin 1939 l'Evening Star de Washington, p. 2 titre: « Lochner, in U.S. on vacation (aux E.U. en vacances) , informe sur la pénurie nutritionnelle aux Reich ». Sous-titre: « Un jeune nazi, plein de joie sur un bout de porc au dîné, le soulève au dessus de sa tête. » Lochner a montré une photo et commenté : « Le gouvernement Hitler stocke de la nourriture pour la prochaine guerre et le peuple allemand souffre de la pénurie. Ce n'est pas une question de malnutrition, mais vous ne pouvez jamais savoir quoi et combien vous auriez pour dîner. Le café par exemple est rationné à un huitième de livre par semaine et personne et il coûte 1,60 \$ la livre... » Lochner pense que la prochaine crise en Europe n'arrivera pas avant mi-août, qu'après la récolte. L'explosion, déclare-t-il serait probablement centrée sur Danzig et le corridor polonais. Demandé, si la diplomatie pourra encore éviter la guerre il répond: « Cette fois-ci c'est différent. Les Polonais sont prêts à se battre, et l'Angleterre et la France ont promis de les aider. En Allemagne on nous dit et redit que Hitler ne

risquera pas la guerre, mais personne ne sait vraiment... Les gens en Europe seraient si nerveux à cause des crises répétées qu'il se disent: « Ca viendra de toute façon, alors pourquoi pas maintenant... pendant mes voyages à travers l'Europe j'ai entendu dire: "Ok, allons-y". Ils semblent penser, que la prochaine guerre, avec les terribles armes modernes serait fini en quelque semaines... ». Lochner déclare qu'après 17 ans en Allemagne le plus grand stimulus au retour aux E.U. aurait été: « de voir tous les magasins pleins de marchandises et tout était réel ». Il est venu avec Mme Locher rejoindre leur fille libraire et leur fils étudiant. L'autre fille travaille à l'ambassade américaine à Berlin.

L'AP à Berlin et son directeur depuis 1928, Louis Paul Lochner (1887-1975) représentent un cas particulier. Harriet Scharnberg le décrit dans un article publié dans le 1<sup>er</sup> numéro 2016 des « Zeithistorische Forschungen » (Recherches en histoire contemporaine) intitulé « Le A et le P de la propagande ». Un rapport officiel de l'AP à la suite de cet article un an plus tard, « Covering Tyranny. The AP and Nazi Germany » confirme les résultats de Scharnberg. Un cas particulier, car depuis 1927 l'AP avait un service photos de presse, une base d'affaires avec des clients européens. Car le commerce d'images n'était pas cartellisé à l'encontre du commerce d'infos verbales qui ne permettait guère d'initiatives en plus de la présence de correspondants. L'AP avait donc pu établir une agence d'images à Berlin en forme de société à responsabilité limitée. Lochner était le chef formel mais peu concerné par l'agence photo. Scharnberg remarque qu'il n'est intervenu énergiquement qu'en 1933, quand le ministère de propagande demanda le licenciement de trois collaborateurs juifs. Il refusa. Deux ans plus tard il était question de 6 collaborateurs et il ne pouvait plus refuser mais il leur a trouvé des places à l'AP ailleurs et obtenu qu'il puissent quitter l'Allemagne. Le photographe Willy Jacobson () continuait à travailler pour l'AP à Vienne. Il fut arrêté en 1938. La demande de l'AP de pouvoir l'employer à Prag fut refusée, mais Jacobson a été libéré, a survécu, on le retrouve photographe du Jewish Documentation Center JDC à Berlin en 1946. Lochner, fils de pasteur luthérien aux Wisconsin (la famille était originaire de Nuremberg) et bon pianiste, avait été un militant pour la paix à Chicago au début de la première guerre, avait pris des contacts au plus haut niveau jusqu'au président Woodrow Wilson. Avec Rosika Schwimmer (1877-1948), féministe et pacifiste réfugiée d'Hongrie, il avait convaincu Henry Ford de lancer une opération de médiation, le « bateau de la paix », le « Oscar II » en novembre 1915, que Ford, malade, avait quitté à la première escale à Christiania/Oslo, mais qu'il avait continué à financer jusqu'au fiasco total de l'opération en 1917. Lochner avait publié « Henry Ford, Americas Don Quixote » en 1925 avec une préface de Maxim Gorki. Il y décrit Ford's impétuosité, sa personnalité peu fiable, sa « conversion » à l'antisémitisme. Un antisémitisme que le « roi de l'automobile » et sénateur propageait dans le quotidien « Dearborne Independent » entre 1919 et 1927, tirage jusqu'à 900 000. Les textes de Ford, bientôt publiés par un éditeur nazi en traduction, furent d'une influence non négligeable en Allemagne. Mais également aux E.U. avec « Father » Charles Coughlin » à la radio et le Ku-klux-clan, Ford contribua à la montée de l'antisémitisme et des sympathies pour le fascisme des années 1920.

« Henry Ford est une créature dans son environnement », écrit Lochner dans son livre de 1925, « Son environnement signifie les riches, les intérêts du big business, conformité avec les normes conventionnelles, solidarité avec les couches possédantes supérieures ... Et, quand il était question de l'entrée de l'Amérique en guerre, ils (son environnement ks) décidèrent que dorénavant Henry Ford deviendra obligatoirement un patriote « à 100 % ». C'est ce qu'il est devenu. Plus question de pacifisme, plus question de ses menaces d'enlever le drapeau américain de son usine, d'y hisser un drapeau international. Plus question de ses vues contre « l'armement pour toute éventualité » et contre le militarisme. Les pacifistes devenaient indésirables. Des idéalistes avec leurs « causes » n'étaient plus réçus... Il est converti à l'antisémitisme par des faux documents et il perd une fois pour toutes les sympathies de ses concitoyens américains, qui furent parmi les premiers de comprendre l'importance de son aventure du bateau de la paix... Alors, l'expédition Ford pour la paix a-t-elle valu la peine ? Oui, emphatiquement oui ! Elle n'a pas arrêté la guerre. Mais elle a créé un lien fort de la chaîne d'initiatives non officielles vers l'acceptation actuellement générale du principe d'une « paix des peuples »... Le congrès international des femmes à la Haye au printemps 1915, présidé par Jane Adams a été une réunion de militants pour l'idéal d'une paix des peuples. L'expédition Ford était une seconde croisade, plus spectaculaire, attirant plus de gens. / L'idée d'une paix des peuples trouve son expression concrète dans les fameux 14 points européens de Woodrow Wilson. Oh combien les peuples de l'Europe acclamaient le Président lors de son voyage triomphal à travers l'Angleterre, la France, l'Italie en décembre 1918 – non parce qu'il était Woodrow Wilson, mais parce qu'il était celui qui promulguait les 14 points, qui promit de les introduire dans la pratique politique. Et combien ne furent détruits, troublés, déçus les mêmes peuples quand Woodrow Wilson céda aux flatteries de Lloyd George, Clemenceau et Orlando et se joignit à eux dans un conclave clandestin où les peuples du monde n'avait pas de voix ! ... Bref, la plupart de nous retournèrent d'Europe devenus des radicaux économiques, des hommes et des femmes, qui croyaient que les bases mêmes de la société doivent être changées avant qu'une paix durables puisse être établie... La plupart des hommes et des femmes qui avaient participé à l'expédition Ford essayent de faire usage le plus possible de leurs expériences... Aujourd'hui, comme pendant la guerre, ils militent pour une paix des peuples qui supplanterait le traité de Versailles et pour une Internationale des Peuples à la place de la honteuse Ligue des Nations. »

Le 28 novembre 1938, après le pogrom, Lochner écrivait (le fils de pasteur dans ses formulations?): « Je n'ai jamais imaginé que la nature humaine peut se montrer tellement dépravée, s'abaisser à un tel sadisme et une telle cruauté dont j'ai été témoin ces dernières semaines. Nous tous somme devenus vieux et parfois nous nous demandons quand est ce que nous pourrions de nouveau rire. Notre maison a été un refuge comme les maisons de centaines d'étrangers ici. Des créatures pitoyables, terrorisés et persécutés demandèrent d'être logés pour une nuit et aucun chrétien que je connais a dit non : nous avons laissé les cieux s'occuper de la honte de commettre de tels crimes qui un jour coûteront cher à ce pays. » (traduit du rapport officiel de l'AP. Autre (et meilleure) traduction (d'une autre source?) chez Daniel Schneidermann p.127 : « Je n'aurais jamais cru que la nature humaine puisse s'abaisser à tant de dépravation et de sadisme. Nous avons tous



vieilli d'un coup, et nous nous demandons quand nous pourrions recommencer à rire. Notre domicile est devenu un camp de réfugiés. Des créatures traquées nous on suppliés de les héberger, et aucun chrétien de ma connaissance n'a refusé. Je n peux pas entrer dans les détails ... » ) - Le pire du pire « de la nature humaine » resta à venir.

Le scandale de l'agence berlinoise de l'AP, comme l'a bien montré Harriet Scharnberg, est lié au fait que depuis le 1er janvier 1934 la loi ne permettait d'employer que des photographes accrédités par les instances du contrôle de la presse, qui devaient être citoyens allemands, aryens, bons à suivre les instructions d'en haut. L'agence était donc mis au pas pour toutes images du pays, tout en rémunérant ses photographes allemands « octroyés ». En même temps elle mettait à la disposition des allemands les images de l'AP prises hors du Reich notamment aux E.U. L'édition nazi s'en est amplement servi pour ses buts en particulier pour la propagande immonde contre la présumée « domination mondiale » juive. L'AP dans son rapport de 2017 suite à l'article de Harriet Scharnberg constate que l'agence s'est compromis durant la dictature. Elle a fait des affaires avec et pour les nazis. Elle aurait pu se faire expulser et en être fière. « Pas l'AP », dit le rapport, « Si l'AP aurait été expulsée cela aurait concerné tous ses clients ». L'AP comptait effectivement 1400 clients, mais l'argument est faible ; à la fin les clients devaient de toute façon chercher leurs informations ailleurs. Louis Lochner a couvert la guerre en Pologne, l'occupation de la Belgique et de la Hollande, il est a Paris le 14 juin 1940. Il est interné et mis dehors après Pearl Harbor. Daniel Schneidermann remarque le fait que dans le livre que Lochner publie en 1943 : « Que dire sur l'Allemagne », il ne mentionne les persécutions antisémites pas plutôt qu'en chapitre 18. En 1939 lors de l'invasion de la Pologne, adversaires et victimes du régime se réjouirent dans l'idée que la fin de l'Allemagne nazi soit venue. Ils furent cruellement déçus par l'hésitation des gouvernements, par l'absence d'une grande attaque des forces françaises et anglaises dans l'immédiat. Lochner fut alors un journaliste « embedded » auprès des troupes allemandes. L'autocensure s'imposait, était devenu habituelle. Son pays étant entré en guerre, dans quelle situation se trouve-t-il quand ils compose le texte publié en 1943 ? Certes qu'il respecte le consensus de la propagande de guerre de la presse des alliés, qui au moins jusqu'en décembre 1942 était de ne pas faire des persécutions des juifs un motif de la guerre contre l'inhumanité nazie.

Andrew Nagorski a résumé le cas des correspondants américains avant l'entrée en guerre des E.U. : « Certes, les américains avaient largement l'occasion d'être témoins ou entendre parler de la persécution étendue des juifs et de qui d'autre soupçonné d'être un ennemi du nouveau régime lors de la série des premières conquêtes d'Hitler et des premiers rapports de tueries de masse. Quelques uns de ces américains on montré un courage et une clairvoyance remarquables, tandis que d'autres reculaient et détournaient leur regard, ou, en quelques cas, ont directement collaboré avec le nouveau régime.. » Le journaliste note aussi : « Quand vous vous trouvé au centre du cyclone, la vie quotidienne peu se passer avec une normalité décevante, malgré que l'anomale, l'absurde et les injustices sautent aux yeux. »

**13. De la Rhénanie remilitarisée à la veille de « l'Anschluss ».** « L'année olympique » avait commencé. Camille Loutre de titrer le 6 janvier 1936 à la Une du Petit Parisien: « Le IIIe Reich offre aux travailleurs les distractions les plus variées d'ordre touristique et spectaculaire ». Sous-titre : « Cela en guise de compensation pour le bas niveau des salaires ». En introduction : « Selon le dogme de la croix gammée, tous les Allemands réveillés sont, depuis le 30 janvier 1933, devenus membres d'une seule et immense famille dont les participants doivent étouffer toute revendication égoïste dans l'intérêt de la communauté... Ainsi la « question sociale » se trouve, dans le Troisième Empire, résolue de la façon la plus simple par l'intervention providentielle d'une nouvelle mystique, qu'on pourrait appeler la mystique du corporatisme. » Et pour conclure cet article sur l'organisation « Force par la joie » : « ...les sacrifices matériels de plus en plus lourds, que pour porter l'armée allemande à son plus haut degré de préparation, le régime sera amené à imposer aux travailleurs, requerra des compensations de ce genre de plus en plus appréciables ». En mars 1933 le gouvernement Hitler, ayant tergiversé d'abord, avait finalement affirmé qu'il maintient les engagements olympiques de la République allemande. Theodor Lewald, pourtant d'ascendance juive, était resté président du comité d'organisation, bien que la réelle mise en œuvre de la mascarade olympique fût confiée à un dignitaire nazi. Les jeux olympiques – le timing en 1936 n'aurait pu tomber mieux - une distraction majeure du peuple, une occasion magnifique de propagande à l'étranger pour « une Allemagne nazi pacifique ». Et les athlètes juifs ? On en veut pas, ni des roms, et on se débrouille pour les écarter des équipes nationaux où on peut, non seulement en Allemagne. Dans d'autres pays par « sympathie » pour l'hôte? Et les noirs ? Trop forts, trop nombreux pour être écartés. Les gouvernements votent les crédits, celui du Front populaire ne fait pas l'exception, seul Mendès-France vote contre. Alors les jeux de Garmisch en février et de Berlin en août ont lieu. Malgré les mouvements importants de protestation en Belgique, en Suisse, en France et aux États Unies. L'initiative d'une contre-olympiade populaire fut étouffée. N'est ce pas surprenant, que le mythe de « L'idée olympique » n'a pas été enterré une fois pour toutes après Berlin 1936 ?

Les jeux d'hiver à peine terminés, Hitler lance un coup qui s'avère déterminant pour sa politique à venir . Samedi le 7 mars, un ans après l'introduction du service obligatoire, sa première violation des traités, il ordonne à des détachements de l'armée, 30 000 soldats de reprendre symboliquement les garnisons en zone démilitarisée de la Rhénanie. Une violation flagrante du traité de Versailles et du pacte de Locarno de 1925. Peu importe ses justifications, ses propositions de renégocier un traité de paix transmis le jour même à 11 heures aux ambassadeurs : c'était un casus belli et, paraît-il, pendant 48 heures – les plus excitantes de ma vie aurait-il dit - il a douté de son propre courage et n'était pas loin de faire marche arrière quand l'atteint la rumeur que la France et l'Angleterre préparaient l'action militaire. Mais non.

Le 8, Paris-Soir titre : « Le Chancelier Hitler dénonce Versailles et Locarno. Par un geste symbolique des détachements restreints sont entrés dans la zone démilitarisée. Le gouvernement allemand offre aux puissances de Locarno d'engager de nouvelles négociations en vue de la conclusion d'un nouveau traité. Il offre même de rentrer à la SDN moyennant certaines garanties.

Le Führer fera plébisciter sa politique le 29 mars.» Suit l'annonce des reportages des correspondants pour le lendemain: Jérôme et Jean Tharaud à Berlin, Claude Blanchard en Rhénanie, Jules Sauerwein à Rome, Bertrand de Jouvenel à Londres. Sur page 3 Robert Lorette décrit et cite le discours d'Hitler au Reichstag à l'Opéra Kroll.

À propos des frères Tharaud et leur idée du journalisme, notamment concernant l'antisémitisme nazi, Michel Leymarie, historien, me semble avoir écrit ce qu'il fallait écrire. Il nageait bien sur la vague de l'antisémitisme et malgré leurs démentis en ont bien profité (voir Michel Leymarie, *La preuve par deux*, Paris, CNRS éditions 2014)

Lundi le 9, le conseil des ministres français a considéré le mémorandum allemand inacceptable et a décidé de saisir sans délai le Conseil de la SDN et d'organiser une consultation des signataires de Locarno à Paris le lendemain. Page 3 de *Paris-Soir*: Les frères Tharaud titrent de Berlin « Une nuit de Berlin délirante d'enthousiasme » mais reportent uniquement l'enthousiasme, la frénésie au Reichstag nazi lors du discours d'Hitler, le discours déjà cité par Lorette la veille. Tandis que Claude Blanchard (1897-1945), prix Albert Londres l'année précédente, arrive à Cologne le samedi soir, assiste à la réception officielle le dimanche et remarque : « J'ai été extrêmement frappé par le silence et presque la froideur qui accueillait les soldats. Au bord des trottoirs, personne ne bougeait. Mes voisins ne disaient mot. Ils conservaient les chapeaux sur la tête et regardaient avec des yeux presque étonnés ce spectacle plein d'une gravité militaire toute germanique. / Il était vraiment impossible de réaliser que ces soldats ramenaient avec eux la fierté et l'honneur rhénans ainsi que certains se plaisent à le dire ici... ». Jacques Fransalès (i.e. Raoul de Roussy de Sales 1896-1942), qui tient le bureau de *Paris-Soir* à Washington ce trouve à Chicago quand la nouvelle arrive. Il décrit les crieurs de journaux brandissant l'énorme photo d'Hitler... et cite le sénateur Bone à Washington : « l'Europe n'a plus aucun respect pour les traités. Elle n'est plus qu'une gigantesque poudrière qui peut exploser à n'importe quel moment. Si nous n'y prenons garde, les États-Unis seront entraînés dans un autre conflit. » Bertrand de Jouvenel (1903-1987) venait d'interviewer Hitler en février, est convaincu que le chancelier veut la paix (il a des sympathies pour le fascisme, sera néanmoins contre Munich, s'exilera en Suisse en 1943, s'alliera en tant qu'économiste à Friedrich Hayek, en tant que sociologue à Raymond Aron en 1947 et fini par être considéré un pionnier de l'écologie politique). « Supposons m'a-t-on dit, » écrit-il de Londres au no du 9 mars, « que l'an prochain les troupes allemandes entrent à Vienne. Pourquoi la France bougerait-elle plus que maintenant ... Que la France tolère le geste allemand, c'est alors une permission en blanc donnée au chancelier de faire ce que bon lui semble en Europe... On estime que si la France est sûre de l'appui efficace de l'Italie, des États de la Petite Entente (balkanique KS) et de l'URSS, elle est en mesure d'exiger l'évacuation immédiate de la Rhénanie. Et on ajoute qu'elle aurait tort de ne pas le faire. »

Mais : « Les forces anglaises à l'heure actuelle ne sont pas suffisantes, pense-t-on pour que ce pays puisse sans grosse imprudence, permettre une intervention militaire », Et Jules Sauerwein d'écrire de Rome : « l'Italie nous suivra vraisemblablement et sera de nos côtés quand nous

plaiderons notre procès (au Conseil de la SDN KS). Je ne crois pas qu'elle aille jamais jusqu'à envisager de s'associer à des mesures militaires. » Cette dernière phrase n'est probablement pas erronée. N'empêche que Mussolini avait secrètement fait savoir qu'il tolérerait l'acte d'Hitler. L'attitude britannique contre l'expansion italienne en Afrique le fait se rapprocher du Führer. Il signalerai même ne plus s'opposer à l'influence nazi en Autriche, pourvu que le voisin au nord reste un état souverain.

Hitler avait à craindre qu'unanimement et sans délai la France et l'Angleterre le menaçassent militairement. Ça n'a pas été le cas, Hitler peut s'en réjouir. Une chance de freiner la folie hégémonique à peine cachée de la dictature nazi, peut-être la dernière est loupée.

En Hollande, Het Volk (social-démocrate, tirage 81 000) du 23 mars 1936 publie un article de Karl Kautsky (1854-1938), le senior de la social-démocratie à Vienne : « ... Il est nullement impossible de mettre bientôt fin à l'Hitlérisme. Un système qui n'est basé que sur la contrainte est un colosse aux pieds d'argile. Il n'a pas la force de résister et s'écroule à la première grande défaite, aussi quand celle-ci n'est pas militaire, mais une défaite politique. Le plus vite les gouvernements de la SdN réussissent à faire subir une défaite politique décisive à Hitler, le plus tôt sonne l'heure de la liberté pour le peuple allemand. Mais seulement si les ouvriers allemands savent se servir avec détermination de l'occasion. Mais nous n'en doutons pas et là-dessus repose notre confiance... ». Het Volk n'arrêtera pas à s'opposer à la politique d'apaisement.

La SdN un tigre édenté ? : Sous le titre « Continuation du débat à la SDN », la Neue Freie Presse viennoise du 4 juillet 1936 communique, page 3, le rapport de l'Agence suisse des dépêches, dont : « Un incident tragique. Le discours du ministre espagnol des affaires étrangères était en train d'être traduit en anglais, quand un homme d'un certain âge se lève sur la tribune et se tire une balle dans la poitrine, après avoir dit quelques mots au président. L'incident a eu lieu à 11h30. L'assemblée a été suspendue temporairement.... Il s'agit du reporter-photographe de la Prager Presse, Stephan Lux. Il portait sur soi une lettre adressée au Secrétaire général de la SDN... »

Le « Journal et feuille d'avis du Valais » du 7 juillet explique : « ... Après les incidents créés mardi, par les journalistes italiens à la tribune de la presse, voici qu'un journaliste tchèque, israélite, réfugié politique, M. Stephan Lux, âgé de 48 ans, envoyé par la « Prager Presse », a mis l'assemblée en émoi en se tirant un coup de revolver. ... Le malheureux s'était tiré une balle dans la région du coeur. Il balbutiait : « Serviette... lettres... documents... Avenol... Avenol... » On lui montra alors la serviette en cuir contenant de nombreux documents et lettres cachetés, dont une adressée au roi d'Angleterre. Le blessé parut rassuré et de ses mains, il serra la serviette contre lui et on perçut encore ces mots : « C'est la dernière, Avenol » Peu après une ambulance transportait le désespéré à l'hôpital cantonal. Vendredi, Stephan Lux, qui paraissait d'excellente humeur, régla sa note de pension, car il devait regagner Prague, et rien ne faisait prévoir le drame qui allait se dérouler. Stéphane Lux, qui est un israélite tchèque, avait appartenu, à Berlin, au fameux mouvement de la « Weltbühne » et mercredi dernier, lors de l'incident créé par les journalistes italiens, Stephan Lux dit à un de ses confrères : « Ce n'est pas avec de ces procédés qu'on défend une bonne cause. »

D'après l'enquête, il ressort que Stephan Lux a volontairement choisi Assemblée de la S.d.N. pour mettre fin à ses jours, dans le but d'attirer l'attention des délégations et surtout des Anglo-Saxons sur les persécutions dont les intellectuels juifs sont victimes en Allemagne. » L'incident de mardi : Quand le Negus, réfugié en Europe était monté à la tribune, des journalistes italiens l'avaient sifflés et insulté au point que le président avait appelé la police. Huit journalistes furent condamnés à quitter Genève le jour même. « Avenol » : Joseph Avenol (1879-1952), Inspecteur des finances, haut fonctionnaire français, était le deuxième Secrétaire général de la SDN de 1933 à 1940 après le britannique Eric Drummond. Il était très critiqué et de tendance pro-fasciste.

Stephan Lux fut né non loin de Bratislava jadis royaume d'Hongrie. Études de droit à Budapest, bientôt homme de théâtre et écrivain à Vienne, engagement au Deutsches Theater de Berlin à 23 ans. Volontaire à la guerre dans l'armée hongroise, typhus et blessures, officier en 1918. Cinéaste contre l'antisémitisme : « Gerechtigkeit » (Justice) 1920 avec des acteurs de premier rang, Schildkraut, Deutsch, Kortner. Première et lancement avorté par la tentative de putsch de Kapp. Recherches sur Popper-Lynkeus, ingénieur et philosophe, initiateur de la « Nährarmee » association pour le revenu universel et un avenir pacifique. Écrivain et journaliste, le projet d'une revue « Scène mondiale du petit homme » (Weltbühne des kleinen Mannes) stoppé en 1933 : exilé avec son épouse et son fils de 11 ans à Prague où il fonde un théâtre juif de lutte contre l'antisémitisme. L'idée d'un discours devant l'assemblée de la SdN. Arrive à Genève via Paris avec une lettre de recommandation du rédacteur en chef de la Prager Presse, qui est aussi le secrétaire personnel du chef de l'État Tomas Masaryk. Admis dans la salle il se rend compte qu'un discours devant cette Assemblée n'aurait aucun effet. Il décide d'écrire des lettres notamment à Eden, au Manchester Guardian. À son enterrement au cimetière juif de Veyrier il y a une grand rassemblement, y parlent Salomon Poliakov, grand rabbin de Genève, M. Levy-Wallisch, président de la communauté israélite et Robert Dell du Manchester Gardien, président de l'Association des journalistes accrédités auprès de la SDN qui assure devant le cercueil « ... nous n'abandonnerons jamais la cause de la solidarité humaine, pour laquelle vous avez abandonné votre vie, et que nous ne serons jamais neutres devant le crime. » De sa manière, accrocheuse de tendance et polémique, Costa-Gavras dans Amen 2002 essaye de trouver l'expression cinématographique de l'indifférence des hommes politiques face à la persécution des juifs par une scène d'ouverture où l'acteur roumain Gabriel Ovidiu Cucea (35) joue le suicide de Stephan Lux.

La guerre d'Espagne a commencé : Le 17 juillet à Melilla sur la côte méditerranéenne, au Maroc, protectorat espagnol, non loin de la frontière de l'Algérie française, les militaires de la conspiration qui hante la République depuis le début, prennent le pouvoir, massacrent de nombreux personnes et bâtissent le premier camps de concentration. Les militaires nationalistes s'élèvent aussi aux Îles Canaries. Le gouvernement républicain y avait éloigné de la capitale le général royaliste Francisco Franco qui vole à Melilla le lendemain. Ce jour, le 18, Séville tombe aux main des rebelles. Mais le plan des putschistes de vite faire tomber le gouvernement de Madrid échoue. La République mobilise la marine, la Guardia civil, mais refuse d'armer les organisations ouvrières. La guerre civile se dessine, commence avec la prise de contrôle des nationalistes au Maroc et le

transport massif de troupes de l'Afrique vers l'Espagne pour lequel Hitler fait envoyer 20 avions de transport à la fin du mois juillet.

Les jeux d'été à Berlin du 1 au 16 août se terminent aux yeux d'Hitler à l'honneur du peuple allemand. Le 26 août il concrétise ses idées politiques et stratégiques dans un « mémorandum » privé duquel ne prendront connaissance que Goering, peut-être Blomberg, ministre de l'armée et, plus tard, Speer : Le danger mondial est le bolchevisme, autoritaire et agressif, ses seuls adversaires sérieux sont l'Allemagne, l'Italie, éventuellement le Japon. Le peuple allemand ne survivra qu'en se dotant de l'armée la plus forte du monde. À bas la méfiance et le pessimisme, il faut atteindre une croyance absolue (en lui, en son succès...), notamment de la jeunesse, mais sans exception aussi ailleurs. Ceux qui doutent n'auront plus de place en Allemagne. Un plan sera immédiatement mis en œuvre : Dans quatre ans, l'armée doit être prête pour la guerre, de même l'économie de guerre et le peuple entier. Il n'est pas question d'une économie planifiée mais d'un regroupement et d'une réorientations ciblée de toutes les forces.

Le plan de quatre ans d'un dictateur enivré par son essor national et international fait partie des annonces tonitruantes au « Congrès de l'honneur » du parti à Nuremberg du 9 au 15 septembre 1936. Jules Sauerwein, Paris-Soir du 11 : « ... il paraît dès à présent, qu'en parlant d'un plan économique de quatre ans, destiné à donner à l'Allemagne l'indépendance en fait de matières premières, Hitler ait voulu calmer les impatiences et justifier, par l'oeuvre encore à accomplir, la position d'attente qu'il veut observer en face des événements européens ... la politique de Hitler semble maintenant se formuler ainsi : Travail de fortifications et d'armements à l'intérieur ; recherche d'avantages extérieurs (restitutions de colonies, mis en question des « frontières injustes » KS) par des tractations diplomatiques avec la France et l'Angleterre ; guerre de doctrine sans merci contre le communisme. Guidé par ces quelques principes et appuyé par sa force militaire grandissante, le IIIe Reich pense pouvoir attendre, l'arme au pied, les occasions que peuvent lui offrir les divisions et les erreurs d'autrui. » Le 15, lors du discours de cloture, après trois quarts d'heure de tirades contre le bolchevisme, le journaliste entend du dictateur : « La démocratie rend les peuples incapable de combattre ce danger, elle paralyse toute résistance résolue, elle est le canal par lequel le bolchevisme répand ses poisons. Le massacre brutal des combattants nationalistes, le martyre de leurs femmes enduites de pétrole, l'égorgement de leurs enfants au berceau, voilà l'exemple d'horreurs qui est destiné à épouvanter tous ceux qui dans les autres pays auraient la pensée de résister. Si ces méthodes devaient réussir, si les modernes Girondins cédaient la place au Jacobins, si les Kerensky du Front commun s'effaçaient devant les bolchevistes, l'Europe sombrerait dans une mer de sang et de larmes. Je ne suis pas de ceux qui ferment les yeux devant ce danger. Je demande au peuple allemand de se mettre en posture de combat, comme nous autres, les national-socialistes nous l'avons été pendant quatorze ans avant d'arriver au pouvoir. »

Une mer de sang et de larmes ? Celui qui l'évoque est en train de la programmer. Actuellement la guerre civile en Espagne offre l'occasion de « combattre le bolchevisme » et de pratiquer la guerre. Après les premiers avions en juillet, le premier contingent d'hommes est

envoyé pendant les jeux, d'autre suivent en septembre, la « Légion Condor », tristement célèbre arrivera en novembre. Pendant presque 3 ans, républicains et nationalistes s'affrontent, ces derniers avec les support massif de l'Italie et de l'Allemagne tandis que des livraisons considérables d'armement aux premiers viennent de l'Union soviétique. Un Comité de non-intervention formé à la SdN dès septembre 1936 n'empêche peu l'action au service de différentes intérêts. La France et l'Angleterre, officiellement non intervenants, affaiblissent ainsi les républicains et des trust internationales présents en Espagne contournent l'embargo en faveur des nationalistes. La supériorité finalement décisive des troupes du Caudillo semble moins due à une différence d'armement qu'à l'inexpérience d'une partie du corps républicain d'officiers. La Komintern organise les Brigades internationales. Des 40 000 volontaires, non seulement des communistes, qui s'engagent du côté de la République plus que la moitié trouvent la mort. Quand en 1938 la France et l'Angleterre demandent la dissolution des brigades, leurs membres sont nationalisés et intégrés dans l'armée régulière.

Environ 6000 juifs vivent en Espagne dont la moitié sont des réfugiés d'Allemagne. L'Olympiade ouvrière, qui devait avoir lieu à Barcelone en même temps que celle de Berlin, avait fait venir notamment des sportifs juifs. L'insurrection venue, l'Olympiade avortée, bon nombre restent pour défendre la République. Pour ce qui est les brigades, on compte entre 4000 et 6000 volontaires juifs, environs 2250 de Pologne, 1250 des E.U., 1043 de France, 500 de Palestine, 400 d'Allemagne, 200 à 400 de Grande Bretagne etc. (<http://zakhor-online.com/?p=2880>). En 1937/38 Gina Medem (1886-1977), écrivaine yiddish, veuve du théoricien du Bund Vladimir Medem (1879-1923) est la correspondante sur place du magazine New Masses de la Gauche américaine. Les communistes de Palestine ont choisi l'Espagne car l'instruction de la Komintern a été de se battre avec les arabes contre les britanniques et contre l'immigration sioniste. La Pologne retire la nationalité aux volontaires qui partent.

La guerre civile en Espagne change la donne en Europe. La propagande fasciste a peint le tableau d'une Espagne « bolcheviste ». Ailleurs il y a qui craignent aussi, après la victoire du Front populaire en France, une tendance « trop de gauche » mais il craignent également une dépendance forte d'une Espagne nationaliste de l'Allemagne d'Hitler. Londres poursuit une politique d'arrangement avec Berlin, tandis que les relations avec l'Italie sont tendues suite à la guerre d'Éthiopie et l'expansion colonialiste italienne en Afrique. Les disputes autour des sanctions de la SdN contre l'Italie, la « victoire » de celle-ci en Éthiopie et la fraternité d'armes survenue en Espagne, où l'Italie envoie le plus grand contingent de combattants contre « un deuxième Front populaire », mènent à ce que la diplomatie française avait voulu empêcher : Mussolini se rapproche d'Hitler.

Paris-Soir le 25 octobre 1936. Jules Sauerwein, envoyé spécial à Berchtesgaden, commente la rencontre du comte Ciano, ministre des affaires étrangères, avec Hitler : « Il semble que sur ces hauteurs escarpées il soit venu chercher une sorte de bénédiction générale pour une politique nouvelle ... En général, elles n'auraient dans le monde que très peu d'intérêts pratiques en commun,

vu que l'Allemagne est avide de territoires et que l'Italie, au contraire, est déjà servie et que d'autre part chacun des ces deux pays a besoin d'argent que l'autre n'a pas. Mais sur le problème espagnol, l'accord est sûr et complet : pour les nationalistes et contre toute fondation de république soviétique aux abords de la Méditerranée. La parenté des deux mystiques a réalisé le rapprochement qui ne se serait jamais opéré par la seule politique...» L'Axse se désigne.

Le journaliste remarque la différence des deux dictateurs : « Hitler, contrairement à Mussolini, ne gouverne pas personnellement, sinon il ne pourrait pas passer la moitié de l'année sur la montagne à douze heures de la capitale. Tandis que le Duce, qui a dirigé plusieurs départements ministériels, qui est capable de les diriger tous, sait assimiler les techniques les plus variées, Hitler, lui, inspire ses gouvernants ... L'Allemagne des techniciens, l'Allemagne des militants se gouverne elle-même et le Führer se contente de donner de sa personne dans les grandes occasions. Le contact avec le chef, qui est, à Rome, journalier, prend ici l'aspect d'un évènement. »

À Noël 1936, pendant que la guerre civile en Espagne laisse craindre la guerre en Europe et la commission Peel doit rétablir le calme en Palestine, le Manchester Guardian publie un appel de nombreuses personnalités chrétiennes des États Unies au gouvernement britannique : « Ouvrez les portes de Palestine ». « ... Nous croyons exprimer la conviction la plus profonde de l'Amérique chrétienne, quand nous demandons au gouvernement britannique de soulever son partage injuste et loyalement intenable, quand nous demandons que la Transjordanie sera rétablie comme partie du territoire palestinien et ouvert à la colonisation juive et que toutes restrictions de l'immigration juive vers toutes les parties de la Palestine soient abandonnées... ». Un appel très ambivalent, pour ne pas dire hypocrite vu les restrictions d'immigration aux E.U. Sous le 5 janvier 1937 l'éditorialiste de la « Stimme , revue juive » (sioniste) à Vienne commente le traité italo-anglais signé à Rome le 2 : « Le sens du traité est néanmoins une confirmation d'une perte de prestige de l'Angleterre. Londres signe que Mussolini reste sur la route vers l'Inde et que le lac Tana en Abyssinie sort définitivement de la sphère d'intérêts britanniques ... Au moins le document garantit les positions actuelles en Méditerranée et le respect des intérêts des deux nations et des autres. Confirme-t-il aussi les mandats de la SdN, concrètement parlé, la mission de l'Angleterre en Palestine ?... Pendant sa controverse avec l'Angleterre, l'Italie a encouragé les tendances arabes et pour cibler Londres, les a dirigé contre les juifs tout à fait innocents dans cette affaire ... (L'Angleterre) a manqué, peut-être volontiers, de faire usage de toute sa force militaire en Palästine ... Il existait le danger d'un accord italien, anti-britannique, avec le roi Ibn Saud et avec celui du Jemen ... Le nouveau traité est certainement bon à mener à des rapports fixes, à éloigner la tentation de s'associer les arabes ... mais peut-être les choses sont déjà allées trop loin pour que les exaltés arabes abandonnent l'idée romantique du banditisme. »

Hitler poursuit son plan c'est à dire : mettre ses « Volksgenossen » en « posture de combat comme nous, nationalsocialistes », physiquement et mentalement. Le premier décembre 1936 l'appartenance au « Jungvolk » à partir de 10 ans, à la « Hitlerjugend » (Jeunesse hitlérienne) à partir de 14 ans devient obligatoire. De même l'appartenance des filles au Jungmädelsbund et Bund



Deutscher Mädel. Le Service de travail de 6 mois, précédant le service militaire était obligatoire depuis juin 1935, devient obligatoire en janvier 1937 pour les femmes qui envisagent des études supérieures. La loi du 26 Janvier 1937 fait du fonctionnaire « l'exécuteur de l'État porté par le parti national-socialiste, l'État demande du fonctionnaire l'obéissance absolue et l'accomplissement à l'extrême de son devoir. » Cette loi facilite la mise à la retraite de fonctionnaires sous prétexte qu'il manquent être des bons nazis. Vouloir prévenir ce danger incite à demander l'adhésion au parti. Le nombre de « Parteigenossen » des ministères augmente considérablement. En 1937 un décret au Württemberg obligea les instituteurs d'adhérer au parti.

Au moment où les juifs en Allemagne ne sont que des « sujets » privés de citoyenneté, discriminés par l'État et renvoyés à vivre entre eux, poursuivis de haine par la propagande du parti, la situation en Autriche, à Vienne devient très alarmante. Suite à l'accord avec Hitler en juillet 1936 le gouvernement avait intégré des personnalités pro-nazis et en juin 1937 le « Front patriotique », porteur de l'État corporatiste admet des nazis tandis que le parti nazi reste interdit. La taxe de 1000 marks, que l'État allemand avait demandé à ses citoyens qui passèrent la frontière avec l'Autriche en tant que mesure de rétorsion contre l'interdiction du parti depuis 1933, fut abolie mais reste maintenue pour les juifs. Hitler maintient son affirmation de respecter la souveraineté du voisin. Die Stimme (La voix), journal sioniste viennois, quelques pages tous les mardis et vendredis, se consacre aux actualités concernant les juifs dans le monde, notamment en Autriche, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie en Russie et en Palestine, aux faits divers dans le yichouv, à la révolte arabe et les réactions de la puissance mandataire. La commission Peel, le plan de partage, les réactions sur place et dans le monde remplissent des pages durant l'année 1937. Le militantisme sioniste donne le ton, l'information est néanmoins large et les vues et commentaires souvent pertinents. Il convient de ne pas oublier que le sionisme est toléré, voire partiellement encouragé dans l'Allemagne de Hitler jusqu'en 1938, son organe, le Jüdische Rundschau parut à Berlin, comme Die Stimme à Vienne, deux fois par semaine, tirage 37 000. La CV-Zeitung, l'hebdomadaire de tradition « assimilationniste » du Centralverein. l'association principale des juifs allemands, tirage 40 000, parut également jusqu'au pogrom de 1938, mais sa tendance politique, libérale, conservatrice, allemande d'abord, étant compromise dès 1933, elle changea de cap en faveur d'une « identité juive » aidant autant que possible ses lecteurs à ne pas désespérer. L'attitude du journal par rapport au sionisme apparaît le 14 janvier 1937 à la fin d'un article qui remplit la Une et où il est question de l'audition du Grand mufti par la commission Peel et de la demande de bloquer l'immigration juive ainsi que de la discussion au Sejm polonais sur la « question juive » : « ... les répercussions d'ordre morale et économique seraient définitivement grandes, si le problème de migration juive serait mis en œuvre d'une manière constructive non seulement en ce qui concerne la Palestine, mais aussi concernant l'ouverture des grands pays d'immigration outre-mer. »

Le 15 janvier 1937, Die Stimme titre « La richesse juive » et écrit : « La presse arabe répète la thèse que le mouvement sioniste disposerait d'immenses moyens financiers. La propagande national-socialiste, toujours prête à donner dans la propagande anti-juive, s'est approprié la fable de la richesse du mouvement sioniste ... Celui qui connaît l'histoire du mouvement sioniste sait

comment les juifs riches ont snobé Herzl : le baron Hirsch l'a repoussé et à la maison Rothschild de Vienne Herzl n'a pas pu tenir un discours qu'il avait préparé – parce qu'il ne fut pas reçu. Le Rothschild de Paris, qui colonisait en Palestine déjà avant Herzl suivait ses propres chemins, le Rothschild de Londres ne participait pas. Ce comportement des juifs riches, qu'on ne trouve d'ailleurs aujourd'hui que dans l'imagination ou presque des propagandistes anti-sémites, n'a pas changé... En Palestine vivent aujourd'hui 350 000 ouvriers juifs qui luttent pour le pain quotidien et seulement 50 000 qui possèdent 1000 livres ou un peu plus. Ce qui sais le gouvernement de la Palestine. Néanmoins parle-t-il souvent du mouvement sioniste riche et des « arabes pauvres », dont les écoles et hôpitaux il finance avec l'argent des impôts juifs. Tandis qu'il néglige plutôt les institutions juives. Voilà ce qui est la réalité de « la richesse juive ». Elle est l'accessoire indispensable de la propagande anti-juive qui ne peut pas vivre sans la fable des juifs qui dominent le monde et disposent d'une immense richesse. De l'autre côté il y a toujours des juifs qui ont tout oublié et rien appris. Jusqu'en 1933 les juifs allemands ont dépensé des millions de Marks pour la propagande d'assimilation contre l'antisémitisme, déjà reconnue futile par Herzl. Le résultat s'appelait Hitler. Néanmoins y a-t-il, en dehors de l'Allemagne toujours des juifs qui ont de l'argent pour la « Défense contre l'antisémitisme », l'argent qu'ils prétendent ne pas avoir pour le travail constructif... »

Reste que pour beaucoup de gens, la Palestine avait été, politiquement et/ou pratiquement hors de question et l'alternative n'était pas une « assimilation » qui ferait disparaître toute différence. Avec l'arrivée du « droit des peuples à l'autodétermination » on a tenté de formuler la question et de la régler juridiquement. Dans le cadre des consultations autour de la conférence de paix en 1919, l'avocat new-yorkais David Hunter Miller (1875-1961), spécialiste du droit international, conseiller de Wilson, s'était penché sur le problème et avait esquissé une proposition concernant le nouveau état polonais : « La Pologne assume la protection de la vie et de la liberté individuelle de tous les habitants de la Pologne comme l'obligation qu'elle reconnaît être la préoccupation internationale. En compagnie des autres Forces alliées elle l'exécute de façon qu'il n'y a aucune discrimination d'un résident en Pologne pour sa race ou religion et qu'il y a une représentation proportionnelle pour les minorités dans toutes les institutions représentatives et que tous les fonds publics destinés aux buts religieux, charitables, d'éducation et sociales sont appliqués à servir équitablement et proportionnellement toutes les classes de la population et que la jouissance de la liberté linguistique et religieuse est universelle. Les mesures ci-dessus ne seront non seulement une obligation internationale de la Pologne mais doivent figurer dans le droit fondamental de la Pologne comme législation irrévocable qu'aucune loi, aucun règlement peuvent mettre en question et contre laquelle nul loi ou règlement sera valide ou effective. » Le « droit des minorités » faisant partie du droit international devait obliger la SdN de veiller sur l'application par tous les États membres. Une base de confiance et d'espoir notamment pour beaucoup de juifs, un instrument de lutte contre l'antisémitisme. Que « la méthode juridique » a ses limites quand il s'agit de changer l'attitude de populations « majoritaires » malsaines, animées par des chefs qui se positionnent hors du droit international, quand la SdN s'avère trop faible, n'est que trop vrai.

Un nouvel instrument de la politique nazi dirigé par le SS et le SD, la Volksdeutsche Mittelstelle (Vomi) à Stuttgart est dédiée à la propagande nazi parmi les minorités allemandes à l'étranger (un « Volk » d'environ 18 millions) et à l'influence sur l'opinion publique des « sociétés majoritaires », au sondage, à l'espionnage. Au fond l'attaque nazi contre le « droit des minorités » étendue en dehors de l'Allemagne et l'intrusion politique au pays étrangers. Le 12 février, l'organe sioniste commente la nouvelle création : « Aucun État s'est défendu comme cela aurait été nécessaire. Aucun État n'a initié une action internationale de police contre ce système meurtrier, rien que l'annonce aurait encouragé des millions d'esclaves en Allemagne à agir. On discute avec le Troisième Reich d'égal à égal, bien qu'aucun jour ne passe sans une preuve que le droit n'est ce qui est « utile au peuple » où « le peuple » veut dire « le régime » et les preuves se trouvent surtout dans le traitement des juifs dépourvue de tout droit humain et de dignité humaine... »

Le 2 mars 1937 Simon Dubnow (1860-1941, écrivain et historien, assassiné à Riga où il s'était réfugié de Berlin en août 1933) écrit à la Une : « il faut combattre la tendance de quelques États de se libérer du contrôle de la SdN. Dans ce but on doit se mettre d'accord avec les autres minorités et réanimer l'Union pan-européenne des minorités... ». Dix jours plus tard le journal commente à la Une : « Croix gammée contre le droit des minorités ». La règle de la SdN détermine qu'aucun désavantage doit arriver à une personne à cause de son appartenance à une minorité. Un droit individuel que les nazis considèrent comme « typiquement juif ». Donc : « Les minorités qui renoncent à cette protection individuelle – ainsi que l'ont malheureusement fait les juifs en Hongrie et en Turquie – ne savent pas dans quel malheur il se balancent. Lors des dernières élections du culte à Vienne, l'Union (L'organisation des juifs d'Autriche, anti-sioniste, traditionnellement majoritaire au Conseil du culte jusqu'aux élections de 1936. Son organe ; « Die Wahrheit ». KS), elle aussi, avait opéré avec le fantôme du « Droit des étrangers ». Grâce à l'électorat (pour la première fois majoritairement sioniste KS) ce coup a été paré. Mais maintenant du côté allemand on prépare un attentat avec une organisation inégalement meilleure. L'Allemagne est sortie de la SdN et sabote tout le bien que l'organisation de Genève a créé. Il fait partie de cette politique d'empoisonnement que maintenant Stuttgart lance des bombes de gaz contre le droit des minorités. »

Une brève de la JTA Prag du 14 mars 1937 communique que l'américain Boris Smolar, directeur du bureau berlinois de l'agence a reçu l'ordre d'expulsion de la Gestapo car « il met en danger la sécurité interne de l'Allemagne »...

Le 23 Avril 1937 Die Stimme informe qu'en Allemagne les loges B'ai Brith ont été dissous, leur président, le rabbin Léo Baeck et 80 autres personnalités ont été arrêtés : « Le monde juif a perdu un patrimoine considérable, de nombreux bâtiments et institutions servants le bien-être public ont été expropriés. »

Le 20 mai le journal reproduit une information de la JTA Berlin du 18 : L'association sioniste pour l'Allemagne a adressé le télégramme suivant à l'exécutif de la Jewish Agency à Jérusalem : « Les juifs en Allemagne voient dans le nombre de certificats (d'immigration KS)

concedés un mépris total de leur situation et de la tendance surgissant partout vers Erez Israel. L'association sioniste pour l'Allemagne a confiance à l'exécutive dans sa lutte infatigable pour nos droits accordés et pour un agrandissement des contingent. »

Sur l'initiative personnelle du Duce la guerre contre « la bolchevisation de l'Europe » fut accompagnée d'une campagne de presse anti-juive en Italie où ne vivent qu'environ 50 000 juifs, où l'antisémitisme politique est quasiment inexistant. Mais le rapprochement avec l'Allemagne oblige, donc juifs égal bolcheviques. Pour R. J. Mald, page 3 de Die Stimme du 8 juin 1937, l'occasion de dénoncer « une fois de plus le fait tragique de l'assimilation dans tout son intenable concept raté dès son origine » : « La plus grande partie des juifs italiens est assimilée, même la totalité. Il se distinguent des italiens méditerranéens ni dans leur habitus extérieur, ni par leur habitudes de penser ... Bien que le sionisme ait pu convaincre les éléments les plus valeureux parmi les juifs du pays, ses adhérents ne font qu'un petit nombre. » En août 1937 les enfants de juifs étrangers furent exclus de l'école, en novembre le mariage entre « italiens » et personnes « d'autres races » fut interdit.

Le 16 juillet Die Stimme informe sur sa Une : « Le troisième Reich veut intervenir ». Rosenberg avait publié un article au « Völkischer Beobachter » à propos du plan Peel du partage de la Palestine : Le conflit actuel entre arabes et juifs n'intéresse pas directement l'Allemagne mais dans l'avenir une situation pourrait arriver comme actuellement en Espagne où les intérêts commerciaux allemands pourraient être touchés ... Une brève JTA de Washington du 13 juillet dit que le député Samuel Dickstein interpelle le Congrès : le public américain serait profondément indigné par l'exécution à Berlin d'un citoyen américain sans jugement publique ... : Helmut - Helle - Hirsch, né en 1916 aux États Unies, avait grandi à Stuttgart. Les loi de 1935 lui interdirent l'accès à l'université. Il émigre à Prague où il commence des études d'architecture. À Stuttgart et maintenant à Prague il garde le contact avec le cercle de Otto Strasser le frère de Gregor, assassiné en juillet 1934, actuellement exilé à la capitale tchécoslovaque où Kurt Hiller, l'écrivain expressionniste et pacifiste militant s'est associé au groupe malgré un anti-sémitisme fluctuant de Strasser. Le groupe avait décidé un acte symbolique destiné à alarmer l'étranger et lui, le juif, devait dynamiter une colonne du Reichsparteitag à Nuremberg. Il avait demandé que personne soit mis en danger. Le plan fut dénoncé à la Gestapo et Hirsch fut arrêté au passage à Stuttgart. Le « Volksgerichtshof » (La Cour populaire) le condamna pour « entreprise de haute trahison avec circonstances aggravantes » Il meurt guillotiné le 4 juin 1937. Le premier américain exécuté par les nazis. Après plusieurs tentatives ratées d'assassiner Strasser, Helle Hirsch était condamné d'avance.

Le 23 juillet le journal commente le discours d'Hitler à l'ouverture du Haus der deutschen Kunst (Maison de l'art allemand) à Munich : « Le bolchevisme culturel juif et la critique juive et libérale sont coupable de la dégénération de l'art allemand. Surtout en utilisant leur position dans la presse, les juifs ont su détruire le sentiment général sain en ce domaine ... » Une brève informe : Le New York Times communique que de nombreux juifs en Silésie allemande envisagent le déménagement en Silésie polonaise (un accord de juillet 1933 qui garantissait leur droits au juifs de

cette région arrive à terme et les lois raciales vont y être appliquées KS), qu'ils ne se décident le coeur brisé parce qu'en Pologne aussi les discriminations anti-juives augmentent. Le journal conclut : « Rien n'illustre plus clairement la peine de ces malheureux. »

Sous le 31 juillet les lecteurs apprennent qu'un rapport du 27 du Joint Foreign Committee à Londres constate qu'en Allemagne de nombreux juifs ont été empêchés de voyager à l'étranger, on a pris leur passeports ou refusé d'y marquer la sortie. Par contre on attire des visiteurs étrangers et leur fait la propagande de l'idée des races. La propagande nazi à l'étranger aurait un certain succès en Autriche, mais aucun en Suisse et dans les pays scandinaves. Parmi les touristes curieux de la Dictature en Allemagne de l'année 1937 il y avait une personnalité du YMCA New York (Young Men's Christian Association), Julien Bryan (1899-1974), fils d'un missionnaire presbytérien, ambulancier à la Première guerre, études de théologie. À partir de 1930 il parcourut le monde, La Chine, le Caucase, l'Union soviétique, l'Europe. Un photographe tournant des documentaires. Il finance ces voyages par ses récits en forme de livres, par des conférences et des projections. Son tournage en Allemagne en septembre/octobre 1937 est à l'origine d'un film, largement documentaire en janvier 1938: « Inside Nazi Germany ». Bryan y dénonce la menace que représente l'Allemagne, l'antisémitisme et la politique d'Apartheid dans la propagande et dans la réalité, les signes anti-juifs, les banc jaunes dans les parcs. 25 millions américains auront vu ce documentaire.

Symboles d'une politique d'apaisement envers la dictature ? : Sous le 5 septembre 1937 le Neue Freie Presse viennoise communique de Berlin : « Ce sera cette année la première fois que des diplomates des grande démocraties occidentales seront présents à la convention du parti à Nuremberg. Cela est dû à la réponse positive à l'invitation du chancelier du Reich du nouvel ambassadeur de l'Angleterre, Henderson. Henderson et aussi François-Poncet, l'ambassadeur français seront présent pour la première fois. » Le correspondant à Berlin fait aussi savoir que l'Angriff, le journal berlinois du parti, communique de Washington que l'ambassadeur Dodd sera révoqué parce qu'il ait refusé la participation à la convention. Dodd étant en vacances aux É.U. ne retournerait pas en Allemagne. Le Chargé d'affaires Gilbert sera présent à Nuremberg. Un rapport secret de Dodd révélant des détails de l'armement forcé en Allemagne était venu au mains des services allemandes : assez de raison pour sa révocation. La propagande nazi en fait un signe « d'amitié » des États Unis.

Die Stimme du 14 septembre, page 4, titre « la misère juive en Pologne : «Malgré les garanties d'égalité de la constitution les juifs en Pologne sont systématiquement privé de leurs droits ... Il y a un mouvement fort et sans entrave de boycott et des pogroms arrivent continuellement. Les conditions de vie des masses sont effroyables. Ces derniers 15 ans le pourcentage de la population juive est tombé de 10,5 à 9 pourcent. 3.150.000 juifs vivent en Pologne actuellement ... seulement 24 pourcent des juifs ont un travail ou occupation, à comparer à 56,5 % chez les chrétiens ... Les juifs font 30 % de la population urbaine en Pologne, mais seulement 0,8 % des employés de l'État et 2 % des employés municipaux. À Varsovie les lignes de

tram et de bus occupent 5850 employés, dont – l’imagine-t-on ? - 6 juifs. Dans les petits ateliers, qui n’ont souvent pas de machines, 70 % des ouvriers sont juifs, 25 % non-juifs. Les juifs sont donc les ouvriers les plus mal payés en Pologne ... La majorité des 650 000 jeunes hommes et femmes en Pologne n’a aucun espoir de trouver un emploi au pays où ils sont nés, si la discrimination anti-juive ne cesse pas. »

L’Axe s’établie ; l’Italie quitte la SdN et joint le « Pacte anti-Comintern » entre l’Allemagne et le Japon. À la fin de l’année 1937 un livre de Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), fondateur de l’Union paneuropéenne en 1924, et un article de l’auteur dans la Neue Freie Presse du 19 décembre, sujet « La haine des juifs », fit s’opposer une fois de plus Die Wahrheit , l’hebdomadaire « assimilationniste » et Die Stimme des sionistes.

Die Wahrheit réserve sa Une du 24 décembre à l’article de celui qui « prend position par rapport à ce problème qui en Allemagne, en Pologne et en Roumanie est d’une actualité brûlante et de la plus haute importance pour juifs et non-juifs. Nous trouvons seulement, que le penseur mondialement célèbre met la frontière entre Est et Ouest trop à l’ouest. Au moins les juifs de la vieille Autriche, sauf la Galicie, étaient totalement assimilés depuis presque cent ans. - Il montre que les juifs en Europe, à l’ouest de l’Union soviétique sont une minorité de 2 % car seulement 7 millions de juifs font face à 380 millions non-juifs. Pour le comte Coudenhove, l’essentiel de la « question juive » repose dans ce caractère de minorité et d’après lui, la solution ne peut être que la juifs finissent d’être une minorité. Deux chemins vers ce but ont été essayés : l’assimilation et le sionisme ... l’auteur décrit comment aujourd’hui ces deux tentatives de solution sont en difficulté. La tendance à l’assimilation à cause du nouveau fléau de l’anti-sémitisme raciste allemand, le sionisme suite à la renaissance du nationalisme pan-arabe, qui veut empêcher la formation d’une majorité juive nationale en Palestine. »

« En Europe de l’ouest, l’Italie et la Scandinavie y compris, ne vit qu’un millions de juifs parmi 200 millions de non-juifs, juifs dont la plupart sont assimilés, se sentent membres patriotiques des leurs nations et refusent tout communauté nationale avec les juifs de l’est (avec les juifs dans l’ensemble parce qu’ils n’y voient pas une « Nation », remarque de la rédaction). L’Europe de l’ouest peut et veut assimiler totalement cette petite Minorité ... Par contre, l’assimilation des juifs de l’est est impossible dans un avenir proche. Des individus à part peuvent être assimilés mais pas la masse ... Les juifs de l’est vont ou rester une minorité, ou – émigrer ... aujourd’hui déjà leur situation économique est pratiquement sans espoir ... à la fin ils doivent choisir entre l’émigration ou la misère croissante ... Précisément l’État nain des juifs que l’Angleterre a l’intention de fonder au nord de la Palestine pourrait mener à la réalisation d’un projet de colonisation en Afrique. Car ce petit État juif pourrait, dans le cadre de l’Empire, en commun avec l’Angleterre fonder un tel Condominium, qui serait capable d’ouvrir des vastes régions de colonisation sous leur propre drapeau au juifs de l’est ... Pour la demi millions de juifs allemands, auxquels les lois raciales excluent toute assimilation, le problème de l’émigration se pose au premier plan. Et là il serait en première ligne le devoir de tous les gouvernements européens, qui disposent de colonies de rendre

cette émigration possible ... En Autriche, en Hongrie et en Tchécoslovaquie vivent environs un million de juifs, dont une partie (probablement de loin la plus grande ; remarque de la rédaction) est assimilé et une autre partie (parmi laquelle les leaders du mouvement juif national sioniste totalement assimilés ; remarque de la rédaction) se revendique du nationalisme juif ... Une séparation claire serait ici à désirer, entre assimilants et sionistes. Chaque juif devait pouvoir se décider s'il renonce à une protection de minorité et se revendique de la nation de ses concitoyens non-juifs ou se revendique de la Nation juive des sionistes. S'il est prêt à prendre le chemin des juifs de l'ouest ou le chemin des juifs de l'est : le chemin de l'Assimilation ou celui de la colonisation. »

Vu d'aujourd'hui, 82 ans plus tard, la formulation apodictique du comte, que les juifs de l'est soient incapables « d'assimilation », la légèreté avec laquelle il parle de la colonisation, du condominium en Afrique, l'idée assez rigide, qu'il semble se faire de « l'assimilation », tout cela paraît aujourd'hui aberrant. Alors Coudenhove un des « nombreux experts auto-nommés de la question de la Palestine, de la question juive » desquelles parle Die Stimme du 22 décembre 1937 ?

« Coudenhove-Kalergi, » écrit le journal, « qui est visiblement influencé dans le sens de l'assimilation qui se trouve politiquement en faillite, influencé aussi par des idées du livre de son père, connues comme inexacts depuis longtemps, a mal compris le cours de l'histoire depuis l'émancipation. Les juifs déambulaient avec des banderoles noir-rouge-doré et la conséquence était un anti-sémitisme décidé du mouvement national-allemand. Et des juifs qui, avec enthousiasme, ont prêché Marx et Lasalle n'étaient que les stimulateurs de l'anti-sémitisme excessif d'aujourd'hui. L'assimilation signifie la pénétration des juifs dans les affaires intimement propres à leur environnement ce qui doit créer de l'anti-sémitisme. Mais une judaïté consciente de l'appartenance à un peuple, le droit égal pour la minorité, cela agit comme désintoxication et dans le sens d'une compréhension entre les peuples. Les sionistes prennent le chemin de la judaïté nationale en Palestine et dans la Galuth, ils désirent et combattent, avec le support des nations cultivées pour la construction d'un État juif socialement juste et pour une judaïté d'égal à égal dans la Galuth qui règle lui-même ses affaires et en tant que nation d'égalité reconnue ... Les juifs sont reconnaissants pour tout conseil bien pensé. Ils refusent par contre les conseils de tous experts qui, certes, ont des bonnes intentions mais ne font que porter de l'eau aux moulins des anti-sémites. »

Au fond Coudenhove, malgré ses vues tributaires de esprit de l'époque, poursuit l'idéal d'un humanisme libéral, tandis que la polémique de la Stimme n'hésite pas de regarder sans plus l'appartenance des individus à un « peuple ». Chaque peuple peut réclamer son autodétermination, ce qui semble impliquer le droit à un territoire « national ». Que font tous celles et ceux qu'on inclut contre leur volonté avec cette notion du « peuple », qui veulent pas non plus être protégés par un « droit de minorité » et ne réclament que leur droit humain à une individualité sociale ?

Le 20 janvier 1937 la « Neue Freie Presse » sur sa Une avait honoré Hjalmar Schacht lors de ses 60 ans par un long récit de sa carrière et de ses mérites : « Il porte ni uniforme ni décoration,

lors des grands évènements il ne monte pas au devant de la scène – néanmoins est-il, grâce à son savoir et sa maîtrise un des hommes les plus importants de l'Allemagne actuelle. »

La presse ignore l'allocution de Schacht adressé à un petit cercle d'invités lors de son anniversaire le 22 janvier. Le supporter d'Hitler, celui qui avait trouvé les moyens tenus secrets de financer les dépenses de la dictature, pour l'armement et contre le chômage (e.a. les bons MEFO), rappela qu'importants crédits arrivaient à leur terme et l'émission des bons serait stoppé le 31 mars 1938. Alors les investissements prévus par le plan de 4 ans dirigé par Goering seraient une folie. En novembre 1937 Schacht tire les conséquences de sa perte d'influence et démissionne du poste de ministre de l'économie. La « vrai-fausse monnaie » est temporairement sauvée par un refinancement à courtes termes et quand celui-ci tend à rendre la création de monnaie inévitable, Schacht abandonne la direction de la Reichsbank le 31 janvier 1939. La « Folie » devient de plus en plus meurtrière.

**14. 1938 : L'annexion de l'Autriche.** Le 26 janvier 1938 Jules Sauerwein commente la centième session du Conseil de la SDN. L'Allemagne, l'Italie, le Japon ni siègent plus, ne restent que l'Angleterre, la France et l'URSS des membres permanents à côté des 12 membres non permanents. La question des minorité est un « sujet scabreux » le ministre de la Roumanie « demandera sans doute que les pétitions juives arrivées au siège de la SDN ne soient pas traitées avec la procédure d'urgence... Mais il ne va pas plus loin, il ne songe pas pour le moment à imiter l'exemple de la Pologne en rejetant tout contrôle de la SDN sur les minorités ». « La SDN est en crise », écrit Sauerwein, « il serait imprudent d'en attendre de grandes choses. Mais il serait insensé de jeter le manche après la cognée et de faire le jeu des adversaires en l'enterrant prématurément. »

Le 20 février Hitler parle devant ses fidèles au Reichstag : « .. Deux états à nos frontières à eux seul comprennent une masse de plus de 10 millions d'allemands. ... Par les contrats de paix ils ont été empêchés contre leur volonté de s'unir au Reich. Cela est assez douloureux en soi. Mais dans nos yeux une chose ne supporte aucun doute : Le droit d'État qui définit cette séparation ne peut mener à une privation des droits politiques du peuple, c'est à dire les droits généraux à l'autodétermination des peuples, qui d'ailleurs nous ont été solennellement accordés parmi les 14 points de Wilson, conditions du traité de l'armistice ne peuvent pas être bafoués simplement parce qu'il s'agit d'allemands. Pour une puissance mondiale qui se respecte, il est à la longue insupportable de savoir à ses côtés des camarades du peuple (Volksgenossen) auxquelles on inflige une souffrance gravissime à cause de leur Sympathie pour et leur liens avec la totalité du peuple, son sort et sa vue du monde... ».

Les deux États voisins étant l'Autriche et la Tchécoslovaquie, le signal est donné. Le journaliste de Paris-Soir (ainsi que Bertrand de Jouvenel v. plus haut), qui régulièrement avait couvert les échecs de la SdN, l'avait écrit même avant que Mussolini s'était mis d'accord publiquement : « L'Autriche perdra sa souveraineté ». Le 13 mars 1938, Paris-Soir titre « Hitler a annoncé lui-même que les troupes allemandes étaient entrées dans toute l'Autriche ». Au milieu de la Une un encadré : « Hitler a pris L'Autriche. Il lui a suffi de quelques heures pour démissionner



Schuschnigg, pour lancer les troupes sur Vienne et pour planter la croix gammée au sommet de la Chancellerie fédérale. Dans le même temps, en France, pas de gouvernement. ... ce nouveau « coup » de l'Allemagne va-t-il enfin nous ouvrir les yeux ? Depuis plusieurs années, nous allons d'humiliation en humiliation. Nous laissons croire au monde, que la France a délibérément délaissé le rôle prestigieux qui a toujours été le sien. Il faut que la France redevienne la France. Ce n'est pas en accumulant les abstractions qu'elle peut espérer maintenir une paix chère à tous. Les récents évènements en sont la preuve, hélas ! Tangible... »

Sauerwein continu en tête de page 2 : « La tragédie autrichienne. Plus que l'Anschluss : l'annexion. » ... « Le mot « Anschluss » qui signifie en réalité « adhésion », n'est pas de circonstance. Dans les procédés violents mis en œuvre, il n'y a plus eu de place pour l'expression sincère d'un sentiment autrichien. Le monde aura droit de dire que l'Allemagne a eu peur d'un plébiscite, puisque, avec une précipitation qui semble déceler une certaine crainte, elle a soudainement paralysé toute la vie libre du petit pays qu'elle voulait absorber ... Devant le carnage imminent les Autrichiens s'inclinent. Qui osera le leur reprocher ? Est ce à Londres ou à Paris, où on les a gratifiés depuis quatre ans de déclarations platoniques ? Est-ce à Prague, à Budapest et à Belgrade où on s'est refusé à les laisser retrouver leur souverain héréditaire et à coopérer à une véritable Fédération Danubienne ?... Si un autre coup de force pouvait s'effectuer de même manière, alors nous passerions au rôle de puissances vassales. Ce n'est tout de même pas pour cela que plus de deux millions de Français de d'Anglais se sont fait tuer il y a vingt ans ... »

Le Journal du 13 mars sur sa Une publie une téléphoto : « Un régiment allemand entre dans la capitale autrichienne » et un superbe dessin : « l'Autriche » ligotée et bâillonnée dans une toile d'araignée, au centre de la toile une croix gammée en guise de la prédatrice. A y lire aussi : Hitler déclare : « La création du grand Reich ethnique allemand n'est pas l'oeuvre de la volonté de quelques-un, mais du peuple allemand tout entier. » En bas de la une Le Journal rappelle : « En juin 1936... M. Mussolini avait fait proposer à M. Léon Blum de sauvegarder en commun indépendance autrichienne »

Les premières mesures : l'arrestation de 70 000 personnes et le transfert de la réserve d'or de 78 t en Allemagne et des devises, la somme de 1,8 milliards de marks incluse. C'est beaucoup relatif aux réserves de la Reichsbank de seulement 75 millions en 1936, non négligeable aussi dans le financement des crédits pour l'armement au moment où la Reichswehr demande plus de 10 milliards par ans.

La violence anti-juive à Vienne avait éclaté et pris la dimension d'un pogrom avant l'invasion. En février, Hitler avait pressé le chancelier Schuschnigg à prendre deux nazis dans son gouvernement, qui faisaient tout pour le contraindre à démissionner. Ce qu'il fit le 11 mars. Le jour même un des deux, Arthur Seyß-Inquart, prend sa place par intérim. L'auteur Carl Zuckmayer a décrit le soir du 11 : « C'était l'enfer, l'aspect de la ville ressemblait à une toile cauchemardesque d'Hieronymus Bosch ... c'était un sabbat de sorciers, un enterrement de toute dignité humaine. » De

nombreux suicides des persécutés, des arrestations illégales, des pillages partout. Pire, paraît-il, que quelques mois plus tard le pogrom de novembre.

Le 14 mars le Wiener Tagblatt communique que le ministre de la justice licencie les fonctionnaires juifs, communique également que l'association chrétien-sociale de sport exclue ses membres juifs. Les lois raciales furent étendues à l'Autriche en mai. Les organisations juives furent interdites, nombreuses mesures privaient les juifs de leurs droits dans le but de contraindre un maximum de personnes à émigrer, à confisquer leurs biens et les faire payer la taxe les autorisant à quitter le pays : 25 % des fortunes dépassant 50 000 marks. 130 000 personnes quitteront le pays jusqu'en 1941, le total de la taxe revenait à 340 000 marks en 1938/39, au moins 4 fois plus que les années précédentes et 7 fois plus qu'en 1935/36. Les appropriations sauvages de biens juifs par des troupes de nazis autrichiens le soir du 11 mars 1938 incitèrent les spécialistes de la SS à développer le « Modèle viennois » d'expropriation. En octobre 1938 Adolf Eichmann, à la tête de son « Bureau central pour l'émigration juive » s'est vanté que le bureau traitait 350 demandes par jour. Nulle part le flux d'un nombre relativement petit de personnes persécutées et en détresse est accueilli les bras ouverts. Il en était question plus haut.

**15. 1938 : Évian, l'immense déception.** En avril 1938, dans « Foreign Affairs », Dorothy Thompson publia « Refugees : A World Problem » : « Au moment où j'écris cet article les nouvelles d'Europe sont perturbantes au possible. Hitler est à Vienne. L'Europe centrale est dans la tempête, car chaque petit état du bassin du Danube sent la pression montante du nazisme. La Grande Bretagne, la France par la suite, réfléchissent si et si oui comment il peuvent protéger la Tchécoslovaquie et si et si oui comment, il peuvent sauver au moins une SdN modifiée. Le système soviétique semble se trouver dans un état de désintégration sérieux. La guerre en Espagne continue, nous ne pouvons pas anticiper le dénouement de la fin. Mais une chose est claire : ces situations chaotiques ne manquent pas d'agrandir un problème qui déjà est un casse-tête mondial – le problème des minorités raciales et politiques dépossédés. » La charité ne suffit plus, il faut une solution politique. Thompson argumente pour « une institution sous une direction hors normes, avec un personnel de grande expérience et avec un tel support financier, qu'elle sera universellement respectée et sa compétence hors de question pour traité le problème dans toutes ses dimensions, - diplomatiques, financières, économiques, juridiques – et agir comme un « clearing house » ou une « holding » pour les organisations bénévoles existantes, qui traitent déjà – dans de nombreux cas admirablement – certaines parties du problème. » Entre le BIT, le Haut Commissaire et le Bureau Nansen ce dernier semble le plus approprié à former le noyau de l'institution à créer (voir [https://www.jstor.org/...](https://www.jstor.org/))

Cet article fut lu à la Maison Blanche avant sa publication et, Thompson étant proche de Mme Roosevelt, peut avoir motivé le Président dans sa décision de réunir un comité intergouvernemental dans le cadre de la SdN. Du 6 au 15 juillet 1938 les délégués de 32 états et de nombre d'organisations humanitaires se réunirent à Évian, côté française de la frontière car pour la réunion au siège de la SdN le gouvernement suisse craignait des complications de ses rapports avec

Berlin. Les auspices n'étaient pas roses, Roosevelt, pour obtenir leur participation avait du accepter qu'aucune contrainte résulterait concernant les quotas de réfugiés. Golda Meier, présente en tant qu'observatrice, décrira plus tard sa colère d'avoir vu chaque délégué se levé, exprimer son profond regret des souffrances, pour déclarer ensuite que son pays ne changerait aucunement sa politique d'immigration. En premier lieu les États Unies qui gardera ses quotas de 27 000 par ans pour le Reich (voir Diane Afoumado, Indésirables. 1938 : La conférence d'Évian et les réfugiés juifs, Paris 2018).

« Où aller? La grande question pour les juifs allemands. Est ce que Évian apportera la réponse ? Demain les discussions commenceront. » titre De Telegraaf à Amsterdam (« neutre », tirage 116 000) le 5 juillet et commente entre autre que la conférence discutera aussi la politique de la Pologne et de la Roumanie, qui voudraient bien laisser émigrer un nombre considérable de juifs. Le comité central tchécoslovaque d'aide aux juifs voudrait que la conférence appelle au gouvernement du pays d'ouvrir les frontières et créer des facilités pour que des réfugiés d'Autriche puissent temporairement venir par exemple à Brno.

Évian est la tentative, comme l'avait souhaité Thompson dans son article, d'engager le monde entier, et au-delà de la SdN, à résoudre le problème des réfugiés. À l'encontre des propos de Thompson, seulement les émigrants allemands et autrichiens seront pris en considération. En Europe les gouvernements de la Belgique, de la Grande Bretagne, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Norvège et des Pays-Bas venaient de signer une convention lors d'une conférence intergouvernementale dans le cadre de la SdN le 10 février 1938 « Concernant le statut des réfugiés provenant d'Allemagne ». Une convention qui impliquait une charge financière pour les états en absence de tout propos concernant le nombre de réfugiés. Un nombre considérablement accru après l'occupation de l'Autriche. Et, comme Thompson l'avait remarqué, les considérations de capacité des pays d'accueillir des réfugiés n'étaient pas que d'ordre économiques. Sans le dire le racisme et la crainte d'une montée de l'antisémitisme jouaient leur rôle.

Avant de passer aux nouvelles d'Évian, le Friesche Dagblatt (protestant, tirage 4500) du 7 juillet publie un éditorial de son rédacteur en chef, Henrikus Algra (1896-1982), titré « Science ou non-sens ? ». Ce n'est que de l'antisémitisme quand les nazi parlent de race, écrit-il : « Il semble incompréhensible que des universitaires allemands qui avant ne juraient que par les résultats de la science se rendent maintenant coupable d'essayer de draper le non-sens raciste par des expressions scientifiques... »

Le Algemeen Handelsblad (libéral, tirage 46 000) du 6 juillet commente l'ouverture de la conférence. « Une prise de connaissance assez spéciale pour le gouvernement allemand, celle des activités de la conférence internationale sur la question des réfugiés... » La conférence doit s'abstenir de tout jugement politique... « Rarement une conférence internationale a eu a discuter de points aussi difficiles . Le point de vue de quelques pays, dont la Hollande, a été au début que, rien que pour des raisons humanitaires, le droit d'asile ne peut pas être refusé aux citoyens allemands privés de leur nationalité et leur biens, mais que ce droit a du être abandonné pour cause de nécessités

économiques après l'annexion de l'Autriche et le nouveau flux de réfugiés qui se dirige vers les pays voisins ... Il a été déconcertant que la SdN ne s'est pas occupée directement du problème des réfugiés ... mais comme l'initiative pour la conférence venait du président Roosevelt - les E.U qui ne sont pas membres - la SdN a préféré de convoquer un Comité intergouvernemental ... Dès sa fondation la SdN avait créé le « Bureau Nansen » pour les questions des réfugiés ... En octobre 1933 le conseil de la SdN avait nommé James McDonald commissaire pour les réfugiés allemands, mais les possibilités d'agir qu'on lui avait accordé furent insuffisantes, en décembre 1935 il a démissionné et le général Sir Neill Malcolm est son successeur ... Des milliers de réfugiés ont un statut grâce au passeports Nansen. Mais la diaspora actuelle demande des mesures plus incisifs. Il faut de l'aide pour les sans-nationalités et les parias et c'est pour ça qu'il faut qu'à Évian on décide ce qui pèse plus : l'humanitaire ou l'économique. »

Le journal couvre la conférence de jour en jour. Dans son édition du soir du 6 il explique en détail et en partie à l'aide du service du Times les causes et l'enjeu de la conférence : « ... l'Angleterre devait essayer d'autoriser 80 – 100 000 juifs à l'immigration en Palestine. ... Des 21 000 juifs qui avaient quitté l'Allemagne en 1936, seulement 5 000 avait besoin d'aide. Avant « l'Anschluss » il semblait que les juifs qui n'avaient pas quitté le pays pouvaient y rester. Ceux qui l'ont quitté le plus souvent appartenaient aux professions libres (des avocats, des médecins etc.) qui ne pouvaient plus exercer. 80 % des juifs en Allemagne appartenait plutôt à la classe de commerçants. Ils espéraient qu'après quelque temps on les laisserait tranquilles. Cet espoir s'avère plutôt infondé après « l'Anschluss »... « L'Anschluss » devait mener à une crise aigue. Il en est sortie la question de l'émigration juive à grande échelle. La question financière est le problème dominant à Évian. En 1933 les juifs allemands pouvaient encore emmener 75 % de leur argent, aujourd'hui moins de 10 %. On ne sait pas ce que le gouvernement allemand fait avec l'argent qu'elle retient des juifs. On espérait qu'il serait utilisé pour l'émigration de juifs pauvres, mais de cela on a rien vu. L'Allemagne ne participe pas à la conférence, mais il est probable que cette question provoquasse une discussion, car il est curieux que d'autres pays devaient porter les coûts de l'émigration des juifs allemands. Il y a l'impression générale que les communautés juifs à l'étranger devaient contribuer autant que possible... » Le journal explique ensuite que parmi les juifs il y a ceux qui voient la seule solution dans la création d'un état national juif et d'autres qui pensent que « l'antisémitisme a toujours eu ses « ups » et « downs » et qu'il faut autant que possible alléger les souffrances des émigrés. On doit aider ceux qui ne peuvent pas être financés par des parents et des amis pour qu'ils trouvent où vivre et travailler. En tout cas tous les réfugiés doivent obtenir un passport ... Un organisme doit être créé qui s'en occuper ».

Le 7 juillet le Handelsblad commente «La séance d'ouverture d'Évian » : « Selon le gouvernement américain la réunion doit être le début d'une série d'autres. L'Allemagne aussi doit faire des sacrifices ... Des invités seule l'Italie a refusé l'invitation ... il devient clair que cette séance du Comité doit s'occuper uniquement des réfugiés politiques de l'Allemagne et de l'ancienne Autriche et non pas des réfugiés d'autres pays. » Vendredi le 8 juillet, la Une informe que deux sub-commissions ont été formées, une qui doit recevoir les organisations d'aide, l'autre

doit s'informer (discrètement) des intentions des différents états. La dernière invite Sir Malcolm, le commissaire de la SdN. Selon une dépêche Havas, le Congrès mondial juif demande que la conférence traite aussi de la situation des juifs réfugiés de l'Europe de l'Est. Page 5 : « L'Argentine et le Brésil prêts à recevoir des réfugiés. Déclaration décevante du délégué australien ». Les deux pays d'Amérique Latine recherchent en premier lieu des agronomes à capital et pas du tout des petits commerçants, artisans et intellectuels. L'Australie prétend qu'elle ne peut pas privilégier des personnes autres que sujets du commonwealth. Le correspondant gagne l'impression que le résultat de la conférence du Comité intergouvernemental sera surtout de se déclarer permanent. Le président de la deuxième sous-commission est le Norvégien Michael Hansson, le directeur du « Bureau Nansen » de la SdN pour les réfugiés russes. Le 9 juillet, page 4, il est question de l'audition des organisations d'aide du 7. Quinze organisations juives ont envoyé des délégués, de même quelques organisations catholiques et protestantes ainsi que l'Internationale socialiste. Toutes celles se sont mis d'accord de nommer 8 représentants communs pour s'entretenir avec la commission au lieu de chacune séparément. Après les juifs, les catholiques ont parlé de leurs estimés 500 milles adhérents « pas entièrement ariens » que les nazis font également souffrir. Les organisations d'aide insistent que le Comité devait non seulement s'occuper des réfugiés du Reich mais de tous les réfugiés.

Le 10 juillet le journal titre à la Une: « L'immigration individuelle est actuellement la meilleure méthode. Selon Sir Neil Malcolm son plan d'une colonisation étendue s'est déjà avéré irréalisable. » « ... Sir Neill Malcolm a été le premier qui a réellement clarifié la tâche de la nouvelle organisation ... Une des missions que la SdN lui avait confié avait été d'obtenir un foyer définitif pour les réfugiés par la négociation avec divers organisations. On espérait pouvoir réaliser des plans étendus de colonisation. Un ans plus tard Sir Neill Malcolm avait compris que cet idée était irréalisable pour des raisons économiques mais aussi à cause des craintes des gouvernements de créer des nouvelles minorités.

Le 12 à la page 4, le Algemeen Handelsblad publie un article « La Palestine à Évian ; un état juif indépendant une solution » : « Des dizaines de milliers de malheureux, dispersés dans toute l'Europe... attendent avec impatience le résultat de la conférence d'Évian... À la série des déceptions, qui ont mis la vie des dizaines de milliers devant une dure épreuve durant ces dernières années se rajoute une de plus : la réunion d'Évian n'a donné aucun résultat immédiat, au plus a-t-elle ouvert un chemin. Un nouveau comité - le Comité permanent des gouvernements pour les réfugiés doit être mis en œuvre et siègera probablement à Londres. ... Des 32 états présent 28 délégués on pris la parole et seulement ceux des états de l'Amérique du Sud et Central se sont déclarés prêt à recevoir un grand nombre de réfugiés et de les aider à s'installer (le journaliste exprime son scepticisme et peu de temps après on apprend en fait qu'il y aura des fortes restrictions pour autres immigrants que des acheteurs de terrains agricoles KS) ... Peut-être le délégué suédois (Gösta Engzell (1897-1997), 1938-1947 chef de la section de l'immigration au MdAE, poursuit une politique restrictive qu'il abandonne en 1942 ; il est le contact de Raoul Wallenberg en 1944. KS) parlait le plus clairement quand il remarqua que la question des réfugiés allemands ne fait que partie de toute la question juive qui devait finalement être traitée dans son ensemble. A-t-on entendu un

seul délégué déclarer que son pays hésite de recevoir des réfugiés juifs parce qu'à la longue cela pourrait provoquer - une question de races ? À l'encontre des autres délégués qui n'évoquèrent que des questions économiques et le motif de la surpopulation, il se plaça sur le point de vu allemand. » Le suédois a osé de soulever la pierre, qui est aussitôt remise. Le journaliste ne laisse aucun doute quelle solution il souhaiterait. Racismes et nationalismes dominent la scène internationale : « Par ailleurs le développement de l'entreprise agricole en Palestine a clairement montré qu'à l'idée que les qualités de race des émigrés juifs les rendent difficilement aptes pour le travail agricole on ne peut guère donner beaucoup de valeur., L'impasse dans lequel se trouve la question juive, la situation de plus en plus critique en Palestine où le terrorisme fait la fête, rendent de jour en jour plus urgent la nécessité d'un état juif indépendant soit-il en Palestine où ailleurs ... Là aussi les grandes puissances devaient pourvoir collaborer en posant le fondement. « O combien a-t-on agit trop vite en août l'année dernière, quand on a déclaré que la question judéo-arabe était passée des mains des juifs et arabes au Conseil de la SdN via la commission des Mandats. Plus que jamais juifs et arabes tendent à garder la main sur leur sort et le poussent dans la direction souhaité. »

À propos de ce que le suédois avait dit la veille, Het Vaderland (LaPatrie, liberal, tirage 12000 ) du 12 à La Haye écrit: « Le délégué de la Suède qui n'a pris la parole qu'hier soir et qui, à propos de l'admission de nouveaux réfugiés en son pays, avait principalement le même point de vu que les autres états européens, disait que l'ouverture dans un cadre plus large serait maintenant possible. Suite au débat général il se dit convaincu, que la solution de la question soit impossible sans l'émigration à large échelle en Amérique du Sud. Il serait nécessaire de surmonter les nombreuses difficultés financières. Il exprimait l'espoir que la commission gouvernementale se mette à étudier sérieusement les problèmes et réussisse à trouver une solution. Mais sans l'apport de moyens financiers d'état ce ne serait pas possible. » Ce qui est en fait ce que Gösta Engzell avait dit (voir <https://evian1938.de/en/sweden/>). Il n'avait pas évoqué l'antisémitisme, sauf peut-être sous-entendu quand il précisa que son pays n'a jamais pratiqué de discrimination en admettant des émigrés individuellement. Mais il avait dit : « Il est évidemment impossible de traiter, même approximativement de la question des réfugiés d'Allemagne et de l'Autriche sans s'approcher étroitement d'un autre problème d'envergure nettement plus large. Je fait référence au problème de la migration européenne juive dans son ensemble. Je suis entièrement conscient des raisons pour lesquelles le Comité Intergouvernemental pense qu'à présent il ne devait pas discuter ce problème sérieux. Mon gouvernement, pourtant, aurait été très heureux s'il avait été possible d'en traiter. En Suède nous prenons le point de vu que ce problème, dans toute son étendue, tellement plus large que celui des réfugiés d'Allemagne et de l'Autriche, tôt ou tard revient à l'attention de l'Europe et cela dans la plus grande urgence. Nous pensons alors qu'il ne devait pas être perdu de vu en traitant de la question des réfugiés allemands. La procédure qu'on appliquera à cette dernière affectera peut-être le problème général. Néanmoins ... je n'ai pas l'intention de suggérer que nous étendions le champs de nos discussions de façon que la migration européenne y soit incluse. Mais j'ai souhaité de souligner ce problème et sa grande importance. »

Le 13 juillet le Handelsblatt titre sur sa Une : « Le but d'Évian : Un comité permanent pour les réfugiés. Le résultat déposé dans l'ébauche d'une résolution de clôture. - On veut demander à l'Allemagne de laisser les émigrants garder leur argent. - Lord Winterton probablement le président de ce comité. » Le correspondant ensuite : « ... Les organisations juives ont pris connaissance de ce plan avec peu d'enthousiasme, car au parlement anglais à plusieurs reprises Lord Winterton a pris position pour les arabes en Palestine et contre les juifs... » Le lendemain le même journal titre : « Difficultés à la conférence d'Évian. Les délégués sud-américains ont des objections contre le texte de l'ébauche de la résolution de clôture, qu'ils déclarent inacceptable. - Différences d'opinion entre les grandes puissances. ». Les sud-américains protestent contre l'image que le succès ou l'échec de la conférence ne dépende que de leur collaboration. Les grands puissances ne sont pas d'accord pour le siège du comité permanent : Paris ou Londres. Le 15 juillet le Handelsblad, page 4, publie la résolution de clôture et titre : « Consensus à Évian sur la résolution de clôture. Aussi des personnes qui n'ont pas encore quitté leur pays tombent sous le règlement concernant l'aide internationale pour les expulsés. - Les pays domiciliant des réfugiés peuvent adapter leur sélection et n'ont pas d'obligations financières. » Du problème du financement on laisse s'occuper le Comité permanent qui se réunira pour la première fois à Londres le 3 août. Le 16 le journal exprime sa vue par un long article à la page 2, qu'après Évian on est peut-être au début d'une solution. J'y lis: La Palestine « ne peut accepter qu'un nombre limité de juifs. Mais les juifs devaient avoir leur propre état aussi petit qu'il soit, et qui d'une manière ou d'une autre peut mettre les juifs dans le reste du monde sous sa protection. Il est souhaitable que le partage de la Palestine en un état juif et un état arabe peut être réalisé rapidement, qu'un nouveau chapitre dans l'histoire des juifs s'ouvre avec la perspective d'une solution satisfaisante de la question juive brûlante. Là aussi la collaboration non seulement de l'Allemagne mais aussi de l'Italie sera la bienvenue. ». Que dire 81 ans plus tard ?

Le 20 juillet le Handelsblad résume que c'était une « conférence curieuse : agréable en ce qui concerne l'atmosphère : difficile et sombre dans ses propos » Un sous-titre et une photo-portrait méritent une explication : « La présence à Évian de prof. Neumann ». Voici le texte correspondant : « L'otorhinolaryngologue connu, prof. Neumann, a fait le voyage à Évian en accord avec le gouvernement allemand avec l'information que, si les pays présents ici pourraient accepter 40 000 réfugiés on les laisserait garder une partie de leur capital. Quelques-uns parlent de 40 %, d'autres de 10 %. En tout cas on pense que le fait que prof. Neumann en accord avec son gouvernement a pu parler avec les délégations, soit encourageant. » En réalité Heinrich Neumann (1873-1939, von Hédrath avant 1918) avait perdu sa position en tant que juif avec « l'Anschluss ». Il avait été arrêté, mais sa réputation et l'intervention internationales avaient fait qu'il fut libéré et qu'il se trouvait à Évian en compagnie de Berthold Storfer (1880-1944 Auschwitz), industriel co-fondateur du Comité d'aide à l'émigration juive et Josef Löwenherz (1884-1960), nommé directeur de la «Communauté juive Vienne» par Eichmann. Trois représentants des juifs d'Autriche autorisés par le SD. Le 7 juillet déjà, le New York Times avait publié une interview avec Neumann. Sa mission reste non-éclairée. Les nazis avaient certes l'intention de forcer l'émigration. Neumann a été reçu par les plus influents des participants à la conférence. Est-ce que les 40 000 pour lesquels il

demanda désespérément l'accueil et les moyens, figuraient sur une liste préparée d'envoi à Dachau ? Envers le NY-Times Neumann avait expliqué, que sa position soit très difficile, parce que on attendait de lui un accord définitif et non des promesses que ses propositions seraient examinés par des commissions et des comités. Il rentra bredouille. Il a néanmoins pu quitter l'Autriche avec sa femme et leurs 3 enfants en avril 1939. Avant il avait dirigé un centre de réorientation professionnel juif à Vienne en vu de l'émigration financé par l'ORT américain. Il paraît que sa mission à Évian n'eût pas été la seule au service du financement de l'émigration juive. Il meurt d'un cancer le 6 novembre 1939 à New York. Stephen Wise fut le rabbin à son enterrement. (voir Günter Schubert, *Der Fleck auf Uncle Sams weisser Weste : Amerika und die jüdischen Flüchtlinge* (L'Amérique et les réfugiés juifs) 1938-1945, Frankfurt, Campus 2003).

En 1937 le SD avait publié des propositions pour la déportation des juifs allemands. Furent considéré la Palestine, Amérique du Sud. Le 2 mars 1938, Adolf Eichmann avait été mandaté de chercher « une solution de politique étrangère pour la question juive ». Après la conférence d'Évian les nazis cogitaient également la vieille idée des antisémites : Madagascar. L'année précédente la Pologne en avait négocié avec la France, mais la commission qui avait inspecté les lieux était arrivée à un résultat négatif. En 1940, après armistice, les nazis concrétisèrent un plan, mais vu la dominance anglaise sur les voies de transport ce plan fut abandonné quelque mois plus tard.

**16. 1938 : Les accords de Munich.** Les tchécoslovaques qui avaient craint qu'avec l'annexion de l'Autriche le glas eût sonné pour leur pays, n'avaient pas eu tort. Malgré les déclarations apaisantes de Goering dans l'immédiat, Hitler poursuit sa demande perfide d'unification de son « peuple » et fait tout pour monter la « crise des sudètes » et cacher son but expansionniste. Entre temps le potentiel militaire du Reich était considéré si fort que la France et l'Angleterre hésitaient de se mettre d'accord pour une alliance en cas de guerre et pour une garantie de la souveraineté de la Tchécoslovaquie. Au contraire : il faisaient pression sur Prague d'accepter l'annexion des sudètes. En fait, l'état tchécoslovaque était dominé par les tchèques et ni les slovaques, ni les minorités allemandes, hongroises, polonaises et ukrainiennes avaient obtenu les institutions et les droits que la constitution leur accordait. Des affrontements violentes survinrent. Un prétexte bien venu pour Hitler dans la poursuite de son plan « d'arrondir » le Reich après l'annexion de l'Autriche par une « intégration » de la Tchéquie. Depuis mars 1938 la « crise » faisait des vagues. Du 22 au 24 septembre Chamberlain et Hitler confèrent à Bad Godesberg. Le 23 Prag mobilise. Le résultat : un plan britannique en accord avec les tchèques et la France, mais un mémorandum d'Hitler annonçant l'attaque pour le 1<sup>er</sup> octobre, si Prag ne se plie pas au demandes du Reich. Suivent des journées d'activité diplomatique et politique intense, de préparation à la mobilisation générale. La guerre immédiate est à l'ordre du jour, est à la Une de la presse partout. Mais le 29 une manchette à la Une du Journal annonce:

«Daladier, Chamberlain, Mussolini et Hitler se rencontrent à Munich, cet après-midi, à 15 heures. Cette décision connue au soir d'une journée d'angoissantes émotions apporta aussitôt un immense apaisement ». Sous le titre « Une séance sans précédent à la chambre des communes »



Yves Morvan reporte, page trois, l'évènement de la veille : « ... Georges VI venait de signer l'ordre de mobilisation de la flotte anglaise. Dans les rues, on croisait les marins qui, portant le sac de toile sur l'épaule, ralliaient leur base navale ; on voyait les « maîtres » en casquette blanche, la poitrine ornée des rubans de l'autre guerre, courir vers les trains qui allaient les emmener à Portsmouth, Plymouth, Gosport et autres portes de la flotte. ... les enfants emportaient à l'école le baluchon contenant le vêtement et le linge dont ils auraient besoin si l'évacuation massive prévue était tout à coup décidée ; dans la Cité, des peintres peignaient en noir les vitres des bureaux ; les femmes s'enrôlaient en hâte au quartier général des services auxiliaires qui demandaient 30 000 volontaires. D'une seule âme intrépide et calme, l'Angleterre se préparait à une guerre dont, au fond de son coeur, elle ne comprenait pas pourtant qu'on ne pût l'éviter. ... On avait entendu le discours radiodiffusé du premier ministre ; on avait compris que M. Neville Chamberlain se refusait encore à croire que la paix fût perdue ; mais on avait noté l'amertume avec laquelle il avait dit que pour le moment il lui était difficile de faire mieux. ... Tout concourait à approfondir l'angoisse, et pourtant ! Au moment même où on craignait que tout fût perdu, le « vieil homme » prenait une initiative qui allait, sinon tout sauver, du moins remettre à plus tard les lourdes échéances qui paraissaient immédiatement inévitables. ... Le parlement devait se réunir à 3 heures. Dès 1 heure, une foule immense se massait autour des Communes et de l'abbaye de Westminster ... Aux Communes, on avait vu arriver les députés des heures avant l'ouverture de la séance ; dans les couloirs, les pairs se pressaient vers les galeries qui leur sont réservées. Le vestibule à verrière et hautes peintures était plein d'une foule bigarrée qui espérait encore qu'elle trouverait place dans les tribunes. Jamais, même aux heures pathétiques de l'abdication, nous n'avons vu les Communes si animées. ... »

« Dans un silence total, M. Neville Chamberlain entreprit le long exposé historique des ses initiatives... « Nous sommes en face d'une situation telle qu'il ne s'en est plus présenté depuis 1914 » ... Soudain, deux rangées de gradins au-dessous de nous, une longue enveloppe blanche passa de main en main jusque dans celle de lord Halifax qui, jusque-là, penché sur la rampe de bois sculpté, avait suivi avec intensité les paroles de son chef. Lord Halifax déchira rapidement l'enveloppe, lut le message qu'elle contenait et le montra à son voisin, lord Baldwin, qui, l'ayant lu à son tour se tourna et sourit. Aussitôt, le ministre des affaires étrangères fit un signe en bas, au secrétaire du premier ministre, et quitta précipitamment la galerie. Cependant, les Communes, haletantes, venaient d'apprendre, coup sur coup, dans un crescendo dramatique de curiosité et de saisissement, que M. Neville Chamberlain avait adressé un message au Duce, qu'il venait de proposer à Hitler d'aller le voir à Berlin, que M. Mussolini avait répondu favorablement à son message : l'espoir se ranimait ... Le secrétaire de M. Neville Chamberlain, qui avait un instant quitté la salle pour retrouver lord Halifax dans les couloirs, revint au banc ministériel ; il passa une longue feuille à sir John Simon ; celui-ci la présenta au premier ministre. M. Neville Chamberlain, penché, la lut, faisant une pause dramatique. Il se releva de toute sa taille, et lentement, avec une gravité qui creusa le silence : « Ce n'est pas tout, dit-il ; j'ai quelque chose de plus à dire à la Chambre : je viens d'être informé par M. Hitler qu'il m'invite à le rencontrer demain à Munich... »

Yves Morvan décrit ensuite « Le délire » auquel la Chambre s'est abandonnée : « Les acclamations roulaient en tempête et n'en finissaient plus de saluer M. Neville Chamberlain, qui ne pouvait plus parler, la gorge serrée par une émotion poignante, et qui s'était assis modestement à son banc. Mais l'enthousiasme n'avait point encore atteint son point culminant. Dans une courte accalmie, le major Attlee, chef de l'opposition, prononça quelques paroles d'espoir. On vit alors tous les députés du Royaume-Uni, majorité et opposition, mêlés dans la même allégresse et la même gratitude, se lever et adresser à M. Neville Chamberlain un hommage tel qu'aucun premier ministre britannique n'en avait jamais connu. »

Soit dit en passant qu'Yves Morvan (1909-1997) sera, sous le nom de Jean Marin, d'abord une des voix de la France libre à la BBC et de 1954 à 1975 directeur général de l'Agence France Presse.

La conférence des quatre chefs à Munich dans la nuit du 29 au 30 septembre résulte (de nouveau) en une victoire du dictateur. Au nom de « l'unification des peuples » on a bien voulu accorder des petits arrangements territoriaux aussi à la Pologne et à la Hongrie au détriment de la Tchécoslovaquie. Chamberlain et Daladier ne peuvent y voir qu'un succès : La paix est sauvée. Qui voudrait la guerre ? Au communisme qui la considèrent inévitable, on reproche de vouloir saboter la paix. Bien sûr, il y en a qui se méfient du « succès » de Munich. Selon UPA du 3 octobre, à lire dans l'Auckland Star, Attlee, à la chambre des communes, trouva « que nous n'avons rien qu'un cessez le feu dans un état de guerre. Il n'y avait pas de victoire par la raison et l'humanisme, mais par la force brutale. Les événements des derniers jours constituent une des plus grandes défaites que la Grande Bretagne et la France ont jamais subies. C'était une énorme victoire pour Herr Hitler ... Chamberlain a été trompé à penser que les troubles récents étaient dues aux souffrances des allemands des sudètes. La question des allemands des sudètes ne venait pas de leurs conditions en Tchécoslovaquie, mais apparut comme une étape de la marche vers ses fins de Herr Hitler. Le résultat de son succès, de demander impunément à obtenir par la force ce qu'il veut, est, que toute l'Europe maintenant se trouve menacée par la force armée.... Au lieu d'entretiens de quatre puissances il faudrait une conférence de la paix mondiale qui discute toutes les causes actuelles de guerre. La bonne volonté de Herr Hitler et de Signor Mussolini devait être testée par un effort véritable de reconstruction de la SdN... »

Sur la Une de Le Journal du 30 septembre 1938, sous la manchette « Accord à Munich », une photo des chefs assis devant une grande cheminée et en bas deux photos : Daladier et Goering en voiture ouverte et Hitler accueillant Mussolini à la descente du train. Le texte de la page se partageait George Blun à Munich, Yves Morvan à Londres, Jaques Perret à Prague avec les débuts de leurs articles à continuer en page 3. Reste juste la place pour la rubrique habituelle « Mon film » de Clément Vautel (1876-1956, écrivain, scénariste). Titre du jour : « Qui ? Pour qui ? Pourquoi » :

« ... Il y a un scandale des fausses nouvelles, scandale d'autant plus grave que les canards lancés dans la tourmente pouvaient nous revenir sous la forme – quel changement ! - d'oiseaux sinistres qui auraient pondus, de très haut, leurs œufs dans notre quart de mètre cube de sable.

Bourrage de crânes concerté, symphonie belliciste dirigée par quelque mystérieux chef d'orchestre ? Certains le prétendent et ajoutent même que c'est de la musique russe ... Il faudrait, en tout cas être bien complaisant, ou bien naïf, pour expliquer le « sens unique » de ces fausses nouvelles en disant : - Simple coïncidence ! La fausse nouvelle est multiple et diverse, mais les deux grandes variétés du genre sont celles-ci : 1. La fausse nouvelle émise, publiée de bonne foi : celle-là trouve son excuse dans l'obligation d'informer vite, la difficulté de vérifier, le classique *Errare humanum est* ; 2. La fausse nouvelle sciemment lancée : elle devient criminelle quand le temps est à l'orage, que l'opinion publique s'énerve, que les impondérables peuvent, autant que les faits eux-mêmes, décider de la paix et de la guerre.... Il y a aussi la fausse nouvelle par omission volontaire d'une partie de la vérité : c'est ainsi que des boute-feux ont mis sous leur boisseau certains passages des discours d'Hitler ; ils les trouvaient trop apaisants ! Et supprimer, à la radio, la fin encourageante, rassurante malgré tout, du discours de Chamberlain, c'est aussi se rendre coupable d'émission de fausse nouvelle. Des questions se posent : qui, pour qui, pourquoi ? Ça doit se savoir ou il faut que ça se sache. C'est essentiel et, même quand l'orage aura passé, rien ne sera plus urgent. »

À la page 3, aux trois plumes renommées de la Une se joint celle de St. Brice, de son vrai nom Louis de Saint-Victor de Saint-Blancard (1878-1952), juriste, journaliste au Journal de longue date. Blun récite les pas de la conférence jusqu'à 22 heures quand Edouard Daladier répond aux questions par « Je suis content ». Le journaliste croit avoir observé « que Hitler ne se faisait aucune espèce d'illusion ni sur les véritables sentiments de la foule qui l'acclamait, ni sur la gravité d'une journée qui le mettait face à face pour la première fois et dans des circonstances réellement dramatiques avec les chefs des gouvernements français et anglais réunis. ... Ce que les peuples de France, d'Angleterre, d'Italie, d'Allemagne et d'ailleurs, de Hollande, de Suisse, de Scandinavie, des Balkans et du Nouveau Monde, veulent qu'on leur dise, c'est si, par la vertu d'un geste de conciliation et d'apaisement, par le miracle d'une conférence réunissant les chefs de quatre grandes puissances représentant plus de 200 millions de blancs, le marasme qui épuise notre continent prendra fin. Il veulent savoir, ces peuples innombrables, si la paix reviendra...» . Yves Morvan titre : « Désormais M. Chamberlain jouit d'une indescriptible popularité en Angleterre. Un fait significatif : tous les ministres sans exception l'accompagnèrent hier matin à l'aérodrome, chose qui ne s'était jamais vue chez nos voisins d'Outre-Manche. » Et de poursuivre : «... Si la réussite d'un homme d'État ne dépendait que de l'unanimité du peuple qu'il représente, on pourrait assurer que M. Neville Chamberlain est en marche vers le triomphe. » Le reportage se termine avec le départ de l'avion vers l'Allemagne. St. Brice se distingue par son optimisme extraordinaire : « N'attribue-t-on pas déjà à M. Mussolini l'intention de faire un grand geste au sujet de l'affaire d'Espagne? Le Duce proposerait le retrait de tous les contingents italiens, naturellement sous condition de réciprocité. La paix dans la Méditerranée en même temps que la paix dans l'Europe centrale, quelle admirable perspective ! » Jean Perret a quitté Prague par « un vrai train du type dernier convoi avec mélange de classes, paye des employés, sept heures de retard, couloirs bourrés d'angoisse et de drame, compartiments saturés d'odeurs, de souvenirs, d'espoirs

patriotiques et de menus soucis personnels, colis informes, valises, ballots et paniers, corps affalés jusque dans les soufflets d'attelage, enfants pleurant et humbles épaves poursuivant sans honte un vieux rêve à la cadence d'un ronflement qui défie le destin. Et tout cela dans l'ombre » Perret écrit de Budapest. Il raconte ce qu'il a observé la veille : « ... Maintenant que les Tchèques ont tombé la veste, serré les mâchoires et fermé les poings, on ne voit guère comment l'affaire pourrait décevantement s'arranger avec une tournée de bière sur un tapis vert. Mais tel est seulement l'aspect citadin du problème. Je ne sais pas encore si Prague fait la loi au pays, mais il faut bien se dire qu'en pareil cas l'atmosphère des villes fermente plus vite que celle des provinces. - Plutôt le suicide que le recul des frontières, dit Prague. Et que dit-on ailleurs ? Certes, la mobilisation s'est opérée avec une remarquable célérité, une édifiante discipline et les divergences politiques ou ethniques se sont effacées devant la menace d'une capitulation honteuse pour relever le défi et laver les injures du Reich. Mais, surtout les jours où la solidarité des nations démocratiques paraît plus chancelante que d'habitude, la solution héroïque du recours à l'abîme n'est plus tellement unanime. Le parti agrarien, qui fait la grosse majorité du pays et qui réagit aux événements avec des nerfs de paysans, et bien à l'abri des villes fiévreuses, serait assez favorable à un arrangement qui épargnerait le sang tchèque. » Et l'auteur de conclure : « je suis entré à Budapest en pleine répétition de défense passive. Et les sirènes n'y sifflent pas sur un air de tzigane. »

Le lendemain, le 1<sup>er</sup> octobre, Morvan peut écrire : « Au son des cloches de Westminster Londres retrouve l'atmosphère du 11 novembre 1918. Blun reporte « l'ultime entretien Hitler-Chamberlain » : « Les deux chefs de gouvernement se sont mis d'accord pour régler par la « méthode de consultation » tous les problèmes intéressant leurs deux pays. » Selon Georges Blun, Daladier « a sauvé la paix du monde dans l'honneur et la dignité ». Il a tout fait pour « convaincre les Allemands que la France, malgré les tristes expériences de ces deux dernières années (veut dire du Front Populaire KS), était encore la France... »

Le même jour, Paris-Soir ouvre avec la manchette : « LA PAIX ! » et sur page 3, à côté du texte intégral des accords, Jules Sauerwein titre : « Chacun a cédé quelque chose. Il n'y eut ni vaincu ni vainqueur. Ou plutôt si ! Il n'y eut que des vainqueurs puisque la guerre était évitée ». Expliquant « comment les «Quatre» sauvèrent la paix » Sauerwein écrit : « ... La force étalée n'a pas eu à s'employer parce qu'elle était bien équilibrée entre les divers camps. Précieux précédent ! Dans un cas critique de l'avenir on peut espérer que ces hommes se retrouveraient et s'entendraient de nouveau, mais cette fois, sans avoir besoin de mobiliser et sans que les peuples soient secoués par des émotions presque intolérables. » Cet espoir sera vite déçu. L'article se termine néanmoins sur une note sceptique : « ...en France, disons-nous bien, comme conclusion de ces journées, que nous ne devons plus avoir qu'une seule devise, tout en collaborant sincèrement à une stabilisation européenne. Cette devise est : Veiller et travailler. » Plus haut Sauerwein avait remarqué : « On travaille sur des suggestions de Mussolini, qui, fréquemment, joue dans cette conférence le rôle de coordinateur et de pacificateur. Capable de parler à la fois le français, l'allemand et l'anglais, de répondre à chacun dans son propre idiome, alors que ses trois interlocuteurs ne connaissent chacun

que sa propre langue, il a un avantage dans la discussion. Et en plus, comme il a prévu et étudié à l'avance cette réunion il s'y est préparé mieux que personne. »

Dans l'euphorie générale le caractère criminel de l'hitlérisme, notamment l'antisémitisme, semble oublié autant que les implications humaines de la « solution » de la crise : 200 milles personnes des territoires cédés cherchent refuge à l'intérieur du pays, dont le gros des environs 24 500 juifs des « sudètes ». La « nouvelle Tchécoslovaquie » n'a plus le choix, malgré les garanties de sa souveraineté et en manque d'une alliance solide, elle est dans le sillon du Reich qui, en plus, dans l'intérêt d'affaiblir une défense tchèque, encourage les séparatistes slovaques. Dans Le Journal du 10 octobre, page 5 en continuation de la Une, George Blun commente le discours d'Hitler de la veille à Sarrebruck : « Adolf Hitler, nul ne saurait en douter aujourd'hui, n'a pas encore trouvé le contact qu'il faut avec les puissances occidentales. Dans son subconscient, les démocraties occidentales restent des adversaires putatifs, contre lesquels il importe de se prémunir par des armements sans cesse renouvelés et des fortifications toujours accrues. Le Führer a pris à partie MM. Churchill, Eden et Duff Cooper, qu'il a accusé de rien moins que de vouloir la guerre. Il a chanté, une fois de plus, les louanges de Benito Mussolini et reconnu, en passant, les efforts méritoires de MM. Daladier et Chamberlain en faveur de la paix. Cependant, son discours tout entier tient dans l'adage latin « Si vis pacem para bellum » (si tu veux la paix, prépare la guerre KS) ... « Jamais, s'écria-t-il, personne ne triomphera des fortifications que nous édifions. » ... dans aucun pays du monde, on ne considérera le discours de Sarrebruck (dans lequel des millions d'Européens, en Allemagne comme en dehors des frontières du Reich, avaient mis leurs espoirs) comme l'élément bienfaisant qui aplanit les dernières difficultés et balaye les derniers obstacles. ... nous ne pouvons qualifier le discours de Sarrebruck que : une occasion manquée. »

Le 15 novembre le Daily Illini publie le résumé d'un discours de Votja Benes, le frère de l'ex-président devant une réunion internationale de jeunes chrétiens « ... La Tchécoslovaquie a été vendue par les « soit-disant » démocraties européennes – Chamberlain en Angleterre et Daladier en France - qui aident l'Allemagne à dominer l'Europe centrale et occidentale ... La Tchécoslovaquie était le rempart de la démocratie en Europe centrale, mais est-elle suffisamment forte pour résister ? Je ne le pense pas, Benes a dit, quand l'heure de l'humiliation venait, nous étions abandonnés sous le prétexte de préserver la paix et de sauvegarder la civilisation. »

**17. 1938 : Le pogrom en Allemagne.** La restitution des colonies était une demande répétitive, une question de prestige mais aussi l'expression inavouée d'une politique expansionniste à la recherche de ressources pour l'armement. Après 2 ans les objectifs du Plan de 4 ans dirigé par Goering furent atteints, mais seulement grâce à l'annexion de l'Autriche. Suite à cet « essor » et au risque d'un collapse de l'économie du Reich, un nouveau « Plan rapide » de l'économie de l'armement fut établi en août 1938. À financer par des nouvelles conquêtes, donc par la guerre. La propagande ne chômait pas. Sa tâche : épinglez des ennemis agressifs du Reich qui déclencheraient une guerre et forceraient le Führer, le grand ami de la paix, à déployer ses troupes. La feuille de Goebbels ne fait pas dans le détail. Dans cette situation, l'attentat de Paris du 7 novembre 1938

offre un prétexte bien venu. Le 9 novembre 1938 le Auckland Star imprime une dépêche UPA de Londres de la veille : « « Juifs meurtriers » Leaders de la politique britannique accusés. Une vague d'anti-sémitisme » L'Angriff avait publié des portraits de Winston Churchill, Duff Cooper, Clement Attlee, Herschel Grynszpan, Emil Ludwig, Georges Mandel les désignant comme « juifs meurtriers ».

En fait l'Angriff n'avait fait que lancé le pogrom. Le 10 novembre, un jeudi, le Star reproduit de nouveau une dépêche UPA : « Des exactions qui font peur. Un « pogrom sauvage » inégalé depuis des années. Violence et destruction. Une orgie de destruction de propriété juive dans toute l'Allemagne, jour et nuit à une échelle sans précédent, suite à la mort de Dr. von Rath, secrétaire à l'ambassade allemande à Paris, qui a été tué par balle par un jeune juif de 17 ans. » Le correspondant reporte : « ... Des gangs de nazis à mi-bourrés détruisirent systématiquement des magasins juifs ... le correspondant dit qu'en 90 minutes il a vu au moins 200 magasins, les vitrines cassées et l'intérieur démoli ... En total sept synagogues furent mises en flammes et 5000 juifs furent arrêtés ... des reports de partout en Allemagne montrent que 10 000 juifs furent arrêtés et au moins 10 000 magasins furent détruits. À peu d'exceptions près toutes les synagogues sont des ruines fumantes. »

Dans Le Journal du 11, sous le titre « Tous les magasins juifs, TOUTES les synagogues D'ALLEMAGNE ont été mis à sac, incendiés ou pillés, Georges Blun reporte de Berlin : « Vers 6 heures 30, ce matin, alors que les premiers rayons du soleil d'automne n'avaient pas encore dissipé les brumes de l'aube, toutes les synagogues de la capitale se mirent à flamber comme sur un coup de baguette magique. ... Le téléphone, bientôt, retentit. ... D'un bond, je fus hors du lit, comme tout le monde d'ailleurs ... À deux cents mètres de ma demeure, une petite synagogue de briques rouges, sans prétention et d'aspect presque confidentiel, brûlait si tranquillement, que les flammes qui l'entouraient semblaient mettre de la discrétion dans leur tragique besogne. ... Je puis me dispenser, je crois, de décrire l'aspect des autres synagogues. À quoi cela rimerait-il ? Elles ont brûlé dans tout le reste de l'Allemagne. Les incendies ont été allumés par des gens qui savaient ce qu'ils faisaient et savaient qu'on ne les dérangerait ni les inquiéterait. »

« Magasins dévastés » : « Les magasins juifs aussi ont été dévastés cette nuit et ils ont été démolis par des colonnes volantes entre 2 heures et 4 heures ce matin. Ces colonnes volantes agissaient à coup sûr, car elles opéraient selon des listes préparées d'avance. C'est ce qui explique qu'aucune erreur n'a été commise. ... Nous venons d'assister à une nouvelle phase de la lutte contre les juifs, lutte implacable, impitoyable s'il en fût, ne connaissant pas de pitié. Les juifs en Allemagne ne sont plus rien, pauvres ou riches, ils ne seraient plus jamais des citoyens comme les autres. Ceux qui ne pourront pas s'en aller faute de moyens, resteront parqués dans des quartiers réservés, dans de véritables ghettos ... Et le peuple, demandez-vous ? Je mentirais grossièrement si je disais que le peuple allemand a participé dans son ensemble à cette guerre de représailles. Le peuple, pour des raisons que l'on devinera aisément, a réservé son jugement. Il n'a pas extériorisé son opinion et le plus souvent il a évité de se mêler aux groupes, d'ailleurs peu importants, qui se

rassemblaient autour des magasins dévastées. Le peuple a été surpris. Quand il s'est éveillé ce matin, tout était déjà fini, puisque les colonnes volantes ont opéré la nuit. »

Blun remarque avec étonnement la mise au pas de la jeunesse : « des jeunes gens, revêtus de l'uniforme de la Jeunesse hitlérienne, s'acharnaient sur les débris des magasins juifs déjà saccagés. Armés de petits marteaux de fonte, qui étaient tous du même modèle, et paraissaient avoir été confectionnés spécialement pour le but auquel ils servaient, ils s'acharnaient à défoncer les devantures et à briser définitivement l'intérieur des magasins. De-ci, delà, quelques voix criaient « Bravo ». Après avoir brisé une devanture pour se donner du cœur à l'ouvrage, ils criaient « Que les juifs crèvent » Juda verrecke ! ... j'ai aussi vu, dès la nuit tombée, des gosses de 10 à 12 ans pénétrer dans les magasins dévastés et emplir leurs poches et leur blouson bleu d'objets divers. ... des commerçants juifs ont été arrêtés sous le prétexte d'assurer leur protection ; d'autres, terrorisés et définitivement ruinés, se seraient pendus... »

Le Evening Star en Nouvelle Zélande imprime une dépêche « Press Association – By Telegraph – Copyright de Berlin du 10, reçu le 11 à 10 h : « Dr Goebbels a ordonné l'arrêt des manifestations anti-juives. Des rapports de partout en Allemagne montrent que 10 000 juifs ont été arrêtés et au moins 10 000 magasins ont été saccagés. Avec quelques exceptions toutes les synagogues ne sont que des ruines fumantes. La destruction fut exécutée sous la supervision de SA en civile. Des enfants ont été chassés de leurs lits et des parents ont été agressés. Les juifs de Munich ont reçu l'ordre de quitter la ville en 48 heures. Entre 50 et 60 juifs à Vienne se sont suicidés. 22 se sont donnés la mort à Berlin. Tous ceux qui attendaient des visa devant le consulat Britannique ont été arrêtés. Le quartier juif ressemble à une ville après une attaque aérienne. La Synagogue de la Tempelgasse a été détruite par explosifs et la grande Synagogue du Westend n'est qu'une façade vide. La police fouille les juifs à la recherche d'armes, la peine au cas où est de 20 ans de prisons. Des Synagogues ont été détruite aussi à Leipzig, Hanovre et Francfort. »

Le Daily Illini du 11 novembre reprend une dépêche AP de Berlin du 10 : « ... tous les juifs à Munich ont été informés qu'ils devaient quitter le pays dans un délai de 48 heures et beaucoup craignent que l'ordre soit étendue à tout le pays. On dit qu'à Vienne 22 juifs se seraient suicidés ... à Munich, Aufhäusers, la seule banque juive restante, fut saccagée. Un des directeurs et sa femme se sont tués, un autre directeur a été déporté à un camp de concentration. »

Sur la Une du Tagblatt de Prague du 11 novembre, jour où Chamberlain est reçu à Paris on lit ce qui préoccupe les dirigeants d'abord : « Devant des décisions difficiles : La France se défend contre la restitution de colonies, une question « qui pourrait soulever des troubles sérieux ». Mais Hitler avait déclaré que la question des colonies « n'est naturellement pas un problème pour lequel on mène une guerre ». Le Kölnische Zeitung a trouvé quand même que « la France et l'Angleterre ont maintenant l'occasion de faire un geste généreux et rendre les colonies allemandes et créer la condition pour une collaboration avec une Allemagne totalement paisible. » Ce n'est qu'en suite, sur la moitié inférieure de la Une, le Tagblatt donne une description circonstanciée des destructions à Berlin. Pourquoi les synagogues ? Selon la presse parce que ce seraient les lieux « où sont

répandus les dogmes du Talmud et du Choulhan Aroukh, hostiles à l'État et au peuple.» Complétant la Une, une petite colonne présente la nécrologie de Kemal Atatürk mort la veille.

Le Rotterdamsch Nieuwsblad du 11 montre la photo d'une synagogue en flammes et titre : « Toute propriété juive saccagée au 3ième Reich. Tristes circonstances » Et le Auckland Star du 12 commente : « ...Dans l'État totalitaire, qui demande la subordination absolue de l'individu, n'importe quelle groupe de personnes – distincte par la race, la religion ou l'opinion politique – peut être victime quand leur influence ne convient pas au gouvernement. Les admirateurs de l'État totalitaire, allemands, russes ou italiens peuvent présenter beaucoup de bien, mais il ne peuvent pas ignorer beaucoup de mal. Parce que le mal est inhérent au système. » En italien, le Libera Stampa (Presse libre) de Lugano en Suisse reprend le 12 en page 2 ce qu'on a pu lire ailleurs sur « Les pogroms en Allemagne. Toute les synagogues en flammes. La Une du journal socialiste parle des sudètes «libérés» : « La Gestapo se met au travail » et de « l'Allemagne et la question coloniale » Comme quoi le Reich poursuivrait un triple intérêt du Reich : économique : des matières premières ; stratégique : contrôle du trafic vers l'Inde, vers l'Afrique du Sud ; politiques : abolir les traités de Versailles, une question de prestige, la reconstruction de l'empire ancien.

Le 13, un dimanche, le Tagblatt titre : « 1 milliard de marks de contribution. Les mesures contre les juifs allemands. Exclusion de l'économie et de la culture. » Le journal juge les nouveau décrets plus dure encore qu'attendu, surtout cette incroyable obligation de payer 1 milliard de mark. Le Bureau de Presse Tchèque (BPC) transmet une dépêche de Reuters : « Suite aux évènements des derniers jours, la population juive d'Allemagne vit dans l'angoisse extrême. Craignant d'être arrêté, des milliers de juifs berlinois ont quitté leur domicile. Il migrent dans la ville et ne trouvent refuge nulle part. Beaucoup demandent à leurs amis de les loger. On dit même, que beaucoup se seraient réfugiés dans les forêts autour de Berlin...

À propos du milliard à payer – 400 000 000 \$ - le Daily Illini du 15 fait savoir que « la tâche la plus dure du ministre des finances était de séparer la fortune des juifs allemands de celle des juifs étrangers, exemptés de payer. Les estimés 2,2 billions dollars de fortunes juives comprennent les biens de 180 000 juifs qui ont émigré depuis 1933. » Également sur la Une du 15 novembre, on lie que « Chamberlain veut toujours le pacte. L'antisémitisme nazi n'empêcherait pas l'effort pour la paix ». Après s'être entretenu avec le premier ministre britannique, le ministre sud-africain de la défense, venu pour sonder la situation concernant la demande de restitution des colonies du Reich, a laissé entendre que « Chamberlain pourrait favoriser un accord de « paix à tout prix raisonnable »

Le 15 novembre, le quotidien des Provinces Geldern et Nijmegen (Provinciale Geldersche en Nijmegsche Courant, « neutre » tirage 5000), proches de la frontière allemande, titre sur la Une : « Les juifs allemands exclus de la vie économique. Des mesures cruelles du gouvernement du Reich. Un milliard de Reichsmark imposé comme expiation collective. » : « La somme de 1 milliard de marks pour « L'expiation » sera prise en forme de charges sur la propriété juive. La valeur brute de cette propriété est de 8 à 10 milliard de marks. La somme doit alors revenir à



environs 10 %. Bien qu'il n'y ait pas de données officielles sur le bien total des juifs allemands, des statistiques allemandes l'estimèrent à 12 à 20 milliard il y a trois ans. Aujourd'hui on doit l'estimer à 7 à 10 milliard, pas plus, surtout parce qu'il a été fortement diminué par la contrainte à la vente d'entreprises. L'expiation devait donc, selon Havas revenir à 10 à 15 %... » . Par ailleurs la feuille cite ce que les journaux britanniques ont écrit, « la critique acerbe britannique » du Daily Mail, du Manchester Guardian, du News Chronicle, du Daily Herald. De même le commentaire de St Brice au Journal à Paris et surtout en extraits ce qui a été écrit et comment on a réagit aux E.U., dépêche Havas, le New-York Tribune. « Le New-York Times qualifie la somme d'expiation imposée aux juifs allemands comme « clairement un vol ». La mesure, écrit le journal, témoigne d'un degré élevé d'insouciance, de maladie mentale et d'irréalité.... La feuille conclut : « le démon de la folie s'est fait maître d'un grand peuple et le reste du monde doit garder sa raison aussi bien que possible et espérer que le jour arrive où on sera libéré de ce cauchemar, qui assombrie tous le monde actuel. »

Dans le Daily Illini du 30 novembre on lira qu'un assureur en Rhénanie a estimé la valeur des biens détruits lors du pogrom à 520 millions de dollars, dont 280 millions couverts par des assurances, surtout britanniques, un assureur à Berlin a parlé de 200 millions normalement couverts par les assurances. Que le gouvernement décompterait les sommes des assurances du milliard de mark imposé aux juifs allemands ; mais que les assurances contestent leur obligation. Elles argumentent que la police aurait été quasiment absente et qu'il s'était agi d'une action en accord avec le gouvernement.

Sur sa Une, le Provinciale Geldersche reproduit aussi « Un appel à notre gouvernement. Soyez chrétiens ! » originaire du Nieuwe Rotterdamsche Courant (NRC, libéral, tirage 37 000), le quotidien hollandais de référence : « ... Le gouvernement des Pays-bas a pris des mesures contraignantes pour empêcher l'immigration de juifs. Il veille avec une extrême attention sur le respect de ces mesures. À la lumière des faits cela doit changer. Des nouvelles mesures doivent être prises. Des mesures que notre devoir envers nos semblables nous oblige de prendre. L'application rigoureuse qui jusqu'aujourd'hui n'a trouvé l'exception que pour quelques enfants et parents doit être flexible. Mais cela nous avance pas, ça ne peut être qu'une première mesure. Actuellement il ne s'agit pas des arguments qui ont mené à la décision de restreindre l'immigration drastiquement. Nous pouvons respecter ces arguments et néanmoins agir humainement. Si nous ne pouvons pas accepter les juifs dans notre vie économique, au moins nous pourrions établir des camps de réfugiés où il peuvent rester jusqu'à ce que une nouvelle patrie s'ouvre pour eux. Nous savons, que les juifs hollandais sont prêt à payer les charges. Mais même si cela n'était pas le cas, cette mesure serait justifiée et tous le Pays-bas se trouverait prêt à porter les charges pour le lot de nos semblables battus. Et en agissant ainsi nous devons garder en vu, que les juifs allemands doivent quitter leur patrie, une patrie qui pour eux est devenu l'enfer. » Le Provinciale Geldersche de rajouter : « Il n'y a plus le temps pour des mots. La mer de souffrance humaine dépasse toute description, ne peut plus être ignorée. Que le gouvernement prenne acte et ouvre la frontière ! Nous avons un gouvernement qui réclame un fondement chrétien, voici la belle occasion de livrer la preuve. »

Le 19 novembre 1938 le journal s'était adressé au « Comité pour des questions exceptionnelles juives » à propos de « La question des réfugiés juifs ». On lui a confirmé que le Comité travaille en contact étroit avec le gouvernement et que celui-ci a été le premier qui a accepté de recevoir un nombre quoique restreint de réfugiés et qu'on ne peut qu'espérer que d'autres gouvernements vont suivre. Le Comité a demandé au gouvernement l'établissement de camps et s'est déclaré prêt à assurer le financement.

Le 25 novembre Het Nieuws van den Dag voor Nederlansch-Indie (Les nouvelles du jour pour L'Inde néerlandaise, libéral) à Batavia (Jakarta) consacre sa Une entière à la question des réfugiés : « La Hollande dans le dilemme : « De nouvelles mesures sont à décider ! » « Un homme d'honneur ne se venge pas de ses persécuteurs en tournant dans leur sphère. Le Temps presse, l'action rapide s'impose. » On y lit : « L'Hollande est dans le dilemme. Est ce que l'ancienne hospitalité doit être valorisée, est ce que les juifs chassés de leurs maisons et leurs biens doivent être reçus dans le petit pays au bord de la mer, comme des juifs espagnols et portugais et des Huguenots français avant eux ou est ce que l'armée des chômeurs oblige à une dureté non voulue. À peine le pogrom-typhon au dessus de l'Allemagne s'est un peu calmé et l'énorme courant de réfugiés à nos frontières un peu affaiblit que des rumeurs viennent de la Pologne et de la Hongrie, que la volonté d'accueillir des juifs dans les pays de l'Europe de l'ouest et les colonies entraînerait de nouvelles expulsions de juifs en Europe de l'est. Doit l'hospitalité en vérité être un signe « que ça marche » pour des peuples qui veulent aussi se débarrasser de leurs minorités juives ? Elle est, comme on dit dans des cercles juifs de Londres, compris par quelques uns comme un « prix pour l'insouciance cruelle » Le journal exprime sa position (qui est aussi celle de la presse ouvrière) en reprenant l'appel ci-dessus mentionné du NRC. « Même Het Nationale Dagblad (Le Quotidien National, nazi, tirage 11000), écrit Het Nieuws, « a des mots désobligeants pour les parents d'esprit en Germanie » : « La haine viscérale qui vient de profondeurs obscures s'exprime d'une façon, qui indique que les possibilités sont loin d'être épuisées » . Par ailleurs la feuille nationaliste critique fortement la politique hésitante de l'Angleterre en Palestine. Het Nieuws publie aussi, en encadré, un appel signé d'abord par des personnalités, signature ouverte jusqu'au 15 novembre, à l'adresse du ministre de la justice: « Droit d'asile demandé, pour ceux qui, après les événements en Allemagne se réfugient en Hollande ». Une caricature, grand format, de Strube, caricaturiste du Daily Express, complète cette Une impressionnante : À l'horizon du globe, à genou sur une étoile de David un homme qui essaye de retenir une croix gammée géante qui lui tombe dessus. Sur le T-shirt sous le bras gauche : « The Jews ».

Le 28 novembre 1938 page 3 du Het Volksdagblatt, (communiste, tirage 13500) sous la rubrique « Évènements du monde en caricature » : « Le rejet fermente en Autriche. Une grande indignation domine à cause de la persécution des juifs » Une foule d'hommes, femmes et enfants devant les consulats, qui ne cessent de regarder à gauche et à droite, craignant que quelques jeunes en uniforme viennent les placer en garde à vue ou molester de divers manières. Il y en a qui, étant chassés de leur domiciles, errent d'une connaissance à l'autre depuis des semaines, « comme des chiens qui ont perdu leurs maîtres » . Personne ose les loger plus d'une nuit par crainte de

représailles. Des restrictions d'alimentation font que le mécontentement de la population « aryenne » monte, mais « la cause est surtout la persécution et la maltraitance des juifs qui ne cesse pas. Une partie des « aryens » ne veulent plus porter la croix gammée. On entend beaucoup moins le salut « Heil Hitler ». Partout on sent la fermentation d'un rejet. »

Het Vaderland du 24 novembre publie sur la Une: « Des réfugiés allemands refusés à Zevenaar. Parmi eux il y avait des fugitifs de camps de concentration. Notre correspondant à Nijmegen nous a informé hier soir... ». - Des journaux allemands et autrichiens auraient publié la fausse nouvelle, que les Pays-bas aient ouvert leur frontière. Ce qui aurait eu la conséquence d'un afflux de réfugiés à la gare de Zevenaar. Selon le rapport, beaucoup venaient de Vienne, habillés un minimum, parfois portant des traces de maltraitance et visiblement quelque temps déjà sans domicile. Il y en avait qui demandaient à genou de les laisser passer. Tous disaient qu'au retour en Allemagne ce serait le camp de concentration. Ceux qui s'en étaient enfuis craignaient d'être fusillés. Mais rien aidait : ils furent mis dans le prochain train vers Emmerich/ Allemagne. Une fille perdait conscience, un homme essaya de se tuer un autre s'est mis sur les rails. « Ceci soit un avertissement que ce qui c'est passé ce soir se répétera. Un règlement rapide, qui donne la possibilité d'aider ces pauvres gens dans leur angoisse, s'impose. ». L'ensemble de la presse hollandaise se montre indigné, de nombreux journaux reprennent l'article, notamment ceux du même propriétaire, Johannes Carolus Nigh jr. : le NRC et le Algemeen Handelsblad.

Leendert Donker, député social-démocrate, futur ministre de la justice, s'adressa à l'actuel ministre à propos des faits rapportés dans cet article. Le 25 le Handelsblad a interviewé le chef des douaniers à Zevenaar, qui confirme que des réfugiés viennent tous les jours avec et sans papiers, mais déclare que des « faits » de l'article il en est rien. Un rédacteur du Nieuwe Leidsche Courant s'est rendu à Zevenaar le 24, écrit dans le no du 25 ce qu'il a observé et ce qu'un fonctionnaire des douanes lui raconte : « il est plus que terrifiant ce qu'on écrit quand ce sont ces mensonges de A à Z... Certes, les gens arrivent ici en état déplorable et cela nous concerne... on s'imagine bien que c'est une déception pour eux quand il doivent retourner... » Les réalités du 22 à la station de Zevenaar font la Une du Nieuwe Leidsche Courant du 26 : « Le « triste spectacle de Zevenaar » réduit à la réalité. Rien pour être émeut aux larmes ». La réponse du ministre à Donker : Les faits ont été que le train de 17h12 transportait 5 réfugiés allemands qui avaient des visas de transit, mais pas de visas pour la Belgique, leur destination, il y a eu de l'excitation et une fille s'est effectivement mis à genou, mais à la fin ils sont partis calmement pour obtenir les visa à Düsseldorf, un membre du Comité juif pour les réfugiés leur a trouvé logis par téléphone. Le train de 18h42 amena 25 réfugiés juifs et celui de 19h42 de nouveau 11, tous de Vienne. Parmi les 36 il y avait 3 femmes. Tous avaient des passeports mais pas de visa. Pour ces deux trains il n'y avait personne sur le perron, seulement quelques automobiles d'Arnhem étaient venues chercher des voyageurs. Il y a eu des malentendus mais aucun des faits dramatiques du récit, et tout s'est passé dans le calme. Il était nullement question de « les pousser de force » au train qui les ramena à Emmerich.

Par ailleurs le Leidsche commente: « Via la Belgique et le Pérou on arrive en Bolivie. Mais alors ? Avec un visa de tourisme ils peuvent rester un mois avant qu'on les renvoi au Pérou et le Pérou les renvoi à Anvers, où les autorités belges les expulsent au Pays-bas, d'où ils sont venus. Est-ce qu'on peut les renvoyer aux 3<sup>e</sup> Reich ? Quel idée ! Car ceux des juifs qui l'ont quitté, on les laisse jamais rentrer. Alors il resteront aux Pays-bas. Aux Pays-bas qui sont déjà surchargés de population et de force de travail. ... » Ainsi la position officielle. « Avec un regret profond du sort de ces réfugiés qui avaient une existence assuré mais qu'on a privé de tout (il sont venus à la frontière avec 1 mark, un peu d'argent étranger et des billet de bateau pour la Bolivie) ont doit néanmoins approuver la décision du gouvernement », écrit le journaliste et conclut : « Est-ce que les personnes qui parlent si fort son prêt à offrir un toit à une famille juive et à la soutenir, non pas pour quelques semaines, mais pour longtemps ? Qui ne l'est pas doit se taire et admettre le point de vu du gouvernement. Que l'on noircisse pas encore plus le sort dure des juifs en Allemagne par des écrits non motivés »

Dans le no du 29 Hans Algra, le rédacteur en chef du Friesche Dagblad écrit : « Il est déplorable que des rapport sensationnels et partiellement incorrectes peuvent si facilement prendre leur chemin à travers le pays. Surtout quand cela concerne une affaire si délicate que cette question des réfugiés ».

**18. La fin des traités.** Le gouvernement du Reich poursuit conséquemment sa politique expansionniste : Le 13 mars 1939 le Forverts de Philadelphie titre en manchette à la Une : « Hitler menace de prendre la Slovaquie aux tchèques ». Et en petite ligne en dessous : « Les Hlinka-gardes anti-sémites obtiennent des armes ». Le lendemain la manchette se lit « La Slovaquie se sépare de Prague » « Le cabinet tchèque démissionne ; Hitler envoi l'armée ; La Hongrie entre en Ukraine carpathique » Un sous-titre constate: L'Angleterre et la France laissent la main libre à Hitler en Tchécoslovaquie. Par ailleurs un portrait d'Einstein domine la Une avec le message qu' il publie une nouvelle théorie lors de son 60ième anniversaire. Le 15 la manchette informe : « L'armée d'Hitler déjà à Prag. La Tchécoslovaquie effacée ; Les juifs paniquent.

Une brève du Maasbode (catholique, tirage 49 000) hollandais du 15 mars 1939 reprend une dépêche Havas de Prague de la veille : « Flot de réfugiés de la Slovaquie ». « Les trains venant de Bratislava sont pleins à craquer de tchèques et juifs qui se sont enfuis. Ils disent qu'à la gare de Bratislava des patrouilles de la Hlinka-milice fouillent les bagages des voyageurs et interdisent aux passagers d'exporter plus de 500 couronnes. Bijoux, de l'or et des actions seraient confisqués. Le 15 le Algemeen Handelsblad à Amsterdam titre : « Prague demande le protectorat allemand ». La veille le président tchèque et le Ministre des affaires ont été reçus à Berlin avec les honneurs habituelles. Il sont venus « avec la demande formelle qu'Hitler accepte la partie tchèque du pays comme protectorat allemand. » « La dépendance totale de Berlin semble incontournable » écrit le journal.

En 1939 « Le Journal » à Paris ne tire plus qu'à 410 000 tandis que son concurrent, « Paris-Soir » sort à 1,8 million exemplaires. Le 15 mars Le Journal titre « L'armée allemande entre en

Tchécoslovaquie » ceci en manchette à la Une et en page 5 se trouvent un article de St. Brice qui rappelle le développement depuis Munich focalisant sur le sort de l'Ukraine (sub-)carpathique, et un rapport de Berlin de George Blun de la veille ; « Les événements vont-ils se précipiter ? On doit le redouter, car il est hors de doute que le III<sup>e</sup> Reich a décidé d'en finir avec les millions de tchèques, derniers survivants du traité de Versailles ... La propagande naziste est littéralement déchaînée et sa campagne contre les décombres de l'ancienne Tchécoslovaquie ne le cède en rien, quant à la violence, à celle qui amorça la crise de l'automne dernier ... Dès demain, la Tchéquie, envahie par quatre côtés à la fois, serait occupée ... La Slovaquie, dont le gouvernement paru être aux ordres de Berlin, comme celui de Chust, en Russie carpathique, ne sera plus, si ce plan est mis à exécution, qu'un dominion du Reich, et l'on peut dire de la Tchéquie elle-même qu'elle ne serait plus qu'une colonie. » Albuisse (i.e. Suzanne Cheminade, future traductrice, publiciste des « Fleurs du Dr. Bach ») correspondante à Prague 1938-1940, décrit l'atmosphère sur la place Venceslas : « Pas de manifestations, comme en septembre, Accablement complet. ... Des Allemands surgissent brusquement en colonne pour la première fois depuis septembre. Ils arborent en public la croix gammée, les bas blancs, les bottes, le ciré noir, qui font reconnaître les nazis.... Une jeune femme qui vient de recevoir un violent coup de coude dans l'estomac lève vers le nazi un visage ruisselant de larmes et lui reproche sa brutalité, tandis que du public : « Attention, surtout ne répondez pas aux provocations ! » Ça y est. L'incident est là. Le nazi appelle la police qui vient dégager le groupe de la foule qui l'a entouré... »

Le lendemain Le Journal porte en manchette le titre « Adolf Hitler est entré à Prague » et plus bas sur la Une, Albuisse livre son récit après avoir appris au réveil par la femme de chambre de sa pension - « c'est la première fois que je vois des larmes sur son visage éternellement rieur » - que les troupes allemandes sont attendues à 10 heures : «... la foule tchèque est maintenant figée par la surprise et ne réagit pas. Elle a l'air d'assister à une parade à laquelle elle ne prend aucune part parce qu'elle ne comprend pas encore de quoi il s'agit. Puis, d'un seul coup, c'est le revirement. En un clin d'oeil, une affluence énorme s'est massée en un seul point, juste à l'angle de la place Venceslas et d'une seule voix, comme sur le signe d'un chef d'orchestre invisible, elle attaque l'hymne national tchèque. On n'entend plus que cela. Il semble qu'autour plus rien n'existe, que tout est disparu. Puis, la dernière strophe achevée, des sanglots éclatent, les larmes ruissellent sur le visage des femmes, les hommes sont blêmes. Et, tout de suite après, nouveau changement : la haine s'inscrit brusquement sur la face des hommes. Des coups de sifflets fusent de toutes parts, des poings se tendent dans la direction des voitures blindées ; on apostrophe les soldats étrangers, dont la plupart continuent imperturbablement de sourire. J'avoue que leur rôle est difficile à tenir et ingrat. »

Également le 16 mars, à la page 5 du journal, George Blun raconte de Berlin de la veille : « Le président de ce qui fut la République tchécoslovaque était accablé. Ses yeux étaient embués de larmes et, s'il avait peine à marcher, son grand âge n'était pas seul responsable d'une faiblesse qui le vieillissait encore de vingt années. ... Le Reich hitlérien a imposé son protectorat à six millions de Tchèques dont le patriotisme est irréductible et qui cèdent à la force. Il a également établi sa

domination sous une forme détournée sur la Slovaquie et indirectement aussi, d'accord avec la Hongrie, véritable alliée de l'Allemagne et de la Pologne consentante... sur la Russie subcarpathique. Dans quel but ? ... Peut-être a-t-elle voulu aussi avoir définitivement les mains libres dans l'est en prévision d'événements sur lesquels nous refusons de nous étendre. On peut être d'avis, en outre, qu'elle a également voulu annexer des territoires dont elle escompte, économiquement, qu'ils contribueront à lui permettre de triompher, du moins pendant un temps, de ses difficultés présentes. ... Et sommes-nous réellement au bout de nos surprises immédiates ? Je ne le pense pas. Je crois, au contraire, que d'ici très peu de temps, d'ici quelques jours sans doute, l'Allemagne aura également récupéré la ville et l'état libre de Memel, qui appartiennent, pour l'instant encore, à la Lituanie... ». Blun refuse de s'étendre et s'exprime d'autant plus clairement sur ce qu'il voit arriver : la guerre.

Le 17 Paris-Soir publie un éditorial (de Pierre Lazareff, le rédacteur en chef?) : « Les événements de ces jours derniers ne peuvent pas laisser subsister aucun doute – s'il en restait encore – sur les intentions de Hitler. ... c'est l'esprit de conquête pur et simple qui l'anime, l'esprit de conquête appuyé sur la force. Le conquérant est lancé. Nous en demeurons tout éberlués, et nous nous demandons : Comment en sommes-nous là ? Ne nous lamentons pas sur les fautes commises... Si c'est notre faiblesse qui nous a mis dans cette triste situation, la conclusion est claire : Soyons unis et forts. Certes, nous avons fait des progrès. Le redressement, entrepris il y a un an, est en bonne voie. Mais, l'a encore, trop de demi-mesures ! C'est à un redressement total économique, militaire, politique, moral qu'il faut arriver et tout de suite. Union, discipline, travail, telle doit être notre devise. Que nos âmes soient trempées du même acier que nos canons ! Mais nous ne sommes pas seuls à porter la responsabilité des dramatiques événements que nous vivons. Nos amis Anglais en ont bien leur part ... A chaque « coup » du Reich, ils ont répondu en tendant le rameau d'olivier. Et pour les payer de leur magnanimité, voici qu'au moment même où M. Chamberlain lance sa fameuse offensive de « paix par le commerce ! Le chancelier réplique par un geste de conquête brutale... Ont-ils compris, eux aussi, que le temps des demi-mesures est passé ? « Dix-neuf divisions dans six mois, nous dit le ministre anglais de la Guerre ! ». Pas dans six mois. Dans six mois, il sera trop tard. Tout de suite. Et qu'attendez-vous pour instituer la conscription ? »

Depuis au moins 1919, parfois plus, parfois moins, Paris-Soir publia des contributions d'un auteur qui m'intrigue : l'image d'un cycliste malheureux du Tour de France, des critiques de music-hall, des articles autour de la vie de célébrités, un reportage du « paradis des divorcés », de Reno/Nevada, des reportages « de notre envoyé spécial » d'actualités sociales brûlantes, signé Jean Laubespain. C'est le pseudonyme du journaliste, romancier, parolier Jean Marèze (1903-1942), ami de longue date de Pierre Lazareff et avec lui un de deux proches de Louise Weber, « La Goulue » (1866-1929) les tristes dernières années de sa vie. On lui doit les paroles « d'Escale » créée par Suzy Solidor en 1938 et reprise par Edith Piaf, l'adaptation de la traduction française de Szomorú Vasárnap », « Sombre dimanche » de Rezső Seress, chanté par Damia, le roman « L'apprenti Gigolo » 1926 et en hiver 1928 une série de reportages dans Paris: « « Mohicans de Paris, quelle vie est la vôtre. Autour de nous, sans que nous puissions la suspecter, vous traînez une existence

lamentable et traquée. [...] Romanichels, Algériens, Chinois, filles « affranchies », clochards, chiffonniers, vous vivez à la fois près de nous et tellement loin que nous ne saurions vous comprendre. Vous avez vos coutumes, vos lois, vos fêtes, vos chansons... ». Le 18 mars 1939 « notre envoyé spécial Jean Laubespain » reporte de la veille à Prague : « Dans Prague pavoisé. L'épidémie de suicides commence avec la « mise au pas » :

« Je viens d'apprendre que le journal « A. Z. », l'un des plus lus de Prague, a été suspendu. Sur les 10 000 arrestations prévues, 5000 auraient déjà été opérées. Stromovka, le magnifique parc qui est le « Bois de Boulogne » de Prague, a été transformé en un vaste camp de concentration. ... D'heures en heure, on apprend les nouvelles mesures prises par le Reich : Ainsi, il vient d'être décrété que la circulation en Bohême, qui se faisait jusqu'alors à gauche, se fera désormais à droite. Pourtant on a craint tant d'incidents à Prague qu'on a dû faire une exception momentanée pour cette ville. Le bruit court que les lois racistes et antisémitiques en vigueur en Allemagne ne seront appliquées qu'à la minorité allemande en Bohême et en Moravie. ... Une vague de suicides a commencé. Parmi les désespérés qui ont mis fin à leur jours, on cite M. von Neumark, vice-consul britannique à Brno et M. Melnik, chef de la station de T.S.F. à Prague. Le désespoir parmi les juifs est à son comble. Mais personne ne peut plus quitter Prague, même les diplomates, sans une autorisation spéciale. Déjà des commissaires ont été nommés pour prendre en charge les magasins juifs à Prague ainsi que toutes les entreprises appartenant à des israélites, en Bohême et en Moravie. M. Bata, le grand industriel tchèque, a réussi à s'échapper et est arrivé dans la nuit à Bucarest d'où il se rendra à Londres par avion. Un détachement de S.A. allemand a pris possession de la Banque Nationale de Tchécoslovaquie. Il a procédé à l'enlèvement de la réserve d'or, qui a été chargée sur seize camions. »

La dernière contribution de Jean Laubespain alias Jean Marèze à Paris-Soir datera du 26 mai 1940, 16 jours après l'invasion de la Belgique neutre, et 2 jours avant sa capitulation : « Dès le début de la guerre, le personnel de l'Ambassade d'Allemagne à Bruxelles commença à s'accroître outre mesure, étant donné qu'une grande partie des membres de l'ambassade du Reich à Paris avaient été dans les premiers jours de septembre dernier transférés à Bruxelles. Il en fut de même pour la presque totalité des journalistes allemands résidant en France, auxquels des postes furent assignés à l'ambassade de Bruxelles, ce qui les faisait bénéficier d'office de l'immunité diplomatique et les mettait en mesure de se livrer à une activité des plus louches. » Ensuite il est question des services de Friedrich Sieburg, Friedrich Lang et von Neurath-fils espionnant les milieux des réfugiés politiques allemands et leurs projets. Conclusion : « En fait, il n'existe pas de catégories différentes d'Allemands, il n'y a pas d'Allemands honnêtes et d'Allemands scélérates : il n'y a que des hommes ivres de puissance et prêts à tout pour satisfaire leur folle ambition. » Paroles de contre-propagande de guerre.

Paroles de celui qui, le 8 janvier 1940 sur la Une de Paris-Soir avait publié une interview de la veille : « Il y a huit ans mourait le père de la Ligne. La vieille maman d'André Maginot nous parle de son fils ». Photo de la mère devant le portrait de son fils ministre. Un entretien avec la mère

et la fille « de leur grand disparu ... dont le nom est connu et chaque jour prononcé jusque dans les bourgades les plus éloignées du monde » ... « Maman, j'ai deux frères, mais pas de sœur. Or tous les garçons, au collège, ont une sœur. Croyez-vous que cette situation soit normale ? » « Ainsi dans cette pièce familiale, au hasard de cette conversation, avec deux femmes qui l'ont adoré, revit un André Maginot intime, un André Maginot affectueux, attentionné, délicat ... » L'initiateur de « La Ligne » aura bientôt à se retourner dans sa tombe.

Entre Paranthèses : Jean Marèze se suicidera en novembre 1942 à Lyon. Un chagrin d'amour. La guerre, la Zone « libre » les allemands à Lyon – ces événements n'ont-ils pas été des motifs supplémentaires? Était-il proche de son frère, de sa belle sœur ? Son frère aîné, l'écrivain parisien Francis Carco (François Carcopino-Tusoli 1886-1958) vivait depuis 1932 avec Éliane Négrine (1892-1948), l'épouse de Gustave Nissim Aghion (1881-1957), frère de Maurice Aghion appelé « King Cotton » à Alexandrie. Éliane étant juive, le couple s'était réfugié à Nice. Un refuge peu sûr depuis le 26 août 1942, date des rafles en Zone libre. Le cousin Jérôme Carcopino, pétainiste, ministre du Gouvernement Darlan, catholique, autoritaire, pas antisémite mais appliquant strictement les mesures anti-juives de Vichy dans l'enseignement, sortira de la vie publique avec un non lieu lors de l'épuration,

« Inclignons-nous devant l'agonie des petits » écrit Alexandre Ghika (1865 Bucarest – 1940 Sion), « notre correspondant attitré » à la Une du « Journal et feuille d'avis du Valais et de Sion » du 22 mars 1939 : « Fort habilement, autant au point de vue économique que politique le chancelier du Reich a su manoeuvrer de telle sorte que ni la Tchécoslovaquie de Munich, pas plus, du reste, que la Tchécoslovaquie telle qu'issue des traités de Versailles n'ont pu vivre libres ... Après l'Autriche, après une bonne part de la Tchécoslovaquie, voici que le Reich a réussi, sans guerre, à s'emparer d'un État, à le rayer de la carte de l'Europe. ... Reste à savoir si le chancelier du Reich ou tout autre dictateur, plongera ainsi sans cesse toutes les nations dans une panique indescriptibles au point de perdre complètement la tête au lieu de savoir s'armer de courage et ne pas fuir devant le drame lorsqu'il s'agit, au contraire, ou bien l'écarter, ou bien de combattre à outrance. ... serrer les rangs et montrer cette grande force, bien plus noble : celle de la justice et de la liberté. Cette force, il faut désormais la déployer, sinon l'on verra sans retard de nouvelles victimes mises devant l'obligation d'avoir à choisir entre la reddition sans conditions ou bien la lutte. Ce serait alors forcément le début de la grande tragédie ... À qui donc le tour à présent ? Memel ou Dantzig, le fameux couloir polonais, vont-ils rejoindre le peu qui reste des traités de Versailles ... Demain seul répondra à tant de questions angoissantes, pleines d'inquiétudes. Mais qu'il soit permis à tous ceux qui méprisent l'abus de la force de s'incliner très bas devant de petites nations perdant l'indépendance - que des grandes puissances leur avaient solennellement garantie ! »

Bien dit mais... En fait, suite au « Coup de force allemand » Daladier et Chamberlain obtiennent le plein pouvoir et des nouvelles lois sont décrétées – 60 heures de travail par semaine en cas de nécessité, les chômeurs n'ont plus droit de refuser le travail que l'État leur offre, priorité pour la production d'armement, augmentation des cadres de l'armée... Pendant que Hitler poursuit



son « oeuvre » au plus vite : En automne 1938 le Reich avait commencé à négocier avec la Lituanie le retour du pays de la Memel (Nemunas en lituanien) contre une zone franche du port de Memel/Klaipeda et des privilèges économiques. Un rapport sur la situation des juifs du 14 octobre explique : « Déjà l'Allemagne a offert à la Lituanie un contrat économique, qui signifie pratiquement la dominance allemande dans le pays, ce qui entraînerait automatiquement l'annihilation économique de dizaines de milliers de juifs lituaniens. » (voir *Verfolgung...* Vol.2, Susanne Heim éd., Deutsches Reich 1938-August 1939, Munich 2009). Le 22 mars 1939 la Lituanie où, depuis 1926, Antanas Smetona règne à la façon de Mussolini, cède. Memel avec une population urbaine largement allemande avait eu un statut à part en Lituanie, ce qui avait fait que des émigrants de Russie et de l'Allemagne, des juifs en première ligne, y avaient trouvé refuge. Sur la Une du Journal du 23 mars, Jacques Pauliac, ancien de « L'ami du peuple » de Coty (où, en mars 1932 il avait attisé la xénophobie contre les travailleurs chinois à Billancourt). Reporter en matières d'aviation et dès la libération créateur d'émissions de divertissement à la radio, revient sur l'atmosphère à Memel/Klaipeda de la veille, « une atmosphère de fête locale ! » : « ...De temps à autre apparaît un camion chargé à la diable de hardes, de literie et de provisions. Sur le haut de l'amoncellement des familles au visage craintif : - Des Juifs ! s'écrie la foule. Parmi ces exilés volontaires, beaucoup sont Lituaniens de pure race, mais tous ceux qui abandonnent Memel sont uniformément classés : des Juifs, qu'ils partent ! Heil Hitler » ! ». Le lendemain Pauliac décrit la visite d'Hitler à Memel et conclut : « Entre deux bateaux, pendant quatre heures, M. Hitler est venu rendre visite à sa nouvelle conquête. L'avenir seul se réserve d'apprendre aux Memelois si pour se jeter dans les bras d'un empire, ils eurent raison d'abandonner une nation infiniment plus faible, mais laborieuse, économiquement saine et parfaitement pacifique. »

Paris-Soir du 23 mars 1938 place un encart sur la Une : « Le Reich annexe Memel » : « Une véritable panique s'est emparée des Lituaniens et des Juifs lorsqu'on apprit, tard dans la soirée d'hier, que le conseil des ministres avait décidé d'accepter les exigences du Reich, c'est à dire de « restituer » Memel à l'Allemagne. » Ensuite le Journal voue une grande part de page 9 à cette actualité carte à l'appui : « Memel est annexé par le Reich, on y lit. La série continue. On n'est pas surpris. Le coup était prévu. Tout en plus en profitera-t-on pour observer que les méthodes sont désormais bien mises au point et ne varient pas. ... Et maintenant ? Où et quand le prochain chantage à la guerre ? A Dantzig ? ...»

**19. La guerre.** En effet, le prochain chantage aura lieu à Dantzig/Gdansk, seulement ne s'y arrêtera pas et cette fois-ci ne passera pas non plus : la guerre éclatera. Mais une « petite surprise » arrive juste avant : « L'action de l'Union Soviétique par le pacte de non-agression avec l'Allemagne concourt à raffermir la paix générale » titre l'Humanité du 25 août 1939. Suit une « Déclaration du Parti Communiste Français : « ...Ceux qui ont sur la conscience le crime de la non-intervention, ceux qui, au lendemain de Munich qu'ils approuvaient, ressentaient – selon la formule du camarade Léon Blum - « un lâche soulagement », ceux qui approuvent les gouvernements qui livrent les peuples à l'esclavage fasciste, ceux-là sont disqualifiés pour prétendre s'ériger en censeurs de la politique de paix de l'Union soviétique ... Le Parti communiste, fidèle à la doctrine de Marx,

Engels, Lénine, Staline, est plus que jamais l'ennemi implacable du fascisme international, en première ligne du fascisme hitlérien le plus bestial et le principal fauteur de guerre, l'adversaire le plus dangereux de la démocratie.... »

Albert Sarraut, ministre de l'intérieur, réagit avec un décret « autorisant la saisie et la suspension des publications de nature à nuire à la défense nationale ». Samedi 26 août 1939 parut le dernier no du quotidien fondé par Jean Jaurès. La Une porta le titre « Union de la Nation française contre l'agresseur Hitler ». Le hasard a voulu qu'à la tête du journal, en vignette à gauche du titre, on s'aperçoit d'un dessin titré « Pauvre Bogouslavsky ! » de René Dubosc (1897-1964), militant communiste qui continua à dessiner pour la presse collaboratrice. L'homme est assis sur son lit, lisant le journal, fenêtre grillée donc en prison, au mur ou imaginé en liberté, le croquis de « L'indifférent » d'Antoine Watteau, un célèbre tableau du Louvre (et si on le veut bien, une caricature du groupe de « libertins froids », les indifférents). Serge Bogousslavsky (1915-2010), sculpteur, dessinateur, faux- monnayeur avait volé cet oeuvre, avait prétendu de l'avoir voulu restaurer en le rapportant 2 mois plus tard. Il fut condamné à 5 ans de prison. La légende de la vignette : « - Fini ! On ne parle plus de moi ! J'aurais mieux fait de voler le traité de Versailles pour lui faire quelques retouches. »

Si L'Humanité ne laisse en rien soupçonner, que le pacte germano-soviétique cachait un accord concernant la Pologne, elle reproduit en page 3 du no du 26 août les mots de Chamberlain aux Communes uni à voter à 4 voix prêt les pleins pouvoirs : « M. Hitler a ajouté que si l'Angleterre ou tout autre pays cherchait à se mettre en travers des intérêts nationaux allemands, elles porteraient la responsabilité du conflit qui s'ensuivrait ». « Nous ne pouvons admettre, déclare M. Chamberlain, que les intérêts nationaux ne soient défendus que par des fusions de sang ou par la destruction de l'indépendance d'autres États... La paix ou la guerre ne dépendent pas de nous. J'espère que ceux à qui en incombe la responsabilité, penseront aux millions d'être humains dont le destin dépend de leur action ». Et le ministre des affaires étrangères, Halifax, de rajouter à propos du pacte germano-soviétique: «...je sais qu'il ne peut avoir aucun effet sur les engagements pris par le gouvernement de Sa Majesté à l'égard de la Pologne, engagements qui ont été pris, sans être en aucune manière conditionnés à un accord avec la Russie. »

À l'encontre de L'Humanité, Le Journal du 24 voue une page entière à la Pologne, autour de la dépêche Havas de Berlin de la veille, l'annonce que le pacte a été signé: « Le monde penché sur le sort de la Pologne... ». Sur quoi George Blun poursuit avec un titre : « ... que le Reich menace avec une violence et une précision accrues », et Albuisse (Suzanne Cheminade) avec : « ... et Varsovie très calme conclut : » « En enrôlant les Soviets, Hitler a peut-être reçu un nouvel atout, mais par contre, la doctrine nationale-socialiste en sort très atteinte. » « Frontière franco-allemande 23 août » précise Blun sa position actuelle, avant d'écrire : « Le public allemand est tenu en émoi depuis quarante-huit heures par des mouvements de troupes considérable ... Dans Berlin les passages de troupes se succèdent sans interruption et il est des villes qui, comme Koenigsberg, ressemblent d'ores et déjà à des véritables camps retranchés. La plus grande partie de ces effectifs

est dirigée vers les frontières polonaises où le rassemblement des armées semble être complètement achevé.... L'Allemagne veut nous imposer son hégémonie. Le pacte de non-agression qu'elle conclut en ce moment avec les Soviétiques et qui représente bien la plus effroyable palinodie qu'on ait jamais enregistrée, une apostasie sans égale dans l'histoire des peuples, reposant sur la négation même de ces valeurs morales qui assurent aux nations une existence digne, ce pacte ne poursuit d'autre but que d'étayer l'hégémonie, la suprématie de l'Allemagne hitlérienne sur l'Europe... L'impression est répandue couramment que les Allemands ont proposé aux Soviétiques de partager l'Est et le Sud-Est en zones d'influences allemande et russe et que ce faisant, on a fait peu de cas de l'indépendance solennellement garantie par le Reich il n'y a pas six semaines des États baltes : Lettonie, Estonie, Finlande. Cela ne serait pas pour surprendre. »

Blun décrit la propagande anti-polonaise et commente : « Il ne s'agit d'ailleurs pas pour les Allemands de dire la vérité. Il s'agit uniquement de surexciter l'opinion pour la mettre dans un état d'âme propice aux opérations militaires que l'on projette. Celles-ci auront un caractère massif. Elles visent l'occupation de tous les territoires qui appartenaient à l'empire d'Allemagne avant sa défaite en 1918. On s'arrêtera peut-être aux confins de ce que furent jadis les anciens territoires allemand et polono-russe en 1914 : dans ce cas il resterait à la Pologne, selon les calculs allemands, une quinzaine de millions d'habitants... »

13 jours plus tard, le 7 septembre 1939 Louis Lochner cable de Berlin (télégramme repris par le Daily Illini le lendemain): « Un esprit de victoire fut dans l'air à Berlin ce soir, le résultat de rapports de l'armée allemande d'avances énormes contre un adversaire polonais qui s'écroule... L'esprit de victoire qui soufflait dans Berlin ce soir fut le plus vif sentiment apparu ici depuis Reichsführer Hitler a donné son ordre « contre la violence la violence ! » le 1 septembre. L'élan de ce sentiment se fonde sur trois développements établis selon les allemands. 1. L'efficacité de la machine de guerre allemande ; 2. L'information que le paquebot Bremen était arrivé à un port hors d'attaques (nul ne sait où) (- Le 30 août, le Bremen avait quitté New York sans passagers et se cache à Mourmansk KS) ; 3. L'insistance de Berlin sur le fait, qu'il y avait eu aucun acte de guerre au front ouest. » Ainsi Lochner après une semaine de guerre.

Le 4 septembre au matin, le Journal officiel avait publié la note envoyée aux gouvernements disant : « ...L'effort suprême tenté par le gouvernement de la République française et par le gouvernement britannique en vue de maintenir la paix par la cessation de l'agression s'est heurté au refus du gouvernement allemand. En conséquence, par suite de l'agression dirigée par l'Allemagne contre la Pologne, l'état de guerre se trouve exister entre la France et l'Allemagne, à dater du 3 septembre 1939, à dix-sept heures... »

**19. La Pologne au Forverts.** « La guerre a éclaté » avait-on pu lire le 1 septembre 1939 à la tête et au-dessus du titre « Forverts », du journal yiddish à New York, à Philadelphie. En dessous du titre suit la manchette « Les armées nazis en Pologne profonde. Vilnius, Varsovie, Lodz sont bombardés. » Ailleurs sur la Une, un récit du correspondant de United Press du bombardement à Varsovie... Dorénavant Heim Liberman expliquera chaque jour à la Une « La situation de la guerre

en ce moment » ; Le 12 le journal titre : « Les nazis repoussés sur tous les fronts ; Pas de paix avec Hitler dit Eden ; Grande bataille en Pologne » De Paris vient l'information que la radio de Varsovie a communiqué que les polonais attaquent de deux côtés et cela serais la victoire sur les allemands... Également de Paris que dans la Sarre, entre la ligne Maginot et la ligne Siegfried, il y a des échanges de tirs d'artillerie. Le premier sous-titre dit « Des mères de Varsovie se jettent dans le feu pour sauver des enfants. Elle deviennent folles suite aux attaques de l'air barbares. » Quelques titres à la Une des jours suivants : Le 13 : « Le contrat rapide entre Staline et Hitler a fait la catastrophe, dit le Bund à Varvovie dans son appel aux armes » ; Le 15 : « La Russie prendra la Galicie et d'autres provinces polonaises, selon la Pravda ; Lemberg en flammes ; Varsovie tient bon ; Les français avancent. » « 4 millions de juifs célèbrent Roch Hachana sous la terreur de la guerre. » Le 17 : « Les bombes nazi sèment la terreur à Vilnius. Des centaines de morts. Bialystock tombée » ; Le 18 : « L'armée soviétique détruit la Pologne ; Les bombes allemandes tuent une foule de juifs à la prière de Roch Hachana » L'information vient de nouveau de Paris : « les bombes ont tué lors de la prière à Kremenez, Dubno, Baranowitch et d'autres villes » ; Le 20 : « Il faut annihiler Hitler ! La France, L'Angleterre décidés de terminer avec les nazis. Hitler dit qu'il gouvernera l'Europe avec l'aide de Staline. Les armées nazi et soviétiques assiègent Lemberg (Lviv KS), La Russie prend l'Estonie.» Sous-titre sur la Une : « Les juifs en Pologne sont pris entre deux terribles feux ; Des pogroms sévissent dans les villes juives : Les malheureuses masses juives en Pologne se trouvent dans la plus grande tragédie. Les nazis sévissent dans toutes les régions conquises. Désordre panique devant les armées rouges entrant le pays. Partout des feux, des flammes de guerre et des flammes de différentes campagnes de haine contre les juifs...» Le reportage spécifie que parmi les masses de réfugiés juifs il y a des membres de partis, des personnalités politiques «qui savent ce qui c'est passé avant en Russie avec les socialistes, bundistes, sionistes et autres couches du peuple juif. Le malheur des juifs est terrible.» ; «Les nazi répandent parmi les polonais que la guerre aurait été déclenchée par les juifs... Des télégrammes de Kowno reportent que nazis et bolcheviques font couler du sang juif ... Les ukrainiens et les bélorusses sont des «frères russes de sang». Oui, les juifs aussi sont des «frères de sang», ils sont couvert de sang, il se noient dans leur propre sang ...» Des Polonais racontent que les avions nazi bombardent les villes où les russes arrivent après. Dans les villes où il y avait des allemands parmi les habitants, ceux-ci ont prit le pouvoir qu'ils exercent comme ils veulent. À Lodz des synagogues, des boutiques et maisons juives ont été pillées. «Grandes angoisses aussi chez les juifs de Roumanie et de Hongrie ils ont peur d'une invasion soviétique. Grandes angoisses également chez les juifs en Lituanie et en Lettonie... « Jamais encore les juifs ont vécu une telle période malheureuse. Personne n'est sûr de ce que lui arrive demain.» Des milliers de réfugiés sur les routes vers la Roumanie, en fuite devant les nazis, devant les bolcheviques, non seulement des juifs, aussi des ex-soldats polonais, des familles polonaises, la Roumanie les repousse, des avions nazis les chassent. - Et les communistes juifs de New York se réjouissent du pacte libérateur entre Hitler et Staline qui selon eux rend les juifs heureux! traîtres du peuple, remarque le reportage et conclus: «Les juifs de toute l'Europe sont déracinés. Des pères et des mères ne savent plus rien de leurs enfants, des enfants plus rien de leurs parents. Mais les juifs

souffrent encore plus parce que tout le monde se sert d'eux comme de l'huile sur le feu. Tous les juifs là bas ne sont maintenant qu'une masse d'humains dépravée jusqu'au sang, malheureuse, sans défense et sans aide.»

« Un pacte libérateur ? » Certes, deux chefs d'État peu soucieux des droits humains se sont mis à table. Mais peut-on oublier les tentatives issues de Moscou de freiner l'armement allemand, le pacte franco-soviétique, les initiatives à la SdN, la faiblesse intérieure de la « dictature du peuple », aggravée par une répression sanglante ? Par conséquent la faiblesse de son armée face à celle d'Hitler ? Derrière la face terrible et désillusionnant de l'association de deux dictatures contre le « monde libre » ne se cache-t-il pas, militairement parlé, une stratégie défensive du plus faible et la nécessité de gagner du temps avant l'inévitable conflit ?

Le Forverts n'échappe pas plus que la presse en générale à des compromis avec la politique officielle, si non à des directives de propagande des autorités pour une intervention militaire contre l'Allemagne. Au plus tard à la Grande guerre, les gouvernements démocratiques et notamment celui de Woodrow Wilson, ont appris que le support de l'opinion publique ne va pas de soi. Wilson réussit à l'obtenir grâce aux méthodes d'une « psychologie de masses » qu'appliquait le « Comité d'information publique » dirigé par le journaliste Georges Creel (1876-1953). Méthodes développées surtout par Edward Bernays (1891-1995), neveu de Sigmund Freud, qui travaillent l'émotivité considérée toujours gagnante face à l'argumentation rationnelle. Les émotions qui se laissent stimuler subconsciemment par l'appel à des rêves, à des images. Bernays a également orienté les campagnes de « relations publiques » (PR) de l'industrie du tabac et 1951-1954 celles de la United Fruit au Guatemala, qui voyait ses intérêts menacés par le gouvernement réformateur de Jacobo Arbenz. Le New Deal de Franklin Roosevelt tenta de revenir à « l'information publique » par l'appel à la raison, mais ne pouvait guère gagner le support des « masses » assujetties à une sorte de consensus émotif contre l'entrée en guerre. En 1939 le New Deal était au point mort, arrêté par la Cour suprême, la mise en route de l'industrie de l'armement et les préparations dans l'armée n'empêchaient pas un taux de chômage autour de 20 %. Après le premier septembre et l'entrée de l'Angleterre et de la France en guerre, Roosevelt n'obtint du congrès que l'Angleterre puisse acheter des matériaux aux États Unis en prenant en charge le transport. Le président est confronté à l'opposition d'isolationnistes des deux partis et quand il se présente à une 3ième élection l'année suivante, il ne la gagne qu'en promettant que l'Amérique reste neutre, la promesse phare (à contre-cœur) de son adversaire républicain Wendell Wilkie. Le sort des juifs en Pologne, sujet primordial du Forverts semble absent de la politique officielle américaine. Pour cette politique Roosevelt est fort défié par Winston Churchill. Les deux commencent leurs échanges intenses avant que le dernier ne devienne Premier Ministre en mai 1940.

Le Forverts n'est-il pas le plus important des médias à informer sur le crime commis contre les juifs de l'est ? Vu que le nombre de ses lecteurs vaut celui du New York Times ? Le 27 septembre le journal informe: « Les nazis tuent des infirmières juifs; ils fusillent beaucoup de juifs. » Les 22 infirmières auraient fait partie d'une équipe de la Croix rouge arrêtée par les nazis à la

forteresse de Modlin/Varsovie. Un sous-titre constate: «Des bombes nazis tuent 1000 juifs dans la (rue) Nalewki de Varsovie». Selon un rapport arrivé à Paris le 26 par des cercles diplomatiques polonais, tout le quartier Nalewki a été attaqué et aucune maison ne serait restée complètement entière. Des rapports arrivés à Londres disent que les soldats nazis tuent femmes et enfants lors des combats à baïonnettes dans le quartier. Par ailleurs le Forverts communique que la police a saisi des matériaux dans les centres communistes de la France entière suite aux lois d'interdiction du PCF et ses organisations apparentées. Aux E.U. le comité Dies du congrès (House Committee Investigating Un-American Activities, créé et présidé par Martin Dies (1901-1972), député démocrate, précurseur de l'air McCarthy et assez raciste) demande l'interdiction de partis et groupements communistes, nazis et fascistes. Le 27 à midi l'armistice entre en vigueur à Varsovie. Le 28 la Une porte la manchette: « Le Forverts reçoit un télégramme concernant les destructions à Varsovie,» Dernière nouvelle en tête: « De nouveau des combats après l'armistice dans Varsovie.». Les combats ne durèrent pas : cinq jours plus tard des troupes allemandes stationnent dans Varsovie. 100 000 prisonniers de guerre polonais deviennent des travailleurs-esclaves en Allemagne. - Le correspondant juif A. Vital a quitté Varsovie la veille et son récit des destructions se lit comme un triste guide à travers les quartiers juifs (Praga de l'autre côté de la Vistule inclus), une liste des journaux du Bund, des Sionistes, des Révisionnistes, des Orthodoxes, qui ont cessés de paraître, une liste de personnalités, journalistes, écrivains, rabbins qui sont ou morts ou réfugiés en Lituanie ou à Riga.: «... La «Sini-Schul» qui se trouve au passage Simon de la rue Nalewki a brûlé. La célèbre synagogue de Slomatsk qui est connue sous le nom de «Deitche chul» (Shul allemande) et beaucoup d'autres synagogues ont été détruites par l'artillerie.... Ch. Horontchik, l'auteur de beaucoup de romans et de récits s'est suicidé suite à la mort de son fils. ... Partout la destruction et le deuil, mais l'esprit de la population juive est intact.»

Le Forverts obtient ses informations en partie via Vilnius (intégré à la Pologne depuis 1922). Tant que cela a pu durer : Le 19 Septembre 1939 l'Armée rouge avait occupé la ville, le 10 octobre Moscou la intégra à la Lituanie. Le 15 juin 1940 le pays sera annexé manu militari à l'Union soviétique, Vilnius sera la capitale de la République socialiste soviétique, 35 milles polonais seront déportés en Sibérie. - Une source principale des nouvelles du Forverts est la Jewish Telegraphic Agency (JTA) à Londres.

La Une du 1<sup>er</sup> octobre 1939 porte entre autres les titres : « Tous les juifs en Allemagne de 16 à 55 ans obligés au travail forcé ; 2 millions et un quart des juifs polonais chez Hitler (estimation du « Telegraph » londonien, l'autre million en territoires soviétiques KS) ; Un journal en Russie demande qu'on « éradique » les Hassidim en Pologne 'libérée'. » De jour en jour le journal suit la situation des juifs en Pologne en général et en particulier. Le 15 octobre : Sous le titre « Horribles détails de la situation des juifs polonais » le rapport sur les réfugiés de Pologne du correspondant du Manchester Guardian devant la commission parlementaire britannique. Le 16 la manchette «Épidémies de malaria et typhus à Varsovie ». Également à la Une : « Les nazis poussent les juifs polonais au travail forcé » ; Le 22 grand titre à la Une : « Les nazis ne veulent pas fonder une ville juive, mais un camp de concentration proche de Lublin » «Les soviétiques prennent toutes les

imprimeries de Vilnius » (télégramme de Londres au Forverts de A. Broidy) ; Le 23 : « Des milliers de juifs sont en route pour la Lituanie. Vilnius surpeuplée » ; Le 25: «Des corps juifs dans les ruelles de Varsovie» Un rapport de deux activistes quakers: « Des masses de corps juifs reposent toujours sous les ruines des quartiers juifs: rues Nalewki, Smotschke, Duschike,... La situation dans la ville est mauvaise, mais celle des juifs est indescriptible disent les deux qui viennent de passer 5 jours à Varsovie...» ; Grand titre: «Les nazis veulent fonder un deuxième Birobidjan en Pologne. Hitler tire les juifs de Prague au travail forcé.» «Le juifs de Vienne ont reçu l'ordre de préparer leur voyage au «Nouvel État juif» que Hitler veut fonder en Pologne. Les nazis veulent extirper de l'argent des juifs et des étrangers comme les communistes l'ont fait avec le Birobidjan...»; Le 26: «Les bolcheviques déportent le leader du Bund (Henryk) Ehrlich. Des centaines de juifs polonais exécutés par les nazis» et «Des riots contre les nazis à Prague. Les Tchèques continuent la lutte.» Le 30 octobre: «Les nazis tirent les juifs de leurs maisons et les tuent» «500 juifs tués à Kaluszyn (50 km à l'est de Varsovie KS)». «Les nazis se prennent au «Joint» à Varsovie. Le responsable pris en otage. Les personnalités juifs se sauvent à Vilnius. Se gardent loin des bolcheviques.» Le 31 octobre en manchette sur la Une: «L'Angleterre dénonce la persécution des juifs. Des rapports secrets de pogroms paraissent dans un livre blanc.» «Des Polonais à Varsovie protestent contre des nouvelles chasses aux juifs des nazis.»

The Sentinel, hebdomadaire de Chicago – « journal et magazine combinés ; dévoué aux idéaux juifs et américains » - , sur une des dernières ou la dernière de ses 36 pages (la première si on pense à l'hébreu), informe régulièrement sur la persécution des juifs par les nazis, sur leur sort dans les deux parties de la Pologne occupée, bien qu'avec moins d'insistance que le Forverts sur les (mé-)faits, plus sur l'aide américaine. Le 26 octobre 1939, page 36, le journal discute une dépêche JTA de Washington : « Cette semaine la conférence des fonctionnaires du Comité intergouvernemental pour les réfugiés a mis son attention sur le propos du président Roosevelt d'une étude des possibilités d'établir 10 à 20 millions de réfugiés de guerre sur des nouveaux territoires et de « nettoyer la table » immédiatement des 2-3 cent milles réfugiés d'avant guerre par la colonisation en République Dominicaine et aux Philippines. » D'après le Sentinel, le New York Times avait reporté que les gouvernements français et britanniques se sont sentis inconfortables car un de leurs buts de guerre serait l'élimination du racisme, ce qui rendrait superflue l'émigration forcée. Ce n'est que dans le no du 2 novembre que le Sentinel, page 34, imprime l'extrait d'un rapport de Vilnius du correspondant de la JTA, Mendel Mozes, réfugié de Varsovie : « La ruine totale et la destruction physique des juifs de Pologne est une question de mois, si non de semaines. »

Mendel (Manuel, Mieczyslaw) Mozes (1885 -1966) née à Dzialoszin, 50 km NO de Czestochowa, baccalauréat à Varsovie, études de droit à la yeshiva de Warka, 60 km au sud de Varsovie, parlait yiddish, hébreu, polonais, et moins couramment le russe, l'allemand et l'anglais. Il avait écrit pour des journaux juifs avant d'arriver à Varsovie en 1917 où il travaille pour une agence de presse avant d'entrer à la JTA où il devient le directeur du bureau. Fondateur de l'association des journalistes juifs de Varsovie et du Club de la presse étrangère. Socialiste-sioniste actif, il présida la Hebrew Immigrant Aid Society (HIAS) de Varsovie en 1938/39. De Vilnius où il était arrivé avec sa

famille, ils continuèrent à fuir via l'Union soviétique à Shanghai, d'où ils arrivent à la fin à New York. Mozes y a travaillé pour la JTA jusqu'à la retraite en 1955 quand il a prit domicile en Israël.

Le 1<sup>er</sup> novembre le Forverts informe que les nazis chassent tous les juifs de Vienne vers la Pologne, le 3 que des wagons de marchandises transportent les juifs au ghetto. Le correspondant du Forverts à Vilnius communique que les juifs fondent une organisation d'autoprotection. Le 4 vient l'information que les nazis ont exécutés 800 personnes à Pschemischl, la plupart des juifs. Le 5: «Tous les juifs d'Allemagne seront chassés vers la Pologne. Les nazis préparent le plus grand pogrom de tous les temps». «Les nazis ont tué la plus grande partie de la population de Tomaschow (50 km SE de Lodz KS)». Les rapports d'assassinats ne cessent pas. Le 15 novembre la manchette: «Les juifs expulsés souffrent de faim à Lublin». À la Une le 17: «30 milles arrêté en Pologne nazi parce qu'ils ont protesté contre le ghetto.» Le 19 la manchette: «Le désastre à Varsovie crie au ciel. Sauvez-nous! Les juifs à l'opinion publique américaine.» Le 20 : «Les juifs enfermés dans le ghetto. Tous les juifs de Varsovie dans le ghetto. Des nazis prennent des juifs à Lodz et les fusillent.»

Le 22 novembre 1939 à la Une une belle photo-radio de Georg Elser; «Les nazis l'accusent de la bombe contre Hitler». En manchette: «Les nazi décident de laisser mourir de faim les juifs allemands.» Le 24: «Poliacs mettent le peuple en garde contre la provocation nazi aux pogroms. Les nazis incitent les polonais à commettre des pogroms.» Le 25: «5000 juifs expulsés de Kattowitz», De Tschernowitz l'info que la situation à Cracovie est désastreuse. Des flux de migrants, des allemands qui viennent coloniser, des polonais qui fuient la partie occupée par les soviétiques, des juifs qui viennent des pays baltes, des allemands et des autrichiens sur le chemin au ghetto de Lublin, des polonais qu'on force à quitter leurs domiciles. On accorde 48 heures au polonais, les juifs doivent quitter immédiatement. Les allemands confisquent toutes les provisions pour l'Allemagne et la population allemande,, Le 28 novembre la manchette: «Sauvez les juifs polonais de la disparition. Un peuple entier est exterminé en Pologne. Les nazis affament, persécutent, assassinent jeunes et vieux. Protestez!»

Le 5 décembre le correspondant du Forverts en Lituanie est libéré et en route pour la France. Il avait été arrêté et menacé d'extradition aux nazis. Le rumeur court que les nazis ont torturé à mort le directeur de la yeshiva de Lublin... quatre enseignants ont pu se sauver à Vilnius, où il y a maintenant 1700 étudiants de la yechiva. L'association des rabbins de New York a reçu un télégramme du rabbin Grodsinski de Vilnius, une description de la situation désastreuse de milliers d'étudiants. Le rabbin salue l'action de secours du rabbinat américain. Le seul espoir des juifs de Pologne est celle de quitter le pays. La Gestapo permet la «migration» mais aucun consulat étranger leur donne des visas, écrit le journal. Le 10 décembre 1939 on y lit que les nazis poussent des juifs vers le territoire russe où les gardiens leur tirent dessus. Le 11 la nouvelle que 1 million et demi de juifs soient déplacés au ghetto de Lublin, où il souffrent de faim et de froid. Le message télégraphique de Vilnius dit: «J'ai des détails sur le territoire-ghetto ou «réserve des juifs» que les nazis on créé dans la région de Lublin: un million et demi de juifs d'Allemagne, d'Autriche et de



Pologne sont rassemblés sur un territoire de 60 miles fermé au fil barbelé. ... Des centaines de milliers sont jetés dans des petits villages où il n'y a même pas de baraquements. Les juifs doivent se trouver des matériaux de construction et des outils pour faire leurs baraques... » À Varsovie des maladies font ravage dans le ghetto. Les nazis n'admettent pas de médicaments. Des centaines de juifs sont morts d'épidémies les semaines dernières. Beaucoup tombent de faim dans la rue.

Ainsi les nouvelles du Forverts au jour le jour pendant les mois à suivre. Le premier février 1940 : « Des Bundistes à Varsovie appellent à l'aide ». « Paris: un appel urgent vient des opprimés et torturés de la capitale : « Varsovie est maintenant une grande prison de torture. Socialistes du monde ne nous oubliez pas! » dit l'appel. Le 29 du même mois : « Horribles actions des nazis contre les juifs en Pologne: Le gouvernement polonais à l'étranger a publié des détails terrifiants. La Barbarie nazie n'a rien de semblable dans l'histoire du monde, dit le document officiel. Les juifs sont traités pire que les polonais. Vols, viols, torture et meurtre sont commis quotidiennement. Les juifs n'ont absolument aucune protection et sont livrés au barbares nazis. »

Comparé au Forverts qui néglige nullement d'autres informations (ni des guerres en Finlande, en Asie, ni les nouvelles concernant les EU et sa classe ouvrière) la presse internationale semble s'intéresser bien moins à la catastrophe qui surgit en Pologne. Le parti pris semble un autre, c'est à dire « l'apaisement anti-alarmiste » et « distance diplomatique » voir une contrainte compromise vis à vis « l'opinion publique » en temps de guerre. Et la presse juive ? The Sentinel, suivant sont caractère de magazine, assure une place à des contributions peut être moins immédiates, mieux vérifiées. Le 9 novembre 1939 sur page 34, Mozes, le « vétéran correspondant de Varsovie » reporte en détail de Vilnius ce qui se passe dans Nalewki : le manque d'électricité, de farine pour les boulangers, de médicaments, de matériaux pour le minimum de remise en état d'habitations détruites; les razzias des allemands, leur pillage, l'interdiction du seul bus de la ville et des cinémas, l'action « humanitaire » de militaires allemands qui, pour les photographes, jettent du pains du haut de leur camion aux gens affamés. Du au réfugiés qui viennent des villages et villes détruites, le quartier juif est extrêmement surpeuplé. Les organisations polonaises d'aide ont été interdites, seul le JDC, le « Joint », reste admis. Le no du 30 novembre 1939 informe que plus de 45 000 juifs seraient arrivés au nouveau ghetto près de Lublin et beaucoup plus seraient attendus d'Autriche, de Tchécoslovaquie, d'Allemagne. L'argent pour leur installation doit venir de sources juives. Le no du 21 décembre page 36 parle d'un « livre blanc » du Congrès mondial juif : 250 000 juifs tués, dont 40 000 par les bombardements. Après la tentative d'attentat de Georg Elser, les autorités nazis auraient voulu des pogroms en Allemagne, mais l'ambassadeur soviétique les aurait freiné. Le Sentinel du 25 janvier sur sa page 36, la dernière, porte la manchette : « Massacre de 1900 juifs en Pologne » Les hommes de Chelm et Hrubieszow dans la région de Lublin ont été forcés de marcher pendant 4 jours par des énormes détours vers le Bug, fleuve frontière de la zone soviétique. 1900 ont été exécutés sur le chemin. Un groupe de 300 fut refusé par les soviétiques sur le pont de Sokal et forcés de réessayer clandestinement en nageant ou par le pont pendant la nuit. Les soviétiques les ont arrêté mais ne les ont pas retourné aux allemands. Le deuxième groupe de 400 a pu se faire accepter par les russes à Belzy.

Au cours du printemps 1940 les juifs polonais semblent moins préoccuper le Sentinel, sur ses dernières-premières pages le magazine informe surtout sur les actions américaines d'aide. Avec l'invasion de la Scandinavie le sort des juifs danois et norvégiens et les réfugiés juifs dans ces pays est au centre de l'intérêt, de même en mai celui des juifs hollandais, belges et luxembourgeois, réfugiés inclus. De toute façon, le Sentinel, dont la face magazine représente un tour d'horizon de la culture générale, dans sa face journal est largement dédié à la Palestine.

Un autre hebdomadaire juif, petit avec ses 4 pages et de langue française, L'Aurore au Caire, sioniste de tradition, dans le no du 1 mars 1940 commente un article du Glos polski, périodique des polonais en France qui a fait scandale : l'auteur Slawinski s'arrête longuement sur l'attitude de la population juive pendant les bombardements de la capitale. Bien qu'il constate lui-même que les quartiers juifs aient été particulièrement visé par les aviateurs allemands, il exprime le plus grand mépris pour l'affolement de la population : « Dans les cours des maisons effondrées gisaient des morceaux de cadavres. Une panique mortelle s'empara de la population de Nalewki. La nervosité des Asiates, incapables de se dominer, tellement différente du calme de notre peuple, fit des siennes. Des foules de Juifs folles de terreur abandonnant à leur sort leurs proches, sans se soucier s'ils étaient blessés ou tués, fuyaient en hâte vers Praga, dans l'espoir d'échapper à la mort. Elles ne pressentaient pas que la voie était barrée et qu'en fuyant le bombardement aérien, elles allaient tomber sous le feu de l'artillerie. » Sans se borner à la description des « Asiates » poursuivis par les Allemands, l'auteur remonte au temps d'avant-guerre et s'étend avec complaisance sur « l'âpreté du commerce juif » de toute évidence dans ces quartiers. Pour pouvoir en tirer la déduction « ... Seule la méchanceté de l'intention égale la sottise de ce développement saugrenu ». A propos, pendant combien de temps M. Slawinski a-t-il « défendu » Varsovie ? N'était-il pas parmi les premiers fuyards ? Tandis que les « Asiates affolés » de Nalewki sont bel et bien resté à Varsovie... »

Le 22 mars (la veille de Pourim), à la Une de l'Aurore, en plus des 3 grand titres « La Semaine à Tel-Aviv (par Maurice Caraco) », « Polonais et Juifs polonais en France (lettre de Paris par J. Chender) », « Les États-Unis au secours de la cause juive (Agence d'Orient NY) on lit : « Désordres antisémites en Russie soviétique. Les paysans ukrainiens s'attaquent aux Israélites (S.S Jewish Chronicle Londres) » et « Les assassins nazis en Pologne. A Lodz où les juifs mènent une vie de chiens. Des détails ahurissants sur la terreur nazie ». Ce dernier article décrit précisément l'évacuation d'une extrême brutalité de Lodz, des trains de wagons de bestiaux qui prennent plusieurs jours pour arriver à Varsovie et à la « réserve » de Lublin. Surtout des enfants sont morts de faim et de froid.

Le J. Chender de la lettre de Paris, est-ce Juri Szenderow (1920-1973) arrivé en France en 1928 où il est devenu Jules Chender qui se ... réfugiera aux EU ? Buisnessman après la guerre par obligation à sa famille en France, il aurait préféré devenir scientifique. ?? - c'est la seule référence que j'ai pu trouver dans l'internet.

Le 24 mai 1940 L'aurore publie un article de Justin Godart (1871-1956), éminent homme de gauche, avocat, personnalité du mouvement coopératif, ministre, sénateur, - vote contre Pétain en 1940 - , maire de Lyon, fondateur de de la Ligue contre le cancer en 1918, de France-Palestine en 1926, du CDDI Comité de Défense des Droits des Israelites en Europe Centrale et Orientale en 1933, président de l'OSE en 1945 ... : « Je lisais dernièrement un article d'une publication juive belge où l'auteur s'étonnait que, dans les nombreux plans de paix qui, de tous côtés, s'ébauchent, il ne fût jamais parlé des Juifs. Et il en tirait d'amères prévisions. Mais, à mon sens, les éléments du problème juif ne diffèrent point de ceux des autres problèmes dont la victoire des Alliés ouvrira la solution. Il n'y a pas besoin d'en parler à part : le faire serait fausser les choses et fausser l'avenir. Celui qui a fait se ruer sur les Juifs la cruelle troupe de sauvages qui le suit, et qui est tout le peuple allemand, celui-là est non seulement, avec ses bandes armées, l'ennemi des Juifs ; il est celui des démocraties et de la civilisation. Pour la guerre, non pas seulement hitlérienne, mais allemande, ne séparons jamais les complices, les exécuteurs, du criminel. La situation juive ne diffère pas de celle de tous les autres peuples et doit rester liée à celle de tous les autres peuples qui attendent la justice et la sécurité. L'en séparer serait l'affaiblir. »

On ne peut exprimer mieux l'esprit de la contre-propagande des Alliés opposée à l'allemande, raciste, menteuse, brutale. Indépendamment des décisions militaires à prendre, indépendamment aussi, d'éventuelles actions de sauvetage des juifs. La ligne de contre- propagande que la presse en temps de guerre s'oblige de respecter, voir adopte activement. D'abord la défaite de l'Allemagne, après on verra ? Par ailleurs Godart, le juriste, voit claire : « C'est toute la législation effondrée des droits civiques et des droit minoritaires qui est à remettre debout, à présent. On n'y arrivera - le mot circule déjà – qu'en substituant à l'étroit esprit de nationalisme, le spacieux esprit de fédéralisme. Dans des nations fédérées, liées par une législation fédérale, les minorités trouverons enfin, en chaque nation, leurs exactes proportions et leurs apaisements. »

Le 10 mai 1940 l'armée allemande attaqua, le 14 les Pays-bas capitulèrent, le 28 la Belgique, 330 000 britanniques et français ont pu être évacués à Dunkerque, les allemands furent à Paris le 14 juin et du 28 date l'armistice. Le 31 mai 1940, jour de la reddition de Lille, L'Union Marocaine « Organe du Judaïsme Marocain » publie à la Une : « Devant l'assaut des hordes barbares ». Un article de J. Bielinky (sic). Il avait lu la comparaison de l'armement en France et en Allemagne du livre d'André Labarthe « La France devant la guerre » paru en 1938 et n'a donc pas été surpris par l'agression allemande. « ... L'Allemagne – hitlérienne ou non hitlérienne –, écrit-il, ne connaît que la force brutale ... nous, qui revendiquons l'honneur d'être des hommes, pensons et sentons autrement... Nous avons conscience de la dignité humaine. Avec ou sans religion, les Français ont horreur de la brutalité, de la lâcheté. Ils sont ainsi. Ceux qui acceptent la loi du plus fort sont des fous et des couards. Des fous, car demain, ce sera leur tour d'être victimes de la brutalité, des couards, car la peur les domine et ils le savent. Ce texte suffit pour comprendre pourquoi dans tous les pays du monde les Communautés juives manifestent leurs ardentes sympathies à la juste et sainte cause des alliés. Pourquoi , en France, des dizaines de milliers de Juifs réfugiés se sont empressés de s'enrôler sous les drapeaux de la Légion étrangère, de l'armée

polonaise, de l'armée tchécoslovaque ... Mais la France d'aujourd'hui n'est pas seulement le territoire métropolitain ; c'est l'Empire Français qui participe à la croisade pour la liberté ... M. Mandel, quand il était naguère Ministre des Colonies, parlait aussi de la coopération des colonies à la Défense Nationale pour contribuer à cette « guerre sainte pour la liberté, pour la dignité, pour le respect de la personne humaine, et en vue d'en hâter l'issue elles (les populations coloniales) envoient à la Métropole, avec d'importantes dons en argent, toutes les matières premières, tous les produits alimentaires dont elles n'ont pas absolument besoin. Elles lui offrent plus d'homme qu'on n'a été en mesure d'en prendre jusqu'ici ». »

Arrêté à Paris dans la nuit du 10 au 11 février, Jacques Biélinky (1881-1943), a été déporté par le convoi 52 de Drancy à Sobibor le 23 mars 1943. Né à Vitebsk, témoin du pogrom de Kichinau en 1903, arrêté en tant que socialiste, réfugié politique en France en 1909, naturalisé en 1927, le journaliste a collaboré aux journaux juifs de différents courants. Son journal du 27 juillet 1940 au 17 décembre 1942 a été publié par les éditions Le Cerf en 1992. « On ne peut que suivre R. Poznanski (auteure de la préface KS) quand elle invite à la circonspection et rappelle opportunément la difficulté que les contemporains éprouvaient à saisir la réalité du moment, dans un univers déboussolé et hanté par les rumeurs les plus invraisemblables... » écrit Pierre Laborie dans sa note de lecture (Vingtième siècle 38, 1993, p. 121).

Avec l'invasion de la France, à la Une de l'Aurore les nouvelles de la Pologne disparaissent parmi d'autres. Évidemment n'y a-t-il plus la « lettre de Paris » de J. Chender. La Gestapo, le pillage en France, l'appel à s'engager dans l'armée britannique, la militarisation de la Palestine, la mort de Vladimir Jabotinsky à New York et les manifestations et commémorations autour de ce personnage historique remplissent les Unes et les pages de L'Aurore. Les nouvelles de France sur la situation des juifs gardent néanmoins une place privilégiée. Quand même, un rapport du correspondant de UP, qui a pu visiter les ghetto de Varsovie figure sur la Une du 17 janvier 1941 : « Un demi million de juifs parqués dans le Ghetto de Varsovie. Une enceinte de 8 pieds de hauteur entoure le ghetto » Ce correspondant parle d'un « état frisant la misère » dans lequel vivent les gens « un qui-vive quotidien, manquant d'habillements, d'une nourriture substantielle et de médicaments » les autorités du ghetto appellent au secours à la Croix-rouge américaine et aux associations juives des E.U. ... Le 28 février le journal titre : « Les gangster à l'oeuvre. 50 000 juifs autrichiens seront transportés à Lublin. Après avoir été dépouillés de leurs biens. » il s'agit d'une dépêche d'Al-Ahram Londres. L'Aurore arrête de paraître en septembre 41. Sur la Une de l'avant dernier no, celui du 11 septembre: « En URSS. Résurrection du judaïsme russe devant le danger. Un imposant Congrès réunit à Moscou. Des milliers de délégués de tout le pays. Un évènement capital dans la vie du peuple juif.» La nouvelle vient de Palestine. Le congrès appelle: «Les Juifs du monde entier ont maintenant le devoir d'appuyer intégralement la Grande Bretagne, la Russie et leurs alliés» «Il est intéressant de constater que certains délégués au Congrès ont employé dans leurs discours des citations hébraïques ce qui avant l'entrée de la Russie en guerre aurait été considéré comme un acte de sabotage.» Les media juives en Palestine expriment l'espoir que l'Union soviétique reconnaisse le mouvement national juif.

**21. Le bulletin de la JTA 1941.** Le Forverts du 31 décembre 1940 a publié un bilan d'un correspondant du London Times qui vient de se sauver de Varsovie: 75 000 juifs et polonais auraient été exécutés en Pologne par la Gestapo. Actuellement elle arrêterait des hommes dans les rues de Varsovie qu'elle force à travailler aux fortifications à la frontière du territoire soviétique. Le Forverts de l'année 1941 n'étant pas disponible en ligne, je me tourne vers l'archive de la Jewish Telegraph Agency. Le fondateur et directeur de l'agence, Jacob Landau (1892-1952) était né à Vienne. L'étudiant participa au mouvement sioniste. Avec l'aide d'amis il créa une agence de presse à La Haye en 1917 qui informa des deux côtés de la guerre et promulguait « la cause juive ». Suit après la guerre la fondation de la JTA à Londres avec des bureaux dans plusieurs pays. La centrale fut bientôt transféré à New York. En 1940 Landau créa une filiation, tout en affirmant l'indépendance de la JTA : l'ONA, la Overseas News Agency, l'arme de stratégie médiatique du Service secret britannique pour l'entrée des E.U. en guerre d'abord, de propagande contre l'Axe en parallèle et à la suite. L'indépendance institutionnelle des deux agences ne sera réalisée qu'en 1949. La JTA a tout d'une source incontournable. Ceci dit, pendant la guerre surtout, vu que l'accès directe est largement barré, les dépêches de la JTA viennent de sources secondaires, les correspondants rapportent ce que disent des média de tous bords, ceux de l'Axe inclus, parfois cdes rumeurs, des « on dit ». L'observation et l'expérience directe fait défaut. Cela fait que l'agence communique aussi des chiffres erronés, des annonces hâtives, vagues et contradictoires, où même de la désinformation, des « fake news » de l'ennemi plus ou moins marquées comme telles.

Le 14 octobre 1940 JTA avait reporté que Alvin Steinkopf du bureau berlinois d'AP accompagné de deux docteurs allemands (Jost Wallbaum et Hans Klaevke) avait pu visiter le ghetto de Varsovie . Il a vu le mur qui enferme 500 000 personnes. Les 18 rues qui y mènent sont encore ouvert mais peuvent être fermées à chaque instant. Wallbaum (1889-1969), médecin et colonel de la SA, responsable du secteur santé en Pologne occupée, jusqu'au début de 1943 était considéré complice du génocide après guerre, mais la justice allemande a refusé son extradition en 1948 et prononcé un non-lieu en 1968. Dernièrement il pratiquait l'homéopathie à Hannover. Pour Klaevke je n'ai pas trouvé de trace dans l'internet.

Une dépêche JTA du 13 décembre 1940 avait dit que vu l'inefficacité de nouveaux ordres ont été donné que les juifs de Cracovie où aussi de nombreux réfugiés étaient arrivés, seront déportés aux « réservations ». Ils ne peuvent prendre que 55 livres de bagage, leurs biens seront confisqués. La « capitale » de l'occupant n'y tolérera que des travailleurs-esclaves. Quinze jours plus tôt JTA avait informé qu'on estimait que la moitié des 65 mille juifs de Cracovie d'avant guerre, la moitié y serait toujours, que 20 000 artisans et travailleurs d'usines feraient tourner l'économie et que les nazis se seraient rendus compte qu'une expulsion immédiate freinerait trop la production.

Le 24 février 1941 JTA reporte que les juifs de Vienne seraient transportés à la « réservation » de Lublin au nombre de 15 000 par mois, un premier groupe de 1100 serait déjà parti. La source : plusieurs journaux de Budapest. Le 2 mars JTA Zurich annonce qu'on estime que

20 000 télégrammes de demandes d'immigration ont été envoyés aux E.U. et à d'autres pays dont 1000 auraient demandé que l'argent pour les tickets de paquebot soit déposé auprès du Joint. Le plan des nazis serait de faire payer 400 dollars à chaque émigrant des environs 50 000 juifs toujours à Vienne. Le 7 mars JTA Genève annonce que les nazis demandent aux juifs de Varsovie et de Lublin comme à ceux de Vienne d'appeler à leurs relations aux E.U. - Les juifs en Hollande ont été rassemblés à Rotterdam et à Amsterdam en ghettos, des premiers transports en Pologne ont eu lieu.

Durant 1941 l'agence fait connaître avec plus ou moins de précision les actions et mesures prises contre les juifs en France et en Roumanie, souvent à base de décrets officiels. Des dépêches à base d'information du côté de l'Axe ne sont pas rares, sans mis en garde de la désinformation potentielle, le regard sur des médias allemands ou contrôlés par l'occupant me semble parfois trop peu critique. Le 25 mars JTA signale «Vingt-cinq mille juifs du ghetto de Varsovie sont à présent employés aux travaux de régulation de la Vistule» rapporte le journal nazi *Goniec Krakowski*. Le *Ostdeutscher Beobachter* publie un rapport spécial décrivant les conditions dans la ville de Tuszyn près de Lodz, qui a été rendue «judenrein» (purifié de juifs) par expulsion. Les maisons des couches plus aisées des juifs évacués ont été prises par les autorités tandis que les petits et vieilles maisons juives ont été détruites. Un nombre d'allemands sont déjà arrivés à repeupler l'ancien «shtetl» où une maison brune nazi a été ouverte. » Le quotidien *Goniec Krakowski* (L'officiel cracovien), lancé en octobre 1939 à la « capitale » de l'occupant, tirage 60 000, avait un rédacteur en chef allemand et ses informations de caractère politique étaient mis au pas de la propagande nazi et n'étaient en rien fiables.

Le *Ostdeutscher Beobachter* était l'organe du parti nazi et du gouverneur du Reich à Poznan et à Lodz (*Litzmannstädter Ausgabe*), analogue au *Völkischer Beobachter*, un quotidien «populaire», richement illustré, totalement voué à la propagande politique et culturelle. Lors du lancement du journal le 24 octobre 1939, Heinrich Himmler lui envoie un mot : « Je souhaite au «*Ostdeutscher Beobachter*», journal du Gau du nouveau Warthegau, le meilleur essor. Que le journal pense toujours qu'il est l'organe du Gau qui, depuis la nuit des temps fut germanique et allemand et maintenant de nouveau sera allemand pour l'avenir éternel. » Et l'éditorial du 1 novembre déclare : «... le *Ostdeutscher Beobachter* ne connaît qu'une seule obligation, c'est d'aider le gouverneur d'atteindre les objectifs fixés par le Führer, d'être le médiateur entre l'idée et la réalisation, entre pensée et action, entre le gouvernement et le peuple. » Le quotidien tient compte de son monopole, les « informations » de guerre et la propagande politique remplissent les premières pages, suivies par une série de pages de contenu de la vie culturelle et sportive, des faits divers, des annonces et plus tard surtout de faire parts de la mort des « héros ». Peut-être moins pour l'édition de Lodz, mais en ce qui concerne l'édition de Poznan, le sort des juifs y passe sous silence, des articles antisémites comme le « reportage » du rédacteur Fritz Albrich encore en février 1943, titré « Un ghetto en Ukraine », incroyablement cynique et malintentionné, sont rares. Albrich (1899-1957), journaliste de Tchernivtsi en Bucovine, deviendra rédacteur en chef du journal principal des expulsés de l'est en Autriche en 1948 et rédacteur local aux *Nouvelles de Passau* en Allemagne en 1951.

Le 3 avril 1941 JTA NY informe que le Saturday Evening Post, l'hebdomadaire-magazine du plus grand tirage des E. U. et connu pour les Short Stories d'auteurs renommés, publie l'article de Demaree Bess (1893-1962) transmis par télégramme: « La première description sur place du ghetto de Varsovie. » Bess a interviewé un chef administrateur nazi du district de Varsovie, Waldemar Schön (1904-1969), juriste, colonel SA qui de janvier 1940 à mars 1941 avait été en charge de l'expulsion et de l'expropriation des juifs de l'entourage de la capitale, de leur « déménagement » au ghetto. Schön, chef de l'administration intérieure du ghetto depuis mars et jusqu'au printemps 1943, estime la population du ghetto à 510 000, dont 200 000 capable de travailler. Il dit vouloir organiser du travail pour 60 000, dont 12000 travailleurs qualifiés au ghetto qui seraient payés quatre cinquièmes des salaires polonais. Bess écrit que « les rues dans la cité interdite on l'air des slums et quartiers industriels de la plupart des grandes villes européennes. Il y avait plusieurs lignes de bus, mais ils n'en reste qu'une qui n'a pas été déviée. Des lignes internes au quartier continuent à servir les juifs. La seule ligne restante passe le quartier les portes verrouillées et les passagers sont interdit de quitter pendant le transit... Le couvre-feu pour les juifs est à neuf heures, 2 heures avant celle des polonais. Les habitants du quartier ont l'habitude de se coucher à cette heure, car ils vivent en moyenne à six dans une chambre et le fioul est rare. Après neuf heures les rues sont vides à l'exception des patrouilles des 1600 policiers employés par la communauté. Mais dans la journée, quand je passait par le district avec mon accompagnateur les rues étroites sont des masses solide d'humains. Chaque homme, femme et enfant porte une bande blanche au bras avec l'étoile de Judah, que tous les juifs sont forcés par la loi de porter quand il sortent partout en Pologne... » Schön répond sur la question de Bess si d'autres quartiers comme celui de Varsovie existaient dans d'autres villes que cela ne soit pas encore le cas. JTA rajoute entre parenthèses : « D'autres reportages ont constaté qu'un ghetto a été établi à Cracovie ». Après la guerre Waldemar Schön travaillait en Bavière. Manque de preuves concrètes de participation aux meurtre bien qu'il eût été responsable d'avoir volontairement organisé la famine meurtrière, il ne fut condamné que pour fausse déclaration. À partir de 1958 il exerçait comme avocat.

Le 14 mai JTA informe que le Centre polonais d'information à New York a publié un rapport sur la persécution allemande de la vie religieuse en Pologne. Selon des témoignages « La persécution de rabbins et la profanation d'objets rituels juifs est plus brutal en Pologne occupée par les nazis qu'en Allemagne ». Meurtres et brutalités ont été commis à des nombreuses endroits, villages et villes sont nommés, précisions données. Sous le titre « Vichy prépare un nouveau statut juif ; des lois adaptées à la législation nazie » l'agence communique entre parenthèses qu'à Genève on parle de 5000 juifs étrangers arrêtés à Paris et internés dans des camps de concentration. Cela semble être tout ce que la JTA a pu savoir de la rafle du 14 mai 1941 à Paris. À cette date, 6694 hommes juifs entre 18 et 60 ans, la plupart d'origine polonais avaient reçus une convocation à divers lieux de rassemblement. 3747 ont obéit et ont été arrêtés et transportés en quatre trains de la gare d'Austerlitz à Pithiviers et Beaune la Rolande.

**22. De la persécution à l'extermination.** Le 22 juin 1941 l'armée allemande envahie l'Union soviétique. Le 26 juin JTA annonce que les nazis arrêtent des juifs dans les territoires

conquis sous prétexte qu'il auraient aidé les soviétiques. Les ghettos de Varsovie et de Lublin souffrent d'attaques aériennes soviétiques. Des mesures anti-juifs des nazis durcissent dans les deux villes et également en Allemagne. Les camps de travail près de l'ancienne ligne de séparation ne servent plus, les allemands font des massacres parmi les travailleurs forcés et autres juifs, hypothétiques « agents soviétiques ». Le 29 septembre 1941 le correspondant à Lisbonne de la JTA a lu un article du « Das Reich » de Clemens August Hohberg (1912-1945, collaborateur au Reichsinstitut pour « L'histoire de la nouvelle Allemagne » présidé par l'historien Walter Frank) paru la veille : « Perspectives de la question juive. Une comparaison avec le Moyen âge. » Le correspondant envoie un commentaire : « Selon un savant nazi l'Allemagne planifie l'expulsion de tous les juifs d'Europe » « La ségrégation des juifs à la réservation de Lublin et dans les ghettos murés n'est qu'une mesure temporaire ... les nazis planifient de déporter tous les juifs à un lieu isolé où il sont séparés du reste du monde, déclare Hohberg, bien qu'il ne dise pas où ce trouve ce lieu que les nazis n'ont évidemment pas encore choisi ... le professeur nazi compare la situation actuelle avec le Moyen Âge et constate que « la politique du ghetto n'avait pas réussi jadis, elle avait permis aux juifs de pénétrer dans la vie économique de l'Europe et de gagner complètement l'émancipation. Estimant cela d'être de la « tolérance médiévale » Hohberg promet que l'Allemagne aujourd'hui ne se limite pas à une telle politique ». Que dire d'une telle nouvelle et du fait que la JTA la lance ? Déportation à un lieu isolé ? À classer sous désinformation nazi ou une expression des divergences entre nazis concernant le sort des juifs ? L'historien Peter Longerich (Heinrich Himmler, München 2008) constate que, malgré les énormes massacres déjà commis et en train d'être commis en Russie, les déportations n'avaient pas encore pour but le meurtre de masse. Ce n'est que le premier novembre 1941 que la SS entame la construction à Belzec pour y appliquer les méthodes expérimentés au programme « d'Euthanasie » des handicapés et malades, et que des ordres visant en fin le meurtre des juifs d'Europe sont donnés. Mais la dépêche, bien que n'étant pas exactement « fake news », illustre une tendance de la JTA à lancer des « informations » ambiguës. Une raison pourquoi le NY Times a décidé de ne pas se servir de la JTA , l'attitude qu'a dénoncé Laurel Leff ?

Le 22 août 1941 JTA informe que « Hier, dans des rafles à Paris 6000 juifs ont été arrêtés par des troupes allemandes et la police français suite à l'exécution d'un juif au nom de Samuel Tyszelen et d'un français au nom de Henri Gautherot. La conséquence des récentes manifestations anti-nazis dans plusieurs stations de chemin de fer à Paris. » Qu'est ce qui s'est passé? 4232 personnes ont été arrêtés et transportés au camp de Drancy établi le 20 août (<http://www.genami.org/culture/rafle-paris-20-aout-1941.php>). Samuel Tyzelman né en 1921 à Pulawy, arrivé en France à l'âge de 3 ans et Henri Gautherot né en 1920 à Paris avaient suivi l'appel de la jeunesse communiste clandestine à manifester contre l'occupant. Le 13 août un groupe de 40 jeunes se rassembla au métro Strasbourg-Saint Denis et descendit le Boulevard en distribuant des tracts et chantant la Marseillaise. Des marins allemands s'en prirent à eux et réussirent à attraper les deux nommés, qui furent jugés, condamner et fusillé (v. le Maitron).



Le gouvernement polonais à Londres ne peut plus considérer l'Union soviétique comme ennemi. L'attaque allemande contre les russes avait changé la donne. Churchill conjura Sikorski de négocier avec Moscou. Le 30 juillet Sikorski obtient de l'ambassadeur soviétique Maiski la reconnaissance de l'Etat polonais et la libération des prisonniers et des déportés polonais, mais n'obtient aucune concession concernant la restitution des territoires après guerre. Une dépêche JTA du 27 août dit que Moscou a officiellement communiqué la libération des deux bundistes Henryk Ehrlich et Victor Alter ainsi que celle d'un nombre d'autre prisonniers. Les deux étaient supposés de rejoindre le gouvernement polonais en exil à Londres et non l'armée polonaise prévue à combattre avec les soviétiques. Ils se trouvèrent à l'ambassade à Moscou en décembre quand le NKVD les a arrêté et tué sur ordre de Staline.

Le 8 décembre 1941 les États Unis entrent en guerre. Ce qui veut dire qu'il n'y aura plus de journalistes américains en Allemagne et dans les pays occupés. Aussi contrôlés ou «embedded» qu'ils avaient pu travailler, ils avaient pu «témoigner», passer des informations, des impressions. Dorénavant les nouvelles des faits de guerre domineront la Une aussi aux Forverts qui réserve une attention spéciale aux «héros juifs». Le quotidien fort d'un tirage de 120 à 140 mille garde néanmoins son dévouement à l'instruction dans le mouvement ouvrier et continu d'offrir des pages de littérature yiddish à ses lecteurs.

Le 6 avril 1942 la Une du Forverts porte la manchette : «Les russes combattent l'armée du printemps d'Hitler; 300 bombardiers bombardent l'Allemagne» En dessus de cette manchette suit le titre «125 mille juifs anéantis par les nazis en Russie»: «Moscou: Aujourd'hui le Comité juif de la lutte contre le fascisme qu'ont formé des écrivains, artistes et scientifiques importants, vient de publier un communiqué qui confirme que les nazis ont anéanti 125 mille juifs rien qu'aux régions de Minsk, d'Odessa et des pays baltes. Le communiqué confirme un autre de Stockholm qui est arrivé à New York récemment et que le Forverts avait publié. Le communiqué est basé sur des informations venant du gouvernement soviétique qui les a reçu de chefs juifs et non juifs de partisans qui on pu parvenir à Moscou. Ces informations confirment l'annonce antérieure de JTA que les nazis ont tué toute la population juive d'Estonie, soit plus de 4 milles humains. Sont également confirmés les messages qu'il y a eu en Biélorussie, notamment dans la région de Minsk, de pogroms organisés par lesquels des dizaines de milliers de familles juives, femmes et enfants inclus ont été brutalement assassinés ... Le communiqué estime, qu'à Odessa les nazis ont tué au moins 25 mille juifs jusqu'à maintenant. Le communiqué dit aussi que des dizaines de milliers de juifs ont été brutalement assassinés en Lituanie et en Lettonie.» En réalité, hélas, selon leurs rapports, rien qu'en 1941, les 4 commandos de SS et de police, chacun de 990, 655, 700 et 600 meurtriers et leurs aides, ont assassiné 249 000 hommes, femmes et enfants au nord, 45 000 en Belorussie, 95 000 en Galicie et en Ukraine, 92 000 en Moldavie et en Ukraine du sud. Presque toujours des Juifs.

Le 8 avril 1942 à la page 7 le Forverts publie un long commentaire d'un «livre blanc» du gouvernement polonais en exil à Londres: «C'est horrible et c'est répugnant». Les livres colorés,

«officiels» furent une pratique de propagande ciblée, une publication de documents choisis pour avancer une «cause» politique ou diplomatique. Le cas donné, hélas, c'est d'abord une documentation de crimes contre l'humanité. «Nous avons maintenant le livre du gouvernement polonais, la plus grande des maisons d'édition de New York l'a publié en anglais. Les mots «Une impression sévère, terrifiante» ne collent pas. C'est mille fois pire...» Le livre, rapportant les mesures brutales de l'envahisseur, les meurtres et la torture, les expulsions et déplacements, ne parle d'abord que de «citoyens polonais». (v. *The black book of Poland*, 2nd ed., New York, Putnam's, 1942) Le commentaire du Forverts, lui aussi, semble porter soin à respecter la parole de guerre selon laquelle «le nazisme menace l'humanité entière, sans distinction». Le troisième de huit chapitres, 40 de 590 pages du livre portent néanmoins entièrement à «la persécution des juifs et les ghettos» et le commentaire termine par rappeler que depuis l'annexion de l'Autriche et le début de la brutalité nazi contre les juifs le monde a trop longtemps vu un phénomène transitoire dans la brutalité nazi contre les juifs....

Faut-il rappeler que la Résistance polonaise dirigée par le gouvernement en exil est dit la plus importante des résistances nationales ? Le livre blanc sort au moment où différentes groupes armés des ex-partis politiques (de droite et d'extrême droite surtout) d'avant guerre s'unirent dans l'Armia Krajowa forte de 100 000 hommes à son début, du double un an plus tard. Faut-il rappeler que l'antisémitisme avait gangrené la jeunesse polonaise et que, malgré la présence juive de 150 mille hommes dans tous les rangs de l'armée en 1939, l'armée clandestine n'accepta pas toujours des juifs. Les Militaires et non-militaires juifs n'avaient le choix qu'entre la Garde populaire communiste (-soviétique) et l'Organisation juive de combat (ZOB), fondée à Varsovie en juillet 1942 au moment des premiers transports vers les camps de la mort. De l'attitude antisémite générale, spécificité anachronique du catholicisme populaire en Pologne, il y a eu, certes, des dissidents. Aujourd'hui la plus connue en est peut-être Irena Sendler-Krzyzanowski (1910-2008), catholique (de gauche), qui travaillait avec des pédagogues juifs comme le pédiatre et écrivain Janusz Kortchak (Henryk Goldszmit 1879-7.8.1942 Treblinka) et Stefania Wilczinski (1886 – 7.8.1942 Treblinka) qui ont accompagné « leurs » enfants jusque dans la mort. Dès 1942 elle dirigeait la section enfants de l'organisation clandestine « Zegota » d'aide aux juifs, dite d'avoir sauvé autour de 2500 enfants du Ghetto. Wladislaw Bartoszewski, historien et futur ministre des affaires étrangères y a participé. Zegota avait le support du gouvernement polonais et de la Rada de Londres, où par ailleurs et d'une façon significative pour l'époque, le conflit entre sionistes et anti-sionistes bundistes, entre Ignacy Schwarzbart (1888-1961) et Szmuel Zygielbojm (1895 – 11.5.1943) entamait l'image d'une unité juive. Zygielbojm s'est suicidé au moment de l'écrasement brutal de l'insurrection du ghetto. Désespoir extrême et protestation contre l'inaction des Alliés.

L'Armia krajowa ne reste pas la seule du gouvernement d'une Pologne menacée dans son existence. Après l'invasion le 17 septembre 1939 l'URS avait fait 250 000 prisonniers de guerre polonais. Pendant l'hiver des dizaines de milliers voir plus de cent mille meurent de faim et de froid. La soviétisation de la Pologne de l'est fut brutale. Des milliers de personnes de la bourgeoisie

attendaient leur sort en prison. Jusqu'en juin 1941 320 mille polonais furent déportés en Sibérie et au Kazakhstan. Au printemps 1940 15 000 officiers et 11 000 prisonniers furent assassinés, dont 4400 dans la forêt de Katyn où ils furent enterrés. Des 15 milles au moins 700 étaient juifs. Le 27 juillet 1941 l'armée nazie arriva à Smolensk. Le crime de Katyn fut découvert, mais passait sous silence. Ce n'est qu'au printemps 1943, la défaite se désignant, que la propagande nazi se déchaîna pour ainsi détourner l'attention des propres crimes monstrueux. Le 14 août 1941 après l'accord Sikorski-Maïski les deux gouvernements avaient convenu de créer une armée polonaise commandée par Londres, nationalistes inclus, en accord avec le commandement de l'Armée rouge. Les polonais remarquent l'absence de leur chefs militaires, les réclament et Moscou à un problème. De toute façon, les relations entre les armées sont tendues et en mars 1942 les polonais, 70 000 militaires et autant de civiles, sont transférés via Iran et rejoignent les anglais aux Proche Orient.

L'hiver 1941/42 fut très dur pour les habitants du Ghetto de Varsovie. Josef Gelbart, né 1914 à Altona, un des 50 000 polonais expulsés en 1938, habitait avec sa mère, elle aussi expulsée, à Varsovie où il faisait fonctionner une fabrication de bougies. Le jeune homme avait jadis passé un volontariat d'apiculteur chez Hans Stockmar près de Hambourg, qui avait pris contact avec lui au printemps 1941 et lui envoya des petits colis. Le 9 mai Gelbart lui avait répondu de Mila 34/52, une rue dans Muranow non loin de la Nalewki: « Nous avons pu vendre l'une ou l'autre pièce de nos vêtements, nous sommes arrivés à la limite. Beaucoup d'autres survivent de la même façon. Je me trouve à un lieu sur la terre qui est devenu et deviendra celui du sort de beaucoup. Je pense qu'ici j'ai vu et vécu plus que des générations ailleurs. Il doit avoir un sens, que je suis ici et non ailleurs, car si on dirait que tout est dépourvu de sens de ce qui se passe et se passera, alors, et seulement alors, il ne resterait que le désespoir » Le 25 octobre il fait savoir : « Ces jours-ci 80 mille personnes viennent ici d'autres parties du quartier, car on le rapetisse. Il tombe de la neige mouillée et il fait déjà assez froid. » Et le 18 novembre il remercie la famille Stockmar pour l'envoi d'une « véritable pièce de valeur » qu'il espère pouvoir vendre pour 400-500 zlotys et ainsi pouvoir acheter de la nourriture pour la mère malade qui « doit vite guérir, car le sort n'attend pas et un hiver cruel frappe à la porte. Nous vivons ici dans un véritable cercueil de glace, où manquent souvent les choses les plus élémentaires, du feu, de l'eau, de la lumière ... je crois parfois que nous tous ne verrons pas le printemps. » En décembre il envoie une photo car il en avait du en faire pour l'enregistrement au travail forcé. Le 13 avril il a été hospitalisé, a quitté l'hôpital à sa propre demande, écrit qu'il n'est qu'une squelette : « je me remettrai quand les conditions extérieures lourdes s'amélioreront ». Le 4 mai il écrit à son « cher et fidèle patron » : « cet hiver a dépassé mes forces. Il est difficile d'écrire ce qui s'est passé, on devait avoir la plume d'un Dostoïevski ... il n'est pas impossible, que mon désespoir est le produit de ce que nous avons survécu et d'angoisse de ce que nous attend, mais je crois quand même que c'est la typhoïde qui a cassé notre vie. » La dernière lettre date du 20 mai 1942: « n'importe ce que vous envoyez, mais ne retirez pas votre main dans ses heures sombres et pardonnez que je vous fait tant de soucis ... ne m'en voulez pas, faites confiance à votre vieux Joseph. » (Revue Deutschland & Europa, [http://www.deutschlandundeuropa.de/37\\_98/du371.htm](http://www.deutschlandundeuropa.de/37_98/du371.htm) )

Du 21 avril 1942 date une note typographiée et signé du « commissaire pour la zone d'habitation juive de Varsovie » (« jüdischer Wohnbezirk » désignation nazi pour le ghetto) Heinz Auerswald (1908-1970, jurist, sous-officier SS) : « Le président du Conseil juif (Obmann des Judenrates) communique : l'après-midi du 17. 4. la rumeur courait dans le Ghetto qu'une quelconque action serait en préparation. Quelques magasins de nourriture fermèrent. Alors, pendant la nuit, la Police de Sécurité a mené une action où environs 50 personnes ont été fusillés. » Terriblement angoissés, les habitants se demandaient pourquoi se massacre, préparé selon une liste qui comprenait des gens de tous bords, quelques activistes underground mais aussi des artisans et des commerçants, des profiteurs de la guerre comme des pauvres des pauvres, même des collaborateurs des allemands. La terreur pure et simple. Les SD amenaient les victimes à la rue, pas toujours celle de leur domicile, les tuaient, laissaient les corps, parfois encore agonisants, sur place, reparties dans les rues du ghetto. Adam Cerniakow, le chef du Judenrat, alla voir le chef du SD le 21 qui lui répondit que les publications clandestins au Ghetto devaient s'arrêter, si non, d'autres mesures seraient à prendre. Sonya Nowogrodzka du comité central du Bund figurait sur la liste, mais avait été avertie et fut introuvable (elle sera assassinée à Treblinka en septembre), Parmi les fusillés était Menachem Linder (1911-1942, démographe et statisticien au YIVO de Vilnius) qui en décembre 1940 au Ghetto avait créé YKOR, l'organisation clandestine culturelle yiddish d'animation de culture populaire, de transmission du yiddish et d'instruction populaire. Son ami depuis Vilnius, Emanuel Ringelblum (voir ci-dessous), a écrit de lui, qu'il avait transformé le bureau d'enregistrement de l'organisation juive d'entre-aide en véritable institution scientifique : « Camarade Linder ne pratiquait pas la science pour la science. Socialiste engagé, il appliquait la science à son travail quotidien d'aide social. » Ringelblum a également noté que « à la cour du 52 Leszno, le domicile de Linder, une manifestation silencieuse mais très expressive a eu lieu. Plusieurs centaines d'amis et camarades étaient venus honorer le jeune Menachem. Un petit groupe de quelques douzaines réussit à ce faufiler dehors au cimetière juif, qui à l'époque se trouvait déjà en dehors du ghetto. »

Il s'entend qu'au réseau clandestin en Pologne qui, dans un premier temps, fut dédié surtout à l'information, rien ou presque rien des méfaits et des préparations allemands du génocide n'échappa. La hiérarchisation et le filtrage de l'information surabondante pour la population sous l'occupation et pour le monde extérieur était une autre question. Aujourd'hui le monde dispose d'une source précieuse tout à fait éclairante d'une foule de faits ; les archives Emanuel Ringelblum.

- L'historien Ringelblum (1900 - 7.3.1944 Varsovie), actif au YIVO de Vilnius avant la guerre, au Joint (JDC), au parti d'Ouvriers de Sion de Gauche, le LPZ (Linke Poaley Tsiyon en yiddish) a joué un rôle important dans la fondation de l'Aleynhif (Entre-aide) et sa direction dans le ghetto de Varsovie. L'Aleynhif chapeautait les Comités d'immeubles, dont entre 1000 et 1600 s'étaient formés des le début de la guerre qui employaient 6000-8000 volontaires. Elle était aussi une organisation intermédiaire entre l'administration officielle du Judenrat (Conseil juif) et les groupes de résistance du ghetto. Il y avait deux types de Comités d'immeubles, d'une part ceux où les juifs traditionnels, orthodoxes avaient leurs groupes de longue date, d'autre part les plus nombreux, où

des personnes respectées de professions libérales, des artisans, des intellectuels, sollicités par leurs voisins se chargeaient d'en organiser et présider. En 1940, sous le nom de Oyneg Shabes (Joyeu chabat), Ringelblum réunit un petit groupe clandestin, une « fraternité » écrit Samuel Kassow en 2007 (Qui écrira notre histoire ? Paris, Flammarion 2013), d'hommes et de femmes qui enquêtaient, interviewaient, analysaient et écrivaient dans le quotidien des masses juives du ghetto dans l'intention d'établir les archives de ce quotidien. Fin juillet 1942 ces archives furent murées à la cave de l'école Bokhor de la rue Nowolipki à l'ouest du ghetto. En 1946, dans une véritable « expédition archéologique » selon la journaliste et écrivaine Rachel Auerbach (1903-1976) et dirigée par un autre des rares survivant du groupe, Hersz Wasser (1910-1980) les archives furent déterrées. Selon Kassow, les nouvelles des massacres des Einsatzgruppen à la synagoge de Bialystok en juin 1941 et dans le ghetto de la ville en juillet et novembre, ceux du ghetto de Slonim en juillet et novembre 1941 étaient arrivées à Varsovie, mais les journaux clandestin du ghetto les avaient classés sous « pogroms ». En octobre un membre de HaShomer HaTsair (Organisation socialiste-sioniste de la jeunesse juive à la manière des scouts) était revenu de Vilnius et fut interviewé par Oyneg Shabes, ainsi que bientôt d'autres témoins des meurtres de masses à Ponar près de Vilnius. Le premier janvier 1942 HaShomer de Vilnius lança un appel à la résistance et déclara que les allemands avaient l'intention de tuer tous les juifs d'Europe. Mais rare furent ceux qui voulaient croire à l'intention d'un génocide total. Oyneg Shabes n'était pas l'exception, on se tenait à l'idée de pogroms avec la participation de la population locale et ne voulait rien savoir d'une guerre de résistants contre l'occupant. Mais fin janvier 1942 arriva un témoin qui changea la situation. Un homme qui avait réussi de se sauver des prisonniers juifs forcés de creuser des fossés près de Chelmno. Il avait ainsi pu observer le va et vient, la journée durant, de 2 camions et la mis à mort des enfermés par le gaz du moteur. Huit hommes furent sélectionnés chaque jour et forcés de transporter les corps des hommes, femmes et enfants des camions à gaz aux fausses communes. Les 8 furent tués leur tâche terminée. Interviewé par Hersz et Bluma Wasser, le récit du témoin était si détaillé et précis, qu'aucun doute n'était plus possible, bien que la vérité terrible ne passât pas aussitôt dans toutes les têtes. Oyneg Shabes fit parvenir le récit à toutes les directions du ghetto, du Judenrat, du Joint, du Bund et des organisations de la jeunesse et bientôt étaient au courant tous ceux et celles qui s'occupaient de la vie politique et culturelle du Ghetto. Herz Wasser et l'Oyneg Shabes prirent soin du témoin, l'envoyèrent à Zamosc où il avait une sœur et d'où il fit aussitôt savoir qu'à Belsec les allemands procédaient de la même façon qu'à Chelmno, les juifs de Zamosc, de Lublin, de Radom y seraient amenés. Avant de pouvoir retourner à Varsovie il fut emmené lui aussi. Oyneg Shabes l'apprend par une lettre du 7 avril 1942 écrite par le neveu de quatorze ans.

Avant la Grande déportation qui débutera le 22 juillet 1942 Oyneg Shabes envoya 3 rapports concernant le déroulement du programme d'extermination allemand à l'étranger et un quatrième en novembre 1942. Entre autres au gouvernement polonais à Londres. Le premier avec son récit juste après l'interview du témoin de Chelmno. Le troisième, en juin 1942, basés sur les matériaux collectés par l'archive, analysa la politique nazi dès 1939 et conclut qu'avec l'invasion de l'Union soviétique celle-ci avait changé, une deuxième phase avait commencé, celle de

l'extermination totale. Avec les mots de Samuel Kassow (référéncé plus haut) les auteurs soulignent que « Loin d'être le produit d'un antisémitisme spontané, le meurtre des juifs était le fruit d'une idéologie politique mais aussi d'un opportunisme bureaucratique. Aux agents allemands on avait têt fait comprendre que de leur façon de traiter les juifs dépende le jugement porté de leur supérieurs sur leur dévouement au nazisme. Donc, non seulement ils rivalisèrent pour imaginer et mettre en œuvre des mesures anti-juives toujours plus radicales, mais ils demandaient aussi avec succès l'antisémitisme actif aux éléments « déclassés » des populations biélorusses, polonaises et ukrainiennes et s'assurèrent ainsi de leur « loyauté. » Les rapports passaient par un contact avec l'Armia krajowa et par le bon contact du Bund avec le parti socialiste polonais clandestin. Trois hommes d'affaires suédois domiciliés à Varsovie les transportaient en Suède. Ainsi le 2 juin, la BBC annonça que les allemands auraient tué 700 mille juifs. Emanuel Ringelblum se réjouit de cette annonce résultat de leur travail. On sait aujourd'hui que les chiffres réelles dépassaient de loin les 700 mille.

Le 2 juin à la Une du Forverts « Encore 200 mille juifs forcés au travail d'esclaves en Pologne » Un article de B. Schefter à la deuxième page : « Sentiments désespérés au ghetto de Varsovie ». Le 16 juin une dépêche JTA de Stockholm fait la manchette du Forverts : « 60 000 juifs assassinés à Vilnius. Récit confirmé d'horribles pogroms aussi en Lettonie. » Un réfugié polonais a pu se sauver en Suède. Il a déclaré à la presse que le pogrom à Vilnius a commencé début mai et a duré 2 semaines. La police-nazi de Lituanie qui comptait dans leurs lignes beaucoup d'allemands nés dans le pays, est venu au ghetto en camion, a arrêté hommes, femmes et enfants et les a amené en dehors de la ville et les a tué. Cela s'est poursuivi toutes les nuits jusqu'au matin...

Parenthèse: Le 17 à la Une : la nécrologie de Vera Figner. La révolutionnaire russe légendaire vient de mourir à l'âge de 90 ans.

Le 24 juin 1942 à la Une du Forverts : « Les nazis ont tué 90 000 juifs les trois derniers mois dit le gouvernement polonais » : « Londres (JTA) : Plus de 90 000 juifs ont été assassinés par la « Gestapo » en Pologne, dans les pays baltes et dans les parties de l'Union soviétique occupées par les nazis, dit un rapport que le gouvernement polonais en exil a obtenu aujourd'hui de personnes qui travaillent dans la clandestinité en Pologne. Le rapport estime que la « Gestapo » met à mort 1000 juifs par jour dans les territoires occupés. Le rapport confirme l'assassinat de 60 000 juifs à Vilnius le mois dernier, ce qui avait été rapporté il y a une semaine. Le rapport dit aussi, que des exécutions de masses se passent à Bels (Belzec) dans la région de Lublin. C'est le plus grand des « camps de juifs » en Pologne occupée.

Le 12 juillet: « Les nazis ont tué 24 000 juifs à Vitebsk ». La nouvelle vient de Kouibychew/Novossibirsk via JTA. Il s'agit du récit de quatre jeunes femmes qui ont réussi à se sauver. Le chiffre est incertain. Après avoir occupé la ville le 11 juillet 1941, les allemands y avaient regroupé les juifs dans plusieurs endroits dont le ghetto, ont fusillé quelques centaines dès le début, ainsi que des non-juifs, mais les tueries de milliers d'hommes, femmes et enfants par l'Einsatzgruppe 9 n'ont eu lieu qu'en octobre – 3000 – et en décembre 1941 – 4000 -.

L'avancement des allemands et le retrait des soviétiques avait créé un chaos, le nombre de ceux qui avaient pu quitter la ville légalement ou illégalement a été limité. 16 000 juifs ont été enrégistrés par l'occupant. En 1939 la ville comptait 37 000 citoyens juifs. Le nombre de juifs de Vitebsk morts durant l'occupation est estimé à 18 000 personnes. -

À la même Une du 12 juillet: «Un Progrom à Lemberg (Lwiv) a duré deux jours, beaucoup de juifs sont morts.» La nouvelle vient de Genève. À remarquer que le Forverts comme la JTA se tiennent à la notion de pogrom. «Le progrom a eu lieu en juin, mais les juifs à Lemberg vivent toujours dans l'angoisse mortelle d'une répétition de l'éruption anti-juive. C'est tout ce qu'on sait maintenant. Des observateurs étrangers ont tendance de croire que le pogrom fait partie du plan diabolique des nazis d'éradiquer les juifs par le meurtre de masse afin de garder la nourriture pour l'approvisionnement de leurs armées au front russe...» Suit une brève de Londres: «Le conseil national polonais appelle à prendre des pas contre la brutalité des nazis en Pologne. L'appel a la forme d'une résolution adoptée après deux jours de séance du conseil, où des témoins ont été entendus qui ont décrit les horreurs des nazi et ont apporté des nouveau faits qui donnent la preuve d'un plan nazi « d'extermination de toute la judaïté de Pologne ». ... alarmés par les actes de terreur des nazi en Pologne, les gouvernements en exil à Londres se sont uni dans une note diplomatique commune à Churchill, à Roosevelt, à Staline et au Vatican, qu'on arrête vite les actes d'horreur des nazis et qu'on avertisse le peuple allemand sur la réalité de la terreur d'extermination (dzihut) des nazis ». Selon l'éditorialiste du Daily Telegraph, cité d'après JTA « il est improbable que le peuple allemand ne connaît pas la vérité. Il semble raisonnable d'assumer que même Goebbels ne peut pas tromper les gens tout le temps. Il n'est que juste de garder cela en tête le jour des comptes ».

Le 21 juillet 1942 le bulletin de la JTA annonce la protestation de 20 000 personnes contre le meurtre de masse des nazis au Madison Square garden ... Le lendemain JTA reporte de la manifestation: un message de Franklin Roosevelt a été lu, de nombreux personnalités, juives et non-juives ont adressé l'assemblée, messages d'ambassadeurs et d'autres représentants de gouvernements de peuples ont été reçus. Roosevelt invoque la Charte Atlantique de 1941 pour l'après-guerre, les quatre libertés, d'expression, de religion, celle de vivre à l'abri du besoin, celle de vivre à l'abri de la peur. L'assemblée adopte une proclamation demandant aux chefs de toutes les nations de faire pression sur les nazis et de déclarer solennellement que les nazis devront rendre compte de leurs méfaits. La proclamation salue les mouvements de résistance et exprime l'espoir que les juifs de Palestine auront le droit de se défendre. Par son message Churchill fait savoir sa gratitude pour la contribution des soldats juifs aux front.

Le même jour, le 22 juillet 1942 commencent les déportations du Ghetto de Varsovie, 7000 personnes par jour. Des rumeurs annonçant la «liquidation» du Ghetto avaient couru depuis un moment. Eliyahu Chermiakow, le président du «Judenrat» n'avait pas cessé à demander confirmation aux allemands. On le trompait. Le 23 il se suicide. Début septembre, quand les déportations prirent fin, deux tiers des habitants du ghetto étaient assassinés. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de révolte à ce moment-là ? Une question qui a préoccupé de nombreux auteurs. Je trouve , cité

par Yisrael Gutman (The Jews of Warsaw, 1939-43, Brighton, Harvester 1982) le récit de Hersz Berlinski (1908-sept.1944, combattant de Linke Poaley Tsyion, tué lors de l'insurrection varsoivienne ) d'une réunion du 23 juillet 1942. Il mentionne deux opinions exprimées: « Je crois en Dieu et aux miracles. Dieu ne permettra pas que son peuple, Israel, soit détruit. Nous devons attendre et le miracle arrivera. Résister est sans espoir. Les allemands sont capables de terminer avec nous tous en quelques jours (comme à Lublin). Mais si les choses se passent ainsi (comme je suggère) tout peut continuer pour quelque temps et le miracle doit nécessairement arriver... » L'autre locuteur exprime également que l'autodéfense signifierait la destruction entière du Ghetto de Varsovie : « Je crois que nous sommes capables de préserver l'essentiel du ghetto de Varsovie. Nous sommes au milieu d'une guerre. Toutes les nations sacrifient des victimes ; nous aussi nous payons le prix pour sauver le noyau du peuple. Si je ne serais pas convaincu que nous pouvons réussir à sauver ce noyau, moi aussi, j'arriverais à une autre conclusion. »

**23. Les massacres de Lidice et Lezaky.** Le 27 mai 1942 le gouvernement tchèque en exil avait lancé l'opération de deux agents contre le général du RSHA (administration principale de la sécurité du Reich) et chef nazi à Prag, Reinhard Heydrich. Il s'en est sorti blessé, mais devait mourir à cause de complications inattendues. Le 9 juin les policiers allemands tuent les 173 hommes du village de Lidice, femmes et enfants furent déportés, le village effacé sans trace. Le 4 juin le Forverts avait titré ; « Heydrich mort. Les nazis font un bain de sang en Tchéquie » et le 11 également à la Une : « Les nazis effacent tout un village en Tchéquie, tuent tous les hommes, déportent femmes et enfants dans des camps. » Source : la radio nazi de Berlin qui eût parlé de 483 habitants de Lidice. Mais de sources tchèques à Londres on entend que la population serait montée à 1500. «Donc, conclut le Forverts, au moins 500 hommes ont été fusillés. » « Die Tat », quotidien socialiste de Zurich rapporte de Londres le 12 juin 1942 : « Une communication spéciale de radio Prag, mercredi soir, dit que des militaires allemands ont encerclé un village du Protectorat, ont fusillé tous les hommes et déporté les femmes. Le village avait une population de 1200 Personnes. Les enfants ont été transférés à des institutions d'éducation. L'après-midi le village fut détruit, il en reste plus rien. » Le Evening Star à Washington parle du massacre de Lidice brièvement à la Une le 11, le 12 et le 14 juin, toujours à base de ce que les média nazis ont communiqué. Dernièrement, le 4 juillet, l'Evening Star publie une dépêche AP à la Une : « Plus de 1293 tchèques exécutés par les nazis. » la nouvelle vient du correspondant du Svenska Dagbladet à Berlin, le chiffre exclue « les massacrés à Lidice et Lezaky ». Lezaky, avec 50 habitants plus petit que Lidice et qui restera en ruines, avait en fait hébergé les deux agents de l'attentat et leur radio-émetteur, à la différence du lieu symbolique qu'est devenu Lidice qui n'avait rien à voir avec l'attentat. Le 24 juin les hommes et les femmes furent tués, les enfants déportés. Sur la dépêche AP suit une brève de Londres qui vient de Radio Budapest via Radio Vichy enregistrée par Reuters : « 86 tchèques en plus, dont 3 juifs ont été exécuté hier, sur ordre d'une cour martiale à Prag... ». Le massacre de Lidice obtient une attention énorme aux États Unis. Yosef Gorny (The Jewish Press and the Holocaust 1939-1945, Cambridge 2012) cite en particulier le Times qui rompt avec son style d'habitude retenu : « ... ni montagne ni vallé, ni la profondeur de la mer, ni île pourra empêcher de faire payer les coupables »



Est-ce parce que pour la première fois pour la presse, les bourreaux parlent eux-même de leur politique de meurtre de masse ? - « ... Les mots de cette annonce sont maintenant engravés pour toujours dans des millions de têtes et une chose est claire – que ces individus qui commettent de tels crimes doivent être mis hors de nuire pour toujours. » écrit le Herald Tribune. C'est comme si tout ce qu'on sais déjà sur les massacres systématiques des juifs o combien plus étendus, mais inavoués des nazis, fasse la force de la dénonciation du crime avoué de Lidice. Parce que des sources pour les crimes inavoués sont a protéger ? Comme dans le cas des services secrets la connaissance des codes de l'ennemi ? Ou parce que, nommées, ils offrent l'occasion à la propagande nazi d'en faire son miel en les mettant en cause ? Ou parce qu'on considère inopportun de parler des juifs de l'Europe dans le cadre de la propre propagande de guerre ? Lidice choque l'opinion aux États Unis. Bertold Brecht écrit le scenario d'un film de Fritz Lang : *Hangmen also die* (Les bourreaux meurent aussi) au sujet de l'attentat, sans pour autant connaître les détails. Et le premier roman de Stefan Heym, « *Hostages* » (Otages) (1913-2001) devient un bestseller. Heym réfugié à Prag en 1933 où joue le roman, était arrivé aux E.U. en 1935 où le livre sort en octobre 1942,.

Le 15 août 1942 à la page 4 du *Forverts* « Dr. A. Ginzburg » écrit : « Notre situation parmi les peuples » : « Il y a chez nous des personnes, entre eux des écrivains qui se plaignent très fort que le monde non-juif se tait sur la souffrance juive. Le village tchèque Lidice avec ses 400 habitants a touché et touche toujours le monde sur toute la terre. De Vilnius juive avec ses 60 mille ont se tait. » L'auteur constate que le monde est resté froid envers le sort des juifs pendant les six ans d'Hitler avant la guerre et elle le reste encore plus depuis la guerre, malgré la dizaine de villes comme Vilnius, malgré les centaines de mille de victimes juives. Non seulement la presse, mais aussi les hommes d'états des « peuples unis dans la lutte contre le nazisme » restent muet. Le secrétaire Cornell venait de prononcer un discours adressé aux peuples opprimés et violés et leur a promis que le jour des comptes viendra. Mais pas une pensée, pas un mot sur la situation des juifs parmi les peuples. Ni la presse américaine, ni Cornell sont anti-sémites, ils n'ont qu'en tête la propagande de guerre qui touche le maximum de gens. Lidice touche le monde, le sort des juifs laisse froid. » Certes, l'antisémitisme joue son rôle écrit Ginzburg, l'antisémitisme dans tous les pays où il y a des juifs. Hitler ne l'a pas inventé. Il ne l'a utilisé comme moyens d'arriver au pouvoir. Les allemand un peuple spécialement brutal ? Peut-être. Ginzburg ne veut pas se prononcer, il ne connaît pas ce peuple. Mais il se dit convaincu que tout peuple, conditions politiques et économiques donnés peut tomber dans cette brutalité. Exemple la France de Vichy. Le peuple de « Liberté, égalité, fraternité ». « Ce qui ne l'a pas empêché d'être colonisateur par excellence ».

Ginzburg lance alors la thèse que Hitler qui a utilisé l'antisémitisme pour arriver au pouvoir - et d'autres l'ont suivi - , continu sa campagne meurtrière pour souder ses troupes et stimule la persécution des juifs dans les pays sous son influence pour y avoir des auxiliaires volontaires et consentants. Que faire ? Pousser la presse non juive à donner plus de place pour décrier les massacres nazis des juifs ? De toute façon, Hitler s'en fout. Vu que son but est de répandre l'anti-sémitisme pour pouvoir s'en servir, une telle publicité juive risque même de lui faire

plaisir. Conclusion : n'attendons rien de plus de publicité, méfions nous de toute aide de l'extérieur. Informons entre nous, aidons chacun autant que possible nos frères et sœurs.

**24. Juillet 1942 : les rafles en France.** Si Lidice à l'encontre des massacres en Pologne et en Russie à provoqué un effet sensible sur l'opinion publique, les rafles en France en provoque un aussi, au moins en France. Une dépêche de la JTA du 19 juillet 1942 annonce « Les nazis commencent à déporter des juifs de Paris ; ils internent ceux qu'ils ne déportent pas. /Le correspondant du journal suédois Stockholm Tidningen reporte : La déportation en masse de juifs de Paris aux territoires de l'est occupés par les nazis a commencé cette semaine à la suite des ordres drastiques anti-juifs issus de la Gestapo. / Le rapport se fonde sur une information de la radio allemande que 20 000 juifs, la majorité d'Allemagne, d'Autriche, de Pologne et de Tchécoslovaquie, ont été arrêtés à Paris afin d'être déportés aux territoires de l'est. Des milliers de juifs ont été déportés de Paris en Pologne occupée en décembre l'année dernière suite à des attaques contre des membres des forces armées allemandes en France occupée. / On croit ici que l'expulsion de juifs de Paris a été conduite par les autorités allemandes d'occupation en accord avec Pierre Laval, chef du gouvernement à Vichy... »

Que le chiffre de 20 000 est inexact ne peut pas surprendre, vu la source. 22 000 avaient été prévu par Eichmann. Les agents français n'ont arrêté que 13 152, dont 4115 enfants et 5919 femmes. Cela s'explique, car la majorité des hommes avaient été arrêtés l'année précédente. 3 747 en mai 1941, 4232 en août, des juifs dépourvus ou privés de la nationalité française, et 743 en décembre, des juifs de nationalité française, dont des notables. Si on compte les arrêtés de 1941 le chiffre de 22 000 est plus ou moins atteint. Le premier convoi vers l'est a eu lieu le 27 mars 1942, déportant la majorité des arrêtés de décembre. 4 convois de plus de milles hommes avaient suivi en juin 1941, avant la rafle du Vel d'Hiv. 38 étaient à venir jusqu'en novembre 1942.

Le 23 juillet JTA Zürich confirme : « 20 000 juifs arrêtés à Paris ». « Les radios contrôlées par les nazis ont récemment informé que 20 à 28 milles juifs ont été arrêtés à Paris par la « Gestapo » parce qu'ils n'ont pas porté « l'étoile jaune » et pour avoir commis « autres crimes ». »

Un petit groupe d'anciens de la SFIO, de la SdN et du ministère français des affaires étrangères s'était retrouvé à Londres en juin-juillet 1940. Louis Lévy (1895-1952) et sa femme Marthe y étaient déjà, journaliste au Populaire de longue date, il fut le correspondant à Londres en 1939/40 où les deux animaient un groupe Jean Jaurès. Georges Gombault (né Josef Weiskopf, 1881-1970), cofondateur de la Ligue des droits de l'homme en 1898, un proche de Jaurès, au Syndicat national des journalistes avec Georges Bourdon (1868-1838), arrive le 27 juin avec son fils Charles (1907-1983), ami de Pierre Mendès-France. Pierre Comert (1880-1964) avait été témoin du tremblement de terre de San Francisco en 1906, avait enseigné à l'université de Göttingen, fut le correspondant du Temps à Vienne, à Berlin en 1911, travaillait ensuite aux Affaires étrangères, à l'ambassade de Londres. Lors de la fondation de la SdN en 1919 il créa la section information. En 1933 il devient le porte-parole du Ministère des affaires étrangères, défend énergiquement les anti-fascistes allemands. Il arrive à Londres de Bordeaux le 17 juin. Marcel Hoden (1883-1963) faisait

partie du groupe de 19 collaborateurs de Comert à la SdN, fut ensuite secrétaire du Secrétaire général de la SdN (1933-1940), Joseph Avenol (1879 – 1851) qui l'aurait licencié pour avoir pris position contre Munich (comme Comert à Paris).

Avec le soutien des ministres travailleurs du gouvernement britannique, ce groupe de personnages en exil, internationalistes, polyglottes, expérimenté en journalisme, en politique étrangère, en politique tout court, fonda un quotidien en langue française, « France » qui parut d'août 1940 à octobre 1944, tirage 32 000. Ils représentaient une opposition à De Gaulle tout en étant solidaire de l'effort militaire qu'il dirigeait. Ainsi le premier no, le 26 août 1940 ouvre avec une photo à la légende « George VI a passé en revue les forces françaises libres » et une adresse de De Gaulle : « Un devoir : combattre. ». La rédaction informe : « ... Ce ne sont pas des exhortations ou des conseils que nous désirons offrir aux français. Nous voulons, plus modestement, leur donner à lire tous les jours, en langue française, des informations exactes... » « L'esprit magnifique qui anime les soldats britanniques, français, polonais, hollandais, belges, norvégiens, tchèques, canadiens, sud-africains, hindous, australiens, néo-zélandais, réunis en Angleterre, dans le bastion européen de la liberté, les nouvelles enfin, qui nous parviennent sur la France et sur son Empire, tous ces faits nous prouvent que rien n'est perdu. » Lors de son départ le 19 octobre 1944, la rédaction exprime : « Tout d'abord l'admiration pour ce pays qui par sa résistance solitaire en 1940 sauva le sort de l'Europe. Ensuite, professionnellement le respect pour la liberté que les Britanniques savent assurer à leur presse et accorder aussi pleinement, sans une restriction, aux journaux étrangers publiés dans leur île... ». L'opposition au gaullisme n'allait pas sans tensions. André Philip (1902-1970) juriste, syndicaliste chrétien, député du Rhône de 1936-1940, résistant du Comité d'action socialiste, qui avait rejoint de Gaulle à Londres en 1942, aurait reproché à Gombault l'absence de sentiment national, un « esprit d'émigré ».

Le 18 juillet 1942, 2 jours après la rafle du Vel d'Hiv, sur la Une de France paraissent une petite note, « A Paris, Himmler fait renforcer la Gestapo », et un encadré : « 14 Juillet 1942 : 200 mots censurés ». L'encadré reproduit une dépêche UP venant de France : « Vichy – juillet 14 (UP) ... (Deux cents mots censurés.) ». Le texte de la note dit : « Frontière française, 17 juillet. - (D'un correspondant). La résistance française préoccupe Himmler au point qu'il vient de renforcer en France le personnel dirigeant de la Gestapo. Le chef de la police allemande en France est Josias de Waldeck-Pyrmont, aristocrate autrichien, qui sut gagner les bonnes grâces de Goebbels, puis de Himmler. À côté de lui se trouvent un certain Oberg, major général de la police du Reich et le Dr. Knochen, un des quatre inspecteurs de la Gestapo. Ces trois personnages ont établi leurs bureaux à Paris. »

Deux nouvelles qui n'ont aucun rapport avec la rafle, mais qui illustrent difficultés et incertitudes de l'information. Waldeck-Pyrmont, aristocrate bien allemand, originaire non loin de Coblenz, membre du parti depuis 1929, SS depuis 1932, était à l'époque chef de la SS de la région où se trouvait le camp de Buchenwald (région Fulda-Werra). Il fut jugé pour ses responsabilités après guerre. Il avait été gradé général de la police en 1941, mais n'avait, sauf erreur de ma part,

aucune fonction supérieure en France. Par contre Carl Oberg, lieutenant en 1918, milicien et commerçant, collaborateur de Heydrich en 1932, actuellement SS et major général de la police fut l'homme d'Himmler et venait effectivement d'être nommé le premier juin 1942. Il devint ainsi le supérieur de Helmut Knochen, fonctionnaire des étudiants nazis, thèse sur George Colman, dramaturge anglais du 18/19ième siècle en 1935, SS et chef du SD à Paris depuis 1940, et de Kurt Lischka. Ce dernier et Theodor Dannecker, étaient deux subordonnés de Knochen, mais Dannecker obtenait ses instructions de Vienne, de Eichmann et de septembre 1940 jusqu'en août 1942 fut le « consultant » principal pour l'organisation des rafles et des déportations, activité qu'il poursuivra en Bulgarie, en Italie, et en Hongrie. Arrêté en 1945, il se suicida. Un troisième collaborateur de Knochen fut Karl Bömelburg le chef de la Gestapo sur place. La Gestapo était une institution du ministère de l'intérieur, mais faisait également partie de « l'empire Himmler ». Pour revenir à l'aristocratie et à une confusion possible: un aristocrate, non pas autrichien, mais silésien, avec une (ex-)fonction à Paris fut le vieux diplomate Johannes von Welczeck (1878-1974), ambassadeur à Madrid avant d'occuper ce poste en France de 1936 à 1939. Il aurait été la véritable cible de Herschel Grynszpan en novembre 1938, von Rath la victime d'une confusion.

Ce n'est que le 22 juillet 1942 avec une dépêche Reuter sur sa Une que France informe sur la rafle du 16/17 à Paris : « Plus de vingt mille Juifs arrêtés récemment à Paris »: « l'A.B.C., journal madrilène publie, de son correspondant de Paris, un message indiquant qu'au cours de ses récentes opérations dans certains quartiers de la capitale, la police parisienne a arrêté de vingt à vingt-huit mille Juifs dont un grand nombre de femmes et d'enfants. On croit généralement que la plupart de ces nouveaux détenus seront déportés en Pologne ou dans les régions occupées de la Russie. » Le lendemain, l'information ne paraît plus, mais à la Une le titre « Des scènes navrantes dans les camps de concentration juifs et communistes » : « Le correspondant du « Times » à la frontière française, parlant des camps de concentration juifs et communistes de Compiègne, Drancy et Orléans, signale des scènes navrantes... Quand les familles des internés qui avaient reçu l'autorisation arrivèrent, ils purent voir les malheureux, menottés aux poignets et deux par deux se dirigeant, entre deux fils de soldats allemands, vers les trains qui allaient les emmener en exil. C'est en vain que les femmes cherchèrent à s'approcher de leurs maris pour leur dire adieu. A chacune de leurs tentatives, elles furent brutalement repoussées à coups de crosse de fusil. Alors spontanément, révèle le correspondant, hommes, femmes et enfants entonnèrent la « Marseillaise » en dépit des menaces des soldats. »

Suit alors, à la page 3, rubrique « À travers le Monde », un reportage « Les Juifs et la guerre », de la réunion « monstre » à New York du 21. Un article qui se concentre sur le long message de Churchill : « ... A travers le monde, les communautés juives ont apporté leur contribution à la cause des Nations Unies. ». 10000 servent aujourd'hui avec les forces britanniques dans le Moyen Orient, dit-il, et plus de 20000 servent dans différentes formations de police palestinienne et des milliers de Juifs travaillent en Palestine dans les industries de guerre et dans les services civils. L'article de « France » conclut : « Il est naturel, que les Juifs, premières victimes de Hitler, comprennent mieux que personne la nécessité d'en finir avec la barbarie totalitaire. On doit

reconnaître avec M. Churchill qu'ils sont conscients de leurs devoirs et ne ménagent aucun effort pour assurer le triomphe des Alliés. En Palestine, en particulier, ils ont offert, depuis le début de la guerre, leur collaboration la plus étroite au gouvernement britannique. Les résolutions de leurs derniers congrès expriment l'espoir que les promesses qui leur furent faites par Lord Balfour après la dernière guerre seront pleinement tenus au lendemain de celle-ci. »

Parmi les partisans de la collaboration en France, la rafle du Vel d'Hiv, les déportés amenés « en exil » provoquent-ils un début de prise de conscience? La Gazette de Lausanne du 28 juillet reproduit une dépêche UP de Vichy sur « la querelle Deat-Doriot » de la veille, entre l'Oeuvre, organe du RNP et le Cri du Peuple du PP : « L'Antisémitisme », déclare le journal (l'Oeuvre de Déat KS), « est devenu le point de séparation entre les nationaux-socialistes et les démocrates retardés. Mais les polémiques sont inutiles, car la révolution européenne résoudra radicalement le problème juif; » l'article continue en prêchant « un antisémitisme utile et raisonnable » et insiste pour qu'on donne un traitement spécial aux Juifs méritants qui ont prouvé leurs sentiments patriotiques dans des hauts faits militaires ou civils. Tous les actes de valeur passés ne suffiraient pas, les candidats aspirant à un traitement de faveur devraient prouver leur attachement loyal au gouvernement actuel et soutenir sa politique. Il était naturellement visible que la plus grande partie des Juifs de France étaient hostiles à la révolution nationale et que le communisme et le gaullisme trouvaient en eux leurs meilleurs soutiens... »

Le 4 août le bulletin de la JTA informe : Des milliers de juifs arrêtés à Paris poussés dans un camp de concentration ... Le Vélodrome d'Hiver, un circuit de bicyclette non loin de Paris est tellement plein de juifs arrêtés par les autorités allemands d'occupation, que les internés ne peuvent même pas étendre leur jambes, reporte le correspondant à Paris du Tagwacht, journal social-démocrate de Berne aujourd'hui. ... Il a confirmé le rapport que nombreux juifs se sont suicidés quand les agents de la Gestapo étaient venu les prendre. « Entre le 15 juillet et le 25 nous sommes passés par l'enfer » constate le correspondant. Beaucoup de cas sont venus à ma connaissance où des femmes et leurs enfants ont sauté par la fenêtre. Mais cela n'a pas arrêté les nazis. Les arrestations ont continué. » / Le Tagwacht publie un éditorial aujourd'hui qui commente les arrestations sous le titre « Nous ne pouvons plus nous taire »

Quand le 5 août « France », à la Une, revient sur la grande rafle de Paris, c'est encore « d'après Reuter » de Zurich qui réfère au nouvelles reçues par la Berner Tagwacht qui « décrivent cette nouvelle vague de terreur contre des hommes innocents, des femmes et des enfants comme « dépassant tout ce qu'on peut humainement imaginer » Des femmes se jettent des fenêtres avec leurs enfants plutôt que de tomber dans les mains de la police et des gardes nazis qui opèrent dans tous les quartiers de Paris. Des Français « aryens » cachent des familles entières de Juifs dans leurs caves et dans leurs boutiques vides pour les sauver de l'arrestation. Des centaines de jeunes filles et de mères avec leurs enfants ont été parqués au Vélodrome d'Hiver, lequel est bondé. Des organisations sanitaires font complètement défaut ... On a pas de nouvelles des hommes arrêtés. Mais on croit qu'ils ont été envoyés dans des camps de travail forcé en Allemagne. » Le 7 août

France publie un éditorial bien optimiste : « ,, La conscience humaine se révolte contre la barbarie allemande et, avant toute autre, la conscience française. Les Allemands ont réussi à faire disparaître de France tout vestige d'antisémitisme : de notoires adeptes de cette doctrine ont publiquement proclamé qu'ils renonçaient tandis que de hautes personnalités morales, l'archevêque de Toulouse notamment, manifestaient leur pitié aux victimes. On pourrait citer maints exemples touchants ou courageux de la sympathie et plus précisément de la solidarité que les Français témoignent à ceux d'entre eux que l'ennemi torture, en raison de leur origine ethnique ou de leurs croyances ... Il ne vient à l'idée de personne de tenir pour des Français les Darquier de Pellepoix et les Doriot, hommes de main qui font profession de racisme : ils sont depuis longtemps à la solde de Berlin et ils avaient commencé bien avant la guerre, leur œuvre de désagrégation nationale pour le compte de Hitler. Et Laval qui livre les réfugiés ou tire profit des exactions allemandes, est, au vrai, le chef de cette bande... »

Pour la première fois le 8 août, « France » réserve une place importante à la rafle du Vel d'Hiv : « Un récit tragique des mesures antisémites à Paris ». Le journal reproduit une lettre d'un ; « ouvrier engagé volontaire et blessé à la guerre » publiée par la Berner Tagwacht. La lettre fut adressée à Charles Schürch (1882-1951), horloger du Jura, rédacteur de La Sentinelle à La Chaux-de-Fond 1909-1912, socialiste, secrétaire de l'Union syndicale suisse, rédacteur de la « Revue syndicale suisse » et délégué aux Conférences internationales du travail 1918-1946. Le correspondant anonyme écrit : « on nous avait averti de ce que les autorités avaient l'intention de faire. Ces avertissements, dans bien des cas, étaient venus des fonctionnaires chargés de veiller à l'exécution de ces mesures. Le vendredi soir, un des mes amis fut abordé dans le métro par un étranger qui ... le pria de descendre avec lui à la station suivante. Là, il lui fit savoir qu'il appartenait à la police et lui conseilla de ne pas passer la nuit à son domicile... Ceci se passait un peu avant 8 heures, quelques instants avant l'heure du couvre-feu pour les Juifs. Nous fûmes tous, mes amis et moi, avertis de façon analogue. Cependant, nous nous refusions à y croire, Nous pensions qu'il ne s'agissait que d'une rafle temporaire, comme il y en avait eu tant de fois. Ce qui arriva, surpasse toute imagination. Il est vrai que les sentiments humanitaires ont été bannis par Hitler. L'application des mesures racistes, commença le 16 juillet à 4 heures du matin et n'a point cessé encore. .. Nous avons passé par des heures de souffrance indicible. On cite de nombreux cas où des femmes avec leurs enfants se jetèrent de désespoir par la fenêtre. Je n'aurais jamais cru je dois l'admettre qu'en dépit des mesures de rigueur dont ils sont menacés, les Parisiens auraient pu faire preuve d'autant de courage et de cœur. Certains d'entre eux donnèrent asile à des familles entières, leur remirent les clés de leur cave où d'appartements vides, adoptèrent immédiatement les enfants abandonnés ... Nous n'avons reçu encore aucune nouvelle des gens arrêtés. On dit qu'un premier groupe a été dirigé sur le camp de Drancy et de là envoyé en Allemagne et en Pologne. On rapporte de terribles histoires sur ce qui se passe au Vélodrome d'Hiver où les femmes et les enfants ont été internés tandis que les femmes sans enfants et les jeunes filles étaient envoyées à Drancy. ... Les malheureux qui ont quitté leur maison pour échapper aux arrestations ne savent comment se

procurer des moyens d'existence. Que pouvez-vous faire pour nous aider ? » Aucune date de la lettre est communiquée.

Des jésuites à Lyon, inspirés par Pierre Chaillet (1900-1972), publiaient « Les Cahiers du témoignage chrétien » : environs 30 pages tous les deux mois dans la clandestinité oecuménique. Le no 8/9, juin/juillet « Droit de l'homme et droit chrétien » parut le 12 août 1942. S'y trouve une « Lettre de Paris datée du 21 juillet 1942 » qui vient du même auteur que celle adressée à Schürch si ce n'est qu'une copie légèrement « rédigée ». « Du vélodrome ... arrivent des nouvelles terrifiantes. Il y a eu déjà deux mort, des fausses couches et on est allé prendre jusqu'au malades dans les hopitaux ... Ceux qui ont pu se cacher ne peuvent regagner leurs domiciles et se demandent anxieusement comment se sauver. Que pouvez-vous faire pour nous ? » « Que pouvons nous faire ? », répondent Les Cahiers, « Hélas ! Rien d'efficace ... » Pour conclure : « Les Cahiers du Témoignage Chrétien se font un devoir sacré de rappeler en ces jours de honte la voix vengeresse de Péguy. Il ne sera pas dit que « la scélératesse et l'imbécillité antisémites » dans leur collaboration quotidienne au crime nazi de lèse-humanité, ne rencontrent parmi les chrétiens de France que le silence ou la peur. »

« Une Saint-Barthélemy moderne à Paris » titre « La Sentinelle » socialiste à La-Chaux-de-Fond le 13 août 1942. Un grand article à la Une. « Dans la nuit du 15 au 16 juillet... » - le journal se trompe d'un jour, mais par ailleurs fournit des bonnes informations. Les données ne peuvent évidemment pas correspondre à ce que nous pouvons savoir aujourd'hui, mais le récit paraît plus sobrement reproduire « ce qu'on pouvait savoir » à l'époque que d'autres : « Les arrestations frappent 28 000 personnes dont les noms avaient dressés sur une liste établie depuis plusieurs mois. Beaucoup de personnes ont pu être averties, soit par des inconnus, soit par les agents eux-mêmes, dont un certain nombre ont été révoqués pour ce motif. 6000 Israélites ont pu se cacher aussi dans le XVIII<sup>me</sup> et de fait le nombre des arrestations ne s'est élevé qu'à 12000-14000 ; aussi les opérations continuent-elles sur un rythme ralenti. Hommes et femmes furent appréhendés, dépossédés de leur argent et conduits séparément, soit au Vélodrome d'Hiver, soit au Parc des Princes. On n'épargnait ni malades, ni opérés récents, même la veille. C'est ainsi que le service chirurgical de l'Hôpital Rothschild, réservé aux opérés du camp de Drancy, fut vidé d'un seul coup et tous les malades ramenés au camp quelque récente que fût l'intervention et quelque grave leur état. Les enfants à partir de l'âge de 3 ans furent enlevés à leurs mères. Des agents miséricordieux les confiaient aux voisins, d'autres, et se fut le grand nombre, fermaient l'appartement, laissant les enfants dans la rue, ou les chargeaient sur des camions où furent entassés des centaines de gosses. On entendait leurs cris, leur pleurs, leurs appels désespérés : « maman », à travers les rues désertes et noires. Les enfants ont été parqués au nombre de 5000 environs dans trois lycées. L'Assistance publique et l'Union générale des Israélites de France furent chargées de s'occuper d'un certain nombre parmi eux. Nombreux étaient les cas de rougeole et de scarlatine qui se propageaient parmi les enfants. Quatre enfants étaient décédés 12 heures après leur arrestation. L'état de santé déficient des adultes nécessitant des interventions multiples, 10 médecins furent autorisés par les autorités occupantes à donner leurs soins aux malades. Le Commissariat français aux questions juives n'en

accorda que 3. Les hommes et les femmes ont été dirigés provisoirement dans des camps. L'accès du Secours national dépêché par le gouvernement fut interdit par l'autorité allemande. Les Quakers, l'Armée de Salut, l'UGIF tentent de ravitailler cette foule affamée. Leur situation dans les camps – dépourvus des installations de cantonnement et d'hygiène, de matériel de pansement, de cuisine – est encore pire que dans le Parc des Princes. Un grand nombre de petits enfants ont perdu leur identité que pour le moment il n'est pas possible de rétablir. Depuis leur arrestation, on est à peu près sans aucune nouvelle des détenus. Le nombre de suicides est évalué de 300 à 400. Des femmes ont lancé leurs enfants, dans un cas 6 gosses, par la fenêtre, pour les suivre à leur tour. Dans de nombreux cas, les femmes étaient censées être à l'abri des mesures ; les hommes seuls se sont soustraits par la fuite à l'arrestation, laissant à leurs femmes, leurs mères, leurs filles, leur fortune, leurs bijoux; ces valeurs ont été saisies et les femmes arrêtées. Les enfants - garçons et filles – ont été arrêtés à partir de l'âge de 14 à 15 ans. »

« Si à Paris la grande majorité des arrêtés se recrutait parmi les étrangers, en province Israélites français, étrangers, hommes et femmes furent pris, cette fois par la police allemande. Entourés par des soldats baïonnette au canon, ils furent chargés sur des camions, hommes et femmes séparément, et internés provisoirement, dont des milliers dans le camp de Pithiviers ... même dans les localités les plus isolées, où habitait une seule personne israélite, la police s'est présentée pour procéder aux arrestations. Grâce à la solidarité agissante de la population française non israélite, un grand nombre de personnes ont pu se sauver ; beaucoup d'enfants furent abrités ou conduits en zone non occupée, malgré les dangers que pouvait entraîner cette attitude ... Nombreux sont les Israélites qui cherchent à se sauver en zone non occupée. Un flot ininterrompu d'hommes, de femmes, d'enfants, de malades, traversent différents points de la ligne de démarcation, après avoir fait 25 à 75 km à pied. Un véritable commerce de passeurs s'est établi. Les prix initiaux de 400-500 fr. par personne ont bondi à 5000-10 000 francs. Les mesures administratives vis-à-vis des Israélites étrangers ayant traversé la ligne de démarcation et se trouvant en situation irrégulière sont caractérisées par une tolérance compréhensive. Toutefois, en zone non occupée, 10 000 étrangers israélites doivent être livrés aux autorités allemandes. Un recensement des internés a été fait dans tous les camps du Midi de la France et actuellement tous les centres d'internement sont consignés et isolés entièrement de l'extérieur ; 3000 personnes, hommes, femmes, doivent être déportés le 6, le 8 et le 10 août. Les 7000 restants doivent être pris parmi les étrangers des villes, en situation « flottante », c'est à dire ceux qui n'ont pas de récépissé de demande de carte d'identité. Aussi les étrangers qui se sont enfuis de la zone occupée risquent d'être pris les premiers. Des rafles ont eu lieu à Lyon, Marseille et Toulouse, et dans d'autres villes, les 4, 5, et 6 août et elles continuent. Les compagnies des T.E. (Travailleurs Étrangers) n'ont pas été touchées par cette mesure. »

Le gouvernement Darlan avait regroupé les juifs des compagnies d'internés en compagnies nommées « palestiniennes ». Le statut du T.E. publié en mai 1942 devait provoquer ou favoriser l'émigration. Un rapport de la HICEM (l'organisation centrale d'aide à l'immigration juive à New York), sorti en mai 1942, compte 6445 Juifs ayant quitté la France depuis fin 1940. L'encouragement à l'émigration expliquerait en partie la baisse du chiffre total des internés en zone



non occupée de 40 000 fin 1940, dont environ 20 000 juifs, à 15 000 en été 1942. Le 20 juillet l'octroi de visas de sortie ferma plus ou moins cette porte. De plus, Vichy avait accordé aux allemands l'accès aux T.E. des camps (voir Jean Estèbe et al., *Les Juifs à Toulouse et en Midi toulousain au temps de Vichy*, PU du Mirail 1996).

Le 15 août, « Le Populaire » clandestin, une feuille hectographiée, parle d'une affiche de la SS, collée à Paris un après-midi en juillet à côté de celles appelant à la collaboration et à la relève. Il y est question des familles de « terroristes » quand leur noms seraient connus : « Les hommes de plus de 13 ans, ascendants, descendants et collatéraux, cousins inclus, seraient fusillés, les femmes condamnées aux travaux forcés et les enfants remis à une maison d'éducation surveillée ». Le Populaire continue : « Quelques jours plus tard, autre manifestation de l'humanité hitlérienne. Au petit jour, les agents de police française, en service commandé, sonnaient aux portes de logements occupés par des juifs. Leur mission était d'arrêter les familles entières en séparant les hommes, les femmes et les enfants. ... Tous ces gens dispersés, parqués dans des camps, et dirigés vers quelle destination ? »

Georges Rivera (1885-1967), journaliste et écrivain vaudois (dont la famille venait du sud des Grisons), rédacteur de la Gazette de Lausanne y publie l'éditorial du 15 août : « Le problème Juif » : « On me demande de dire ce que je pense du problème juif, qui redevient d'une tragique actualité en raison des persécutions dont les Juifs sont victimes dans presque toute l'Europe, et plus spécialement dans les pays qui nous entourent ... » Après avoir discuté divers « arguments » en cours « pour » l'antisémitisme à l'aide de paroles de Bernard Lazare, Chaim Weizmann et Werner Sombart, Rivera résume : « Trop de nos contemporains sont tentés d'infliger aux Juifs le rôle de bouc émissaire et je ne puis que souscrire à ces paroles de N. Berdiaeff : La haine des Juifs correspond fréquemment au besoin d'avoir un bouc émissaire ... Or il n'y a rien de plus facile que d'exploiter, auprès d'hommes dont la conscience est rustre et crédule, la culpabilité des Juifs. Le terrain émotionnel est toujours prêt à accueillir le mythe du complot israélite universel, des forces secrètes du judéo -maçonnisme etc. » Néanmoins, les particularités que les premiers trois auteurs attribuent aux Juifs et le fait qu'il y a parmi les capitalistes et les révolutionnaires et ailleurs aussi certains juifs qui ont pu faire du mal indique pour Rivera « qu'il y a une part de vérité dans les griefs que l'on fait aux Juifs ». Mais « ne justifie en rien l'antisémitisme ». Le diagnostic de l'éditorialiste va plus loin, à la conception même de l'homme, déterminé par ses seules qualités biologiques ou, cite – t – il le « personnaliste » catholique Daniel Rops. « s'il est une personne, appelée à une vocation ». « Et c'est qui amène à affirmer qu'il y a une incompatibilité absolue entre le christianisme et l'antisémitisme. C'est un esprit de haine qui est l'essence de l'antisémitisme, et l'esprit de haine n'a pas droit de cité dans le christianisme. » Au surplus judaïsme et christianisme sont indissociables. Rivera s'appuie sur un auteur protestant, lui aussi du cercle des personnalistes de « l'Ordre nouveau », Denis de Rougemont : « Il reste ... que la chrétienté non seulement ne pourra jamais se désintéresser du sort des Juifs, éternellement lié au sien en vertu d'un décret de Dieu, mais qu'elle se doit de juger Israël autrement que ne fait « le monde ». Ce n'est pas au nom d'intérêts passagers que nous avons à prendre position, mais au nom des promesses de la foi. »

Rivera de conclure : « Le devoir des chrétiens, en face du drame d'Israël, est tout tracé : qu'ils commencent par être ou par redevenir des véritables chrétiens, vivant leur foi, en d'autres termes, qu'ils s'inspirent de la vérité chrétienne pour s'efforcer de résoudre le problème juif dans la justice et la charité : c'est ce qu'un journal suisse a le droit et le devoir de dire en ces jours où les Juifs sont ailleurs l'objet de cruelles persécutions. »

Le 7 septembre 1942 le journal « Die Tat » (l'action) quotidien zurichois titre : « Les persécutions des Juifs en France ». La nouvelle qui lui vient de Londres est que le gouvernement britannique a reçu un mémoire de France qui « donne une image fidèle des persécution des juifs là bas. ». Seulement par rapport au récit publié par la Sentinelle, auquel elle ressemble dans les grandes lignes, l'image semble bien moins fiable. Il y est question de 300 suicides entre le 15 et le 16 juillet, dont les noms figureraient dans le mémoire. En outre, le lecteur apprend que le gouvernement britannique est en possession d'un décret de Vichy adressé à la presse qui dit que le proteste du Vatican auprès du Maréchal Pétain en faveur des Juifs de France ne doit être mentionné en aucun cas. La Gazette de Lausanne du lendemain reprend l'article du Die Tat.

Le 14 septembre la Gazette de Lausanne publie un article de René Payot (1894-1970), chroniqueur politique chaque vendredi à la Radio Suisse Romande, très apprécié en France et en Belgique : « Vers un droit naziste ». Il conclut : « On se trouve ainsi au début d'un prodigieux renversement des notions juridiques sur lesquelles se fondait le droit traditionnel germanique. C'est un phénomène d'une portée immense, d'autant plus que, dans un discours récent, M. Frank, après avoir déploré que l'Europe n'ait jamais formé une véritable communauté de droit, déclarait que la victoire de l'Allemagne la rendrait possible. Cette recherche méthodique de l'unification est le trait essentiel de la révolution naziste qui, supprimant la diversité établit une hiérarchie non sur les valeurs traditionnelles mais sur la puissance politique. ». Le 18 septembre la Gazette publie une brève disant que « ... le pasteur Boegner a eu deux entrevues sur le même sujet (la persécution des juifs KS) avec le maréchal Pétain avec lequel il entretient les meilleurs rapports : et le 20 août encore, il écrivait au chef de l'État une lettre dont on nous dit qu'elle est remarquable de dignité et d'humanité. Cette courageuse attitude de M. Boegner n'est pas pour nous surprendre et il y a tout lieu de croire qu'elle est conforme aux sentiments intimes de la grande majorité des protestants de France. » En fait Marc Boegner, en accord avec la demande du Conseil national de l'Église réformée, s'était déjà adressé au chef du gouvernement, François Darlan avec une lettre de protestation lors de la création du Commissariat Général aux Question Juives en mars 1941. Il s'était aussi adressé au Grand rabbin Isaïe Schwartz par une lettre exprimant sa sympathie et celle de l'église protestante avec les juifs persécutés. Il ne cessait de dénoncer les lois et mesures antisémites. Aux yeux des protestants il n'y a pas de « questions juives » avait-il écrit. Sa lettre de protestation avait reçu une certaine publicité car « Au pilori », journal d'agitation antisémite 1940-1944, s'était procuré une copie et avait publié cette « lettre inadmissible ».

« La dénonciation de l'antisémitisme de Vichy ou les protestations contre les internements et les persécutions restent le fait d'actes isolés ou de minorités peu représentatives. L'exception, notable, concerne les protestants » a écrit Pierre Laborie en 1993 (« 1942 et le sort des juifs »,

Annales 48-3). L'été 1942 changea la donne, un sursaut se produit, une modification des comportements au-delà de la complicité passive. Laborie résume : « Si la mutation (de l'attitude en France KS) qui se produit en 1942 peut difficilement être dissociée du processus de détachement à l'égard du régime, déjà perceptible depuis plusieurs mois, elle apparaît bien comme la conséquence directe de deux faits essentiels : l'obligation, par l'ordonnance du 29 mai 1942, du port de l'étoile jaune dans la zone occupée : l'accélération brutale de la persécution par tout un ensemble d'actions violentes regroupées par simplification sous la notion englobante de « grandes rafles » de l'été 1942. Il s'agit des arrestations massives, qui préparent les déportations et débutent avec la rafle du Vel d'Hiv ... le 16 et 17 juillet, touchent les populations juives sédentaires ou réfugiées de plusieurs départements de la France occupée, se poursuivent dans la zone libre – sous la responsabilité de Vichy – avec le transfert et la déportation des internés, des « préstataires » des groupements de travailleurs étrangers (GTE) et enfin avec les grandes rafles des 26-28 août. »

Un sursaut donc qui mène à l'organisation active du sauvetage. Mais si des milliers de vie ont pu être sauvés, écrit Pierre Laborie, ce développement « ne peut suffire à tout expliquer. Comme le souligne Adam Rayski, et comme Georges Wellers l'avait déjà suggéré en montrant le passage, dans la population juive, d'un temps des illusions et de « l'autodéfense inadaptée » à « l'autodéfense efficace », il y a aussi, chez les Juifs, un changement d'attitude et de comportement en 1942. Il ne doit pas être oublié. Les deux tournants sont concomitants et solidaires. Leur efficacité se nourrit de leur complémentarité. Si les Juifs traqués ont pu s'appuyer sur l'aide de divers secteurs de la population, ils ont surtout trouvé dans cette solidarité des raisons de ne pas se résigner et la certitude qu'ils devaient être, eux-mêmes, les propres acteurs de leur survie. »

Le 3 octobre 1942 le « Argentinisches Wochenblatt », hebdomadaire de langue allemande à Buenos Aires publie un éditorial « France » de l'éditorialiste « Dr. F. S. » : « Cette France qui commence à exporter des dizaines de milliers de ses ouvriers en Allemagne, qui livre des dizaines de milliers de réfugiés juifs à leurs bourreaux et se lave les mains en même temps, c'est la France en son humiliation la plus profonde. Cette France qui proteste contre bassesse et lâcheté, ça c'est la France de demain. La France d'aujourd'hui donne la preuve que nous nous trouvons non seulement dans une crise de la culture allemande introduite par la montée du nazisme, mais dans une crise générale de la culture européenne ... « To make the world save for democracy » c'était la parole pendant la Première guerre mondiale. Elle est restée infertile parce que la démocratie anglaise avec Baldwin et Chamberlain s'est endormie. Une des causes décisives du déclin fut le fait que le peuple français n'était pas prêt de continuer une ligne de la politique étrangère qui avait été relativement droite jusqu'à Tardieu et que Bardieu a essayé de reprendre. Cette politique demandait continuellement des sacrifices, certainement en argent, peut-être en sang. Et d'autant plus quand on a laissé l'Allemagne redevenir forte. ... Il s'est répété un vieux problème de la politique française ... ce problème est qu'un peuple d'un pays au « coulent le lait et le miel », qui regarde avec fierté et amour la douce France, à qui la France est le « camp de concentration du bon Dieu », qu'un tel peuple qui a pour vivre et sais vivre et qui sais penser, est content de vivre en sécurité. Quand Daladier, revenant de Munich a été adoré parce qu'il rapporta la paix, il se serait détourné en disant

« O ces cochons ! » Mais ils n'étaient pas si mauvais que ça .. La France voulait la paix, mais elle ne trouvait personne qui lui donna la paix. Ce conflit, qui était résoluble du temps de la République de Weimar et devint insolvable après 1933 faisait périr la France. Il en est sorti une série de courants politiques mais au fond on est resté au « Fiche-moi la paix »

« La deuxième cause du débâcle français est la lutte entre le Capital et le Travail ou « la peur du communisme », Les luttes sociales ne se soucient généralement pas de la situation de l'État et l'appel des politiciens à l'union n'est souvent que le discours impuissant et ineffectif de ceux qui n'ont rien fait pour l'union. En France ça se venge maintenant qu'on a été plus en retard concernant le social que dans la plupart des autres États de l'Europe centrale et de l'ouest. Les ouvriers demandent des droits et les syndicats la semaine de 40 heures ... Longtemps avant ces mouvements et toujours quand la situation dans l'État lui a semblé menaçante, le Capital s'est servi de cette mesure pernicieuse qu'on appelle « Fuite du Capital ». On se sauvant soi-même on crée le maximum de détresse économique pour les autres. Ensuite on a commencé à donner de l'argent aux croix de feu et au Cagoulauds. En plus la guerre d'Espagne est arrivée. Les états fascistes n'en ont pas tiré tout ce qu'ils avaient espéré, mais ils ont obtenu un succès incomparable : la peur du bolchevisme en France (et en Angleterre) a atteint un degré qui a totalement paralysé ces pays. »

L'auteur de l'article continu a décrire les failles du parlementarisme, le changement fréquent des majorités, le manque de discipline, les scandales comme dernièrement celui de Stavisky, la nullité des présidents de la république, Doumer qui n'y était arrivé que par l'intrigue de Tardieu qui élimina Briand, les difficultés résultant de la mauvaise gestion économique de Tardieu. Les derniers, qui en temps de détresse ont su unir étaient Clemenceau et Poincaré... En ce qui concerne le militaire, l'armée qui était considérée comme la meilleur du monde qui avait échoué si déplorablement : les militaires ont dormi et n'ont même pas tiré des enseignements de la campagne des nazis en Pologne. Conclusion : « La démocratie française a été détruit pendant la guerre. Mais qu'elle n'avait pas d'armes n'était que l'expression calamiteuse du fait qu'elle avait intérieurement cessé d'exister. Le procès du renouveau qui viendra et qui a peut-être commencé déjà, sera aussi difficile que le procès de renouveau européen en général. » - Le Argentinisches Wochenblatt était une vieille entreprise familiale fondé par le grand-père Johannes Alemann de l'actuel éditeur, immigré de Suisse en Argentine avec sa famille. À cause de sa prise de position pro-Weimar et anti-fasciste, les nazis avaient essayé de mettre le journal en difficulté dès 1933. En 1936 l'université d'Heidelberg avait retiré son doctorat à Ernesto Alemann, l'éditeur depuis 1925.

À la Une du Wochenblatt du 31 octobre 1942 on lit : « Le moulin d'humains de Laval » « ...Au mois de juin déjà, Laval avait décidé de condamner à la déportation d'abord 30 000 réfugiés juifs de la zone occupée, ensuite 10 000 de la zone non-occupée, pour ainsi diminuer le déficit de la déportation de travailleurs français. Les arrestations à Paris commencèrent le 16 juillet, à Marseille le 3 août. Le 10 août 2000 réfugiés internés en zone sud étaient partis en déportation. On dit qu'il ne seraient pas mis au travail en Allemagne, mais en Pologne ou même à l'arrière du front en Russie. - Tout le système Laval duquel le travail forcé est partie intégral, s'approche d'une crise. Les

conséquences seraient peut-être sensibles bientôt. » Les faits sont que la « relève » du chef du gouvernement, la libération d'un prisonnier contre 3 travailleurs pour l'Allemagne, ne trouve pas assez de volontaires. Le commissaire allemand en demanda 350 000. La conséquence furent la loi du 4. Septembre 1942 (autorisant le gouvernement d'appeler les hommes de 18 et 50 ans et les femmes non mariées de 21 à 35 ans au service de travail « dans l'intérêt national ») et celle du 16 février 1943 du Service de travail obligatoire (STO) pour des tranches d'âge entier. À la fin de 1942 250 000 travailleurs étaient recrutés. 37 000 avaient refusé de partir. À la fin en novembre 1944, environ 600 000 personnes avaient été recrutées et 200 000 furent des volontaires. Le nombre des « réfusniks » a été estimé à 240000, dont 10 % se sont joints à la résistance. Le Wochenblatt continu de colporter des nouvelles vagues, souvent avec un grand retard ; il maintient longtemps l'opinion que les nazis déportent les juifs, certes avec une extrême brutalité et le mépris de vies humaines, au travail forcé et à une vie « regroupée » ailleurs comme le prétendait la propagande allemande. Pourtant « de Lublin aucune nouvelle ».

**25. Le tournant de la propagande.** Les services secrets britanniques étaient informés des rapports des Einsatzgruppen qui suivaient le front d'invasion sur le territoire soviétique, rapports où figuraient les chiffres de personnes tués dans les meurtres de masse, notamment des juifs. Protégeant ses sources et tenant compte de sa stratégie de propagande de guerre, Churchill n'avait parlé que de « patriotes russes » tués de sang froid, quand il annonça les massacres nazis à la BBC le 24 août 1941 : « nous sommes en présence d'un crime sans nom ». Le rapport d'Oyeg Chabbes avait mis les autorités alliés au courant de Chelmno, l'information sur les camps de la mort passa par le Bund et ces contacts avec les socialistes polonais souterrains, par l'Armia Krajowa, par les suédois entre Varsovie et Stockholm, par Hashomer Hatseir et des scouts polonais. Comme le Forverts, le Times publia des extraits du rapport émis du gouvernement polonais le 10 juillet 1942 et le 10 août Newsweek informe le public des trains qui partaient du ghetto de Varsovie vers une « destination inconnue ». N'empêche que les journaux reproduisent, avec ou sans interprétation, aussi des « fake news » de la propagande nazi sur les « déplacements » des populations juives. À Londres les informations ne furent pas particulièrement dissimulées (je suis ici l'article de Willy Coutin 2012), Szmuel Zygielbojm, le représentant du Bund au Conseil national polonais, les distribua et Wladislaw Sikorski, général et Premier ministre déclara à la BBC le 9 juin 1942 : « La population juive de Pologne est condamnée à anéantissement... ». Le lendemain il dénonça l'extermination de la population juive dans une dépêche aux gouvernements alliés. Ernst Lemmer (1898-1970), volontaire de guerre en 1914, membre (DDP) du Reichstag avant 1933, correspondant à Berlin du Pester Loyd, de la Neue Züricher Zeitung et autres journaux étrangers après, et selon la CIA un des principaux informateurs du réseau Blun (voir plus haut), fit savoir l'existence des chambres à gaz sans être cru. Edgar Salin (1892-1974), comme Lemmer volontaire de 1914, membre du cercle du poète Stefan George, sociologue, économiste, universitaire à Bâle/Suisse depuis 1927, communiqua le message qui lui était venu directement du Haut commandement de la Wehrmacht le 27 juillet 1942 adressé à Roosevelt et Churchill ; « si la BBC dissuade quotidiennement et par avance d'allumer, les fours à gaz, alors leur utilisation devrait s'en trouver

empêchée ; parce que les criminels font tout pour que le peuple allemand n'apprenne pas ce qu'ils planifient ». Le message passa à Washington mais resta sans conséquence. Eduard Schulte (1891-1966) était le directeur général de l'entreprise Griesche, depuis 1926 enregistrée à Delaware en tant que « Silesian-American Corporation » gérée par Prescott Bush, le père de George Bush et une des plus grandes productrices de zinc de l'Europe, notamment en Pologne et propriétaire également de très importantes mines de charbon. L'entreprise avait des bureaux à Breslau/Wroclaw et près de Birkenau, le représentant américain siégea à Zurich. Depuis 1939 Schulte informa les organisations juives et les services suisses et alliés via un contact polonais. Son suppléant à la direction, hitlérien notoire, avait participé à une réunion d'Hitler de chefs nazis le 17 juillet et le secret de la « solution finale » passa ainsi à Schulte qui le transmis à Gerhart Riegner, représentant du Congrès mondial juif en Suisse à Genève en juillet. Le télégramme chiffré de Berne au Foreign Office, originaire du consul britannique à Genève, date du 10 août, celui de l'ambassadeur américain à Berne à Washington du 11. Quand le 28 août Stephen Wise, président du Congrès mondial juif à New York obtient finalement le message que Riegner avait voulu qu'on le lui transmette sans délai, Wise essaya, quatre jours plus tard de le passer à Roosevelt via le sous-secrétaire Summer Wells et le juge de la cour suprême, Felix Frankfurter. Mais rien n'en suit jusqu'à la déclaration publique des Alliés en novembre.

Le 1 novembre 1942 le Palestine Post titre : « La persécution raciale sera terminée - Churchill » c'était le message que le Premier avait envoyé à l'assemblée de 10 000 personnes à l'Albert Hall organisée par les députés juifs, présidé par l'archevêque de Canterbury et attendue par les représentants des gouvernements des Nations unies, Jacques Soustelle pour celui de De Gaulle. Le 17 novembre, la Une du Palestine Post informe : « 114 internés de retour de l'Europe occupée par les nazis. Scènes de retrouvailles à la station d'Affula ». Il s'agit de 45 résidents britanniques et 69 résidents juifs de Palestine, en majorité des femmes et des enfants venant de différentes villes de Pologne, quelques uns d'Allemagne qui ont été échangés en Turquie contre des allemands. Le 22 le journal spécifie : 13 avaient vécu à Radom, 3 à Pietrkov, 5 à Bandin, 4 à Sosnowitz, 2 en Galicie, 3 à Bialystok, 4 à Anvers, 14 en Hollande, 3 en France. 18 en Allemagne et sont encore retenus en quarantaine. Les autres venaient du camp d'internement de Liebenau au Wurtemberg ou vivaient ailleurs dans des grandes villes en Allemagne. Le 23 novembre le Palestine Post titre : « Massacre des juifs d'Europe. Exécution du plan d'Hitler » : « D'un correspondant spécial, Genève, octobre (par lettre) ... Le fait simple est que Hitler réalise sa promesse de détruire le judaïsme européen. » « Récemment 24 000 hommes, femmes et enfants juifs habitant le ghetto de Riga ont été sortis ... et massacrés à la mitrailleuse par la Gestapo et la police lettonne. » - Le retour des internés en Palestine et les récits de ce qu'ils ont vu et vécu, enregistrés par des agents britanniques pendant leur « quarantaine » mènent à un changement parmi les juifs de Palestine, l'attention pour la politique d'extermination des nazis monte fortement, manifestations à Tel Aviv et des jours de prières en témoignent.

En novembre/décembre 1942 l'actualité de la guerre fait entrevoir la défaite de l'ennemi pour la première fois. Les troupes de l'Axe sont battus en Afrique du nord et se trouvent dans une

situation désespérée à Stalingrad. En Asie les japonais seront forcés de se retirer des îles Salomon. La propagande des alliés anticipant la victoire ne souffre plus d'être contredite par une réalité d'avancées allemandes. Et le constat persistant d'impuissance face au massacres des juifs risque moins d'attiser le défaitisme. Les crimes nazis contre l'humanité peuvent être dénoncés et décrits avec précision : crimes antisémites en premier lieu. Le 18 décembre, le « France », quotidien à Londres décrit l'évènement : « Le Parlement de Westminster a observé hier quelques secondes de silence en hommage aux Israélites d'Europe qui sont livrés aux tortionnaires du IIIe Reich. Dans une atmosphère d'émotion, qui restera inoubliable pour tous ceux qui assistaient à cette séance, les députés britanniques se sont spontanément levés à leurs bancs et ont associé la démocratie britannique aux sentiments d'horreur profonde et de colère vengeresse qu'inspire au monde civilisé le sort abominable réservé par Hitler aux Juifs d'Europe. Le débat avait été ouvert par M. Anthony Eden, ministre britannique des Affaires Etrangères, qui a donné lecture, au nom du gouvernement de Sa Majesté, de la déclaration dont on trouvera le texte plus loin. Puis, deux députés de religion juive, MM. Silvermann et James de Rothschild, prirent successivement la parole. Tandis que M. de Rothschild prononçait sa conclusion, un député travailliste, M. Cluse, proposa à la Chambre de communier, debout et en silence, pendant quelques instants avec les victimes des nazis. Il fut imité sur le champ par tous les députés qui, debout et tête baissée, approuvèrent ainsi sans réserve la déclaration. » L'éditorialiste titre : « Solidarité Humaine » et poursuit : « À Londres, Moscou et Washington, simultanément a été rendu public hier le texte d'une déclaration solennelle des gouvernements britannique, américain et soviétique en accord avec huit gouvernements européens et le Comité National Français, au sujet de l'extermination de la population juive d'Europe par les autorités hitlériennes. Cette déclaration est le résultat des conversations engagées à ce sujet depuis quelque temps déjà, entre les gouvernements britanniques, américains et soviétique et des notes diplomatiques du gouvernement polonais.... Ce n'est pas la première fois que les Alliés expriment leur opinion et font connaître leurs intentions au sujet des crimes commis par Hitler et ses agents dans les pays occupés. ... Ainsi la « Déclaration commune » du 17 décembre 1942 peut être considérée comme un complément de l'action interalliée, telle qu'elle a été définie par les déclarations et résolutions antérieures.... Elle s'en distingue, en ce sens que les persécutions hitlériennes contre la population juive d'Europe sont un des aspects les plus odieux, les plus révoltants de la barbarie hitlérienne. Elles sont l'expression d'une politique délibérée qui vise à l'extermination de toute une population. Cette politique systématiquement appliquée avant la guerre, en Allemagne d'abord, a contribué, autant que le cri de guerre contre le communisme, à la division et à l'affaiblissement des peuples d'Europe et d'Amérique devant l'agression hitlérienne. La résolution commune des Alliés atteste que l'Europe et l'Amérique se sont retrouvées, qu'elles sont non seulement devenues insensibles à la propagande allemande, mais encore que, redevenues fidèles à leur traditions et à leur idéal, elles sont décidées à en finir avec la barbarie hitlérienne. La résolution du 17 décembre est une manifestation de solidarité humaine qui atteste la volonté des Nations Unies de détruire jusqu'en ses fondements la force et l'idéologie hitlérienne. »

Le Palestine Post et le bulletin de la JTA du 18. publient, bien sûr, le texte de la déclaration. « L'annihilation des juifs par les nazis condamnée. Déclaration commune des Alliés. Le plan diabolique confirmé » titre le premier et encore : « Les criminels n'échapperont pas ». JTA fait savoir que « Le public britannique a été impressionné par la manifestation pro-juif au parlement ». À la question qu'est ce qui pourrait être fait, le secrétaire d'État américain Cordell Hull a répondu que l'extradition des coupables des crimes pourrait être une condition d'un éventuel arrangement. À la chambre des Lords l'évêque de Londres a dit : « Aussi satisfaisant qu'elle est, cette déclaration, elle ne haute pas cette horrible pensée d'impuissance de laquelle nous sommes tous conscients, car nous apportons aucune aide à ceux qui souffrent. » Il appela au gouvernements des Nations Unies d'informer tous les gouvernements des pays neutres que pour chaque juifs qu'il sauvent, « nous allons porter ou partager les frais et prendre soin qu'il pourra prendre domicile ailleurs après la guerre .»

**Remarques concluantes.** Je m'arrête là. Au début du tournant de la guerre, au moment de la déclaration des Alliés qui rompe avec le silence de la propagande sur la spécificité des crimes contre l'humanité de l'ennemi. Le silence sur la spécificité que les victimes sont juif, de loin la plupart et partout. Silence aussi sur le fait que l'antisémitisme brutal et finalement génocidaire est constitutif des structures répressives du régime, sert à maintenir la cohérence de l'appareil et le pouvoir des dirigeants.

Les notes ci-dessus ne représentent qu'une collection de matériaux à peine commentés. Peut-être serviront-ils à qui veut en tirer des conclusions. Pour l'instant je m'en garde. Je ne rajoute que quelques lignes sur une question qui ne m'est pas sortie de la tête tout le long de mes recherches : Le comité Creel (v. plus haut p.140) nommé par Woodrow Wilson en 1917 avait démontré qu'une campagne politique peut tirer profit de résultats scientifiques, notamment de connaissances en psychologie. Edward Bernays, psychologue et membre du comité, partait du principe que l'opinion publique est nettement moins influencée par une campagne argumentative que par des symboles appelant au rêves et désirs subconscients. Une connaissance qui ensuite avait fait preuve d'efficacité dans les campagnes de publicité commerciale, notamment de l'industrie du tabac. Avec ou sans cette connaissance scientifique, fascistes et nazis, dès leurs débuts, s'étaient appuyé fortement sur le symbolique dans leur quête du public. En 1931, au sein du Reichsbanner, Carlo Mierendorff et Serge Tchakotine constatèrent un déficit en « sensualité » (Sinnlichkeit) de la campagne anti-nazi de leur parti traditionnellement discursif, le SPD. Ils proposèrent, non sans succès, une série de symboles à opposer à ceux des nazis comme « Freiheit » à l'encontre de « Sieg Heil », le rectangle du bras levé au poing fermé contre le salut hitlérien. Carlo Mierendorff (1897-1943), député et théoricien du parti, deviendra une figure importante de la résistance après avoir passé les premières cinq années du 3ième Reich au camps. Il meurt lors d'une attaque aérienne sur Leipzig en décembre 1943. Serge Tchakhotine (1883-1973) avait grandi à Odessa, son père étant russe, sa mère grecque, il avait fait des études de médecine, de pharmacologie, de biologie en Allemagne, fut ministre de propagande de Krasnow, chef des cosaques contre-révolutionnaires, ensuite de Kornilow. Travaillant comme biologiste en France et à Zagreb ses idées s'approchaient



de celle de Lénine et jusqu'en 1930 il travaillait à la mission commerciale soviétique à Berlin, ensuite de nouveau comme biologiste à Heidelberg. Antifasciste et anti-nazi engagé, il perd son poste en mai 1933. En exil en France il est en partie responsable de la propagande du Front populaire. En 1939 à Paris il publia *Le Viol des Foules par la Propaganda politique*. Les allemands l'arrêtèrent à Compiègne, mais grâce à ses relations avec des universitaires allemands, il fut libéré. Dès 1958 il travaillait comme micro-biologiste dans le cadre de l'Académie soviétique. Il est considéré comme un initiateur des formes modernes de la propagande politique.

Ceci pour dire que la propagande dans la mesure où elle veut et peut changer l'opinion publique est obligée de réfléchir à la lumière des connaissances socio - psychologiques sur l'effet d'une parole, d'un signe qu'elle donne. La presse, me semble-t-il, même au premier degré ou elle voudrait « informer, rien qu'informer », influence l'opinion publique, parfois jusqu'au point où elle devient « whistleblower ». Elle nécessite donc ce qu'on appelle, si je ne me trompe pas, une ligne éditoriale. Sans compromettre son indépendance de la propagande gouvernementale ou autre, elle partage avec le « management des relations publiques » l'obligation de réfléchir à l'éventuelle influence sur l'opinion. Elle se doit au possible une connaissance des mentalités de son public, de sa réaction au signaux qu'elle donne, notamment par des informations « d'évènements phares », par la place et l'espace qu'elle leur consacre. Supposons qu'actuellement « ma ligne éditoriale » soit de contrecarrer les préjugés quelconques racistes, anti-minorités etc. Sans vouloir minimiser les faits à dénoncer, quelle importance est ce que je leur donnerais, quelle est l'effet du Signal que je lancerais ? Si la réponse en matière de préjugés anti-juifs me paraît pas simple même aujourd'hui, oh combien plus difficile ne devait-elle pas avoir été, j'imagine, à une époque où des mentalités racistes, colonialistes, nationalistes foisonnaient de façon quasiment inimaginable aujourd'hui. Ou encore quand deux propagandes de guerre entraient en considération. Aussi, pendant une longue période, l'une voyait ses promesses de sauvetage, de libération de victoire contredites par les faits de guerre. Et même ensuite, pendant trop longtemps cette propagande devait faire face au fait qu'elle pouvait dénoncer les crimes contre l'humanité de l'ennemi mais ne pouvait en rien signaler le succès des militaires d'en avoir empêché. Maintenir le moral des troupes et des populations était la tâche. J'imagine que « ma ligne éditoriale » n'en serait pas restée non affectée...

**Post-scriptum.** Quand je parle des premières dix années de ma vie passées en Allemagne nazie, des amis en France me disent que je semble oublier la shoa. L'allemand qui oublie le meurtre de millions d'enfants, femmes et hommes, pratiquants la religion ou non, déclarés « de race juive ». Mépris, exclus de la société, assassinés par mes « compatriotes », par les Einsatzgruppen. Déportés, tués par l'épuisement, tués dans les chambres à gaz, les « moulins de la mort ». - Pourquoi l'oublierais-je ? L'allemand, devait-il, plus que n'importe quel humain, ne pas oublier que l'inhumain peut sommeiller en lui ? Est-ce une « rationalisation » une fuite devant l'émotion, une défense ? Soit-ce la cause qui me fait dire que je ne veux pas « aimer » mon pays, la nation, mon peuple ? Il me semble que l'absence de sentiments plus ou moins profonds pour ma « patrie » ne touche en rien à un frisson de doute existentiel, une crainte persistante et des moments de tristesse profonde devant l'irréparable.

Il me semble en fait que la construction de l'État national, notre notion de la Nation, soient aujourd'hui et depuis longtemps, anachroniques, en dépit de leur virulence toujours actuelle. En France comme ailleurs. Formuler des règles, veiller qu'il soient respectées, créer et maintenir des (infra-)structures, garantir un cadre de la vie sociale, matérielle et spirituelle etc. - cela implique une pédagogie institutionnalisée, des organes législatifs, exécutifs, juridiques - supposés indépendants l'un de l'autre, le financement commun de l'ensemble implique une structure en quelque sorte étatique, de droit et démocratique. Le vivre ensemble, l'existence tout court, demandent d'abord une solidarité humaine. Des liens affectifs surviennent. Des constructions identitaires (non exclusives) aussi, désignant l'appartenance à une collectivité ou une autre. Mais "l'amour de la patrie, de la nation", en guise de "l'amour de Dieu" (mal comprise?) d'avant, cache davantage le même autoritarisme peu démocratique de cet « amour ». La demande d'un lien affectif "collectivise" ou « colonise » l'individu, on tache d'établir par l'appel à l'irrationnel la construction des ensembles d'humains, où un maximum de rationalité en commun est requise au citoyennes et citoyens. L'état-nation qui réclame une « souveraineté », au nom de « la volonté du peuple » ou non, une souveraineté qui de facto est une illusion en temps de la mondialisation, me semble contraire aux idéaux de Liberté, Égalité, Fraternité portés vers l'ensemble de l'humanité. Ou, si j'interprète que ces idéaux ne soient que l'expression de la demande d'une vie en paix de l'humanité, d'un respect de la dignité de chacune et chacun : ne s'agit-il pas, aujourd'hui, comme me semble dire Monique Chemiller-Gendreau, doyenne du « droit international » de « redistribuer » la « souveraineté » des états par une multitude de subsidiarités pour l'attribuer à l'organisation des citoyennes et citoyens du monde dans le cadre d'un « contrat social » ?

\* \* \*

November 2019, Klaus Schlüpmann, ks@aleph99.org